Vincent Lemieux

Professeur retraité de science politique, Université Laval

(1985)

Systemes partisans et partis politiques

Un document produit en version numérique par Pierre Patenaude, bénévole,
Professeur de français à la retraite et écrivain
Chambord, Lac—St-Jean.

Courriel: pierre.patenaude@gmail.com

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, à partir du livre de :

Vincent Lemieux

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES.

Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1985, 275 pp.

M. Vincent Lemieux a été professeur de science politique de 1960 à 1992 au département de science politique de l'Université Laval. Maintenant à la retraite de l'enseignement.

[Autorisation formelle accordée au téléphone le 13 août 2004 par M. Vincent Lemieux et confirmée par écrit le 16 août 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres. Un grand merci à Mme Suzie Robichaud, vice-doyenne à la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi pour ses démarches fructueuses auprès de M. Lemieux : Suzie_Robichaud@uqac.ca]

liste des publications de M. Vincent Lemieux :

<http://www.pol.ulaval.ca/personnel/professeurs/vincent-lemieux.htm>

<http://www.pol.ulaval.ca/documents/publications/pubLemieux.pdf>

Courriels : vlemieux@sympatico.ca et Suzie_Robichaud@uqac.ca

Polices de caractères utilisée : Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 29 avril 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Vincent Lemieux

Professeur retraité de science politique, Université Laval

**SYSTÈMES PARTISANS
ET PARTIS POLITIQUES**

Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1985, 275 pp.

[xi]

Table des matières

Table des matières

[Liste des tableaux](#)

[Liste des figures](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

[**Introduction**](#)

[Chapitre 1.](#) L'étude des partis et des systèmes partisans

1.1. [L'état actuel de la science des partis](#)

1.2. [Trois grandes questions sur les partis](#)

1.3. [Une perspective unificatrice](#)

[Résumé thématique](#)

[Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 2.](#) Une approche systémique

2.1. [L'approche systémique des partis](#)

2.2. [Les composantes des partis](#)

2.3. [Les fonctions des partis](#)

2.4. [Les systèmes partisans, le système politique et l'environnement](#)

2.5. [Contrôle, variété et contrainte](#)

[Résumé thématique](#)

[Orientation bibliographique](#)

PREMIÈRE PARTIE.

[**Les types de systèmes partisans**](#)

[Chapitre 3.](#) Une typologie des systèmes partisans

3.1. [Quelques typologies bien connues](#)

3.2. [Les typologies plus universelles](#)

3.3. [Une typologie fondée sur les phénomènes de contrôle](#)

[Résumé thématique](#)

[Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 4.](#) Les systèmes monopolistes

- 4.1. [Les systèmes unipartistes simples](#)
- 4.2. [Les systèmes unipartistes complexes](#)
- 4.3. [Les systèmes quasi unipartistes ou à parti prédominant](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 5.](#) Les systèmes compétitifs

- 5.1. [Les systèmes pluripartistes simples : le bipartisme](#)
- 5.2. [Les systèmes pluripartistes complexes : une situation instable](#)
- 5.3. [Les systèmes multipartistes simples](#)
- 5.4. [Les systèmes multipartistes complexes](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

DEUXIÈME PARTIE.
[Les composantes des partis](#)

[Chapitre 6.](#) La composante interne des partis

- 6.1. [La thèse de Roberto Michels](#)
- 6.2. [Centration et décentration des contrôles](#)
- 6.3. [Us contrôles internes dans les systèmes monopolistes](#)
- 6.4. [Les contrôles internes dans les systèmes compétitifs](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 7.](#) La composante publique des partis

- 7.1. [La théorie d'Anthony Downs](#)
- 7.2. [Contrôles intensifs et contrôles extensifs](#)
- 7.3. [Les partis communistes](#)
- 7.4. [Les Partis socialistes, travaillistes et sociaux-démocrates](#)
- 7.5. [Les partis centristes](#)
- 7.6. [Les Partis conservateurs ou de droite](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 8.](#) La composante gouvernementale des partis

- 8.1. [Le point de vue de Richard Rose](#)
- 8.2. [Le caractère programmatique ou opportuniste des contrôles](#)
- 8.3. [Les petits partis opportunistes](#)
- 8.4. [Les petits partis programmatiques](#)
- 8.5. [Les grands partis programmatiques](#)
- 8.6. [Les grands partis opportunistes](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 9.](#) Une théorie systémique des partis

- 9.1. [Les composantes, la variété et la contrainte](#)
- 9.2. [Les différents types purs de partis](#)
- 9.3. [Les types mixtes](#)
- 9.4. [Les types exceptionnels](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

TROISIÈME PARTIE.
[Les fonctions des partis](#)

[Chapitre 10.](#) Les fonctions de sélection

- 10.1. [Les fonctions des composantes](#)
- 10.2. [Définition des fonctions de sélection](#)
- 10.3. [Le versant public des fonctions de sélection](#)
- 10.4. [Le versant gouvernemental des fonctions de sélection](#)
- 10.5. [Des partis de permanents, de militants et de leaders](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 11.](#) Les fonctions de représentation

- 11.1. [Définition des fonctions de représentation](#)
- 11.2. [Le versant interne des fonctions de représentation](#)
- 11.3. [Le versant gouvernemental des fonctions de représentation](#)
- 11.4. [Des partis de relationnistes, d'organiseurs et d'intermédiaires](#)
- [Résumé thématique](#)
- [Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 12.](#) Les fonctions de gouverne

- 12.1. [Définition des fonctions de gouverne](#)
- 12.2. [Le versant interne des fonctions de gouverne](#)
- 12.3. [Le versant public des fonctions de gouverne](#)
- 12.4. [Des partis de conseillers, d'arbitres et de régulateurs](#)

[Résumé thématique](#)

[Orientation bibliographique](#)

Conclusion

[Chapitre 13.](#) Les transformations des partis et des systèmes partisans

- 13.1. [Les sources de changement dans l'environnement sociétal](#)
- 13.2. [Du système politique au système partisan](#)
- 13.3. [Système électoral et système partisan](#)
- 13.4. [Les relations entre partis](#)
- 13.5. [Deux études de cas](#)

[Résumé thématique](#)

[Orientation bibliographique](#)

[Chapitre 14.](#) L'évaluation des systèmes partisans et des partis

- 14.1. [Un schéma d'évaluation](#)
- 14.2. [L'évaluation des systèmes partisans](#)
- 14.3. [L'évaluation des partis](#)
- 14.4. [Les jeux de la variété et de la contrainte](#)

[Résumé thématique](#)

[Orientation bibliographique](#)

[Bibliographie des auteurs cités](#)

[Index](#)

[11]

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#)

- [Tableau 3.1.](#) Les typologies des systèmes partisans examinées selon leurs auteurs et les principaux traits pertinents retenus par ces auteurs
- [Tableau 3.2.](#) Typologie des systèmes partisans selon certaines caractéristiques de la direction du gouvernement par les partis
- [Tableau 9.1.](#) Les six types purs de partis tels que déterminés par l'ordre d'importance des composantes
- [Tableau 9.2.](#) Les six types mixtes de partis tels que déterminés par l'ordre d'importance des composantes
- [Tableau 14.1.](#) Le nombre d'éléments de variété et d'éléments de contrainte dans les différents types de systèmes partisans et de partis

[11]

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES

Liste des graphiques

[Retour à la table des matières](#)

- [Graphique 2.1.](#) Le système partisan, les partis et leur environnement
- [Graphique 2.2.](#) Schéma des partis et des systèmes partisans, selon Sorauf
- [Graphique 2.3.](#) Les trois composantes des partis et les relations fonctionnelles entre elles
- [Graphique 2.4.](#) Un système partisan à deux partis
- [Graphique 4.1.](#) Les systèmes monopolistes du point de vue de la variété et de la contrainte
- [Graphique 5.1.](#) Les systèmes compétitifs du point de vue de la variété et de la contrainte
- [Graphique 6.1.](#) Les trois traits pertinents de la centration et de la décentration des contrôles dans la composante interne des partis
- [Graphique 7.1.](#) Les deux traits pertinents du caractère intensif ou extensif du contrôle dans la composante publique des partis
- [Graphique 7.2.](#) Quelques-unes des distributions d'électeurs discutées par Downs
- [Graphique 8.1.](#) Les trois traits pertinents du caractère programmatique ou opportuniste du contrôle dans la composante gouvernementale des partis
- [Graphique 9.1.](#) Les caractéristiques des partis selon les intrants dominants qui affectent leurs composantes
- [Graphique 9.2.](#) Les six types purs de partis
- [Graphique 9.3.](#) Les relations de voisinage entre les six types purs et les six types mixtes de partis

- [Graphique 10.1.](#) Les fonctions de sélection sur leur versant public et sur leur versant gouvernemental
- [Graphique 10.2.](#) Les positions principales dans les partis de sélection
- [Graphique 11.1.](#) Les fonctions de représentation sur leur versant interne et sur leur versant gouvernemental
- [Graphique 11.2.](#) Les positions principales dans les partis de représentation
- [Graphique 12.1.](#) Les fonctions de gouverne sur leur versant interne et sur leur versant public
- [Graphique 12.2.](#) Les positions principales dans les partis de gouverne
- [Graphique 13.1.](#) Les différentes voies de transformation des systèmes partisans et des partis
- [Graphique 13.2.](#) Les trois éléments d'un système électoral
- [Graphique 14.1.](#) Schéma systémique des différents objets d'évaluation

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Les nombreux systèmes partisans et partis politiques qui existent à travers le monde ont pour caractéristique commune de chercher à contrôler les mandats d'autorité dans la société, en s'appuyant de quelque façon sur les publics à la base. Par ailleurs, ils se distinguent entre eux par les choix qui sont faits en faveur de la variété ou de la contrainte. Certains systèmes sont compétitifs, c'est-à-dire ouverts à la variété ; d'autres sont monopolistes, c'est-à-dire fondés sur la contrainte. Cette grande opposition entre la variété et la contrainte permet de construire une théorie des partis politiques, d'expliquer les transformations qui se produisent dans les systèmes partisans et dans les partis, et de procéder à l'évaluation des phénomènes partisans.

Que vous soyez membre d'un parti politique, de la fonction publique, professeur ou étudiant, vous serez amené, à la suite de l'auteur de SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES, à constater que la solution ne réside pas nécessairement dans l'option radicale pour la variété ou pour la contrainte, mais dans des choix qui harmonisent entre elles ces deux voies d'organisation des ensembles humains.

L'auteur, Vincent Lemieux, est professeur au département de science politique de l'université Laval.

[vi]

Le Fonds F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche a accordé une aide financière pour la rédaction et l'édition de cet ouvrage, dans le cadre de sa politique visant à favoriser la publication en langue française de manuels et de traités à l'usage des étudiants de niveau universitaire.

[13]

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre est destiné à un vaste public et en particulier aux étudiants des collèges et des universités. Il initie de façon comparative aux différents aspects des partis et des systèmes partisans, à partir d'une idée directrice présentée dès le premier chapitre. Essentiellement, les systèmes partisans cherchent à contrôler les mandats d'autorité dans le système politique. Différents aspects de ce contrôle permettent de définir les types de systèmes partisans et de partis, leurs composantes, leurs fonctions et leurs transformations. Ils permettent aussi d'évaluer les systèmes partisans et les partis.

Même s'il ne s'agit pas d'un ouvrage savant, la démonstration peut comporter à l'occasion quelques difficultés dues à l'emploi d'un vocabulaire inhabituel pour le lecteur, ou encore au caractère quelque peu abstrait de certains développements. Pour faciliter la compréhension, on retrouve des tableaux et des graphiques dans à peu près tous les chapitres.

Les chapitres sont au nombre de quatorze, ce qui correspond à peu près au nombre de semaines d'une session, à l'université ou au collège. Le déroulement des chapitres ne suit pas un ordre parfaitement linéaire, mais il n'est pas arbitraire. Au début de [viii] chacun des chapitres, sauf le premier, on indique ce qu'on veut démontrer principalement. De nombreux ouvrages sont cités en cours de route, en indiquant le nom de l'auteur, l'année de parution, et s'il y a lieu les pages concer-

nées (par exemple : Duverger, 1951 : 178-179). De plus, à la fin des chapitres, après un résumé thématique, les ouvrages les plus pertinents, parmi ceux qui touchent au sujet traité, sont recommandés.

L'introduction comporte deux chapitres préalables aux principaux développements de l'ouvrage. Le premier chapitre rappelle les contributions importantes à l'étude des partis et des systèmes partisans et identifie trois grandes questions qui ont été posées sur les partis. Le chapitre propose enfin une perspective unificatrice centrée autour de l'idée de contrôle des mandats d'autorité dans le système politique.

Le deuxième chapitre complète l'introduction en développant une approche systémique des partis et des systèmes partisans. Les positions occupées par les partisans dans chacune des trois composantes sont définies, ainsi que les rapports fonctionnels entre les composantes. Le chapitre précise aussi les concepts de contrôle, de variété et de contrainte qui seront employés aussi bien pour l'étude des composantes que pour celle des fonctions.

La première partie de l'ouvrage porte sur les types de systèmes partisans. Le chapitre 3 commence par une présentation et une discussion des typologies existantes, après quoi nous présentons notre propre typologie fondée sur trois critères se rapportant au contrôle des mandats d'autorité gouvernementale par les partis.

Le chapitre 4 a pour objet l'une des deux grandes catégories de systèmes partisans, les systèmes monopolistes, où un parti contrôle à lui seul, durant une longue période, la direction du gouvernement. À l'intérieur de cette catégorie générale, la distinction est faite entre les systèmes unipartistes et les systèmes quasi unipartistes ou à parti prédominant.

Le chapitre 5 présente l'autre grande catégorie des systèmes partisans, celle des systèmes compétitifs. Dans ces systèmes, le contrôle du gouvernement est le fait de plus d'un parti, que ce soit de façon simultanée ou de façon successive. Parmi les systèmes compétitifs, nous distinguons les systèmes pluripartistes, dont le bipartisme, et les systèmes multipartistes.

[ix]

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur les différentes composantes des partis, d'un point de vue structurel. Le chapitre 6 est consacré à la composante inter-

ne. Dans la perspective de la contrainte et de la variété, on peut distinguer les partis qui sont plutôt centrés de ceux qui sont plutôt décentrés.

La composante publique fait l'objet du chapitre 7. Le trait pertinent quant à la contrainte et à la variété dans les relations de contrôle réside ici dans le caractère plutôt intensif ou plutôt extensif des contrôles sur les publics.

Dans la composante gouvernementale, qui est traitée au chapitre 8, c'est le caractère programmatique ou opportuniste des relations de contrôle qui apparaît pertinent, du point de vue de la contrainte et de la variété.

Les contrôles des partis sont donc centrés ou décentrés, intensifs ou extensifs, programmatiques ou opportunistes. Dans le chapitre 9, nous proposons une théorie qui consiste à expliquer la caractéristique des composantes par l'ordre d'importance des contrôles exercés par ces composantes les unes sur les autres.

La troisième partie est consacrée aux fonctions des partis. Le chapitre 10 porte sur les fonctions de sélection, c'est-à-dire sur les conséquences qu'ont les orientations venant de la composante interne auprès des composantes publique et gouvernementale des partis.

Dans le chapitre 11 ce sont les fonctions de représentation qui sont étudiées. Il s'agit des conséquences sur les composantes interne et gouvernementale qu'ont les médiations exprimées par les représentants partisans.

Le chapitre 12 a pour objet les fonctions de gouverner. Celles-ci s'expriment par les prescriptions des gouvernants auprès de la composante interne et de la composante publique.

La conclusion de l'ouvrage comporte deux chapitres, l'un sur les transformations et l'autre sur l'évaluation des systèmes partisans et des partis. Le chapitre 13 explore les différentes voies selon lesquelles se transforment les partis et les systèmes partisans. Les facteurs de changement peuvent venir de l'environnement sociétal, du système politique ou du système électoral.

L'évaluation des systèmes partisans et des partis, qui est abordée au chapitre 14, est conduite à l'aide d'un schéma systémique, [x] assez courant en recherche évaluative. Elle est centrée autour de la problématique de la variété et de la contrainte qui aura été présente, en somme, dans chacun des chapitres de cet ouvrage.

Ce livre est un premier effort d'intégration qui devra sans doute être repris et amélioré. L'auteur recevrait avec reconnaissance toute suggestion que pourraient lui faire professeurs, étudiants ou autres lecteurs, ou utilisateurs, en vue d'améliorer les éventuelles rééditions de l'ouvrage.

Déjà, des collaborations indispensables ont rendu possible cette première édition. L'ancien directeur des PUQ, Jean-Marc Gagnon, m'a pressé amicalement de composer ce livre. J'ai aussi trouvé chez Fernand Grenier, le directeur actuel des PUQ, et chez son adjointe, Patricia Larouche, tout le soutien nécessaire à la réalisation de l'ouvrage. Mes propos sur les partis ont été testés et améliorés dans plusieurs éditions d'un cours donné aux étudiants de science politique de l'Université Laval. Je remercie tout particulièrement l'un de ces étudiants, Pierre Martin, qui m'a aidé de façon très intelligente à préparer la bibliographie et l'index qui se trouvent à la fin de l'ouvrage.

[1]

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

[3]

INTRODUCTION

Chapitre 1

L'étude des partis et des systèmes partisans

[Retour à la table des matières](#)

Les partis politiques au sens où nous les connaissons aujourd'hui existent depuis le XIX^e siècle. Pour reprendre en la modifiant quelque peu la définition souvent citée de La Palombara et Weiner (1966 : 6), on peut dire que ce sont des organisations généralement permanentes, intermédiaires entre les gouvernants et les gouvernés, qui cherchent à obtenir, par la voie électorale principalement, des appuis dans le public pour contrôler les principaux postes d'autorité dans l'appareil gouvernemental.

De l'Occident où ils sont apparus d'abord, les partis politiques se sont répandus dans les sociétés non occidentales au cours du XX^e siècle. Même s'il existe actuellement des sociétés sans partis, en particulier là où règnent des militaires, une très forte majorité des États sont dirigés, officiellement tout au moins, par des acteurs sociaux qui reconnaissent leur appartenance à un parti. C'est là le moyen de gouvernement qui demeure le plus répandu et que beaucoup d'observateurs de la politique estiment indispensable. Les systèmes partisans, ces ensembles faits

d'un ou de plusieurs partis, sont très variés, mais ils ont aussi des traits communs qui rendent possible leur étude comparative. C'est à cette étude comparative que le présent ouvrage est consacré.

[4]

Dès le début du siècle les partis politiques ont fait l'objet de deux ouvrages marquants de la science politique : celui d'Ostrogorski (1979) sur la démocratie dans les partis britanniques et américains, et celui de Michels (1971) sur les tendances à l'oligarchie dans les partis et les syndicats socialistes, en Allemagne principalement. Ces deux ouvrages demeurent exemplaires en ce qu'ils allient avec succès les préoccupations théoriques et pratiques, dans une langue qui ne manque d'ailleurs pas d'éloquence.

Comme nous l'avons noté ailleurs (Lemieux, 1972) cette démarche n'a pas eu beaucoup de suite. Ostrogorski et Michels précédaient la science politique de leur temps, alors que les meilleurs spécialistes actuels des partis politiques se maintiennent plutôt dans le rang. Encore en 1960, Maurice Duverger (1960 : 22) écrivait que « l'étude des partis est une des branches les plus avancées de la sociologie politique ». Mais depuis, la plupart des auteurs qui tentent de renouveler l'étude des partis constatent plutôt un retard. En 1965, Joseph A. Schlesinger (1965 : 265) commençait un chapitre sur l'organisation des partis en notant que la théorie de l'organisation avait pris naissance dans l'étude des partis, mais que celle-ci voguait maintenant hors du courant principal de cette théorie. Cinq ans plus tard, William J. Crotty (1970 : 267) ouvrait une étude consacrée à la recherche sur les partis en déclarant que ce secteur ne se signalait ni par le caractère innovateur de ses perspectives théoriques et méthodologiques, ni par les données sûres qu'on y avait accumulées. William E. Wright (1971 : 3) disait à son tour, en s'appuyant d'ailleurs sur un verdict prononcé par Frank J. Sorauf (1964 : 124), que l'étude des partis politiques avait souffert de l'absence de théories capables de stimuler la recherche empirique. Plus récemment, Sartori (1976 : IX) notait que nous manquons d'une théorie des partis politiques et que ce manque n'a cessé de croître depuis les années 60. Par ailleurs, quelques rares auteurs témoignent d'un peu plus d'optimisme : c'est ainsi que Jean Charlot (1971 : 3), au tout début de son recueil de textes sur les partis, parle d'un « nouveau regain dû à un renouvellement des approches ». Mais de façon générale, les spécialistes des partis semblent plutôt

insatisfaits des progrès accomplis au cours des vingt dernières années, et cherchent avec plus ou moins de succès à prendre de nouveaux départs.

[5]

1.1 L'ÉTAT ACTUEL DE LA SCIENCE DES PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

La difficulté consiste d'abord à décider par quel bout prendre – ou reprendre – les partis. Dans son livre, Charlot ne distingue pas moins de six points de vue différents, qui renvoient à autant d'approches, elles-mêmes pratiquées par des spécialistes de diverses disciplines ou champs d'études. Selon lui, on peut se donner comme objet d'étude : 1) l'origine des partis, selon l'approche du développement politique ; 2) les partis comme système d'encadrement, selon l'approche structurale ou l'approche du comportement ; 3) les objectifs des partis : l'approche utilisée est généralement celle de l'étude des idéologies ; 4) les activités des partis qui sont étudiées selon l'approche fonctionnelle ou l'approche du comportement ; 5) l'environnement des partis, selon l'approche systémique ou l'approche marxiste ; 6) les systèmes de partis, enfin, selon l'approche systémique.

On peut évidemment critiquer Charlot sur le détail de cette énumération. Il n'en reste pas moins que son tableau indique assez bien la dispersion actuelle que bien peu de théories un peu générales, ou même moyennes, viennent contenir.

À cet égard, les tentatives récentes laissent insatisfait, soit qu'elles ne parviennent pas plus que les anciennes à embrasser l'ensemble des partis ou des systèmes partisans, soit qu'elles visent cet ensemble mais sans parvenir à relier entre elles des propositions empiriques portant sur différents aspects des partis ou des systèmes partisans.

Aux États-Unis, la science des partis a été relancée par les ouvrages de Samuel J. Eldersveld (1964) et de Frank J. Sorauf (1964), parus au milieu des années soixante. Le premier, en montrant que les partis américains sont des « stratachies » plutôt que des oligarchies, a apporté des prolongements intéressants à l'étude des partis comme systèmes d'encadrement, mais il ne déborde guère sur les autres champs distingués par Charlot. Sorauf, au contraire, a le mérite de présen-

ter une vue globale des différentes composantes des partis américains. En particulier, son insistance à montrer que les partis existent en eux-mêmes, mais aussi dans le corps électoral et au gouvernement, a contribué à imposer une vue à la fois plus complète et plus intégrée des partis politiques, qui a d'ailleurs été reprise par d'autres auteurs. Mais dans son ouvrage de 1964 comme dans ceux qui ont suivi, Sorauf s'est contenté d'indiquer des voies de théorisation, sans aller lui-même [6] au-delà d'un schématisme éclairant mais encore insuffisant à réorganiser le savoir acquis sur les partis.

Depuis, d'autres auteurs ont tenté de rassembler en faisceau des fils épars. Une des entreprises les plus ambitieuses a été menée par Kenneth Janda (1970), dont l'équipe a accumulé une documentation considérable sur 150 partis de 50 pays différents. La codification des données est faite selon un cadre conceptuel que Janda a présenté dans une plaquette. Très ingénieux dans le choix des indicateurs des variables retenues, le cadre souffre toutefois de se tenir un peu trop au ras de la documentation existante. On ne saurait en faire le reproche à l'auteur qui n'avait pas d'autre choix, mais il faut bien admettre que des entreprises de ce genre, prisonnières de la science déjà faite, ne peuvent pas générer d'elles-mêmes le renouvellement théorique nécessaire à l'avancement de toute science.

On peut dire à peu près la même chose du livre très utile d'Epstein (1967) sur les partis politiques dans les démocraties occidentales. L'ouvrage est moins technique et mieux construit que celui de Janda et il porte sur l'ensemble des aspects des partis : action électorale, organisation, leadership, choix des candidats, etc. L'information est à point, mais la démarche demeure très empirique.

De façon différente William E. Wright (1971) a voulu montrer qu'à propos de toutes les composantes des partis on pouvait retrouver la distinction entre deux « modèles », eux-mêmes fondés sur des options différentes prises par les hommes et femmes de parti ou les hommes et femmes de science. On aurait ainsi le modèle qu'il nomme démocratique, et le modèle qu'il appelle rationnel-efficace. Les partis de ce second type n'ont, selon lui, que des fonctions électorales. De façon très pragmatique, ils se préoccupent avant tout de gagner les élections plutôt que de formuler des mesures politiques. Au contraire, les partis du type démocratique sont plus idéologiques et cherchent à faire participer leurs membres à la formulation des mesures politiques. Wright reprend en somme une distinction déjà formulée par Joseph A. Schlesinger (1968 : 428-436) et par Maurice Duverger (1951 :

221), parmi d'autres, entre les partis qui accordent la primauté aux électeurs et ceux qui l'accordent aux militants. Il a toutefois le mérite d'appliquer systématiquement cette distinction à un peu tous les aspects des partis : environnement, fonctions, structures, activités, et de montrer de façon assez convaincante le caractère omniprésent de cette grande opposition.

[7]

En France l'ouvrage de Duverger (1951) est demeuré unique, tellement que son auteur n'a pas cru bon de le mettre à jour à l'occasion des rééditions successives. La première partie du livre porte sur les structures des partis. C'est là qu'est mise en place la distinction célèbre entre les partis de cadres et les partis de masse. La deuxième partie porte sur les systèmes de partis. Duverger y avance une autre idée qui a fait couler beaucoup d'encre : celle que le mode de scrutin détermine les systèmes de partis. Cette idée a été fortement contestée par Lavau (1953) dans un petit livre très polémique, que Duverger a préfacé avec élégance.

En Grande-Bretagne, peu d'ouvrages généraux sur les partis ont été publiés, si l'on fait exception du petit livre souvent très perspicace de Jupp (1968) qui propose entre autres une typologie intéressante des systèmes partisans que nous aurons l'occasion de présenter au chapitre 3. L'ouvrage classique de Robert McKenzie (1963) sur les partis politiques britanniques porte principalement sur la distribution du pouvoir à l'intérieur des partis, dans la tradition de Michels et de Duverger.

Dans un livre fécond, qui est à l'origine de divers courants de recherche, Anthony Downs (1957) a construit une théorie économique de la démocratie fondée sur les deux postulats voulant que les partis cherchent à maximiser les votes qu'ils reçoivent des électeurs, et que ceux-ci cherchent à maximiser les avantages qu'ils reçoivent des partis. Un Suédois, Gunnar Sjöblom (1968), a repris cette démarche en la compliquant, pour l'appliquer au multipartisme. Selon lui les partis, dans un tel système, se caractérisent par les choix qu'ils font à propos de quatre catégories d'objectifs : la maximisation des votes, mais aussi la réalisation de leur programme, la maximisation de l'influence au parlement, et l'unité du parti. Si on présume que chacun des quatre choix tactiques se fait entre deux valeurs seulement : le positif et le négatif, on arrive à une typologie comprenant seize configurations stratégiques différentes, dont certaines apparaissent invraisemblables et d'autres

vraisemblables. Ainsi on imagine difficilement une stratégie qui aurait des résultats positifs quant aux trois premiers objectifs, mais négatifs quant à l'unité du parti. On imagine plus facilement une stratégie qui a pour résultat de maximiser les votes et l'influence au parlement, mais d'empêcher la réalisation du programme et d'ébranler l'unité du parti.

[8]

Quelques ouvrages se sont inscrits dans la lignée de Downs et de Sjoblom, dont celui de Robertson (1976), qui propose une théorie de la compétition partisane, et celui de Katz (1980), qui formule une théorie des partis et des systèmes électoraux. Ces théories sont intéressantes, mais elles n'ont pas un caractère aussi général que celles de Downs et de Sjoblom.

Les partis hors de l'Occident ont posé des défis considérables à ceux qui ont tenté de les étudier en les reliant à la science bien incertaine des partis et des systèmes partisans. Parmi les ouvrages généraux, notons tout spécialement le recueil publié sous la direction de La Palombara et Weiner (1966) sur les partis politiques et le développement politique en Occident et hors de l'Occident. Dans une longue introduction portant sur l'origine et le développement des partis, les co-directeurs de l'ouvrage proposent les quatre critères dont nous avons parlé au début du chapitre, qui définiraient selon eux un parti politique : une organisation durable ; une organisation complète, y compris l'échelon local ; la volonté délibérée d'exercer directement le pouvoir ; et la volonté de rechercher un soutien populaire.

Ces critères sont plutôt restrictifs. Ils excluent les partis temporaires et surtout les partis « anti-système », qui à l'intérieur d'un système partisan donné n'ont pas pour but d'exercer le pouvoir. Les critères ont toutefois le mérite d'identifier les trois composantes des partis : la composante interne (notée par les premier et deuxième critères), la composante gouvernementale (notée par le troisième critère) et la composante publique (notée par le quatrième critère).

Si l'on fait exception de l'introduction et de quelques-uns des douze autres textes rassemblés par La Palombara et Weiner, cet ouvrage ne fait guère avancer la science des partis. L'Afrique noire, en particulier, posait déjà des défis que n'ont pas très bien relevés ceux qui ont cherché à y développer l'étude des partis. Tellement que dix ans plus tard, Sartori (1976 : 250-251) écrivait que l'Afrique noire

était une espèce de Cap Horn sur lequel était venu se briser la science politique des partis.

L'ouvrage de Sartori sur les partis et les systèmes partisans est sans doute la contribution la plus importante à l'étude des partis politiques, depuis le livre de Duverger, paru vingt-cinq ans auparavant. Ce livre depuis longtemps attendu porte surtout sur les systèmes partisans, après une première partie, de nature générale, [9] sur la raison d'être des partis. Il doit être suivi d'un deuxième tome qui portera sur les types de partis, sur leur organisation et leurs fonctions. C'est un peu le même plan que nous suivrons dans le présent ouvrage, en nous inspirant plus d'une fois de Sartori.

Dans son livre, Sartori constate après bien d'autres que nous manquons toujours d'une théorie des partis et que ce manque est de plus en plus évident avec l'augmentation de l'information disponible et le raffinement des techniques de cueillette de cette information.

Seiler (1980), en s'inspirant de Lipset et de Rokkan (1967), a composé un tableau des familles politiques qu'on retrouve dans les partis et qui sont fondées sur les grands clivages sociétaux. Cependant, comme l'a noté Stammen (1980 : 40), il y a tendance à un déplacement de l'intérêt, des partis aux systèmes partisans. Son livre sur les partis en Europe et surtout celui, dirigé par Merkl (1980), sur les systèmes partisans de l'Europe de l'Ouest, illustrent cette tendance. Mais ces ouvrages sont très descriptifs ou ne contiennent que des analyses partielles. La théorie des systèmes partisans et celle des partis dans ces systèmes restent à construire.

Nous allons donc tenter de contribuer à l'élaboration de cette théorie en organisant notre ouvrage autour d'une idée directrice qui appartient vraiment à la science politique des partis, soit la notion de contrôle, celui-ci ayant pour effet de contraindre l'action pour la rendre conforme à des normes. D'ailleurs, à bien y regarder, on constate (Lemieux 1977) que les grandes questions qui ont été posées sur les partis ainsi que les réponses les plus éclairantes qui ont été apportées tournent autour des phénomènes de contrôle dans chacune des trois composantes des partis : la composante interne, la composante publique et la composante gouvernementale. .

1.2 TROIS GRANDES QUESTIONS SUR LES PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons signalé, les critères de La Palombara et Weiner identifient nettement les trois composantes des partis et présentent d'ailleurs la composante gouvernementale et la composante publique en termes de contrôle : la recherche de l'exercice du pouvoir et la recherche d'un soutien populaire.

Les trois composantes des partis apparaissent plus nettement dans l'oeuvre de Sorauf (1968 : 10-11). Cet auteur conçoit les [10] partis comme un système d'interactions fait de trois éléments : l'organisation même du parti, le parti dans l'appareil gouvernemental et le parti dans le corps électoral. Ce dernier élément est trop restrictif. Mieux vaut considérer le parti dans l'ensemble des publics, dont les publics électoraux. Rose (1974) divise lui aussi son ouvrage sur les partis britanniques en trois sections : les partis et les élections, l'organisation interne, et le parti dans l'appareil gouvernemental.

Léon Dion (1972 : 64-65) voit également les partis de cette façon. D'après lui, ce sont des mécanismes d'interaction entre le système politique et le système social. Les partis ont ainsi des aspects électoraux, des aspects gouvernementaux et des aspects plus proprement médiateurs :

Les aspects électoraux concernent le recrutement, la nomination et l'élection des candidats : les partis y sont considérés comme un appareil de légitimation et d'intégration du système politique ; les aspects gouvernementaux ont trait à la relève politique, à la formation des majorités et des minorités parlementaires, à la désignation des gouvernants de même qu'à l'élaboration et à l'adoption des projets législatifs : de la sorte, les partis constituent un véhicule du pouvoir ; les aspects médiateurs, enfin, portent sur les interrelations des citoyens et des gouvernants à l'occasion de l'expression par les individus et les groupes de leurs intérêts et idéologies de même que de l'énoncé par les gouvernants des possibilités politiques : par là les partis se présentent comme des relais inter-systémiques.

Rappelons enfin l'ouvrage de Sjoblom (1968) où sont distingués quatre objectifs des partis dans les systèmes multipartis : la réalisation du programme, la maximisation des votes reçus, la maximisation de l'influence au parlement et l'unité du parti. À condition de mettre ensemble le premier et le troisième objectif, qui renvoient à la composante gouvernementale, d'élargir le deuxième pour qu'il consiste en maximisation des appuis (électoraux et non électoraux) reçus, et de considérer l'unité du parti comme un enjeu essentiel de la composante interne, on a là une typologie fondée elle aussi sur l'idée des trois champs où s'exercent les activités des partis.

Les trois champs et leurs rapports ont retenu l'attention des chercheurs parce qu'ils permettent de bien circonscrire l'action des partis, mais aussi parce que c'est là que se posent les problèmes concrets propres à ces organisations. L'action dans un des trois champs se déroule toujours en fonction de l'action dans les deux autres, d'où trois alternatives fondamentales pour les partis.

[11]

D'abord, sur le plan de la composante interne : le parti doit-il sélectionner des positions en fonction de son action dans le public, ou en fonction de son action dans l'appareil gouvernemental ? Les positions à tenir face au public ne sont pas toujours celles qui sont réalisables au gouvernement, et inversement les positions à prendre dans l'appareil gouvernemental ne sont pas nécessairement populaires dans le public. Dans son arène interne le parti doit concilier les exigences de la représentation avec celles de la gouverne, et cette conciliation ne va pas de soi, même dans les systèmes à parti unique.

Deuxième alternative qui touche cette fois la composante publique : faut-il rechercher le plus grand nombre d'appuis possibles afin que le parti se trouve en bonne position dans l'appareil gouvernemental, ou vaut-il mieux se limiter à des appuis plus aptes à sauvegarder l'identité du parti ? Ce choix se pose davantage dans les systèmes compétitifs de parti que dans ceux où un parti monopolise la direction du gouvernement ; cependant, même dans les systèmes monopolistes le parti dominant peut estimer qu'il vaut mieux laisser à de petits partis, qu'ils lui soient soumis ou non, la représentation des intérêts qui diffèreraient trop de ceux qui font son identité propre.

Enfin la question du rôle du parti dans l'appareil gouvernemental est peut-être la mieux connue, ou du moins celle qui a été le plus souvent notée dans la littérature sur les partis. Le parti doit-il gouverner en fonction de ses adhérents ou en fonction de ses électeurs ? Là encore, il s'agit d'une alternative qui est plus visible dans les systèmes compétitifs que dans les systèmes monopolistes, mais les partis des systèmes non compétitifs n'en sont pas exempts dans la mesure où leurs adhérents ne représentent jamais parfaitement l'ensemble de la population.

Chaque parti a sa réponse, souvent variable dans le temps, aux trois alternatives qui se présentent à lui. Cette réponse, il la met en oeuvre par des relations de contrôle, c'est-à-dire en contraignant son action et celle des autres selon des finalités ou des préférences, qui sont en quelque sorte son « parti pris » face aux trois alternatives principales et aux autres problèmes auxquels il est confronté. Cette notion de contrôle, qui est centrale dans cet ouvrage, nous conduit à proposer une perspective unificatrice en vue de l'étude des partis et des systèmes partisans.

[12]

1.3 UNE PERSPECTIVE UNIFICATRICE

[Retour à la table des matières](#)

Les partis et les systèmes peuvent être étudiés en termes de contrôle, et cela dans tous leurs aspects structurels ou fonctionnels. Les contrôles s'exercent à l'intérieur des composantes des partis mais aussi entre elles. De même peut-on voir en termes de contrôle certains aspects des systèmes partisans. Le contrôle, qui consiste à rendre l'action conforme à des normes, renvoie à la grande opposition entre la variété et la contrainte, puisque conformer l'action à des normes c'est imposer une contrainte plus ou moins grande à la variété des possibles. Il y a des contrôles peu contraignants qui laissent subsister une grande variété, et d'autres très contraignants qui réduisent beaucoup la variété. Nous montrerons dans les chapitres suivants que les partis et les systèmes partisans peuvent être caractérisés selon que les contrôles des partisans laissent subsister une variété de possibles relativement grande ou relativement petite.

Toutefois, pour donner encore plus d'unité à notre démarche nous allons la fonder sur un thème qui permette de définir simplement les systèmes partisans, les partis, leurs composantes et les relations fonctionnelles entre elles. Nous avons énoncé cette idée dans l'Avant-propos, en disant que les partis cherchent à contrôler les mandats d'autorité dans le système politique. Par système politique nous entendons un ensemble de relations de contrôle visant à la régulation de l'action dans une collectivité, et par autorité nous entendons la compétence officielle qu'ont les acteurs de définir des règles en vue de cette régulation. La définition des règles comprend trois moments : la fabrication des règles, l'application qui en est faite et les jugements officiels qui sont portés sur elles (Almond et Coleman, 1960 : 52-58).

L'insistance sur les mandats d'autorité introduit une perspective restrictive mais centrale sur l'action des partis dans chacune de leurs trois composantes. À peu près tous les auteurs qui ont cherché à définir les partis ont insisté sur leur fonction médiatrice et plus précisément sur le fait qu'ils prennent part aux élections, ou plus généralement aux consultations populaires, en vue d'être ainsi habilités à occuper des postes d'autorité dans le système politique. La compétence à définir des règles en vue de la régulation de la collectivité est ainsi conférée à des mandataires par des mandants. Ce processus mandatif comprend la définition du contenu des mandats, qui est faite dans les partis politiques par ceux que nous [13] nommerons les sélecteurs. Ces sélecteurs choisissent aussi ou voient à ce que soient choisis des aspirants mandataires qui cherchent à obtenir de la part des mandants dans le public des mandats d'autorité. Ces mandats feront d'eux des mandataires dans l'appareil gouvernemental, où ils chercheront à contrôler des mandataires d'autres partis ou encore des agents gouvernementaux, qui sont des non-mandataires.

Cette perspective, bien que centrale, est restrictive à certains égards. D'une part les partis peuvent s'occuper à autre chose qu'au contrôle des mandats d'autorité, par exemple à l'organisation de fêtes ou d'activités récréatives pour leurs membres. On peut cependant montrer que ces activités marginales ne sont pas sans rapport avec les activités centrales de contrôle des mandats d'autorité. D'autre part, certaines délégations d'autorité, de mandant à mandataire, échappent aux partis. Ainsi le directeur d'un service administratif peut déléguer certains de ses pouvoirs dans l'application des règles à un de ses subordonnés. Toutefois, ces

délégations découlent généralement de délégations antécédentes, que contrôlent les partis.

Les systèmes partisans peuvent également être décrits en termes de contrôle des mandats d'autorité. Quand il y a un seul parti, il se confond avec le système partisan. Quand il y en a plus d'un, les trois composantes du système sont évidemment plus complexes que les composantes d'un parti donné. Il y a concurrence entre des mandataires de partis différents dans la composante gouvernementale du système. Dans la composante interne, il y a des sélecteurs d'au moins deux partis différents qui, comme on le verra, peuvent être plus ou moins liés entre eux, en particulier pour des fins de direction du gouvernement. Ces liens peuvent résulter en des coalitions entre mandataires de différents partis pour la fabrication et l'application des règles qui découlent (plus ou moins ...) des mandats. Enfin, dans la composante publique les mandants sont exposés aux aspirants mandataires de plus d'un parti.

La notion unificatrice de contrôle des mandats d'autorité permet également de relier les fonctions des partis, c'est-à-dire les conséquences qu'ont les activités d'une composante sur les activités des autres composantes. La fonction générale mandative des partis dans le système politique peut en effet être décomposée en fonctions plus particulières de sélection, de représentation et de gouverne.

[14]

Les fonctions de sélection consistent dans les conséquences qu'ont les activités de la composante interne sur celles des deux autres composantes. Nous parlerons à ce propos d'orientations partisans qui sont transmises à la composante publique et à la composante gouvernementale. Les fonctions de représentation ont leur origine dans la composante publique. Les activités des partis dans cette composante s'expriment en médiations qui sont transmises à la composante interne et à la composante gouvernementale. Enfin les activités de la composante gouvernementale résultent en fonctions de gouverne par les prescriptions qui sont transmises à la composante interne et à la composante publique. On peut dire, de façon thématique, que de la composante interne des orientations sont données aux mandats d'autorité, que de la composante publique les mandats sont médiatisés en direction des deux autres composantes, et que de la composante gouvernementale ils sont prescrits au parti et au public.

Les orientations, médiations et prescriptions peuvent être plus ou moins contraignantes pour les composantes auxquelles elles s'appliquent. Une composante sera dite dominante par rapport à une autre quand elle lui impose plus de contraintes qu'elle en reçoit en retour. Un ordre pourra ainsi être établi entre les composantes qui nous servira à construire une théorie systémique des partis et à éclairer l'étude de leurs fonctions.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Alors que les grands spécialistes des partis précédaient, au début du siècle, la science politique de leur temps, les travaux actuels sur les phénomènes partisans ne font plus partie de l'avant-garde. Les contributions théoriques significatives sont plutôt rares. Les auteurs qui traitent les partis dans leur ensemble distinguent généralement trois composantes : la composante interne, la composante publique et la composante gouvernementale. Les principales questions posées sur les partis portent sur ces composantes et sur les relations fonctionnelles entre elles. De même, les systèmes partisans ont un aspect interne, un aspect public et un aspect gouvernemental. Ces composantes ou ces aspects des phénomènes partisans peuvent être rassemblés dans une perspective unificatrice où les partis et les systèmes partisans ont pour objet le contrôle des mandats d'autorité dans le système politique. Le contrôle, qui consiste à rendre l'action conforme à des normes, renvoie à la [15] grande opposition entre la variété et la contrainte. Cette opposition sera omniprésente dans cet ouvrage et servira à fonder ou à définir la plupart des principaux concepts qu'on y trouvera.

Orientation bibliographique

Il n'existe pas, en langue française, d'ouvrage général, de nature comparative, qui soit à jour sur les partis politiques et les systèmes partisans. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons voulu écrire ce livre. En guise d'introduction, le lecteur pourra parcourir le recueil de textes de Jean Charlot, *Les partis politiques* (1971), qui présente et illustre différentes approches qui peuvent être employées dans l'étude des partis. Le livre de Maurice Duverger, *Les partis politiques* (1951), a beaucoup vieilli mais il demeure stimulant pour l'étude de la structure des partis et des systèmes de partis. Enfin l'ouvrage de Giovanni Sartori, *Parties and Party Systems* (volume 1, 1976), qui porte surtout sur les systèmes partisans, est d'une grande richesse, parfois un peu touffue. Les trois ouvrages sont de nature comparative, ce qui ajoute à leur valeur.

[17]

INTRODUCTION

Chapitre 2

Une approche systémique

[Retour à la table des matières](#)

L'approche systémique des partis et des systèmes partisans a été peu développée jusqu'à maintenant. Elle a l'avantage de pouvoir traiter de la complexité et de l'interdépendance, et de concilier un point de vue fonctionnel avec un point de vue structurel.

Au point de vue structurel, les partis et les systèmes partisans sont faits de trois composantes : la composante interne, la composante publique et la composante gouvernementale, où l'on peut distinguer diverses positions qui sont tenues par les acteurs partisans et d'autres acteurs politiques. Ces positions sont reliées entre elles par des relations dont on peut montrer qu'elles ont toutes trait au contrôle des mandats d'autorité dans le système politique.

Les composantes des partis et des systèmes partisans sont aussi reliées entre elles et avec leur environnement par des rapports fonctionnels, où les extrants d'une composante sont les intrants des deux autres. La composante publique remplit ainsi des fonctions de représentation par les médiations qu'elle transmet aux deux autres composantes. La composante interne remplit des fonctions de sélection

tion par ses orientations, et la composante gouvernementale remplit des fonctions de gouverne par les prescriptions qui en sortent.

[18]

Après une section sur les systèmes partisans, les systèmes politiques et leur environnement, nous définissons les concepts de contrôle, de variété et de contrainte qui sont au cœur de notre démarche. Nous montrons brièvement comment elles sont appropriées à l'étude des principaux aspects des partis et des systèmes partisans.

Principalement, le chapitre 2 veut montrer comment on peut étudier d'un point de vue systémique les structures et les fonctions des partis et des systèmes partisans, et comment les notions de contrôles, de variété et de contrainte permettent d'en cerner les principaux aspects.

[18]

GRAPHIQUE 2.1

Le système partisan, les partis et leur environnement

[Retour à la table des matières](#)

[19]

Le système partisan, les partis qu'il comprend ainsi que le rapport au système politique et à l'environnement peuvent être illustrés ainsi, de façon provisoire (graphique 2.1).

Les relations internes aux sous-systèmes (public, interne, gouvernemental) représentent l'aspect structurel, tandis que les relations externes représentent l'aspect fonctionnel. Les unes et les autres peuvent être vues en termes de contrôle, ou de variété et de contrainte des états ou des actions possibles.

2.1 L'APPROCHE SYSTÉMIQUE DES PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

Même si elle est maintenant très répandue dans les sciences sociales, y compris la science politique, l'approche systémique a été peu employée pour l'étude des partis et des systèmes partisans. Quelques auteurs ont montré brièvement comment on pouvait voir les partis et les ensembles de partis comme des systèmes, mais bien peu sont allés au-delà de la simple suggestion ou des interprétations vaguement systémiques. Sartori (1976 : IX – X), au début de son premier volume sur les partis et les systèmes partisans, constate qu'il y a un gouffre entre l'analyse systémique et la recherche empirique, et reporte au second volume ses ambitions théoriques dans le domaine.

Dans les années 60, Frank Sorauf (1964 : 156-159, 1968 : 409) a esquissé deux fois, à la fin de ses livres sur les partis américains, un schéma systémique qui nous servira de point de départ. L'un de ces schémas a d'ailleurs été traduit par Georges Lavau (1968) dans un article consacré au Parti communiste français. Ce schéma (graphique 2.2) distingue les différents aspects des partis et des systèmes partisans que nous allons présenter dans le chapitre. Il montre bien la complexité de ces phénomènes, mais aussi les rapports d'interdépendance entre eux.

Le schéma général (figure n° 1) distingue l'environnement (y compris le système politique), la structure du parti et ses fonctions. Cela correspond à nos propres distinctions. Nous parlons cependant de composantes pour désigner l'aspect structurel des partis.

La figure n° 2 qui identifie les relations internes du schéma général montre que l'environnement de Sorauf contient à la fois le système politique et l'environnement sociétal. Il nous apparaît nécessaire de faire la distinction car les deux peuvent varier de

[20]

GRAPHIQUE 2.2

Schéma des partis et des systèmes partisans, selon Sorauf

[Retour à la table des matières](#)

1. SCHÉMA GÉNÉRAL

2. LES RELATIONS INTERNES

[21]

façon indépendante l'un de l'autre. Le système politique, en particulier dans ses aspects institutionnels, n'évolue pas de façon synchronique avec les changements dans l'environnement. Nous le verrons à la fin de l'ouvrage, quand nous traiterons des transformations des partis et des systèmes partisans.

Le schéma détaillé de Sorauf rejoint assez bien notre propre vue des composantes et des fonctions. Dans ce qu'il nomme la structure du parti, la distinction est faite entre le parti au parlement (la composante gouvernementale) et la hiérarchie du parti (la composante interne). Il y a aussi le rapport avec les clientèles (la composante publique), qui, cependant, est considéré comme extérieur à la structure du parti.

Les fonctions des partis sont présentées de façon centrale dans le schéma. Les trois fonctions identifiées correspondent bien à ce que nous nommons les fonctions de sélection (les prises de position, chez Sorauf), les fonctions de gouverner (le contrôle du pouvoir) et les fonctions de représentation (les élections). Le schéma montre comment les composantes structurelles du parti et ses fonctions sont reliées entre elles, en plus d'être reliées à l'environnement.

Nous allons adopter cette perspective systémique en y inscrivant notre idée directrice qui veut que les partis cherchent à contrôler les mandats d'autorité dans le système politique. Cette vue sera inscrite dans l'étude des composantes et des fonctions des partis et des systèmes partisans.

2.2 LES COMPOSANTES DES PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

Quand on le voit d'un point de vue structurel, un parti peut se décomposer en trois composantes. Nous les avons présentées brièvement au chapitre précédent, en indiquant comment opérait dans chacune d'entre elles le contrôle des mandats d'autorité. Nous allons maintenant les présenter de façon plus détaillée en identifiant les principaux postes d'où les acteurs participent à l'action mandative des partis.

Dans leur composante interne les partis sont des organisations faites d'adhérents en relation les uns avec les autres. Dans la perspective que nous avons adoptée, ces adhérents cherchent à contrôler la sélection des mandats et des porteurs de mandat qui [22] donnent une identité au parti. On peut donc les considérer comme des *sélecteurs*. Certains d'entre eux sont des dirigeants, en meilleure position que les autres pour sélectionner les mandats. Les autres sont de simples membres.

Bien sûr les dirigeants ou les simples membres peuvent aussi occuper des postes dans les autres composantes des partis. Dans le concret les composantes sont en intersection entre elles. Des acteurs individuels donnés se trouvent dans deux ou même dans trois composantes. La division en composantes n'a pas pour but de ranger les partisans dans trois tiroirs différents et parfaitement étanches. Elle vise plutôt à identifier les trois principaux aspects structurels et fonctionnels des partis dans leur recherche du contrôle des mandats d'autorité.

La composante publique des partis comprend surtout les mandants sur qui reposent, finalement, les mandats d'autorité qui font l'enjeu de l'action des partisans.

Dans la plupart des systèmes politiques où existent des partis, les électeurs sont, officiellement tout au moins, les principaux mandants de l'autorité gouvernementale. On peut considérer également les membres des groupes d'intérêt comme des mandants. Par leurs contacts avec les partisans, ils contribuent eux aussi à médiatiser les mandats même si cela n'est pas reconnu officiellement par les règles institutionnelles du système politique.

Nous dirons donc que dans la composante publique les partisans sont en relation avec des acteurs qui occupent des postes de *sujets*, électeurs ou membres de groupes (les associés). Ces partisans peuvent être considérés comme des *représentants*.

La composante gouvernementale est faite, avons-nous dit, des mandataires des partis et des autres acteurs de l'appareil gouvernemental. On peut réduire à deux postes principaux les acteurs qui n'appartiennent pas à un parti donné : les mandataires des autres partis, s'il y en a, et ceux qui occupent la position d'*agents* gouvernementaux : fonctionnaires, juges, militaires, policiers, mais aussi les dirigeants des groupes de pression dans la mesure où ils contribuent à la régulation de la collectivité.

Les mandataires dans la composante gouvernementale disposent d'autorité suprême ou déléguée, c'est-à-dire de compétence officielle à définir les règles devant servir à la régulation de la collectivité. Cette définition peut consister à établir les règles, à les [23] appliquer ou à les juger. Dans cette perspective les mandataires partisans peuvent être considérés comme des *gouvernants* (qu'ils dirigent le gouvernement ou qu'ils soient dans l'opposition) qui cherchent à prescrire les règles découlant des mandats dont ils sont porteurs.

Dans notre perspective unificatrice les sélecteurs, les représentants et les gouvernants sont donc les principaux acteurs des partis. Plus exactement ce sont des positions de contrôle telles qu'un acteur donné peut fort bien en occuper plus d'une. Ainsi le chef du parti, quand il est un élu, occupe à la fois une position de sélecteur, de représentant et de gouvernant. S'il n'est pas un élu, il n'en occupe pas moins une position de sélecteur et une position de représentant.

Comme on le verra mieux plus loin, il sera utile pour les fins de la construction théorique d'identifier d'une part les partisans qui occupent deux positions de contrôle, et d'autre part les positions spécialisées qu'on trouve dans l'entourage des sélecteurs, des représentants et des gouvernants.

Nous dirons ainsi que les *élus* sont des partisans qui occupent les positions de représentants et de gouvernants à la fois, que les *responsables* occupent des positions de sélecteurs et de gouvernants à la fois, et que les *activistes* sont en position de sélecteurs et de représentants. Les *permanents* du parti sont des spécialistes de la composante interne, autour des sélecteurs. Les *conseillers* entourent les gouvernants et sont spécialisés dans les activités gouvernementales. Enfin les *relationnistes* sont des spécialistes de la composante publique, autour des représentants.

2.3 LES FONCTIONS DES PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

D'un point de vue fonctionnel, les trois composantes des partis sont reliées entre elles, comme autant de sous-systèmes à l'intérieur d'un système. Les intrants d'un sous-système donné sont, en partie tout au moins, les extrants des deux autres

sous-systèmes. Inversement, les extrants d'un sous-système donné deviennent, en partie, les intrants des deux autres sous-systèmes.

La description structurelle que nous avons donnée des composantes indique déjà la nature de leurs extrants, ou plus précisément de ce que nous considérons ici comme les extrants des composantes.

[24]

À propos de la composante interne, nous avons noté que les partisans pouvaient être considérés comme des sélecteurs de mandats. Cela sous-entend que le parti fournit des « sélections » à l'intérieur de lui-même mais aussi à sa composante publique et à sa composante gouvernementale. Nous parlerons de fonctions de sélection, de la composante interne aux autres composantes, et nous nommerons orientations les extrants qui sont produits ou traduits, de la composante interne vers les autres composantes ou encore vers le système politique et l'environnement.

Dans la composante publique les représentants sont en relation avec les mandants que sont les électeurs et les membres des groupes. On peut considérer que les extrants des activités contrôlées par les représentants sont des médiations qui alimentent les composantes interne et gouvernementale, ainsi que certains secteurs de l'environnement. Nous parlerons de fonctions de représentation pour désigner les relations qui sont ainsi établies avec les deux autres composantes.

Enfin, dans la composante gouvernementale, les activités se déroulent entre les gouvernants du parti ainsi que de ceux-ci aux gouvernants des autres partis (s'il y en a) et aux agents gouvernementaux. On peut parler à ce propos de fonctions de gouverner qui s'expriment par des prescriptions où les gouvernants du parti cherchent à imposer les mandats dont ils sont porteurs.

Le graphique 2.3 résume la vue structurelle et fonctionnelle que nous venons de présenter.

Les trois composantes des partis sont disposées de bas en haut : la composante publique, la composante interne et la composante gouvernementale. Les principales positions des partisans et des autres acteurs politiques sont identifiées à l'intérieur des composantes, de même que les relations entre elles. Les relations fonctionnelles d'une composante à l'autre, ainsi que des composantes au système poli-

tique et à l'environnement, sont identifiées sous forme d'intrants et d'extrants : par exemple, les médiations qui sont les extrants de la composante publique deviennent des intrants de la composante interne et de la composante gouvernementale, etc.

[25]

GRAPHIQUE 2.3

Les trois composantes des partis et les relations fonctionnelles entre elles

[Retour à la table des matières](#)

[26]

2.4. LES SYSTÈMES PARTISANS, LE SYSTÈME POLITIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Quand il n'y a qu'un parti dans un système politique, il se confond avec le système partisan qui peut être représenté comme dans le graphique 2.3. Par contre, s'il y a plus d'un parti, cette confusion n'existe plus. On peut considérer qu'il n'y a toujours qu'une composante publique et une composante gouvernementale, commune aux différents partis, mais la composante interne se subdivise en autant de sous-systèmes qu'il y a de partis.

Dans la composante publique, les représentants des partis peuvent être vus en relation les uns avec les autres en plus d'être reliés aux électeurs et aux associés. De façon plus évidente, les gouvernants des différents partis sont reliés les uns aux autres dans la composante gouvernementale, en plus d'être reliés aux agents. Nous avons d'ailleurs considéré que les acteurs des autres partis étaient des acteurs pertinents dans la composante gouvernementale d'un parti donné, dans la mesure où l'on ne peut éviter d'entrer en contact avec eux, alors que ce n'est pas le cas dans la composante publique. Les composantes internes des partis demeurent distinctes dans notre représentation d'un système partisan à plus d'un parti, mais des relations fonctionnelles sont posées entre elles, les orientations d'un parti étant des intrants, le plus souvent « négatifs », pour un autre parti.

Le graphique 2.4 montre comment on peut représenter sommairement un système partisan comprenant deux partis distincts, ce qui est marqué par l'emploi des symboles prime (') et seconde (") dans le cas des acteurs partisans.

Certains systèmes partisans de nature monopoliste sont coextensifs ou presque au système politique, entendu comme l'ensemble des relations de contrôle qui visent à la régulation de l'action dans une collectivité. Cela arrive lorsque des partisans contrôlent de l'intérieur ou de l'extérieur non seulement tous les postes d'autorité gouvernementale dans les appareils administratif, judiciaire, militaire, policier, mais aussi toutes les associations qui participent de quelque façon à la régulation d'une collectivité.

Dans d'autres collectivités, le système partisan est loin de recouvrir le système politique : fonctionnaires, juges, militaires, policiers sont sans attache partisane ou ne sont que très peu contrôlés de l'extérieur par les partisans. Il en est de même des associations.

[27]

GRAPHIQUE 2.4

Un système partisan à deux partis

[Retour à la table des matières](#)

[28]

Parmi les règles qui sont adoptées dans un système politique, certaines contraignent de façon spécifique l'action des partis. Celles-ci sont d'ailleurs identifiées dans la partie supérieure du schéma de Sorauf. On peut les diviser en trois grandes catégories.

Il y a d'abord les règles de nature constitutionnelle qui définissent le régime politique, c'est-à-dire la répartition des « pouvoirs » ou des contrôles officiels entre les instances gouvernementales : parlement, exécutif, tribunaux. Ces règles définissent aussi le caractère unitaire, fédératif ou confédératif des systèmes politiques. Elles touchent surtout à la composante gouvernementale des partis.

On retrouve aussi les règles qui s'appliquent aux partis eux-mêmes, c'est-à-dire à leur reconnaissance en droit, à certaines de leurs activités (financement, dépenses et autres activités électorales, etc.). Ces règles ont trait à la plupart des composantes des partis et des systèmes partisans, mais elles portent principalement sur la composante interne.

Enfin, il y a les règles qui définissent le système électoral, soit la carte électorale et le mode de scrutin, et qui touchent par là à la composante publique des partis avant tout. Ces règles, comme les précédentes, ne sont pas sans contraindre l'action et l'état des partis et du système partisan. On n'a qu'à penser aux différences entre les conséquences de la proportionnelle et celles du scrutin majoritaire.

Les partis sont soumis à ces différentes règles, mais ils peuvent les changer, en particulier quand ils sont porteurs de mandats d'autorité qui remettent en question les règles existantes.

Le système partisan et le système politique dans lequel il est inclus sont aussi soumis à des intrants qui leur viennent de l'environnement sociétal. On peut distinguer à cet égard, comme le font certains systémistes du politique (en particulier Lapierre, 1973), l'environnement intra-sociétal et l'environnement extra-sociétal. C'est, dans le schéma de Sorauf, la culture politique, la composition de la population, les institutions économiques et sociales, les objectifs et la structure des intérêts. Lapierre, quant à lui, distingue dans l'environnement quatre systèmes sociaux autres que le système politique, soit les systèmes bio-social, écologique, économique et culturel.

[29]

Ces environnements produisent des intrants sur lesquels les partis n'ont qu'un contrôle limité : par exemple, une guerre dans l'environnement extra-sociétal, ou des clivages de toutes sortes (socio-économiques, ethniques, religieux, etc.) dans l'environnement intra-sociétal. Nous prendrons ces phénomènes en considération au chapitre 13, où il sera question de la transformation des systèmes partisans.

2.5 CONTRÔLE, VARIÉTÉ ET CONTRAINTE

[Retour à la table des matières](#)

Le contrôle est un des principaux concepts de cet ouvrage puisque les partisans sont définis comme des acteurs qui cherchent à contrôler les mandats d'autorité dans le système politique.

Nous avons dit très généralement du contrôle qu'il consistait à conformer l'action à des normes. C'est à peu près la définition de Etzioni (1968 : 45) selon qui le contrôle est l'activité qui consiste à préciser les états que l'on préfère et à corriger les processus en cours de façon à ce qu'ils évoluent en direction des états préférés. Le contrôle, c'est en quelque sorte un pouvoir finalisé par les préférences qui sont sous-jacentes.

Le contrôle sera vu ici dans une perspective de communication et plus précisément dans la perspective de la « nouvelle » communication. Dans l'avant-propos d'un ouvrage qui présente cette nouvelle approche, Yves Winkin écrit (1981 : 7-8) :

Ce modèle de la communication n'est pas fondé sur l'image du télégraphe ou du ping-pong – un émetteur envoie un message à un récepteur qui devient à son tour un émetteur, etc. ... – mais sur la métaphore de l'orchestre. La communication est conçue comme un système à multiples canaux auquel l'acteur social participe à tout instant, qu'il le veuille ou non : par ses gestes, son regard, son silence, sinon son absence... En sa qualité de membre d'une certaine culture, il fait partie de la communication, comme le musicien fait partie de l'orchestre. Mais dans ce vaste orchestre culturel, il n'y a ni chef, ni partition. Chacun joue en s'accordant sur l'autre.

La notion de contrôle, ou de pouvoir finalisé, introduit une perspective politique dans cette vue un peu naïve de la communication. Les acteurs sociaux ont des préférences plus ou moins conscientes, fondées sur des normes ou des finalités qui dirigent leur action. Chacun joue en s'accordant à l'autre, mais aussi, réciproquement, en accordant l'autre à soi.

[30]

Dans cette perspective « politique », on peut distinguer six dimensions du contrôle selon qu'un acteur donné, considéré comme destinataire, cherche à contrôler sa propre action, celle d'un destinataire, le canal entre eux, le message, le code ou le contexte (Jakobson, 1963 : 213-14). Soit, par exemple, un partisan qui cherche à contrôler un électeur :

- 1 – il devra d'abord maîtriser sa propre action, ses tactiques, afin d'arriver à convaincre l'autre ;
- 2 – il devra avoir une certaine emprise sur le destinataire, retenir son attention par du prestige ;
- 3 – le partisan doit contrôler les canaux, avoir accès au destinataire pour utiliser ou établir le contact avec lui ;
- 4 – il faut aussi qu'un message soit transmis au moyen du canal, c'est-à-dire que le destinataire ait les ressources requises ;
- 5 – les règles du jeu, ou le code, doivent permettre que la communication se fasse. Autrement dit, le destinataire doit être habilité ou avoir la compétence nécessaire pour communiquer avec le destinataire ;
- 6 – enfin le contrôle s'exerce parfois par conditionnement en définissant ou en exploitant des situations spatio-temporelles favorables dans le contexte.

Il s'agit de dimensions analytiques du contrôle, telles que chacune se retrouve dans les autres. Dans la pratique, les dimensions se recoupent entre elles. L'emprise dépend de la maîtrise d'un acteur, des ressources qu'il investit dans ses messages, de sa compétence dans l'utilisation des codes. La compétence ne sert à rien si, par exemple, les messages ne sont pas pertinents ou s'il n'y a pas de canaux d'un participant à l'autre.

Sans que nous utilisions systématiquement dans l'ouvrage ce schéma des six dimensions du contrôle – ce qui alourdirait grandement notre démarche – nous y ferons référence à l'occasion. Les relations entre les acteurs, entre leurs positions à l'intérieur des composantes, seront vues constamment en termes de contrôle, de même que les relations fonctionnelles entre les composantes (sous forme de médiations, d'orientations et de prescriptions).

La notion de contrôle renvoie à celles de variété et de contrainte et ce, de deux façons : une façon microscopique et une [31] façon macroscopique. Dans une relation donnée, le contrôle c'est de réduire la variété des possibles en les contraignant à partir de préférences. Mais de façon plus macroscopique, on peut aussi considérer que l'ensemble des contrôles dans une composante ou entre deux composantes est plus ou moins contraignant ou plus ou moins varié, selon qu'il réduit grandement ou non le nombre des possibles dans cette composante ou entre les deux composantes.

La variété est mesurée par le nombre d'éléments dans une situation, le nombre de relations entre ces éléments, et le nombre de modalités de ces relations. Plus la variété est grande, plus la contrainte est petite, et inversement plus la variété est petite, plus la contrainte est grande.

Cette mesure de la variété et de la contrainte peut être appliquée à chacune des composantes des partis et des systèmes partisans. Ainsi, dans la composante publique, un parti qui cherche à agir sur les choix électoraux d'un peu tous les individus ayant droit de vote comportera plus de variété qu'un parti qui s'intéressera surtout au vote des électeurs de certaines régions dans la population électorale. Un parti qui recherchera des appuis dans la plupart des associations sera plus varié que celui qui se concentrera sur certaines d'entre elles. Dans la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée aux composantes des partis, nous dirons qu'un parti qui a une grande variété dans sa composante publique a un caractère extensif, alors qu'un parti qui présente peu de variété, donc beaucoup de contrainte, a un caractère plutôt intensif.

Il en est de même dans la composante interne des partis. Ceux qui ont un grand nombre d'adhérents présentent évidemment plus de variété que ceux qui en ont peu. Mais la variété se mesure aussi, du point de vue du contrôle, par le nombre relatif de ceux qui occupent des positions de sélecteurs dans le parti. Par

exemple, un parti dont les postes de dirigeants sont tous occupés par des élus est moins varié, à cet égard, qu'un parti dont une bonne partie des dirigeants ne sont pas des élus. Le caractère réciproque ou non des contrôles entre les simples membres et les dirigeants est une autre dimension de la variété et de la contrainte. Les partis très contraints, en l'un ou l'autre des aspects qui viennent d'être signalés, seront dits centrés, alors que les partis qui présentent une grande variété seront dits décentrés.

Dans la composante gouvernementale, la contrainte tient surtout au caractère programmatique d'un parti. Les partis de ce [32] genre sont plus restrictifs dans l'exercice du contrôle à l'intérieur du groupe de leurs gouvernants, auprès des gouvernants des autres partis et des agents de l'État. Ils cherchent aussi à exercer des contrôles plus unilatéraux, étant donné que les préférences qui inspirent leur action sont plus précises et tolèrent peu d'être informées par les acteurs qui ne sont pas du parti. D'autres partis, au contraire, ont un caractère plus opportuniste. Les relations de contrôle à l'intérieur du groupe des gouvernants sont plus variées, elles sont moins tournées vers certains partis ou certains agents plutôt que d'autres et les contrôles ont un caractère davantage bilatéral. Les partis dont la composante gouvernementale pose ou propose beaucoup de contraintes seront dits programmatiques, tandis que les partis qui sont plus variés à cet égard seront dits opportunistes.

Évidemment, la variété et la contrainte comportent différents degrés, si bien qu'il est un peu abusif, par exemple, de parler de parti programmatique par opposition à un parti opportuniste. C'est là une façon simpliste de classer les partis en chacune de leur composante. Dans le concret, les différences sont plus subtiles. Ainsi, dans la composante publique, un parti pourra être plutôt intensif du côté des associations, mais plutôt extensif dans le contrôle du choix des électeurs. Nous prendrons ces différences en compte quand viendra le temps de caractériser les composantes des partis.

Les relations fonctionnelles entre les composantes, où les extrants d'une composante sont des intrants pour les autres composantes, seront elles aussi traitées en termes de variété et de contrainte, dans le but surtout de voir si, par rapport à une autre, une composante impose plus ou moins de contraintes qu'elle n'en reçoit. C'est sur l'ordre ainsi établi des composantes que nous construirons une théorie générale des partis. Dans la mesure où, à l'intérieur des composantes, ceux qui

exercent du contrôle sont des représentants, des sélecteurs ou des gouvernants, l'exercice reviendra à se demander dans quel ordre ces catégories d'acteurs sont disposées quand on considère les contraintes qu'ils s'imposent les uns aux autres.

Les systèmes partisans comme les partis peuvent être caractérisés en termes de variété et de contrainte. Nous le ferons dans la partie suivante de l'ouvrage. Les traits pertinents ne seront toutefois pas les mêmes que pour l'étude des partis. Nous nous intéresserons à des traits des trois composantes, mais en tant qu'ils [33] sont pertinents au contrôle de la composante gouvernementale. Cela permettra de donner une certaine unité à la typologie des systèmes partisans qui sera ainsi construite.

Cette façon de définir les systèmes sociaux en termes de variété et de contrôle n'est pas nouvelle. Elle reprend en d'autres termes les grandes oppositions faites entre l'autorité et la liberté, l'ordre et le désordre, etc. Elle trouve cependant dans la réflexion actuelle de certains savants des développements nouveaux, qui ne sont pas sans intérêt pour l'étude des systèmes sociaux, même s'ils ont été élaborés d'abord dans le domaine des sciences biologiques.

Ainsi, Henri Atlan (1979 : 49) note que l'organisation est faite d'un degré optimal de variété et de redondance, et que :

De façon plus générale, on peut concevoir l'évolution des systèmes organisés, ou le phénomène d'auto-organisation, comme un processus d'augmentation de complexité à la fois structurale et fonctionnelle résultant d'une succession de désorganisations rattrapées suivies chaque fois d'un rétablissement à un niveau de variété plus grande et de redondance plus faible.

On verra au cours de cet ouvrage les problèmes qui sont posés aux partis et aux systèmes partisans par trop de contraintes ou trop de variété, et comment chacun à sa façon cherche à résoudre ces problèmes par des voies diverses.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Dans leur composante interne, les partisans qui participent à l'exercice du contrôle peuvent être considérés comme des sélecteurs. Leur contrôle s'exerce dans la sélection des mandats d'autorité ou de ceux qui seront appelés à les porter. Dans la composante publique, les partisans agissent comme des représentants, et cherchent à contrôler les mandants, électeurs ou membres des groupes (les sujets). Enfin dans la composante gouvernementale, les partisans peuvent être vus comme des gouvernants. Ils cherchent à contrôler, de l'intérieur ou de l'extérieur, les mandataires et les agents qui définissent les règles visant à la régulation de la collectivité.

La composante interne transmet, fonctionnellement, des orientations à la composante publique et à la composante gouvernementale. Elle remplit ainsi des fonctions de sélection. La composante [34] publique, d'où s'exercent les fonctions de représentation, transmet des médiations aux composantes interne et gouvernementale. Cette dernière, enfin, transmet des prescriptions vers les composantes interne et publique et remplit ainsi des fonctions de gouverner.

Les relations structurelles et fonctionnelles peuvent être vues en termes de contrôle, celui-ci consistant à conformer l'action à des préférences selon des moyens qui correspondent aux différents aspects de la communication. L'action est ainsi plus ou moins variée ou plus ou moins contrainte. C'est dans ces termes que seront étudiées les composantes des partis et des systèmes partisans, mais aussi les rapports fonctionnels entre elles.

Orientation bibliographique

Sur l'approche systémique, on pourra lire l'ouvrage de Bernard Walliser, *Systèmes et modèles. Introduction critique à l'analyse des systèmes* (1977), qui situe bien les uns par rapport aux autres les principaux aspects et les principaux concepts de ce courant de pensée. Pour une introduction plus facile et plus concrète, il y a le livre de Joël de Rosnay, *Le Macroscopie. Vers une vision globale* (1975). Il n'existe pas, à notre connaissance, d'ouvrage consacré à l'approche systémique des systèmes partisans. On trouvera toutefois une ébauche de cette démarche chez Sorauf (1964, 1968). Jean-William Lapierre, dans *L'Analyse des systèmes politiques* (1973), a montré à la suite de David Easton dans *Analyse du système politique* (1974) que l'approche systémique se prêtait bien à l'étude des phénomènes politiques. Sur les notions de variété et de contrainte, l'ouvrage de W. Ross Ashby, *Introduction à la cybernétique* (1958) est très éclairant. Enfin, on trouvera une première présentation de l'approche présentée ici dans Vincent Lemieux, « Pour une science politique des partis » (1972).

[35]

**SYSTÈMES PARTISANS
ET PARTIS POLITIQUES**

Première partie
**LES TYPES DE
SYSTÈMES
PARTISANS**

[Retour à la table des matières](#)

[33]

Première partie.
LES TYPES DE SYSTÈMES PARTISANS

Chapitre 1

Une typologie des systèmes partisans

[Retour à la table des matières](#)

Des tentatives ont été faites depuis les années 50 pour réduire à quelques types généraux les divers systèmes partisans que l'on observe à travers le monde. Dans la première partie du chapitre, nous présentons une vue critique de deux typologies bien connues, celle de Duverger et celle de Blondel.

Nous accordons une attention spéciale, dans la deuxième partie, à des typologies plus universelles, dont celle de Giovanni Sartori, sans doute la plus complète et la plus satisfaisante. C'est sur cet auteur que nous nous fondons pour présenter une typologie centrée sur notre idée directrice du contrôle des mandats d'autorité dans le système politique. Plus précisément la typologie est centrée sur la composante gouvernementale des systèmes partisans et sur les relations fonctionnelles que les deux autres composantes entretiennent avec elle.

Nous retenons trois critères : le caractère monopoliste ou compétitif des contrôles des gouvernants ; le caractère lié ou morcelé des contrôles des responsables ; et le caractère simple ou complexe des contrôles des élus. On définit ainsi

huit types généraux, que nous explorerons plus en détail dans les deux chapitres suivants.

[38]

Principalement, le chapitre 3 veut montrer qu'il y a avantage, par rapport aux typologies existantes, de construire une typologie des systèmes partisans fondée sur des traits qui se rapportent au contrôle des mandats d'autorité et plus précisément à la direction du gouvernement par les mandataires des partis.

Le tableau suivant (tableau 3. 1) permet d'ailleurs de comparer les trois traits retenus dans notre typologie avec ceux qui le sont dans les six typologies que nous examinons au préalable, avant de présenter la nôtre.

3.1 QUELQUES TYPOLOGIES BIEN CONNUES

[Retour à la table des matières](#)

Les auteurs qui au début du vingtième siècle ont apporté des contributions majeures à l'étude des partis politiques ne se sont guère interrogés sur la nature des systèmes partisans. Ostrogorski et Michels s'intéressaient davantage aux partis eux-mêmes qu'aux systèmes où ils sont inclus. Duverger sera le premier des « classiques » à traiter des systèmes de partis, auxquels il consacre la deuxième partie de son livre.

Duverger

Duverger retient différents aspects dans la typologie plus implicite qu'explicite qu'il présente des systèmes partisans. Il commence par le nombre, non seulement parce que ce trait est le plus apparent, mais aussi parce que c'est l'occasion pour lui de présenter une thèse qui l'a rendu célèbre : le caractère déterminant du mode de scrutin sur le système des partis. Alors que le scrutin majoritaire à un tour tendrait à un système dualiste avec alternance de grands partis indépendants, le scrutin majoritaire à deux tours tendrait à un système de partis multiples, souples, dépendants et relativement stables, alors que la représentation proportionnelle tendrait à un système de partis multiples, rigides, indépendants et stables (Duverger, 1951 : 235).

Duverger, qui dans son livre use et abuse des distinctions secondes qui viennent nuancer des règles d'abord posées comme générales, ne manque pas de compliquer la distinction initiale entre système dualiste et système multipartiste.

[39]

Tableau 3.1

*Les typologies des systèmes partisans examinées dans ce chapitre selon leurs auteurs
et les principaux traits pertinents retenus par ces auteurs.*

[Retour à la table des matières](#)

AUTEURS		Principaux traits pertinents retenus par les électeurs					
	Existence ou non de coalition	Nombre des partis	Compétition ou monopole	Importance relative des partis	Nombre des électeurs ou des élus	Contenu idéologique	Style de fonc- tionnement
Duverger	X	X			X	X	X
Blondel		X		X	X	X	X
Almond et Coleman			X			X	X
La Palombara et Wei- ner			X	X		X	
Jupp		X	X				X
Sartori		X	X	X		X	
Notre typologie	X		X		X		

[40]

À propos du multipartisme, il écrit (1951 : 259) :

La typologie du multipartisme est difficile : de trois à l'infini, on peut concevoir des variétés innombrables ; à l'intérieur de chacune, combien de formes et de nuances !

Avant de montrer que le scrutin majoritaire à deux tours ou la représentation proportionnelle tendent au multipartisme, ce qui est l'objet principal de son propos, Duverger risque quand même quelques considérations générales sur les différentes modalités de multipartisme. Selon le nombre des partis on peut distinguer le tripartisme, le quadripartisme et le polypartisme, mais certains tripartismes ou quadripartismes n'ont rien de commun entre eux, sans parler des polypartismes, encore plus dissemblables les uns des autres.

Les propos de Duverger sur les modes de formation du multipartisme présentent plus d'intérêt. Il montre comment le fractionnement intérieur des opinions et la superposition de dualismes, présents dans le public, expliquent le passage du bipartisme au multipartisme. Dans un autre chapitre, les alliances électorales, parlementaires et gouvernementales sont étudiées, de même que la géographie politique (entre gauche, droite, centre et extrêmes) de ces alliances. Ces traits reviennent dans des typologies qui seront présentées ultérieurement, ainsi que dans celle que nous proposerons dans la dernière partie du chapitre.

Duverger distingue les divers contenus qu'a pris le bipartisme au cours de l'histoire (bipartisme « bourgeois », bipartisme à l'intérieur du libéralisme, dualisme entre les bourgeois et les socialistes), l'opposition étant technique ou plus métaphysique. Des deux grands cas contemporains du bipartisme, celui de la Grande-Bretagne et celui des États-Unis, il dira, dans un texte subséquent aux Partis politiques, que le premier est « rigide » alors que le second est « souple » (Duverger, 1960 : 37).

Quant au parti unique, l'auteur distingue deux sous-types principaux : le parti communiste et le parti fasciste, avec en plus quelques cas particuliers comme celui du Parti républicain du peuple, qui a fonctionné en Turquie, de 1923 à 1946. Au moment où écrivait Duverger, soit à la fin des années 40, les systèmes à parti

unique n'avaient pas la diversité qu'on a observée depuis, en particulier dans les pays en voie de développement. La conjoncture de l'après-guerre explique que Duverger ait été fasciné par la distinction entre le communisme et le fascisme.

[41]

La typologie implicite de Duverger repose donc sur un critère premier, le nombre des partis, qui est ensuite compliqué par l'introduction de critères seconds, variables pour chacun des trois types principaux : l'opposition entre le communisme et le fascisme dans le cas du parti unique ; l'opposition entre différents contenus du dualisme, ou encore entre le bipartisme rigide et le bipartisme souple dans le cas du bipartisme ; les phénomènes de fractionnement interne, de superposition des dualismes ainsi que de formation des alliances dans le cas du multipartisme.

Blondel

Ces différents critères renvoient de façon plus ou moins nette à chacune des cinq variables de base qu'il faut retenir, selon Jean Blondel, « Pour entreprendre une analyse vraiment générale des systèmes de partis, à travers le monde » (Blondel, 1968 : 183). Ces cinq variables sont le nombre des partis, leur importance relative, leurs fondements idéologiques, la nature sociale de leur clientèle, et les caractéristiques de leur organisation et de leur direction. Pour simplifier la tâche, Blondel pose que dans les démocraties occidentales on peut se limiter aux trois premières variables. Il y aurait peu de différences dans la nature sociale des clientèles et dans les caractéristiques de l'organisation. Ces affirmations sont évidemment contestables. Elles permettent toutefois à Blondel de construire un panorama des systèmes partisans fondé sur trois critères, qui correspondent à ses trois premières variables : le nombre des partis, leur importance relative et leurs fondements idéologiques.

Blondel définit quatre groupes de systèmes partisans : les systèmes bipartites, les systèmes à deux partis et demi, les systèmes multipartites à parti dominant et les systèmes multipartites purs. En fait, deux critères servent à définir les deux derniers groupes : le nombre des partis, qui distingue les systèmes multipartites

des deux autres, et l'importance relative des partis, qui distingue le multipartisme à parti dominant du multipartisme pur.

Le troisième critère, soit les fondements idéologiques des partis, permet de subdiviser des types ou sous-types en catégories plus fines. Ainsi le Canada et l'Allemagne fédérale ont deux partis et demi, mais les grands partis sont libéral et conservateur dans le cas canadien, socialiste et chrétien dans le cas allemand. Au [42] Canada, le petit parti ou le demi-parti est socialiste, alors qu'il est libéral en Allemagne fédérale.

Déjà Duverger avait distingué les partis à vocation majoritaire (dont certains, ajoutait-il, sont dominants à une certaine époque), les grands partis et les petits partis, en ajoutant après coup le type intermédiaire des partis « moyens ». On peut mesurer ces dimensions par le nombre des adhérents, le nombre des électeurs ou le nombre des sièges parlementaires. Duverger choisit généralement le nombre des sièges parlementaires. Blondel, lui, choisit plutôt le nombre des électeurs et donc la présence des partis dans la composante publique plutôt que dans la composante gouvernementale. Le parti fort aurait 40 % des voix environ, le parti moyen, 20 % ou un peu plus ; le parti intermédiaire, 15 % des voix environ ; le petit parti, 10 % des voix ou même un peu moins ; et le tout petit parti, encore moins.

Selon Blondel, les systèmes bipartites se caractériseraient par la présence de deux partis forts, avec ou sans de tout petits partis. Les systèmes à deux partis et demi comprendraient deux partis forts et un petit parti. Dans les systèmes multipartites, plusieurs combinaisons se rencontrent : le multipartisme à parti dominant comprend un parti fort alors que le multipartisme pur n'en comprend pas, puisque le ou les partis les plus importants ne sont que moyens.

3.2 LES TYPOLOGIES PLUS UNIVERSELLES

[Retour à la table des matières](#)

La prise en considération de systèmes partisans hors de l'Occident a conduit certains auteurs à élaborer des typologies plus universelles, comprenant des types qui étaient absents dans les deux typologies que nous avons discutées jusqu'à maintenant. Blondel a fait le choix délibéré de se limiter aux sociétés occidentales, tandis que Duverger incluait dans sa typologie les pays de l'Est, mais de façon sommaire, tout en ne portant que très peu d'attention aux systèmes partisans des pays en voie de développement, qui n'avaient d'ailleurs pas, au moment où il écrivait, les traits originaux qu'ils ont pris depuis.

Les auteurs que nous allons examiner maintenant : Almond et Coleman, La Palombara et Weiner, Jupp et Sartori, construisent des typologies plus générales en ce que celles-ci prennent en considération les systèmes partisans de toutes les régions du monde.

[43]

Almond et Coleman

Gabriel A. Almond et James S. Coleman (1960), ainsi que leurs collaborateurs s'intéressent à la politique dans les sociétés en voie de développement. Dans une longue introduction générale, les deux principaux auteurs présentent une approche fonctionnelle de la politique comparée. Ils distinguent quatre fonctions d'entrée des systèmes politiques : la socialisation et le recrutement politique, l'articulation des intérêts, l'agrégation des intérêts et la communication politique. À la sortie, il y aurait trois fonctions gouvernementales : la fabrication des règles, leur application et leur aspect juridictionnel.

C'est à propos de l'agrégation des intérêts qu'Almond et Coleman présentent leur typologie des systèmes partisans. Selon une conception très américaine de la politique, ils considèrent que ce sont surtout les groupes de pression qui articulent les intérêts et les partis qui les agrègent.

Les auteurs utilisent quatre types généraux de systèmes partisans, le premier et le dernier étant eux-mêmes subdivisés en deux, ce qui donne au total six types (Almond et Coleman, 1960 : 38-45).

Trois types sont compétitifs et trois types ne le sont pas. Parmi les systèmes non compétitifs, certains sont autoritaires et d'autres sont non autoritaires (c'est le cas par exemple de certains partis nationalistes, dans des périodes d'émancipation). Les systèmes autoritaires se subdivisent eux-mêmes en deux types : les systèmes qui ne sont qu'autoritaires (ce serait le cas de la Turquie après la révolution de 1923) et ceux qui sont totalitaires. Les auteurs ne donnent pas d'exemple précis du type totalitaire et admettent que les différences avec le type autoritaire sont souvent minces.

Quant aux systèmes compétitifs, ils se diviseraient selon Almond et Coleman en systèmes bipartisans (États-Unis, Royaume-Uni) et en systèmes multipartisans, les uns fonctionnant bien (dans les pays scandinaves et aux Pays-Bas) et les autres souffrant d'immobilisme (ce serait le cas de l'Italie, et de la France sous la IV^e République).

Les auteurs tentent avec plus ou moins de succès de distinguer ces types selon la façon dont est remplie la fonction d'agrégation politique. Leur contribution principale à l'étude des systèmes [44] partisans demeure l'extension universelle qu'ils ont donnée à leur typologie et plus particulièrement la distinction qui allait devenir courante après eux entre les systèmes non compétitifs et les systèmes compétitifs.

La Palombara et Weiner

La Palombara et Weiner (1966) ont un peu les mêmes objectifs qu'Almond et Coleman. Dans leur livre sur les partis politiques et le développement politique, ils cherchent à établir une typologie des systèmes partisans qui soit universelle, par l'inclusion des pays en voie de développement.

La Palombara et Weiner (1966 : 33-41) adoptent la grande distinction entre les systèmes compétitifs et les systèmes non compétitifs, mais ils subdivisent les systèmes compétitifs de façon différente de celle de leurs prédécesseurs. Pour eux ce

n'est pas tant le nombre des partis qui importe que, d'une part, le caractère hégémonique ou rotatif (turnover) du contrôle sur le gouvernement, et, d'autre part, le caractère idéologique ou pragmatique des partis qui forment le système.

Il y aurait donc parmi les systèmes compétitifs 1 – les systèmes hégémoniques-idéologiques (par exemple l'Italie, avec l'hégémonie de la Démocratie chrétienne), 2 – les systèmes hégémoniques-pragmatiques (la domination républicaine aux États-Unis, de 1896 à 1932, illustrerait ce cas), 3 – les systèmes rotatifs-idéologiques, et 4 – les systèmes rotatifs-pragmatiques. Les auteurs ne donnent pas d'exemple de ces deux derniers systèmes, mais notent que le quatrième type a plus de chances de se réaliser que le troisième.

Quant aux systèmes non compétitifs, ils sont hégémoniques par définition. La Palombara et Weiner en distinguent trois catégories : le parti unique autoritaire (l'Espagne de Franco illustrerait ce type, de même que le Mali, le Ghana et la Guinée, au moment où écrivaient nos auteurs) ; le parti unique pluraliste (ce serait la situation au Mexique, ainsi qu'au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Sierra Leone et au Cameroun, au milieu des années 60) ; et le parti unique totalitaire (en U.R.S.S. et dans la plupart des États de l'Europe de l'Est). Les systèmes totalitaires et autoritaires sont plutôt idéologiques, alors que les systèmes pluralistes sont plutôt pragmatiques.

[45]

La distinction entre le totalitaire et l'autoritaire demeure vague dans cette typologie comme dans les autres où on la retrouve. On ne peut s'empêcher de voir là un parti pris idéologique pour stigmatiser les régimes communistes. De plus, on peut se demander s'il est approprié, dans le cas des systèmes compétitifs, de laisser tomber complètement, comme le font les auteurs, le critère numérique. Ainsi les États-Unis de 1896 à 1932 et la Suède de 1936 à 1976 appartiendraient au même type, celui des systèmes hégémoniques pragmatiques, ce qui est contestable.

Jupp

La typologie que présente James Jupp (1968) dans son petit livre souvent original sur les partis politiques a un caractère plus systématique que les précédentes. L'auteur retient deux critères principaux, en plus de la distinction entre les systèmes compétitifs et les systèmes monopolistes : le critère numérique et ce qu'il nomme le « style » du système, qu'il suppose constant d'un parti à l'autre. À propos de ce dernier critère, Jupp écrit (1968 : 8) :

Les systèmes partisans peuvent être rangés de ceux où la discipline est lâche, où l'autorité repose entre les mains des notables (socially prominent) et où les programmes sont moins importants que les enjeux immédiats, à ceux où la discipline est rigide, où l'autorité appartient à des personnes recrutées par le parti et où l'idéologie fonde l'influence du parti dans tous les domaines de l'activité humaine.

Jupp ajoute qu'il ne faut pas voir là une suite continue, mais une échelle à positions discontinues. À partir de ce critère « stylistique » et du critère numérique, il définit huit types de systèmes partisans, dont quatre compétitifs et quatre non compétitifs.

Du côté des systèmes compétitifs, on retrouve d'abord les systèmes bipartistes indifférenciés, faits de deux partis principaux, avec discipline lâche, direction par des notables et programmes peu importants. Les systèmes partisans des États-Unis et du Canada appartiendraient à ce type.

Les systèmes bipartistes différenciés seraient formés eux aussi de deux partis ou coalitions principales, mais avec un style différent : la discipline y est plus rigide, la direction plus professionnelle et le caractère idéologique plus prononcé. La Grande-Bretagne, l'Australie, l'Allemagne de l'Ouest, mais aussi la Suède, [46] la Norvège, le Danemark et l'Autriche entreraient dans cette vaste catégorie.

Dans le cas des systèmes multipartisans, aucun parti n'obtient une majorité nette et ce sont généralement des coalitions qui dirigent le gouvernement. L'Italie

et la France, ainsi que les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse seraient des exemples de ce type de système partisan.

Enfin les systèmes à parti dominant, où le pluralisme des partis n'est pas mis en cause, représenteraient un quatrième type de système compétitif. L'Inde et le Mexique tomberaient dans cette catégorie.

À la limite des systèmes non compétitifs il y aurait, selon Jupp, les systèmes politiques non partisans, où les partis ne sont pas tolérés ou ont été abolis (l'Arabie Saoudite, par exemple).

Les systèmes totalitaires sont ceux où un parti unique, très hiérarchique et très idéologique, domine le gouvernement, l'armée et la police et contrôle entièrement la mobilisation des masses. La Chine, l'Union soviétique et plusieurs pays de l'Est de l'Europe auraient de tels systèmes.

Dans les systèmes unipartisans « étroits », dont l'Égypte et plusieurs sociétés d'Afrique noire fourniraient des exemples, le parti serait très idéologique et ne tolérerait pas de contestation ou de faction en son sein.

Dans les systèmes « larges », au contraire, d'autres partis sont tolérés de même que des factions à l'intérieur du parti dominant. La Pologne, la Yougoslavie, le Sénégal seraient des systèmes unipartisans « larges ».

Cette typologie a le mérite d'être plus systématique et plus complète que les autres. Toutefois, les types bipartisans différencié et multipartisan sont un peu gros et contiennent des cas entre lesquels les différences sont grandes. Cette faille dans la typologie de Jupp tient en bonne partie à son postulat contestable voulant que le style politique soit constant, d'un parti à l'autre, à l'intérieur d'un même système partisan.

[47]

Sartori

La typologie de Sartori (1975 : 131-243) est assez proche de celle de Jupp, à quelques différences près. Elle se fonde sur le nombre des partis pertinents, et sur des critères plus qualitatifs qui renvoient surtout aux relations entre les partis.

À propos des systèmes non compétitifs ou monopolistes, Sartori, comme Jupp, note le cas des systèmes non partisans. Le système à parti unique recouvre chez lui les types totalitaire et unipartisan étroit de Jupp. Dans ces systèmes un seul parti existe et est habilité à exister. Sartori introduit toutefois une distinction, à l'intérieur de ce type, entre les systèmes totalitaires, autoritaires et pragmatiques, reprenant ainsi des caractéristiques employées avec plus ou moins de bonheur par plusieurs auteurs.

Les systèmes à parti hégémonique correspondent assez bien aux systèmes unipartisans « larges » de Jupp. Cette expression de parti hégémonique est reprise du sociologue polonais Wiatr (1975), qui s'en est servi pour caractériser le système partisan de son pays. En Pologne, comme au Mexique, un seul parti est habilité à diriger le gouvernement, mais il tolère autour de lui de petits partis qui sont soumis à son hégémonie.

Les systèmes à parti prédominant, catégorie employée par Jupp, sont considérés par Sartori comme non compétitifs – le temps que dure leur prédominance. Plus exactement ils seraient à la frontière des systèmes non compétitifs et des systèmes compétitifs, en ce qu'ils sont compétitifs en droit mais non compétitifs en fait.

Parmi les systèmes vraiment compétitifs, on retrouverait d'abord le bipartisme, défini comme un système où les tiers partis, quand ils existent, n'empêchent pas les deux principaux partis de gouverner seuls, en alternance (à la différence des systèmes à parti prédominant).

Sartori, plus que tout autre, s'est consacré à l'étude du multipartisme qui renvoie à des systèmes où un parti n'arrive pas à gouverner seul. Selon lui, le multipartisme est modéré ou polarisé. Pas moins de huit traits plus ou moins répétitifs distingueraient le multipartisme polarisé du multipartisme modéré : la présence de partis anti-système, d'oppositions bilatérales, d'un centre (par rapport auquel se définissent les oppositions bilatérales), de deux pôles idéologiques très éloignés l'un de l'autre, de tendances [48] centrifuges, d'idéologies irréconciliables, d'oppositions irresponsables et de surenchère politique. L'Allemagne de Weimar, la France de la IV^e République et l'Italie, depuis 1945, seraient des exemples par excellence du pluralisme polarisé, alors que les démocraties scandinaves seraient les prototypes du pluralisme modéré.

Enfin, les systèmes atomisés se caractériseraient par un grand nombre de partis (généralement plus de dix), et plus précisément par le fait qu'aucun d'entre eux n'aurait des effets sensibles sur les autres. La Malaisie, le Congo belge, à un certain moment, fournissent des exemples de ce type de systèmes, somme toute peu fréquent.

Cette typologie de Sartori a l'avantage sur les autres de prendre en considération, de façon plus constante, les relations entre partis à l'intérieur d'un système partisan. En cela, elle manifeste une approche plus proprement systémique des systèmes partisans. Dans la section suivante du chapitre, nous allons reprendre cette approche pour l'appliquer plus spécifiquement au contrôle des mandats d'autorité. C'est dans ces termes que nous allons élaborer notre propre typologie.

3.3 UNE TYPOLOGIE FONDÉE SUR LES PHÉNOMÈNES DE CONTRÔLE

[Retour à la table des matières](#)

D'une façon ou d'une autre, les systèmes partisans sont orientés vers le contrôle des mandats d'autorité dans le système politique. Nous avons reconnu cette donnée fondamentale dans notre définition des partis et des systèmes partisans. Nous allons fonder notre typologie sur cette donnée, et plus précisément sur la composante gouvernementale des systèmes partisans ainsi que sur les relations fonctionnelles que les deux autres composantes entretiennent avec elles.

I – Dans la composante gouvernementale, les systèmes partisans se distinguent en ceux où un parti (ou une coalition de partis) monopolise la direction du gouvernement et ceux où ce monopole n'existe pas, le système étant alors compétitif.

Les auteurs qui ont cherché à construire une typologie universelle des systèmes ont reconnu cette grande distinction entre les systèmes monopolistes et les systèmes compétitifs. On retrouve cette [49] distinction dans les quatre dernières typologies que nous venons de présenter : celles d'Almond et Coleman, de La Palombara et Weiner, de Jupp et de Sartori.

Une telle opposition s'exprime bien dans les termes de notre idée directrice. Les systèmes monopolistes sont ceux où un seul parti dirige le gouvernement et contrôle ainsi les mandats d'autorité dans la composante gouvernementale. Ou bien ce parti est le seul à pouvoir exister en droit, ou bien d'autres ont la possibilité d'exister, en droit ou en fait, mais le parti dominant détient le monopole de la direction du gouvernement. Dans les systèmes compétitifs, au contraire, il y a alternance dans cette direction entre au moins deux partis. Quand l'alternance ne se produit pas dans les systèmes qui permettent pourtant la compétition, on considère qu'il y a prédominance d'un parti dans le système (Sartori, 1976 : 192-201). D'où un problème concret : combien de temps doit durer la domination d'un parti pour qu'on puisse parler de système à parti prédominant ? Sartori propose un critère peu restrictif, celui de trois victoires consécutives aux élections, si l'électorat est stable, qu'une nette majorité des sièges est obtenue et que l'écart est grand entre le parti vainqueur et celui qui le suit. Nous utiliserons un critère plus restrictif, inspiré des rythmes générationnels (Elazar, 1978). Pour qu'un système qui est compétitif en droit soit considéré comme monopoliste en fait, il faudra qu'un parti monopolise la direction du gouvernement, grâce à ses victoires électorales, durant une période d'environ vingt ans.

Ce premier critère de distinction entre les systèmes partisans peut s'exprimer en termes de variété et de contrainte. Les relations des mandataires des partis entre eux et avec les agents du gouvernement sont moins variées dans le cas des systèmes monopolistes que dans celui des systèmes compétitifs parce que les gouvernants n'appartiennent qu'à un seul parti ou à une seule coalition et que, généralement, leurs relations de contrôle avec les agents sont moins variées que dans les systèmes compétitifs.

2 – Si les auteurs que nous avons étudiés dans la section précédente sont unanimes à distinguer les systèmes monopolistes des systèmes compétitifs, ils ne le sont plus quand il s'agit de déterminer des critères seconds qui permettent d'établir des distinctions à l'intérieur des systèmes monopolistes ou des systèmes compétitifs. Du côté des systèmes compétitifs, les auteurs s'attachent généralement au nombre des partis ou encore aux relations entre eux. Dans une approche systémique des partis, les relations [50] sont plus pertinentes que les éléments et leur nombre. C'est donc à des critères de la sorte qu'il faut recourir pour apporter des

distinctions secondes à propos des systèmes compétitifs et même des systèmes monopolistes.

Notre critère premier renvoie à la composante gouvernementale des systèmes partisans. Il y a lieu d'aller chercher un critère second du côté de la composante interne de ces systèmes et plus précisément du côté des relations fonctionnelles entre les contrôles de la composante interne et ceux de la composante gouvernementale.

Les responsables des partis, dont nous avons dit au chapitre précédent qu'ils sont à la fois des sélecteurs dans la composante interne et des gouvernants dans la composante gouvernementale, sont les acteurs à considérer. Quand des relations de contrôle s'établissent d'un parti à l'autre, entre les responsables, en vue du contrôle des mandataires, ou encore quand existe un seul parti, on peut dire que le système est lié. Autrement, le système est morcelé. Duverger avait reconnu ce critère quand il parlait des alliances, existantes ou non, entre les partis. Les systèmes à parti unique représentent un cas extrême où il va de soi que les responsables sont liés entre eux. On peut estimer que ces systèmes sont aussi liés, par la négative, en ce qu'ils interdisent la création d'autres partis et donc un certain morcellement par rapport au parti unique. C'est un peu la même situation dans le cas d'un système à parti hégémonique. Celui-ci ne permet l'existence que de certains partis seconds, qu'il s'associe ou non dans la direction du gouvernement.

Quand il n'y a que deux partis, le système est généralement morcelé, car il n'est pas nécessaire pour des fins de contrôle des mandataires que des liens existent entre les responsables des deux partis. Avec trois partis ou plus, les possibilités se multiplient. Si un des partis est très dominant, le système est généralement morcelé. Si, au contraire, aucun des partis ne domine, des coalitions sont généralement nécessaires pour former le gouvernement, ce qui fait que le système est lié. Entre ces deux situations extrêmes, on retrouve différentes possibilités de liaison ou de morcellement.

Les systèmes liés sont évidemment plus contraints que les systèmes morcelés, en ce qu'ils limitent le nombre des partis, ou privilégient certaines relations entre responsables aux dépens de certaines autres, ou encore en ce qu'ils valorisent certaines modalités [51] de ces relations (la dépendance de partis seconds par rapport à un parti premier) à l'exclusion d'autres modalités.

Parmi les systèmes monopolistes, les systèmes à parti unique et à parti hégémonique sont donc des systèmes liés, alors que les systèmes à parti prédominant sont généralement des systèmes morcelés. De même, parmi les systèmes compétitifs, il y a des systèmes morcelés, par exemple le bipartisme à l'état pur, et des systèmes liés : c'est le cas du multipartisme modéré et du multipartisme polarisé, où existent généralement des alliances gouvernementales entre les partis majeurs d'une part et les plus petits partis d'autre part.

3 – Au moins un autre critère est nécessaire pour raffiner suffisamment notre typologie. Avec deux critères seulement (le caractère compétitif ou monopoliste, et le caractère morcelé ou lié), celle-ci ne permet pas de faire la distinction entre les systèmes à parti unique et les systèmes à parti hégémonique, non plus qu'entre le multipartisme modéré et le multipartisme polarisé de Sartori.

Nous écartons les critères qui renvoient au caractère totalitaire ou autoritaire, idéologique ou pragmatique, etc. des partis. Ces critères sont reliés aux partis davantage qu'au système partisan lui-même, exception faite, bien sûr, des systèmes unipartistes où les caractéristiques du parti se confondent avec celles du système. Après avoir trouvé notre premier critère dans la composante gouvernementale du système et notre second critère dans les relations entre cette composante et la composante interne, nous irons chercher un troisième critère dans les relations entre la composante gouvernementale et la composante publique, de façon à ce que la typologie recouvre différents aspects du contrôle des mandats d'autorité.

Les élus sont des représentants et des gouvernants à la fois. Ils se trouvent ainsi à l'interface de la composante publique et de la composante gouvernementale. Du point de vue de la gouverne d'une collectivité, on peut estimer qu'un système partisan est simple quand la grande majorité des élus appartiennent à un ou des partis qui ont déjà dirigé le gouvernement. Si ce n'est pas le cas, le système sera considéré comme complexe. Ce caractère complexe du système partisan se rencontre, par exemple, là où l'existence d'un parti hégémonique produit deux « niveaux » de partis (Sartori, 1976 : 231), le parti premier et les partis seconds. Il se [52] rencontre aussi dans les systèmes à parti prédominant, ou encore dans les systèmes pluripartistes ou multipartistes où existe une bonne proportion d'élus dans des partis qui n'ont jamais dirigé le gouvernement. Par définition, le bipar-

tisme est simple : à peu près tous les appuis se portent vers les deux principaux partis qui alternent à la direction du gouvernement.

De façon précise, nous considérons qu'un système partisan n'est plus simple quand le quart ou plus des élus ont pour parti des formations qui n'ont jamais dirigé le gouvernement. Nous fixons cette proportion qui comporte une bonne part d'arbitraire, en pensant aux systèmes à deux partis ou plus (les systèmes faits d'un seul parti étant simples, par définition) : si un ou des partis, qui n'ont jamais dirigé le gouvernement, ont une représentation parlementaire égale ou supérieure à la moitié de ce qu'il faut pour être majoritaire, de façon absolue, le système cesse d'être simple.

Les systèmes complexes sont moins contraints et donc plus variés que les systèmes simples, en ce qu'ils permettent davantage de modalités de relations entre mandants et mandataires, certaines étant effectives dans la direction du gouvernement, et d'autres ne l'étant pas.

Au total il y aurait donc huit types généraux de systèmes partisans. Pour ce qui est de la direction du gouvernement, le système est monopoliste ou non monopoliste (de la part des gouvernants), lié ou non lié (de la part des responsables), simple ou complexe (de la part des élus). Le tableau 3.2 présente ces huit types généraux de systèmes partisans.

Cette typologie est assez proche de celle de Sartori dont elle retient quatre types et en décompose (en deux) deux autres. Elle est toutefois plus systématique en ce qu'elle se fonde sur trois critères explicites qui se rapportent tous au contrôle des mandats d'autorité dans le système politique.

Il y a dans la typologie quatre systèmes partisans monopolistes. Les systèmes unipartistes simples (à parti unique) sont des systèmes où existe un seul parti, qui monopolise la direction du gouvernement, où tous les responsables sont liés et qui lie de façon négative les autres partis susceptibles d'exister. L'Union soviétique illustre le cas d'un tel système partisan.

[53]

Tableau 3.2
*Typologie des systèmes partisans selon certaines caractéristiques
 de la direction du gouvernement par les partis.*

[Retour à la table des matières](#)

	Relations entre les gouvernants	Relations entre les responsables	Relations entre les élus
	contrôles monopolistes (–) / compétitifs (+)	contrôles liés (–) / morcelés (+)	contrôles simples (–)/ complexes (+)
Systèmes unipartistes simples	(–)	(–)	(–)
Systèmes unipartistes complexes	(–)	(–)	(+)
Systèmes quasi-unipartistes simples	(–)	(+)	(–)
Systèmes quasi-unipartistes complexes	(–)	(+)	(+)
Systèmes pluripartistes simples	(+)	(+)	(–)
Systèmes pluripartistes complexes	(+)	(+)	(+)
Systèmes multipartistes simples	(+)	(–)	(–)
Systèmes multipartistes complexes	(+)	(–)	(+)

[54]

Les systèmes unipartistes complexes (à parti hégémonique) comprennent eux aussi un parti qui monopolise la direction du gouvernement. Les partis seconds qu'il tolère lui sont liés et le système est complexe parce que ces partis seconds occupent généralement au moins le quart des sièges au Parlement. La Pologne ainsi que le Mexique sont les deux exemples les plus fréquemment cités de systèmes à parti hégémonique.

Nous avons distingué deux types de systèmes à parti prédominant. On peut les considérer comme des systèmes quasi-unipartistes. Dans les deux cas, un parti (ou une coalition) monopolise la direction du gouvernement et il n'y a pas de lien avec les autres partis ou coalitions. Mais là où existent deux partis majeurs comme au Japon, le système est simple, alors que dans les cas où, comme en Inde, plusieurs petits partis gagnent ensemble au moins le quart des sièges, le système est complexe.

Du côté des systèmes non monopolistes ou compétitifs, nous distinguons les systèmes pluripartistes des systèmes multipartistes par le caractère morcelé dans le premier cas et lié dans l'autre des contrôles entre les responsables.

Le pluripartisme simple ou bipartisme met en présence deux partis non liés entre eux et qui ont chacun la capacité requise pour diriger le gouvernement, ce qui restreint d'autant la variété du système. Le système partisan aux États-Unis encore mieux que celui de la Grande-Bretagne illustre ce type de système partisan.

Le pluripartisme complexe est une configuration rare et d'ailleurs instable où tous les traits sont du côté de la variété plutôt que de la contrainte. Il peut bien sûr arriver, de façon conjoncturelle, que le pluripartisme complexe se réalise, mais ce n'est le plus souvent qu'une déviation temporaire du pluripartisme simple. La grande rareté – à première vue étonnante – du tripartisme montre bien que le pluripartisme complexe est une situation difficilement réalisable.

Nous nommons systèmes multipartistes, à la suite de Blondel, les systèmes où aucun parti ne peut diriger à lui seul le gouvernement. Ces systèmes sont pour cela nécessairement liés. Mais alors qu'en multipartisme modéré le système est plutôt simple en ce que tous les partis ou presque peuvent participer à la direction

du gouvernement, tel n'est pas le cas en multipartisme polarisé. Cette distinction est d'ailleurs sous-jacente à la plupart des nombreuses différences que pose Sartori entre ces deux types de systèmes. Les [55] pays scandinaves, mais aussi la Belgique et les Pays-Bas et à certains égards l'Allemagne de l'Ouest et l'Autriche, sont des cas de systèmes multipartistes simples, tandis que l'Italie et la France de la IV^e République sont des exemples les plus fréquemment cités de multipartisme complexe.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir passé en revue quelques typologies bien connues des systèmes partisans (celle de Duverger et celle de Blondel) qui sont limitées à l'Occident et qui accordent une grande importance au nombre des partis, nous avons ensuite examiné des typologies plus universelles (celles d'Almond et Coleman, de La Palombara et Weiner, de Jupp et de Sartori) qui ont proposé divers critères pour mettre un peu d'ordre dans la grande variété des systèmes partisans : caractère compétitif ou monopoliste de ces systèmes, nombre des partis, dimension idéologique, style des partis, etc.

Fidèle à l'approche que nous avons présentée au chapitre précédent, nous avons voulu proposer une typologie fondée sur les phénomènes de contrôle des mandats d'autorité dans le système politique et plus précisément sur ceux qui ont trait à la direction du gouvernement par les mandataires partisans.

On a ainsi des systèmes partisans où la direction du gouvernement est monopolisée par un parti, et d'autres où cette direction est plus ouverte à la compétition. Ce trait est d'ailleurs reconnu par tous les auteurs de typologies universelles que nous avons examinés. Les relations de contrôle entre les responsables des partis, pour la direction du gouvernement, donnent un système morcelé (quand ces relations sont absentes ou peu fréquentes entre le ou les partis majeurs et les autres) ou un système lié (quand ces relations de contrôle sont répandues). Enfin le système est complexe quand une bonne proportion des élus (le quart ou plus) appartiennent à des partis qui n'ont jamais dirigé le gouvernement, alors qu'il est simple quand moins du quart des élus sont dans cette situation.

Cette typologie définit huit types généraux de systèmes partisans qui seront étudiés plus en détail dans les deux chapitres suivants.

[56]

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons signalé au cours du chapitre, le livre de Sartori (1976) est sans doute celui qui présente la typologie la plus systématique et la plus complète des systèmes partisans à travers le monde. La typologie de Jupp (1968), proche de celle de Sartori, demeure elle aussi intéressante et actuelle. Enfin le recueil de textes de Jean Charlot (1971) présente, au chapitre 5, un certain nombre de typologies des systèmes partisans, dont celle de Blondel et certains éléments de celle de Sartori.

[57]

Première partie.
LES TYPES DE SYSTÈMES PARTISANS

Chapitre 4

Les systèmes monopolistes

[Retour à la table des matières](#)

La typologie que nous avons proposée au chapitre précédent est centrée sur les phénomènes de contrôle des mandats d'autorité dans le système politique et tout particulièrement dans l'appareil gouvernemental. À cet égard les systèmes partisans sont d'abord monopolistes ou compétitifs, selon qu'un parti ou une coalition partisane exerce ou non un contrôle exclusif sur l'exercice des mandats d'autorité dans la composante gouvernementale.

Nous passons en revue dans ce chapitre les quatre types de systèmes monopolistes. On retrouve d'abord les systèmes unipartistes simples, qui sont fortement liés parce qu'ils ne sont formés que d'un parti. Ces systèmes sont nécessairement simples dans leur composante publique. À titre d'exemples, nous examinons le cas de l'Union soviétique d'une part, et les cas de certains pays d'Afrique noire d'autre part.

D'autres systèmes monopolistes sont liés mais complexes, en ce sens que les mandants appuient des petits partis qui n'ont jamais dirigé le gouvernement et qui ne sont pas habilités à le faire. Ce sont les systèmes unipartistes complexes, à parti

hégémonique. La Pologne et le Mexique en fournissent des exemples, souvent cités. Plus récemment le Sénégal a évolué vers ce type de système partisan.

[58]

Enfin d'autres systèmes monopolistes ne sont pas liés, ou très peu. Ce sont les systèmes quasi-unipartistes ou à parti prédominant, dont les uns sont simples et les autres complexes. Des provinces du Canada ainsi que le Japon offrent des exemples de système simple, alors que l'Inde présente plutôt le cas d'un système complexe.

Principalement, le chapitre 4 veut montrer que des systèmes partisans monopolistes dans des sociétés diverses présentent des caractéristiques abstraites que nous avons identifiées dans notre typologie et peuvent être qualifiés selon les cas de systèmes unipartistes simples ou complexes, ou de systèmes quasi-unipartistes simples ou complexes.

On peut situer les uns par rapport aux autres les quatre types de systèmes partisans qui seront étudiés dans ce chapitre (voir graphique 4.1). Cette représentation est un peu différente de celle du tableau 3.2, qui présente les huit types de notre typologie. La disposition en forme d'arbre permet de visualiser plus nettement les types qui sont du côté de la contrainte et ceux qui sont du côté de la variété. Dans les embranchements de la figure, la contrainte est à gauche et la variété est à droite. On voit ainsi que parmi les systèmes monopolistes, les systèmes unipartistes simples sont les plus contraints alors que les systèmes quasi-unipartistes complexes sont les plus variés. Les deux autres types sont dans des positions intermédiaires à cet égard.

4.1 LES SYSTÈMES UNIPARTISTES SIMPLES

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons que les systèmes unipartistes simples se caractérisent dans notre typologie par l'existence d'un seul parti de gouvernement dans la composante gouvernementale du système, par des liens entre les responsables et par le fait que moins de 25 % des élus appartiennent à des partis exclus de la direction du gouvernement.

[59]

GRAPHIQUE 4.1

Les systèmes monopolistes du point de vue de la variété et de la contrainte

L'Union Soviétique

Parmi les pays dits de l'Est, l'Union soviétique, mais aussi l'Albanie, l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont un système unipartiste simple. Un seul parti, le parti communiste, existe en droit et en fait. À titre d'exemple nous allons présenter le cas le mieux connu et aussi le plus imposant, celui du Parti communiste de l'Union soviétique.

Le Parti communiste dirige le système politique soviétique depuis la révolution de 1917. D'abord en compétition avec d'autres partis révolutionnaires, il en vient à dominer seul la scène politique en 1921. Non seulement les autres partis disparaissent, mais à l'intérieur même du Parti les factions ou fractions oppositionnelles sont interdites de même que les plates-formes idéologiques opposées à la ligne préconisée par les dirigeants (Chambre, 1959 : 7-9). C'est au Parti communiste, et à lui seul, de diriger l'ensemble des travailleurs. Cette position, qui était celle de [60] Lénine, continue d'inspirer l'action gouvernementale du Parti communiste de l'Union soviétique.

Depuis, le Parti a toujours eu le contrôle exclusif de l'appareil gouvernemental même si sous Staline l'influence du parti s'est concentrée sur un homme qui contrôlait de façon dictatoriale à la fois le gouvernement et le parti (Schapiro, 1970 : 557). Le contrôle exclusif de l'appareil gouvernemental se manifeste tout particulièrement par le recouvrement systématique de cet appareil par l'appareil du parti. Comme le montre Karl Deutsch (1974 : 376) en s'inspirant d'Asaturian (1972), au *praesidium* et aux ministères de l'Union soviétique correspond le comité central du Parti. On observe d'ailleurs le même recouvrement au niveau des républiques constituentes et des unités locales. À peu près tous les parlementaires du Soviet Suprême et tous les dirigeants du gouvernement sont du Parti. Il en est de même des principaux agents de l'appareil étatique. Le Parti communiste est fortement articulé à l'intérieur de lui-même. Comme il se confond avec le système partisan lui-même, celui-ci est du même coup lié. Duverger (1951 : 68) avait noté ce caractère très articulé des partis communistes. Deutsch pour sa part (1974 : 365) parle de pyramide de l'autorité, un trait récurrent des principales institutions du régime soviétique. Les articulations qui nous intéressent ici sont celles qui existent entre les responsables du parti en vue de la direction de l'appareil gouvernemental, puisque nous avons retenu ce trait comme caractéristique des systèmes partisans. Dans le cas du Parti communiste de l'Union soviétique, le comité central avec son bureau politique et son secrétariat est le lieu principal de ces liaisons. Élu par le congrès, qui se déroule à tous les cinq ans, c'est lui qui dirige le travail à l'intérieur du Parti, mais il oriente aussi le travail des organisations centrales du régime politique des Soviets. Comme l'écrivait Henri Chambre (1959 : 23-24) « C'est donc par l'intermédiaire et sous la direction du Comité central que, insinué dans tous les rouages politiques, administratifs et économiques du pays, le Parti

constitue le réseau nerveux qui anime toute la Nation, et qu'il est effectivement la force dirigeante de celle-ci et de l'État ». Comme il n'y a qu'un parti, le système est nécessairement simple. Les choix électoraux ne font qu'entériner la sélection des candidats, qui est contrôlée par le parti, même si d'autres groupes sociaux y participent.

[61]

Ces trois traits du système partisan de l'Union soviétique (monopolisation du contrôle du gouvernement, liaisons fortes entre les responsables et simplicité de la répartition des élus) se retrouvent dans les autres pays de l'Est où existe un parti unique. Ce sont des cas particulièrement clairs de systèmes unipartistes simples. Il en est de même des pays de l'Afrique noire soumis à la domination d'un parti unique. Les structures et les fonctions de ces partis diffèrent de celles des partis communistes mais les traits caractéristiques du système partisan sont les mêmes.

L'Afrique noire

Plusieurs pays de l'Afrique noire sont gouvernés actuellement (en 1984) par des militaires et non plus par des partisans. Les spécialistes des partis (Sartori, 1976 : 248-272, Lavroff, 1970) qui se sont intéressés à la transformation des systèmes politiques dans ces pays ont retracé une évolution qu'on peut décrire, sommairement, de la façon suivante : pluripartisme ou bipartisme au moment de l'indépendance, plus ou moins copié sur le système partisan de la puissance colonisatrice (la France, la Belgique, la Grande-Bretagne) ; passage au bipartisme ou au parti unifié, selon le cas ; instauration du parti unique qui, ou bien réussit à se maintenir, ou bien est supprimé ou encore mis en tutelle suite à un coup d'État qui porte les militaires à la direction du gouvernement. Ajoutons que dans certains cas, peu nombreux, le régime militaire a fini par réinstaurer la primauté du parti unique (au Mali, par exemple). Notons aussi le cas du Sénégal où le parti unique, en permettant la création des partis auxiliaires, a évolué vers un système à parti hégémonique.

Les systèmes unipartistes simples qui existent actuellement en Afrique noire présentent plusieurs variantes, selon Sartori (1976 : 261). Le parti unique peut être

le seul qui soit habilité à exister officiellement (c'est le cas de la Guinée). Le monopole peut exister, en fait, et de façon absolue sans qu'il soit entériné officiellement (c'est le cas de la Côte d'Ivoire). De façon plus complexe, le monopole peut être dû à ce que les autres partis sont disparus d'eux-mêmes ou n'ont pas réussi à prendre forme (c'est le cas du Kenya). Enfin le parti unique peut coexister, en état de subordination, avec un régime militaire (c'est le cas du Congo-Kinshasa). Cette dernière variante présente un cas particulier de système monopoliste : celui où un parti a le monopole de la [62] direction partisane du gouvernement, tout en étant soumis au contrôle supérieur d'autorités non partisans, en l'occurrence les militaires.

Cela nous amène au premier trait des systèmes unipartistes simples, le contrôle de l'appareil gouvernemental. Une des justifications principales de l'instauration du parti unique en Afrique noire a été la nécessité, pour des fins d'unité nationale et de développement économique, d'assurer que ce contrôle soit le fait d'un seul parti. L'existence d'un ou de partis d'opposition, et plus généralement d'un système compétitif de partis, était considérée comme un luxe que les pays africains ne pouvaient se payer. Chez les leaders qui avaient opté pour le socialisme, s'ajoutait une autre justification. Les partis politiques, disaient-ils, sont l'expression des classes sociales et de leurs intérêts. Or, étant donné qu'il n'existe pas de classes sociales en Afrique noire, il ne peut exister qu'un seul parti politique (Lavroff, 1970 : 45-54). Le parti unique contrôle le gouvernement et le parlement. De plus les principaux agents de l'État dans la fonction publique, dans l'armée, dans la police représentent une partie de ses adhérents. Si bien qu'on a parlé à ce propos de gouvernementalisation du parti. Les meilleurs éléments du parti ont été appelés à occuper des postes de commande dans l'appareil étatique (Lavroff, 1970 ; 116-119, Bienen, 1970 : 110). Celui-ci a en quelque sorte dévoré le parti. Il y a là, on le voit, une situation bien différente de celle qui existe dans les systèmes politiques de type soviétique, où le parti demeure généralement l'intermédiaire obligé des relations entre les gouvernants et le public.

Le parti unique en Afrique noire est lié à l'intérieur de lui-même, mais de façon souvent différente de ce qui existe à l'intérieur d'un parti communiste. Des spécialistes des partis africains ont distingué les partis révolutionnaires-centralisateurs des partis pragmatiques-pluralistes (Coleman et Rosberg, 1966) en notant que les premiers se rapprochent davantage du type communiste que les

seconds. En particulier les relations internes y sont moins lâches que dans les partis pragmatiques-pluralistes. Cette distinction recoupe d'ailleurs celle que fait Sartori (1976 : 222-230) entre les partis autoritaires et les partis non autoritaires. Dans un cas comme dans l'autre, l'allégeance personnelle au dirigeant suprême du parti, et plus généralement le réseau des allégeances personnelles des dirigeants inférieurs aux dirigeants supérieurs, font tenir ensemble les différentes constituantes des partis politiques [63] africains, qu'ils soient monopolistes ou compétitifs. Bienen (1970 : 106) a d'ailleurs montré à propos d'une autre typologie, celle de Ruth Morgenthau (1964 : 330-358), qui distingue les partis de patrons des partis de masses, que dans les deux cas le « charisme » des chefs et la personnalisation des appuis qui leur sont donnés sont caractéristiques des relations internes aux partis.

Les systèmes unipartistes de l'Afrique noire sont simples par définition. Comme en Union soviétique le choix des candidats par le parti importe davantage que les choix des électeurs. Toutefois la gouvernementalisation du parti, notée plus haut, a entraîné une certaine stérilisation des appuis dans la composante publique du système (chez les jeunes en particulier), ce qui peut expliquer, selon Lavroff (1970 : 119-121), que les coups d'État militaires aient rencontré peu de résistance dans la base publique du parti.

4.2 LES SYSTÈMES UNIPARTISTES COMPLEXES

[Retour à la table des matières](#)

Les systèmes unipartistes de type hégémonique se distinguent des systèmes unipartistes simples en ce que deux niveaux de partis forment le système partisan : le parti hégémonique et des partis seconds dépendants du premier. Le système partisan est complexe car l'appui aux partis seconds, soumis aux partis hégémoniques, leur confère une bonne proportion d'élus. Le système est monopoliste en ce que seul le parti hégémonique peut diriger le gouvernement. Il est aussi lié car les responsables du parti hégémonique s'allient à ceux des autres partis ou les maintiennent dans un état de dépendance par rapport à eux.

Nous verrons d'abord le cas du Sénégal, qui a évolué de l'unipartisme simple vers l'unipartisme complexe puis celui de la Pologne, qui se démarque d'autres

pays communistes par la dénivellation de son système partisan, et enfin celui du Mexique qui est souvent donné comme exemple, lui aussi, du type hégémonique.

[64]

Le Sénégal

Le Sénégal a d'abord suivi une évolution un peu semblable à celle des autres systèmes partisans africains dont il a été question dans la section précédente : du multipartisme au parti unifié, puis du parti unifié au parti unique. Toutefois, au cours des années 70 le président Senghor permet à d'autres partis d'exister à côté du parti devenu unique, le Parti socialiste. Ils devront être de « contribution » plutôt que d'« opposition », décrète-t-il. C'est ainsi, qu'aux élections présidentielles et législatives de février 1978, deux autres partis légaux présentent des candidats, en plus de ceux du Parti socialiste : le Parti démocratique sénégalais et le Parti africain de l'indépendance. Ce dernier ne présente des candidats qu'aux élections législatives. Senghor est réélu président avec plus de 80 % des votes exprimés, et vainc son unique adversaire, candidat du Parti démocratique. Aux élections législatives, le Parti socialiste gagne 82 sièges sur 100, les 18 autres étant occupés par des députés du Parti démocratique.

Au début des années 80 Abdou Diouf, qui a succédé à Senghor, décide d'instituer le multipartisme. Au moment des élections de 1983, 14 partis politiques étaient légalement institués. Huit d'entre eux ont présenté des listes de candidats aux élections législatives. Cinq ont présenté leur candidat aux élections présidentielles. Les six autres partis ont boycotté les élections en signe de protestation contre la réforme du code électoral qui leur interdit de former une coalition au Parlement.

À peine plus de 60 % des électeurs ont participé au scrutin de 1983. Le président Diouf a été facilement réélu, en obtenant 84 % des suffrages exprimés. Le candidat du Parti démocratique a obtenu à peu près tous les autres votes. Aux élections législatives, les résultats ont été à peu près les mêmes. Le Parti socialiste s'est emparé de 111 sièges sur 120, avec 80 % des votes, alors que le Parti démocratique n'en a gagné que 8, l'autre siège étant remporté par le Rassemblement

national démocratique. Les six autres partis qui présentaient des candidats n'ont recueilli ensemble que 3,5 % des votes exprimés. La plupart des partis nouveaux ont d'ailleurs protesté contre le déroulement des élections en parlant de « masquerade », de « comédie grotesque », de « fraude généralisée ».

Le système partisan instauré par les présidents Senghor puis Diouf semble donc évoluer vers l'unipartisme complexe. Il y a un parti premier, le Parti socialiste, et des partis seconds, qui n'existent [65] que par le bon vouloir du parti dominant. Ils ne peuvent se coaliser entre eux au Parlement et doivent être des partis de contribution plutôt que d'opposition. Le système demeure monopoliste, car seul le Parti socialiste est habilité à diriger le gouvernement. Enfin, même s'il demeure simple, le système tend vers la complexité puisqu'il y a maintenant plus d'un parti et que les partis autres que le parti dominant occupent de 10 à 20 % des postes de députés au parlement.

La Pologne

C'est à un sociologue polonais, Jerzy J. Wiatr, que l'on doit l'appellation de « système à parti hégémonique » utilisée pour décrire le système partisan dans son propre pays (1975 : 191). Cette expression fut ensuite reprise par Sartori, qui l'a appliquée à un ensemble plus vaste. En Pologne, un parti communiste, le Parti unifié des travailleurs polonais, joue le rôle de parti hégémonique. Il dirige le gouvernement du pays depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Deux partis satellites lui sont associés, le Parti paysan unifié et le Parti démocratique, avec en plus trois associations politiques catholiques.

Le système est monopoliste car seul le parti hégémonique est habilité au contrôle du gouvernement, avec la collaboration des partis satellites. Comme l'écrit Wiatr, il y a coexistence de plusieurs partis politiques qui coopèrent, dont un, le Parti communiste, joue le rôle de parti dirigeant. Et il ajoute (1975 : 191) :

Les autres partis partagent les postes gouvernementaux et administratifs à tous les niveaux et participent à l'élaboration de la politique, surtout dans les domaines qui concernent les groupes ou les strates qu'ils représentent ; ils agissent sur l'opinion publique par leur propre appareil de propagande, mais sans chercher à dévaloriser la situation du parti « hégémonique ».

La représentation parlementaire des partis satellites est importante. Suite aux élections de 1976, sur 460 députés, il y avait 261 représentants du Parti unifié des travailleurs polonais, 113 représentants du Parti paysan unifié et 37 représentants du Parti démocrate. Les 49 autres députés appartenaient aux associations politiques catholiques.

[66]

Ce système partisan est évidemment lié, étant donné la collaboration qui existe entre les responsables des partis. Les liens se manifestent en particulier dans la préparation, pour fins électorales, de la liste unique de candidats, présentée par le Front d'unité nationale. Elle se manifeste également dans les fonctions de gouvernement, exercées sous l'hégémonie du Parti unifié des travailleurs polonais.

Par contre il n'y a pas simplicité, car les élus des partis satellites occupent plus du quart des sièges à la Diète. Ils ne sont toutefois pas habilités à diriger le gouvernement, ou même à négocier leur collaboration dans la coalition gouvernementale dominée par le parti hégémonique. Comme le montre Sartori (1976 : 231), le système partisan a deux niveaux. Le parti dominant tolère les autres et leur attribue de façon discrétionnaire une part du pouvoir.

Le système partisan de la Pologne enseigne que les fonctions de sélection, de représentation et de gouvernement des partis peuvent être contestées non seulement par l'année ou d'autres appareils étatiques mais aussi par des associations politiques dans les publics. L'action du syndicat Solidarité au début des années 80 rappelle qu'un système partisan est inclus dans un système politique et un environnement sociétal plus vaste dont il ne parvient pas toujours à contrôler la variété à ses fins propres.

Le Mexique

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) domine le système partisan du Mexique depuis 1929. D'abord nommé Parti national révolutionnaire puis, en 1938, Parti de la révolution mexicaine, il adoptait, en 1946, sa dénomination actuelle. Il tolère autour de lui de petits partis qu'il a les moyens de maintenir en état

d'infériorité par manipulation des institutions ou des votes. Aux élections de 1982, les plus importants de ces petits partis étaient le Parti d'action nationale, plus conservateur que le PRI, et le Parti socialiste unifié du Mexique, qui regroupait cinq petites formations de gauche autour du Parti communiste. D'autres petits partis participaient aussi aux élections.

Le système partisan est monopoliste puisque le Parti révolutionnaire institutionnel a toujours été vainqueur aux élections présidentielles. Le président du Mexique, élu pour six ans et dont [67] le mandat n'est pas renouvelable, occupe le poste d'autorité, de loin le plus important du pays. On a même dit de lui qu'il était une espèce de dictateur à la romaine, à cette différence près qu'on pouvait le remplacer à tous les six ans (Branderburg, 1964 : 141). Le PRI a toujours gagné la majorité des sièges au Congrès national, formé de 400 députés élus pour trois ans dont 300 le sont au scrutin majoritaire à un tour, et les 100 autres à la proportionnelle, en compensation de l'attribution des 300 députés locaux. Ce sont les partis autres que le PRI qui profitent de cette proportionnelle compensatoire, d'autant plus bénigne que les parlementaires ne sont pas des gouvernants bien importants, par comparaison avec le président. Depuis 1952 le PRI a toujours obtenu au moins 75 % des votes exprimés aux élections présidentielles. Aux élections du Congrès il a parfois obtenu un peu moins que ce score mais il a toujours été fortement majoritaire.

Le système est lié, mais de façon plus négative que positive. Contrairement à ce qui se passe en Pologne, les partis secondaires ne participent pas au gouvernement du pays avec le PRI. Autour du président, un comité central de sept personnes, appartenant toutes au PRI, se charge de toutes les décisions gouvernementales importantes. Les partis d'opposition sont liés au PRI en ce qu'ils sont confinés à leur rôle de partis secondaires, qui reconnaissent de façon tout au moins tacite l'hégémonie du PRI.

De ce point de vue le système partisan mexicain a deux niveaux, comme le système partisan polonais. Il n'est pas simple car les appuis aux autres partis, qui obtiennent généralement plus du quart des votes et des sièges, permet d'exprimer des préférences politiques différentes de celles de la majorité, sans que cela donne prise sur la gouverne du pays.

Le système partisan du Mexique est assez voisin des systèmes à parti prédominant que nous allons maintenant examiner. La différence réside dans les liens, positifs ou négatifs, entre les partis secondaires et le parti hégémonique, ce qu'on ne retrouve pas dans les systèmes à parti prédominant. Dans les cas d'hégémonie, les élus des petits partis ont peu d'importance mais leurs responsables sont liés à ceux du parti hégémonique, alors que dans les systèmes à parti prédominant ces liens n'existent pas.

[68]

4.3 LES SYSTÈMES QUASI-UNIPARTISTES OU À PARTI PRÉDOMINANT

[Retour à la table des matières](#)

Qu'ils soient simples ou complexes, les systèmes à parti prédominant se caractérisent par rapport aux systèmes unipartistes en ce qu'il n'y a pas de liens entre les responsables du parti premier (le parti prédominant) et ceux des partis seconds. Le système est simple quand il n'y a qu'un niveau de partis et il est complexe dans le cas contraire. Mais dans un cas comme dans l'autre, les responsables des partis seconds ne sont pas en état de dépendance par rapport à ceux du parti premier. Des provinces canadiennes et le Japon illustrent le type du quasi-unipartisme simple, tandis que l'Inde fournit un exemple de quasi-unipartisme complexe.

Les provinces canadiennes

Les deux principales provinces canadiennes, l'Ontario et le Québec, ont eu au cours du vingtième siècle des partis prédominants en situation de bipartisme ou de tripartisme.

Au Québec, le Parti libéral a dirigé le gouvernement provincial sans interruption, de 1897 à 1936, soit durant une période de quarante ans, au cours desquels ont eu lieu onze élections générales. Cette période est suffisamment longue pour qu'on puisse parler de système à parti prédominant. Sans que les règles normati-

ves du jeu aient maintenu l'adversaire, le Parti conservateur, en état de subordination, le Parti libéral a monopolisé le contrôle du gouvernement, parce qu'il a toujours fait élire plus de députés que le Parti conservateur. Le système partisan est de nature monopoliste, non pas en droit mais en fait. Mais il n'est pas pour autant lié. Les responsables du Parti conservateur demeurent indépendants par rapport à ceux du Parti libéral, contrairement à des situations qu'on a observées dans certains États américains du Sud (Key, 1949 : 292-297), où les responsables du parti minoritaire acceptaient en quelque sorte de demeurer en état d'infériorité, en échange de faveurs qui leur étaient accordées par les responsables du parti prédominant (dans un tel cas il y a parti hégémonique plutôt que parti prédominant). Enfin le système est simple, car le parti d'opposition demeure apte, malgré tout, à prendre la place du parti ministériel. Cela est arrivé avant 1897 et cela se produira en 1936, quand le Parti conservateur, fusionné sous le nom d'Union [69] nationale avec une aile dissidente du Parti libéral, réussira à mettre fin à la prédominance de fait de ce parti.

Dans la province voisine de l'Ontario, la prédominance du Parti conservateur dure depuis 1943. Depuis plus de quarante ans il dirige seul le gouvernement, même si suite à certaines élections (celles de 1943, de 1975 et de 1977) il n'a pas toujours eu la majorité absolue des sièges au Parlement. Le système est monopoliste, en fait, et il n'est pas lié. Les deux partis d'opposition actuels, le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique ne se sont pas coalisés entre eux en 1975 et en 1977, même s'ils rassemblaient plus de députés que le Parti conservateur qui n'a pas établi, non plus, de coalition stable avec l'un ou l'autre des deux partis d'opposition. Ceux-ci ont des appuis électoraux à peu près égaux depuis 1967, ce qui crée une situation de tripartisme, relativement rare dans les systèmes partisans.

Le système demeure simple, selon nos critères, car le Parti libéral, qui a dirigé le gouvernement avant 1943, est généralement le principal parti d'opposition, ce qui laisse au Nouveau Parti démocratique (qui, lui, n'a jamais dirigé le gouvernement) moins de 25 % des élus.

Le Japon

Le Japon présente un cas de prédominance à l'intérieur de ce qui peut être qualifié, selon les points de vue, de dualisme ou de pluralisme (Scalapino et Masumi, 1967 : 79).

À l'exception des années 1946-1949 où les socialistes ont dirigé sans trop de succès des gouvernements de coalition, le gouvernement du Japon est contrôlé, depuis la fin de la guerre, par les libéraux, devenus libéraux démocrates. Aux élections de 1947 et de 1950 ils appartenaient au Parti libéral, qui s'est scindé aux élections de 1953, et dont l'aile principale a ensuite formé le Parti libéral démocratique. Les libéraux n'ont pas toujours obtenu la majorité absolue des sièges à la Chambre basse de la Diète, mais depuis 1949, ils ont toujours dirigé seuls le gouvernement avec l'appui parlementaire éventuel d'autres députés, dont les indépendants, relativement nombreux dans les années 40 et 50, et moins nombreux depuis. Le Parti socialiste démocratique est le principal parti d'opposition. Les socialistes ont obtenu de 21 à 31 % des sièges, à la Chambre basse, depuis 1950, alors que les libéraux, de [70] leur côté, en ont obtenu de 49 à 61 %. Les autres partis ont toujours gagné depuis 1969 au moins 20 % des sièges et plus du quart des votes (Stockwin, 1983 : 216). D'après nos critères, ce n'est pas tout à fait suffisant pour qu'on puisse parler d'un système complexe.

Les partis du Japon ne sont pas liés entre eux, pour des fins de gouvernement ou pour d'autres fins, mais comme on l'a souvent souligné ils sont constitués en eux-mêmes de factions plus ou moins coalisées entre elles (Langdon, 1967 ; Scalapino et Masumi, 1967). Ces factions sont dirigées par des leaders qui ont leurs supporters. On a pu dire qu'elles formaient l'unité de base de la politique japonaise. Le leader est généralement un homme d'un certain âge qui a la personnalité et le talent nécessaire pour faire tenir ensemble des éléments divergents et qui a la capacité d'obtenir des ressources financières à des fins politiques. C'est un spécialiste du compromis, des stratégies et des tactiques politiques (Scalapino et Masumi, 1967 : 18). Les factions existent aussi bien chez les libéraux démocrates que chez les socialistes et que chez les trois autres partis d'une certaine importance : démocrates socialistes, communistes, partisans d'un « gouvernement propre ».

Au total le système est donc monopoliste de fait (depuis 1948), non lié et simple, comme dans les cas canadiens présentés plus haut.

L'Inde

Le cas indien est différent de celui du Japon. Depuis L'Indépendance en 1947, le Parti du Congrès a dirigé le gouvernement de l'Inde, à l'exception de la période 1977-1980, où il a été supplanté par une coalition de quatre partis, connue sous le nom de Janata. Le succès du Janata fut cependant bref, car le Parti du Congrès était de nouveau appelé à former le gouvernement, en 1980, suite à une victoire électorale décisive.

On peut donc dire que de 1947 à 1977, soit durant une période de 30 ans, il y a eu un parti prédominant. Aux cinq élections générales qui se sont déroulées de 1952 à 1971, le Parti du Congrès a toujours obtenu au moins 40 % des votes exprimés et une majorité absolue des sièges. Les autres partis sont loin derrière et n'ont jamais formé de coalition entre eux, sauf en 1977.

[71]

Non seulement le système partisan est monopoliste et non lié de 1947 à 1977 mais il est aussi complexe puisque plus du quart des élus appartiennent à des petits partis qui n'ont jamais dirigé le gouvernement. Les élections de 1977, où le Parti du Congrès obtient 28 % des sièges et la coalition Janata 55 % des sièges, ont semblé donner au système un caractère plus compétitif et moins morcelé. Mais cela a été de courte durée. Aux élections de 1980 la coalition est éclatée et les partis qu'elle regroupait ne gagnent que 13 % des sièges, tandis que le Parti du Congrès s'empare à nouveau de la direction du gouvernement, avec 67 % des élus (Weiner, 1978, 1983).

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Les systèmes partisans de nature monopoliste se caractérisent en ce qu'un parti contrôle seul le gouvernement et donc l'exercice des principaux mandats d'autorité, que ce soit en droit ou en fait. Ce sont des systèmes très contraints par rapport aux systèmes compétitifs où une plus grande variété de partis dirige le gouvernement. Parmi les systèmes monopolistes, les systèmes unipartistes simples sont les plus contraints de tous, puisqu'en plus du monopole dans la direction du gouvernement ils ont cette particularité d'être liés et simples, deux autres traits qui s'apparentent davantage à la contrainte qu'à la variété. Le système partisan de l'Union soviétique et ceux d'un certain nombre de sociétés de l'Afrique noire appartiennent au type unipartiste simple. Les systèmes unipartistes complexes ou à parti hégémonique, que l'on observe en Pologne et au Mexique, sont eux aussi monopolistes en droit. Le parti de gouvernement tolère des partis seconds qui sont dépendants de lui (le système est donc lié, bien que de façon moins étroite que là où il n'y a qu'un seul parti). Mais il n'y a pas simplicité puisque plus du quart des sièges appartiennent à des partis de deuxième niveau qui n'ont pas dirigé le gouvernement et qui ne sont pas habilités à le faire. Les systèmes à parti prédominant ne sont monopolistes que de fait, ce qui implique d'ailleurs que les partis seconds ne sont pas liés au parti premier, d'où un moindre degré de contrainte. Ces systèmes sont simples ou complexes, selon qu'il y a moins du quart ou plus du quart des élus qui appartiennent à des partis qui n'ont jamais dirigé le gouvernement. Dans le premier cas, qui est celui de certaines provinces canadiennes (le Québec dans le premier tiers du vingtième siècle, et [72] l'Ontario actuellement) et celui du Japon depuis 1948, le système est plutôt simple alors que dans le second, celui de l'Inde (de 1947 à 1977), le système est plutôt complexe et donc moins contraint.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

À nouveau l'ouvrage de Sartori (1976) pourra être consulté. Il contient de nombreuses discussions intéressantes sur les systèmes monopolistes, en particulier aux chapitres 2, 7 et 8. Dans son livre de 1951 sur les partis politiques, Duverger avait consacré un court développement (286-313) sur le parti unique. Dans un article subséquent (1960 : 42-45) sur la sociologie des partis politiques, il a traité des partis uniques et des partis dominants, sans apporter de vues nouvelles par rapport à son livre de 1951. Il n'existe pas, à notre connaissance, d'autres ouvrages généraux sur les systèmes monopolistes, si l'on fait exception de ceux qui contiennent les typologies signalées au chapitre précédent. Quelques-unes de ces typologies donnent une certaine importance aux types monopolistes de systèmes partisans.

[73]

Première partie.
LES TYPES DE SYSTÈMES PARTISANS

Chapitre 5

Les systèmes compétitifs

[Retour à la table des matières](#)

Dans les systèmes partisans de nature compétitive, le contrôle de l'appareil gouvernemental n'est pas la propriété exclusive d'un parti. Plus d'un parti est appelé à diriger le gouvernement, à l'intérieur d'une période de temps donné, que nous avons fixée à vingt ans environ.

On retrouve plusieurs modalités de systèmes compétitifs, selon qu'ils sont morcelés ou liés, simples ou complexes. Nous commencerons par examiner les systèmes pluripartistes simples, où les partis sont indépendants les uns des autres. Cette situation est celle du bipartisme, caractérisé par l'existence de deux grands partis non liés l'un à l'autre et qui alternent à la direction du gouvernement. Les systèmes partisans des États-Unis et de la Grande-Bretagne sont deux illustrations classiques de ce type, le premier étant plus simple que le second, qui par contre est plus morcelé que le premier. Le Canada et la Grèce sont deux autres exemples de systèmes pluripartistes simples.

Les systèmes compétitifs liés, c'est-à-dire multipartistes, sont caractérisés par l'existence de partis liés entre eux pour des fins de contrôle du gouvernement. Certains de ces systèmes sont plutôt simples (ceux de l'Autriche et de l'Allemagne de l'Ouest), d'autres sont simples également et ne sont pas liés de façon constante [74] (c'est le cas de la Norvège et de la Suède), d'autres encore sont bien près d'être complexes (les systèmes partisans de la Belgique, des Pays-Bas et du Danemark).

Enfin, les systèmes multipartistes complexes correspondent au pluralisme polarisé de Sartori. L'Italie, la France de la IV^e République et le Chili avant 1973 en sont des exemples souvent cités.

Principalement, le chapitre 5 veut montrer, de façon complémentaire au chapitre précédent, que des systèmes compétitifs concrets, dans des sociétés diverses, présentent bien les caractéristiques abstraites qui ont été identifiées dans notre typologie des systèmes partisans, et peuvent donc être qualifiés selon les cas de systèmes pluripartistes simples ou complexes ou encore, de système multipartistes simples ou complexes.

Ici comme dans le chapitre précédent, on peut situer les uns par rapport aux autres les quatre types de systèmes partisans qui seront étudiés (voir graphique 5.1). À nouveau, la disposition en forme d'arbre permet de visualiser les types qui sont plutôt du côté de la contrainte et ceux qui sont plutôt du côté de la variété, étant bien entendu que les systèmes compétitifs sont, de façon générale, moins contraints que les systèmes monopolistes.

[74]

GRAPHIQUE 5.1.

*Les systèmes compétitifs du point de vue
de la variété et de la contrainte*

[Retour à la table des matières](#)

[75]

Les plus contraints parmi les systèmes compétitifs sont ceux situés à l'extrême-gauche de la figure, soit les systèmes multipartistes simples, alors que les moins contraints sont les systèmes pluripartistes complexes, situés à l'extrême-droite. Ces systèmes ont leurs trois traits du côté de la variété, comme les systèmes unipartistes simples ont leurs trois traits du côté de la contrainte. Les systèmes multipartistes complexes et les systèmes pluripartistes simples sont les types intermédiaires parmi les systèmes compétitifs, pour ce qui est de la contrainte et de la variété.

5.1 LES SYSTÈMES PLURIPARTISTES SIMPLES : LE BIPARTISME

[Retour à la table des matières](#)

Selon nos critères, les systèmes bipartistes se définissent par l'existence de deux grands partis qui contrôlent, en alternance, le gouvernement sans que des coalitions avec d'autres partis soient nécessaires pour autant, et qui obtiennent à eux deux plus des trois quarts des sièges. Autrement dit, ce sont des systèmes partisans qui sont compétitifs, morcelés et simples. Les États-Unis, au niveau fédéral, illustrent encore mieux que la Grande-Bretagne ce type de système partisan.

Les États-Unis

Les traits du système partisan des États-Unis ressortent bien des nombreuses études auxquelles il a donné lieu (voir en particulier Key, 1964 et Sorauf, 1968).

Depuis le début du siècle, tous les présidents américains ont été républicains ou démocrates ; de même, les majorités au Congrès, aussi bien à la Chambre des représentants qu'au Sénat, ont été démocrates ou républicaines. Des tendances à la prédominance se sont bien manifestées dans le système mais de façon générale celui-ci est demeuré compétitif. Ainsi, le président a été républicain de 1896 à 1912 et il a été démocrate de 1932 à 1952, soit durant une période de vingt ans, ce qui est le minimum que nous avons proposé (au chapitre trois) pour qu'on puisse parler de système à parti prédominant.

[76]

Le système partisan américain est donc compétitif, au palier fédéral. Il est nécessairement non lié, au poste de président, puisqu'une seule personne occupe le poste. Mais peut-on en dire autant du Congrès, qui est un sous-ensemble de l'appareil et dont on peut considérer les membres comme des gouvernants au sens où nous l'entendons ? Comme on le sait, il y a fréquemment des coalitions, formées par les leaders partisans, entre démocrates et républicains dans le débat et l'adop-

tion des politiques publiques si bien qu'à cet égard le système partisan est lié. Toutefois le Président, ses secrétaires et ses conseillers demeurent, en fait, les gouvernants principaux. Les membres du Congrès, coalisés ou non d'un parti à l'autre, ne sont que des gouvernants secondaires dans la mesure où les politiques publiques qu'ils débattent et adoptent ou bien viennent de la présidence, ou bien n'ont pas généralement la même importance que celles qui viennent de la présidence. On peut donc dire du système partisan américain, à l'échelle du gouvernement fédéral, qu'il est principalement non lié, et secondairement lié.

Par contre, le caractère simple du système est évident. Il n'est arrivé qu'une fois depuis le début du siècle qu'un candidat à la présidence, autre que le candidat démocrate ou le candidat républicain, ait obtenu plus de 25 % des votes exprimés. Ce fut en 1912 quand Théodore Roosevelt, incapable d'obtenir l'investiture républicaine, se présenta comme candidat du Parti progressif et obtint 27 % du vote des électeurs contre 23 % à Taft, le candidat du Parti républicain, ce qui permit l'élection du démocrate Wilson, avec moins de la moitié des votes exprimés.

Au Congrès les deux grands partis ont toujours obtenu ensemble la totalité ou la quasi-totalité des sièges.

La Grande-Bretagne

Comme le système partisan des États-Unis, le système partisan britannique est, de façon évidente, compétitif. Mais alors que le caractère morcelé du système américain est tempéré par des coalitions entre les parlementaires, le système britannique est généralement non lié. Par contre, il est moins simple que le système partisan américain.

Le système partisan en Grande-Bretagne apparaît encore plus compétitif que celui des États-Unis, si on considère la longueur [77] des périodes de domination d'un parti sur les autres. Depuis 1945, la domination la plus longue est celle du Parti conservateur, qui a dirigé le gouvernement de 1951 à 1964. La période de guerre, de 1939 à 1945, avait suspendu la compétition puisque le gouvernement conservateur a été soutenu par les travaillistes, mais dès 1945 le système retrouve son aspect compétitif avec la victoire du Parti travailliste.

Les liaisons existantes entre conservateurs et travaillistes durant la guerre demeurent exceptionnelles. Même durant la période dite de tripartisme (Mabileau et Merle, 1965 : 26), de 1922 à 1931, alors que le Parti travailliste est en concurrence avec les libéraux pour accéder au rang de deuxième parti (ce qui entraîne des gouvernements qui sont minoritaires à la Chambre des Communes), le parti ministériel gouverne seul. Les alliances entre partis s'expriment au Parlement mais pas dans la composition du cabinet. On ne peut donc pas parler de liens entre les responsables des partis dans la direction du gouvernement.

Le caractère simple du système est toutefois moins évident. La complexité se manifeste durant les années 20 et les années 30, quand le Parti travailliste, créé au début du siècle, occupe la place tenue auparavant par le Parti libéral dans l'opposition au Parti conservateur. Et depuis que le Parti travailliste a supplanté pour de bon le Parti libéral, celui-ci a continué de recueillir des appuis électoraux, parfois importants. Aux deux élections générales de 1974, il a obtenu successivement 19 % et 18 % des votes exprimés. Si on y ajoute les votes donnés à des candidats d'autres petits partis, le quart des appuis électoraux est atteint. Mais le scrutin majoritaire uninominal à un tour ne traduit cela qu'en un peu moins de 40 sièges sur 635, ce qui est loin du seuil de 25 % des élus. Il demeure que par rapport aux États-Unis, la tendance au pluripartisme complexe existe. La création du Parti social-démocrate annonce de nouvelles transformations du système (Finer, 1980), qui se sont d'ailleurs manifestées lors des élections générales de 1983. Ces transformations ont été freinées par le système électoral, qui n'a donné que 3,5 % des sièges à l'alliance des libéraux et des socio-démocrates, même s'ils ont recueilli 25,4 % des votes.

[78]

Le Canada

Sur la scène fédérale, le système des partis au Canada est de nature compétitive. Depuis le début du siècle, les libéraux et les conservateurs ont alterné à la direction du gouvernement (Thorburn, 1979). Le Parti libéral a eu toutefois plus de succès que le Parti conservateur. On peut même considérer que le système partisan manifeste une tendance à la prédominance en faveur du Parti libéral. Celui-ci

a dirigé le gouvernement de 1896 à 1911, de 1921 à 1930, de 1935 à 1957 et de 1963 à 1979. Au moins une de ces périodes, celle de 1935 à 1957, dépasse la durée de vingt ans qui a été posée, au chapitre trois, comme le minimum requis pour qu'on puisse parler de prédominance. Mais dans l'ensemble, le système est compétitif, en particulier depuis la fin des années 70. Défait en 1979, après une domination de seize ans, le Parti libéral a gagné les élections précipitées de 1980, pour ensuite perdre celles de 1984 aux mains du Parti conservateur.

Comme en Grande-Bretagne, le système partisan n'a été lié, au sens où nous l'entendons, que dans une conjoncture très spéciale. Une coalition des conservateurs et des libéraux a dirigé le gouvernement au moment de la Première guerre mondiale. Depuis, le parti de gouvernement a dû compter, lorsqu'il était minoritaire à la Chambre basse (la Chambre des Communes), sur l'appui de tiers partis. C'est ainsi que le Parti conservateur s'est maintenu de 1962 à 1963 grâce au soutien du parti du Crédit social, et que le Parti libéral a eu l'appui du Nouveau parti démocratique de 1972 à 1974. Mais, ces tiers partis n'ont pas été associés au contrôle du gouvernement.

Selon la définition statistique que nous avons donnée du caractère simple ou complexe d'un système partisan, le système des partis au Canada, sur la scène fédérale, est généralement simple. Rappelons qu'un système est dit simple si moins de 25 % des sièges appartient à un ou des partis qui n'ont jamais dirigé le gouvernement. Le Nouveau parti démocratique et le Parti du crédit social (maintenant disparu) obtiennent ensemble au moins le quart des votes exprimés en 1962 et en 1963, mais le mode de scrutin majoritaire leur donne moins de 20 % des sièges. En 1972 la même situation se répète. Elle ne s'est pas produite depuis, à cause surtout du déclin des créditistes, mais elle est toujours susceptible de se reproduire étant donné la complexité régionale et sociale de la société canadienne (Engelmann et Schwartz, 1975).

[79]

On peut donc conclure que le système partisan canadien, comme le système partisan britannique, manifeste des tendances au pluripartisme complexe, mais qu'il est demeuré simple jusqu'à maintenant.

La Grèce

Depuis les élections de 1974, le système partisan de la Grèce est compétitif. Le Parti de la Nouvelle Démocratie, de tendance conservatrice, a gagné les élections de 1974 et de 1977 et a été appelé à former le gouvernement, mais aux élections de 1981, ce parti était vaincu par le Parti socialiste panhellénique, le PASOK, qui le remplaçait à la direction du gouvernement.

Le système partisan est non lié. La Nouvelle Démocratie et le PASOK ont formé seuls le gouvernement sans que leurs responsables aient à se coaliser avec d'autres partis. En 1974, la Nouvelle Démocratie gagnait 220 sièges sur 300 et elle en obtenait 171 sur 300 aux élections de 1977 (Penniman, 1981). La victoire du PASOK, en 1981, fut acquise avec 172 sièges sur 300 (Clogg, 1983 : 204). Une représentation proportionnelle dite renforcée, qui accorde une forte prime au parti qui obtient le plus de votes, rend peu probable la formation de coalitions gouvernementales.

Le système partisan semble évoluer vers une plus grande simplicité. En 1974, avec 60 sièges sur 300, derrière la Nouvelle Démocratie qui en avait 220, les autres partis (y compris le PASOK) obtenaient les 20 sièges. En 1977, les partis autres que la Nouvelle Démocratie et le PASOK avaient 36 sièges. Mais en 1981, les deux principaux partis gagnaient 287 sièges sur 300. Le Parti communiste pro-soviétique obtenait les 13 autres sièges.

5.2 LES SYSTÈMES PLURIPARTISTES COMPLEXES : UNE SITUATION INSTABLE

[Retour à la table des matières](#)

Dans notre typologie, les systèmes compétitifs morcelés et complexes représentent un cas rare et d'ailleurs instable. Il est en effet difficile d'éviter les liens entre partis pour le contrôle du gouvernement quand, de façon constante, le ou les tiers partis recueillent au moins 25 % des sièges. Autrement dit, il est peu probable qu'un système partisan soit à la fois non monopoliste, [80] non lié et non sim-

ple. Ces trois traits sont du côté de la variété plutôt que de la contrainte, et tout se passe comme s'ils dessinaient une configuration instable qui ne pouvait se stabiliser que par l'introduction d'un élément de contrainte.

Cette constatation n'est pas sans intérêt théorique. Dans les systèmes partisans comme dans d'autres systèmes sociaux, l'excès de variété, même s'il peut sembler désirable, idéologiquement, ne peut être réalisé, en fait, que dans des situations passagères. La stabilité d'un système partisan ne peut être atteinte, semble-t-il, que par l'introduction de la contrainte dans l'une ou l'autre de ces trois composantes.

Les systèmes qu'on nomme parfois tripartistes (Duverger, 1951 : 259 ; Blondel, 1968 : 184-85) illustrent bien cette instabilité. En Grande-Bretagne, en Australie et en Nouvelle-Zélande ainsi qu'au Canada, aussi bien sur la scène fédérale que dans certaines provinces, le tripartisme s'instaure au cours du vingtième siècle quand un parti dit de gauche, qui cherche des appuis dans les couches populaires, vient compliquer le dualisme traditionnel des conservateurs et des libéraux. Au Québec, ce sont plutôt des partis nationalistes qui viennent briser le dualisme des partis traditionnels. En Australie et en Nouvelle-Zélande, des partis ruraux compliqueront l'affrontement des travaillistes et d'un grand parti conservateur, nommé libéral en Australie, et national en Nouvelle-Zélande.

Comme nous l'avons montré plus haut, l'introduction de ces tiers dans le système partisan ne produit pas pour autant le pluripartisme complexe, c'est-à-dire un système à la fois compétitif, morcelé et complexe. Il se produit plutôt qu'un élément de variété disparaît pour faire place à plus de contrainte. Dans la province canadienne de l'Ontario la « solution », depuis plus de trois décennies, réside dans la prédominance du Parti conservateur, donc dans le caractère monopoliste qu'a pris, en fait, le système partisan. En Australie et en Nouvelle-Zélande, c'est dans des liens entre partis en vue de la direction du gouvernement qu'une solution sera trouvée. Et un peu partout, il y aura tendance à la réinstauration d'un dualisme dominant dans le pluralisme, c'est-à-dire à une répartition moins complexe des élus.

[81]

5.3 LES SYSTÈMES MULTIPARTISTES SIMPLES

[Retour à la table des matières](#)

S'il est rare qu'un système compétitif soit à la fois morcelé et complexe, il est par contre fréquent qu'il soit à la fois lié et simple. Cela se rencontre généralement dans les systèmes partisans où existent de trois à cinq partis relativement importants qui, à travers quelques décennies, ont pour la plupart l'occasion de diriger le gouvernement ou tout au moins d'y participer de plain-pied.

Ces systèmes ne sont pas nécessairement liés de façon constante, mais il est exclu qu'ils demeurent morcelés sur une longue période de temps. Des plus simples aux plus complexes, nous allons présenter successivement les cas de l'Autriche et de l'Allemagne de l'Ouest, de la Suède et de la Norvège, de la Belgique et des Pays-Bas et finalement du Danemark.

L'Autriche et l'Allemagne de l'Ouest

Les systèmes partisans ouest-allemand et autrichien sont simples malgré les modes de scrutin strictement proportionnels (Bogdanor et Butler, 1983 : 41). Ils contredisent en cela la régularité de Duverger (1951 : 275) voulant que la proportionnelle soit contraire au dualisme et entraîne la multiplication des partis.

Le dualisme en Autriche s'est établi dès avant la Deuxième guerre mondiale. Depuis la fin de celle-ci, les deux principaux partis, le Parti socialiste et le Parti du peuple ont toujours obtenu ensemble au moins 80 % des votes exprimés. Ils ont même dépassé plus d'une fois le niveau de 90 % des votes exprimés, ce qui laisse peu de votes et peu de sièges au petit Parti libéral et à un tout petit parti communiste. Toutefois, étant donné que l'écart entre les deux grands partis est restreint, des coalitions ministérielles sont parfois requises. Elles ont lié entre eux les deux principaux partis jusqu'en 1966, année où le Parti du peuple a formé seul le gouvernement. Après les élections de 1970, c'est le Parti socialiste qui dirige

seul le gouvernement. Au total, le système est maintenant tout aussi pluripartiste que multipartiste. Il n'est toutefois pas exclu que des coalitions ministérielles soient formées à nouveau dans le futur.

[82]

Le cas de l'Allemagne de l'Ouest est un peu différent. Le système partisan a évolué vers la simplicité depuis la fin de la guerre, mais il est demeuré lié. En 1949, les deux principaux partis, le Parti chrétien-démocrate (qui rassemble l'Union chrétienne-démocrate et l'Union chrétienne- sociale) et le Parti social-démocrate n'ont obtenu ensemble que 60 % des votes exprimés et à peu près la même proportion de sièges à la Chambre basse. Mais dès 1953, ils avaient presque les trois-quarts des votes et depuis, ils ont toujours été appuyés par plus de 80 % des votants. Au cours des années 70, ils ont même atteint le niveau de 90 % des votants. Le seul tiers parti important, avant la percée des Verts en 1983, a été le Parti démocratique libre, parti des libéraux, dont les appuis électoraux depuis 1949 ont varié de 6 à 15 % des votes exprimés. Contrairement à l'Autriche, les coalitions ministérielles sont assez constantes en Allemagne de l'Ouest. De 1949 à 1956, le Parti chrétien-démocrate a associé le Parti démocratique libre à la direction du gouvernement. De 1956 à 1961, les chrétiens-démocrates ont dirigé seuls le gouvernement, mais de 1961 à 1966, ils s'associèrent à nouveau le Parti démocratique libre. Les années 1966-1969 furent celles de la Grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates. Après quoi, les sociaux-démocrates ont gouverné avec les libéraux jusqu'en 1980. Depuis, c'est une coalition ministérielle de chrétiens-démocrates et de libéraux qui dirige le gouvernement.

Les systèmes autrichien et ouest-allemand sont donc compétitifs et simples, mais ils ne sont pas liés de façon constante. L'absence de coalition ministérielle est constante en Autriche depuis 1970, alors qu'elle est exceptionnelle en Allemagne de l'Ouest où elle n'a duré que cinq ans. Les systèmes partisans que nous allons examiner maintenant sont liés de façon plus constante, en bonne partie parce que le nombre des partis importants est plus grand.

La Suède et la Norvège

Le système partisan suédois, de 1932 à 1976, est quasi-unipartiste à bien des égards. De 1932 à 1976, le Parti social-démocrate a formé seul le gouvernement pendant 19 ans, il a été allié avec le Parti agraire dans une coalition ministérielle pendant neuf ans et il a fait partie d'une coalition nationale pendant les six [83] ans qu'a duré la Deuxième Guerre mondiale (Hancock, 1980 : 189). A la fin de cette période, soit de 1957 à 1976, il a dirigé seul le gouvernement, avec ou sans l'appui parlementaire du Parti communiste. Il s'agit donc d'un cas frontière entre un système monopoliste à parti prédominant et un système compétitif parfois lié et parfois morcelé. L'évolution récente (depuis 1976), qui a surtout produit des coalitions ministérielles, semble toutefois indiquer que le système est redevenu compétitif et lié. C'est à ce titre que nous le considérons ici.

Si le système a été marqué par l'alternance entre le monopole et la compétition, les liens et le morcellement, le caractère simple de la répartition des élus est demeuré constant. Les quatre principaux partis qui ont été inclus à un moment ou l'autre dans une coalition ministérielle, soit le Parti social-démocrate, le Parti agraire (devenu Parti du Centre, à la fin des années 50), les libéraux et les conservateurs, ont toujours obtenu la quasi-totalité des sièges. Le système partisan suédois est donc plus simple encore que les systèmes autrichien et ouest-allemand.

En Norvège, le caractère simple du système est presque aussi grand, même si plusieurs partis existent. À la dimension gauche/droite, qui est à peu près la seule en Suède, s'ajoutent en Norvège une dimension religieuse et une dimension centre/périphérie, qui sont présentes dans les divisions entre les partis (Nilson, 1980 : 207). Toutefois, la participation au contrôle du gouvernement est limitée aux principaux partis qui sont : le Parti des travailleurs, le Parti libéral, le Parti chrétien du peuple, le Parti du centre et le Parti conservateur, avec en plus un parti de moindre importance, le Parti socialiste de la gauche, qui regroupe depuis 1973 un petit Parti socialiste et le Parti communiste.

Le Parti des travailleurs a dirigé seul le gouvernement de 1945 à 1961, grâce à une majorité absolue des sièges au Parlement. De 1961 à 1965, il a maintenu son contrôle du gouvernement grâce à l'appui parlementaire du Parti socialiste du

peuple (maintenant fusionné dans le Parti socialiste de la gauche). De 1965 à 1971, le gouvernement a été dirigé par une coalition ministérielle des conservateurs, des centristes, des chrétiens du peuple et des libéraux. La question de l'appartenance au Marché commun fit éclater la coalition et ramena le Parti des travailleurs à la direction du gouvernement, en 1971, à mi-chemin de l'élection de 1969 et de celle de 1973. Suite aux élections de 1973 et de 1977, le Parti des travailleurs fut habilité, à nouveau, à former seul [84] le gouvernement. Les élections de 1981 ramenèrent à la direction du gouvernement une coalition ministérielle centrée autour du Parti des travailleurs, après que le Parti conservateur, le plus important en sièges obtenus, eut échoué dans sa tentative de former autour de lui sa propre coalition.

Les systèmes partisans de la Belgique et des Pays-Bas sont plus complexes que ceux de la Suède et de la Norvège. Les coalitions ministérielles y sont aussi plus fréquentes, comme nous allons le voir maintenant.

La Belgique et les Pays-Bas

L'absence de coalition ministérielle est exceptionnelle en Belgique. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il n'est arrivé qu'une fois, de 1950 à 1954, qu'un parti, le Parti social chrétien, ait réussi à diriger seul le gouvernement. Depuis, il y a toujours eu des coalitions ministérielles impliquant des dirigeants des trois principaux partis, le Parti social chrétien, le Parti socialiste et le Parti libéral (Stammen, 1980). Les tensions linguistiques et culturelles ont produit une plus grande complexité dans le système avec la création de partis communautaires en Flandre (la Volksunie) et en Wallonie (le Rassemblement wallon et le Front démocratique des francophones à Bruxelles). En réponse à ces créations, les grands partis se sont divisés en sous partis à base linguistique. Les chrétiens et les socialistes ont une aile en Flandre et une autre en Wallonie, tandis que les libéraux ont une aile bilingue à Bruxelles, en plus des deux ailes communautaires en Flandre et en Wallonie. Le système partisan demeure cependant simple au sens où nous l'entendons ici, car les partis de la coalition ministérielle et ceux qui ont déjà été inclus de plain-pied dans des coalitions ministérielles, sont appuyés par plus de 75 % des électeurs et obtiennent, étant donné la proportionnelle, à peu près la

même proportion de sièges. L'élection de 1971 et celle de 1974, où les partis communautaires et le Parti communiste obtiennent près de 25 % des sièges, manifestent toutefois une tendance vers la complexité. Depuis (en 1977, 1978 et 1981), ils sont tombés au-dessous de cette marque (Léonard, 1983 : 162).

La tendance à la complexité s'est également manifestée aux Pays-Bas, au début des années 70. A ce moment, les cinq principales formations du système partisan (le Parti travailliste, le [85] Parti catholique populaire, le Parti anti-révolutionnaire, l'Union chrétienne-historique et le Parti libéral) ne recueillent ensemble que les trois quarts des sièges. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les cinq principaux partis ont toujours obtenu ensemble plus de 80 % des sièges même si aucun d'entre eux n'est parvenu à recueillir plus du tiers des votes (Irwin, 1980). Il est sans doute significatif que cette tendance à la complexité, menaçante pour les cinq principaux acteurs du système, ait provoqué le regroupement des catholiques populaires, des anti-révolutionnaires et des chrétiens-historiques en un Parti chrétien-démocrate, qui a obtenu 32 % des votes aux élections de 1977 contre 34 % au Parti travailliste et 18 % au Parti libéral, ce qui a assuré près de 90 % des sièges aux trois partis ensemble. Aux élections de 1981 et de 1982, les trois grands partis ont obtenu au total 79 % et 85 % des sièges, respectivement. (Léonard, 1983 : 163)

Étant donné cette dispersion des appuis accordés aux principaux partis et un mode de scrutin assez strictement proportionnel, l'équipe ministérielle est toujours formée de gouvernants de plus d'un parti. Souvent trois partis au moins entrent dans cette coalition où le Parti catholique populaire a fréquemment joué le rôle principal, à titre de parti centriste le plus important entre la gauche travailliste et la droite libérale.

Le Danemark

Avec le Danemark, nous sommes à la frontière de la simplicité et de la complexité dans un système qui est par ailleurs compétitif et lié de façon constante.

Jusqu'au début des années 70, quatre partis principaux ont dominé le système partisan danois. Ils ont été les seuls à participer aux coalitions ministérielles, tou-

jours nécessaires à la direction du gouvernement. Il y a d'abord le Parti social-démocrate, le plus important du système depuis cinquante ans même s'il n'a jamais obtenu la majorité absolue des votes exprimés et qu'il lui est même arrivé (en 1973, par exemple) de ne recueillir que le quart des appuis électoraux (Sarlvik, 1983 : 143). Les trois autres partis principaux sont le Parti libéral, le Parti social libéral, qui se trouve situé entre les sociaux démocrates et les libéraux, et le Parti conservateur. Les coalitions ministérielles les plus fréquentes ont été établies entre les sociaux démocrates et les sociaux libéraux, [86] les sociaux libéraux et les libéraux, les libéraux et les conservateurs. Un autre parti relativement important est apparu au début des années 70, le Parti du progrès, qui a obtenu jusqu'à 16 % des sièges et s'est imposé comme un partenaire avec lequel il fallait compter dans la formation des coalitions ministérielles. Depuis le début des années 70, les partis autres que les cinq principaux ont généralement obtenu de 20 à 25 % des sièges. Étant donné que ces petits partis ne sont pas liés entre eux et qu'il est exclu qu'ils puissent appartenir à une coalition ministérielle (Kunz, 1980 : 135), on peut considérer que le système partisan danois est, selon nos critères, bien près d'appartenir au type du multipartisme complexe.

5.4 LES SYSTÈMES MULTIPARTISTES COMPLEXES

[Retour à la table des matières](#)

Un système partisan est complexe, au sens où nous l'entendons, quand plusieurs petits partis qui sont exclus de la participation à la direction du gouvernement recueillent ensemble le quart ou plus des sièges au parlement. Mais la complexité peut aussi tenir à la présence de partis importants dont l'extrémisme les exclut de la direction du gouvernement. Ces partis ont en cela un caractère « anti-système » qui n'est d'ailleurs pas sans influencer les liens établis entre d'autres partis « pro-système » pour des fins de gouvernement. Cette situation, que Sartori a décrite comme étant celle du pluralisme polarisé, existe en Italie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La France de la IV^e République a illustré elle aussi cette situation, une fois que les communistes furent exclus pour de bon de toute coalition ministérielle. Les douze dernières années du régime démocratique au

Chili, avant le coup de force de 1973, fournissent un autre exemple de pluralisme polarisé.

L'Italie

Le système partisan de l'Italie est complexe par la présence à son extrême-gauche et à son extrême-droite de partis qui ont été exclus jusqu'à maintenant de toute coalition ministérielle. Le Parti communiste italien est évidemment le plus important de ces partis. Depuis le début des années 60, il a toujours obtenu plus du quart des sièges, grâce à la proportionnelle, son sommet étant atteint en [87] 1976 avec 36 % des élus. Inclinant vers un « compromis historique », il tend depuis cette élection à sortir de son isolement. À l'extrême-droite, les partis monarchistes, néo-fascistes ou autres, dont il est toujours exclu qu'ils puissent entrer dans une coalition ministérielle, ont recueilli des appuis qui ont oscillé autour de 10 % des votes et des sièges. Si l'on additionne les sièges obtenus par les partis extrémistes, à gauche et à droite, on constate qu'au minimum c'est le tiers des élus qui appartiennent à ces partis (Seton-Watson, 1983), d'où la complexité du système, au sens où nous l'entendons.

Parmi les autres partis, le Parti chrétien-démocrate est de loin le plus important. Depuis la fin de la guerre, il a toujours reçu le tiers au moins des appuis électoraux et le plus souvent son score s'est situé autour de 40 % des votes et des sièges. On le trouve toujours à la direction du gouvernement de 1946 à 1983 que ce soit seul ou encore, plus fréquemment, en coalition avec de petits partis, à sa gauche ou à sa droite, comme le Parti social-démocrate, le Parti républicain ou le Parti libéral. Plus récemment, le Parti socialiste, le plus important en Italie après le Parti chrétien-démocrate et le Parti communiste, est entré lui aussi dans la coalition ministérielle. Il a même été appelé à diriger cette coalition après les élections de 1983.

Le système partisan italien, on le voit, est complexe avant tout. Il est un peu moins évident qu'il soit vraiment compétitif puisque le Parti chrétien-démocrate a longtemps été un parti très dominant. Il n'est pas tout à fait évident, non plus, que le système soit lié, puisqu'il est souvent arrivé que les chrétiens-démocrates aient dirigé seuls le gouvernement.

La France de la IV^e République

En France, une fois que les communistes furent exclus, en 1947, de la coalition ministérielle qui dirigea le gouvernement aux premières heures de la IV^e République, le système partisan prit un caractère complexe. D'autant plus que les gaullistes, qui se trouvaient eux aussi en position de retrait après que le général de Gaulle eut rompu avec le système partisan, allaient constituer, comme les communistes, un pôle d'attraction pour une proportion importante d'électeurs. Aux élections législatives de 1951, les communistes étaient appuyés par 25 % des votants et les gaullistes [88] par 22 % d'entre eux. Seule la manipulation du mode de scrutin proportionnel par les partis pro-système (les partis liés pour des fins électorales se répartissaient tous les sièges en jeu dans une circonscription, s'ils obtenaient ensemble plus de la moitié des votes) permit à ceux-ci de former des coalitions ministérielles disposant de la majorité des voix à l'Assemblée nationale. Encore en 1956, le Parti communiste recueillait 26 % des votes. Si on lui ajoutait le 4 % des votes obtenus par les gaullistes (désorganisés après 1951) et le 12 % obtenu par les poujadistes, à l'extrême-droite, c'était plus de deux électeurs sur cinq qui se portaient vers des partis anti-système, exclus en principe de la direction du gouvernement. Tous les gouvernements de la IV^e République furent dirigés par des coalitions de partis (Williams, 1958) et toujours les partis anti-système occupèrent plus du quart des sièges à l'Assemblée nationale, si bien que de 1947 à 1958 le système partisan de la France fut, plus nettement encore que l'est celui de l'Italie depuis la fin de la guerre, compétitif, lié et complexe.

Sous la V^e République, instaurée en 1958, le système est demeuré compétitif, comme l'a montré la victoire des socialistes aux élections présidentielles de 1981, puis aux élections législatives de la même année. Le système est demeuré lié, du moins dans la composition du cabinet des ministres, puisque on y a toujours retrouvé des représentants de plus d'un parti. Par contre, on est passé d'une complexité évidente à une plus grande simplicité. Les sièges obtenus par le Parti communiste et par les petits partis d'extrême-gauche, aux élections législatives, n'ont jamais dépassé le quart de l'ensemble (Goldey et Williams, 1983). Quant aux gaullistes, ils sont devenus « pro-système » et ont été présents dans toutes les

coalitions ministérielles jusqu'en 1981. La présence de ministres communistes dans le cabinet formé après la victoire des socialistes, en 1981, a d'ailleurs marqué une étape importante dans le processus de transformation du système, de la complexité à la simplicité.

Le Chili

Notons brièvement, en terminant, le cas chilien qui, de 1961 à 1973, a été marqué par la progression des partis extrémistes à l'extrême-gauche, mais aussi à l'extrême-droite et qui a connu une fin plus tragique encore que celle de la France de la IV^e République. Aux élections de 1961, 1965, 1969 et 1973, les partis [89] extrémistes sont en progression constante. Les communistes et les socialistes passent progressivement de 23 à 35 % des votes et à l'extrême-droite, les conservateurs, après un recul en 1965, progressent eux aussi pour atteindre le score de 23 % en 1973 (Sartori, 1976 : 161). Le Parti de la démocratie chrétienne, le plus important du pays, tente bien de résister à cette évolution, en coalition avec un Parti radical dont les appuis électoraux diminuent d'une élection à l'autre. Le régime présidentiel permet, un temps, d'éviter l'éclatement en donnant au président chrétien-démocrate une emprise de nature institutionnelle sur les autres partis, qu'ils soient pour ou contre le système. Mais l'excès de complexité, c'est-à-dire de variété, ne peut être jugulé par les liens entre partis. C'est dans la suppression du système partisan et dans le monopole des généraux, à la direction du gouvernement et de l'État, que la contrainte est imposée.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

De façon générale, les systèmes compétitifs contiennent plus de variété que les systèmes monopolistes. Cela tient au fait que plus d'un parti dirige le gouvernement ou participe de plain-pied à cette direction durant une période de temps donnée. Autrement dit, plus d'un parti peut dominer l'exercice des mandats d'autorité dans la composante gouvernementale. Cela ne se retrouve pas dans les systè-

mes partisans de nature monopoliste. Toutefois, à l'intérieur de l'ensemble des systèmes compétitifs, certains types contiennent plus de variété que d'autres. D'après notre définition de la variété, c'est dans les systèmes compétitifs qui sont morcelés et complexes que celle-ci est la plus grande. Mais tout se passe comme si cette variété était trop grande pour se réaliser de façon stable dans des systèmes partisans concrets. Au moins un élément de contrainte semble nécessaire pour qu'un système partisan compétitif trouve une certaine stabilité. Dans les systèmes bipartistes, comme ceux des États-Unis et de la Grande-Bretagne, la contrainte réside dans la relative simplicité du système. Cela semble une meilleure solution que celle des liens entre partis dans des systèmes complexes. L'Italie, la France de la IV^e République et le Chili, de 1961 à 1973, qui illustrent cette situation, ne peuvent pas être considérés comme des réussites dans la combinaison de la contrainte et de la variété. Par contre, des systèmes comme ceux de l'Autriche et de l'Allemagne de l'Ouest ou encore de la Norvège et [90] de la Suède, où la simplicité se combine avec le morcellement occasionnel des partis dans la direction du gouvernement, semblent donner de meilleurs résultats. Quand la complexité est plus grande, comme en Belgique, aux Pays-Bas ou au Danemark, la contrainte des coalitions ministérielles est plus constante et produit des situations plus instables.

De façon générale, les systèmes partisans de nature compétitive présentent des traits moins constants que les systèmes de nature monopoliste. La plupart des systèmes étudiés dans ce chapitre manifestent des tendances d'un type à l'autre, ce qui est moins fréquent dans les systèmes monopolistes. L'absence d'un parti dominant, qui s'impose aux autres et maintient les traits du système, explique ces fluctuations des systèmes compétitifs.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Sur les systèmes compétitifs, l'ouvrage de Duverger (1951) et surtout celui de Sartori (1976) sont d'une grande utilité. On pourra consulter également l'ouvrage, déjà un peu ancien, de Epstein (1967) sur les partis dans les démocraties occidentales. Les systèmes partisans de l'Europe de l'Ouest, qui font la quasi-totalité des cas étudiés dans le chapitre, ont fait l'objet de deux ouvrages, relativement récents, qui contiennent beaucoup d'information sur les caractéristiques retenues dans notre typologie. Ces deux ouvrages sont ceux de Stammen (1980) et de Merkl (1980). L'ouvrage encore plus récent de Bogdanor et Butler (1983) sur les conséquences politiques des systèmes électoraux contient aussi de l'information utile.

[91]

**SYSTÈMES PARTISANS
ET PARTIS POLITIQUES**

Deuxième partie
**LES COMPOSANTES
DES PARTIS**

[Retour à la table des matières](#)

[33]

Deuxième partie.
LES COMPOSANTES DES PARTIS

Chapitre 6

La composante interne des partis

[Retour à la table des matières](#)

La thèse de Roberto Michels sur les tendances oligarchiques dans les partis politiques nous sert d'introduction à ce chapitre. Elle porte sur la tendance à l'oligarchie ou à la centration des contrôles dans le parti, ce qui rejoint nos préoccupations. Nous avons posé, en effet, que dans la composante interne la principale alternative qui s'offrait aux partis consistait dans la centration ou dans la décentration des contrôles entre les sélecteurs, à l'intérieur du parti.

Après avoir fait, avec Janda, l'inventaire de la littérature en ce domaine, trois indicateurs de la centration ou de la décentration sont mis en place : la façon dont sont choisis les dirigeants des partis, la façon dont sont choisis les candidats du parti aux élections nationales, et la division du pouvoir entre les dirigeants du parti qui sont des gouvernants élus et ceux qui n'en sont pas.

Ces trois traits sont examinés dans un certain nombre de partis appartenant à des systèmes monopolistes de droit ou de fait : le Parti communiste de l'Union soviétique, les partis uniques de l'Afrique noire et les partis japonais.

Ils sont aussi examinés dans des partis qui appartiennent à des systèmes compétitifs : les partis britanniques et les partis américains, les partis de l'Allemagne de l'Ouest, les partis sociaux-démocrates des pays scandinaves et les partis italiens.

[94]

Principalement, le chapitre 6 veut montrer, à la suite de Michels, qu'il est pertinent de caractériser la composante interne des partis par le degré plus ou moins grand de centration ou de décentration des contrôles qui ont trait à la sélection des dirigeants, à la sélection des candidats et à la répartition des pouvoirs entre les dirigeants qui sont des gouvernants élus et ceux qui n'en sont pas.

Dans le graphique 2.2 nous avons représenté les trois composantes des partis et les relations fonctionnelles entre elles. Nous reprenons la représentation de la composante interne, pour distinguer parmi les sélecteurs les simples adhérents, les candidats et les dirigeants. Certains de ceux-ci sont des gouvernants élus et d'autres n'en sont pas. Nous sommes ainsi en mesure d'identifier les trois traits qui sont retenus en vue d'établir la centration ou la décentration des contrôles (voir graphique 6.1).

[94]

GRAPHIQUE 6.1.

Les trois traits pertinents de la centration et de la décentration des contrôles dans la composante interne des partis

[Retour à la table des matières](#)

[95]

Le premier trait (1) concerne le contrôle respectif que les dirigeants et les simples adhérents exercent dans le choix des dirigeants. Le deuxième trait (2) se rapporte au contrôle respectif des dirigeants et des simples adhérents dans le choix des candidats. Quant au troisième trait (3), il concerne les relations de contrôle entre les dirigeants qui sont des gouvernants et ceux qui n'en sont pas.

6.1 LA THÈSE DE ROBERTO MICHELS

[Retour à la table des matières](#)

L'ouvrage classique de Roberto Michels (1971) sur les partis politiques porte principalement sur la centration du contrôle dans ce que nous nommons ici la composante interne des organisations partisans.

Pour Michels cette centration est une loi inéluctable des organisations. « Qui dit organisation, dit tendance à l'oligarchie » (1971 : 33). Les chefs qui ne sont au début que les organes exécutifs de la volonté collective ne tardent pas à devenir indépendants de la masse, en se soustrayant à son contrôle, car l'organisation a pour effet de diviser tout parti en une minorité dirigeante et une minorité dirigée.

Il y a là, selon Michels, une loi sociologique fondamentale : « l'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent » (1971 : 296).

Michels signale les facteurs sociologiques et psychologiques qui, chez les chefs et dans la masse, favorisent la tendance à l'oligarchie. « Tout en murmurant quelquefois, la majorité est enchantée au fond de trouver des individus qui veulent bien s'occuper de ses affaires » (1971 : 51). Notre auteur, qui s'intéresse tout spécialement au Parti social-démocrate allemand du début du siècle, note que « c'est le peuple allemand qui éprouve avec le plus d'intensité le besoin d'avoir quelqu'un qui lui montre le chemin et lui passe le mot d'ordre » (1971 : 52). Il n'en pose pas moins que les tendances à l'oligarchie sont universelles. À une certaine indifférence politique des masses se mêle la reconnaissance, un sentiment de gratitude envers ceux qui les dirigent et qui sont les premiers à recevoir les coups de l'adversaire.

[96]

Les chefs ont pour eux les connaissances techniques et les talents oratoires. Ils jouissent généralement d'une grande stabilité à la tête de l'organisation, et l'on finit par croire qu'ils sont indispensables. Ils ont aussi pour eux des ressources financières et le contrôle de la presse partisane.

Michels traite brièvement des relations entre les chefs qui sont des parlementaires et ceux qui ne le sont pas. Selon lui, c'est la fraction parlementaire qui l'emporte le plus souvent (1971 : 116), parce qu'elle dispose de plus de ressources que l'autre.

Les masses « sont tellement convaincues que les décisives batailles de leur cause se combattent dans le Parlement, qu'elles évitent soigneusement de troubler en quoi que ce soit l'oeuvre qu'y accomplissent leurs stratèges » (1971 : 117). Mais dans certains pays, comme la France, la Hollande et l'Italie, des dispositions statutaires limitent le pouvoir des leaders parlementaires des partis socialistes. Michels note également les luttes qui opposent les vieux chefs et les jeunes chefs. À ce propos il écrit de façon désabusée que l'opposition que les chefs-aspirants du parti forment soit contre la personne, soit contre le système des vieux chefs, est rarement dangereuse. Le fait est que les révolutionnaires d'aujourd'hui sont les réactionnaires de demain » (1971 : 135).

L'attention de Michels porte principalement sur la composante interne du parti et sur les tendances à l'oligarchie qui s'y développent, mais il indique à l'occasion comment ce qui se passe dans les autres composantes influe sur ces tendances. Les partis dont il traite valorisent surtout leur action dans l'appareil gouvernemental. C'est là que se livrent les batailles décisives. Ce qui ne manque pas de renforcer le pouvoir de leaders, et en particulier de ceux qui sont des parlementaires.

D'ailleurs, Michels note que « ce qui exerce une action particulièrement puissante sur la mentalité des chefs c'est le passage brusque de l'opposition à la participation au pouvoir » (1971 : 155). Les partis dont il nous parle sont davantage des partis de gouverne que des partis de représentation des publics. De partis de principes qu'ils étaient au départ ils tendent à devenir des partis de moyens. Ou plutôt, l'organisation qui n'était qu'un moyen tend à devenir une fin en elle-même. Le parti cherche « à gagner toujours de nouveaux votes et de nouvelles adhésions », même chez des « gens qui sont encore éloignés du monde idéal du socialisme et de la démocratie » (1971 : 273). Pour ne pas les [97] effrayer on s'abstient de pratiquer une politique de principes, sans se demander si l'augmentation quantitative de l'organisation n'est pas de nature à porter préjudice à sa qualité.

Autrement dit, la fonction de représentation du parti est mise au service de sa fonction de gouverne, et non l'inverse. Ce qui se traduit par une centration du

contrôle dans la composante interne. Cette tendance est conforme à la théorie que nous élaborerons au chapitre 9, après avoir fait l'examen de chacune des trois composantes des partis.

6.2 CENTRATION ET DÉCENTRATION DES CONTRÔLES

[Retour à la table des matières](#)

Dans la suite de Michels et de bien d'autres auteurs qui ont traité principalement de l'organisation interne des partis (en particulier Ostrogorski, 1979 ; Duverger, 1951 ; McKenzie, 1963 ; et Eldersveld, 1964), nous allons donc retenir l'opposition entre la centration et la décentration des contrôles pour caractériser la composante interne. Nous allons définir pour cela des indicateurs qui nous permettront une analyse plus précise que celle de Michels.

Michels, en effet, ne se souciait guère de démontrer de façon méthodique la tendance à l'oligarchie ou à la concentration des contrôles dans les partis politiques. Comme le note Hands (1971 : 168-169), à le lire on est emporté par une tempête davantage que par une argumentation rationnelle.

Au terme d'une étude comparative sur un grand nombre de partis, Janda (1970) a identifié un certain nombre d'indicateurs se rapportant à différents aspects des partis. L'une de ces séries d'indicateurs a trait à la centralisation du pouvoir dans les partis (p. 109-110), qu'il prend soin de distinguer des phénomènes d'organisation : un parti peu organisé peut être centré comme un parti très organisé peut être décentré. Nous allons nous inspirer de Janda pour choisir nos propres indicateurs de la centration et de la décentration du contrôle.

Les huit indicateurs de Janda sont les suivants :

- 1 – *La « nationalisation »* des structures du parti. Les partis centrés sont très « nationalisés », alors que dans les partis décentrés les instances régionales ont de l'importance.

[98]

- 2 – *La sélection du chef du parti.* Dans les partis centrés, il est désigné par un petit nombre de leaders, alors que dans les partis très décentrés il est choisi par tous les supporters du parti.
- 3 – *La sélection des candidats.* De la même façon, la sélection des candidats aux élections peut être limitée à quelques leaders ou être ouverte aux membres ou même aux électeurs locaux ou régionaux du parti.
- 4 – *L'attribution des ressources financières.* Dans certains partis les contrôles déterminants sont au sommet, dans d'autres partis ils sont à la base.
- 5 – *La formulation des politiques.* Les organisations locales peuvent participer à ce processus ou elles peuvent en être écartées ou absentes.
- 6 – *Le contrôle des communications internes.* Un peu comme pour les ressources financières, les contrôles déterminants peuvent se trouver au sommet ou ils peuvent se trouver à la base.
- 7 – *Le maintien de la discipline.* Ce sont les organismes centraux du parti qui peuvent s'en occuper, ou elle peut être maintenue de façon plus diffuse, à la base.
- 8 – *La concentration du leadership.* Le parti peut être complètement dominé par son chef, ou encore le cercle des leaders peut être plus grand.

Il serait évidemment trop compliqué de retenir tous ces indicateurs pour établir si un parti est plutôt centré ou plutôt décentré. D'ailleurs il n'est pas facile d'obtenir de l'information sur certains indicateurs (la nationalisation des structures, le contrôle des communications, le maintien de la discipline), et d'autres (la formulation des politiques, le contrôle des ressources financières) renvoient tout autant à des fonctions des partis qu'à des activités internes.

C'est pourquoi nous ne retiendrons que trois indicateurs sur lesquels l'information est généralement disponible : la sélection du chef et des autres dirigeants, la sélection des candidats, et la concentration du leadership. Nous verrons ce dernier

indicateur en termes de répartition du contrôle entre les dirigeants qui sont des gouvernants élus et ceux qui n'en sont pas.

À propos du contrôle de la sélection des dirigeants, nous nous interrogerons surtout sur le pouvoir qu'ont les simples adhérents de [99] choisir véritablement leurs dirigeants. Un parti où l'action des simples membres ne sera pas contrainte de façon marquée par les dirigeants sera plutôt décentré, alors qu'un parti où les dirigeants dictent à toute fin pratique la conduite des autres membres sera plutôt centré.

De même, pour ce qui est de la sélection des candidats (voir à ce sujet l'étude comparative de Ranney, 1981) nous verrons dans quelle mesure les simples membres ont la possibilité de désigner les candidats qui pourront, s'ils sont élus, devenir des gouvernants. Un parti où les dirigeants désignent en fait les candidats (même si cette désignation est entérinée par les membres), sera caractérisé par la centration, alors qu'un parti où les simples membres peuvent imposer leurs choix sera plutôt caractérisé par la décentration.

Enfin, le partage du contrôle de la direction interne du parti nous fournira un troisième indicateur de la centration ou de la décentration. Rappelons l'importance que Duverger (1951 : 211-232) accordait à ce trait dans l'étude de la direction des partis. Généralement un parti est d'autant plus décentré que ses dirigeants qui se partagent la direction de l'organisation seront des personnes élues et des personnes non élues. Au contraire, quand les dirigeants qui ne sont pas des élus dominent les dirigeants qui sont des élus, ou que – ce qui est plus fréquent – ceux-ci dominent ceux-là, le parti a une direction centrée.

Quelques partis, les uns qui appartiennent à des systèmes monopolistes et d'autres qui appartiennent à des systèmes compétitifs, seront passés en revue afin d'établir la centration ou la décentration de leurs contrôles internes.

Notons enfin que nous nous en tiendrons, dans ce bref inventaire, aux partis qui ont des élus et où, de ce fait, se pose le problème de la centration ou de la décentration des contrôles entre les dirigeants qui sont des gouvernants élus et ceux qui n'en sont pas.

[100]

6.3 LES CONTRÔLES INTERNES DANS LES SYSTÈMES MONOPOLISTES

[Retour à la table des matières](#)

Il existe, bien sûr, une grande diversité de partis, même dans les systèmes monopolistes. Il n'est pas question d'en faire ici un recensement exhaustif. Nous allons plutôt chercher, dans ce chapitre comme dans les deux suivants, à examiner quelques partis assez différents les uns des autres, afin de dégager quelques constantes qui nous aideront à construire une théorie générale des partis.

Nous allons étudier le cas des partis dominants pour montrer comment s'y présente la centration ou la décentration des contrôles dans la composante interne. Nous examinerons successivement le Parti communiste de l'Union soviétique, le parti dominant dans les régimes présidentiels de l'Afrique et les partis japonais, dont tout particulièrement le Parti libéral démocratique, qui domine la vie politique au Japon.

Le Parti communiste de l'Union soviétique

À quelques variantes près, la configuration des contrôles dans la composante interne du Parti communiste de l'Union soviétique se retrouve dans les autres partis communistes de l'Europe de l'Est, qu'ils appartiennent à des systèmes à parti unique ou à des systèmes à parti hégémonique. Dans les faits tout au moins, il y a centration évidente du contrôle à propos de chacun des trois enjeux que nous avons retenus comme significatifs.

Aux différents paliers de l'organisation interne du Parti communiste se trouvent des dirigeants, qui en principe sont désignés par les simples membres. Ces paliers sont celui de l'ensemble du pays, celui des républiques fédérées et des comités de territoire (il y en a 20), celui des régions ou des districts (160 environ), celui des villes et des arrondissements urbains ou ruraux (plus de 4 000). Au palier inférieur on trouve les organisations primaires, dont le nombre dépasse

400 000 (Gélard 1982 : 57-58). À chacun des paliers, la règle prévoit que les membres ont la compétence de désigner des délégués, c'est-à-dire ceux qui sont chargés de les diriger. Mais en pratique ce sont les dirigeants permanents du parti, les secrétaires, qui choisissent les candidats aux postes de délégué. Ceux-ci sont ensuite élus par les militants. Ces secrétaires [101] ne sont pas eux-mêmes élus par les membres mais désignés par le secrétaire du palier supérieur. Le secrétaire général du parti est désigné par le comité central. Dans les relations entre les simples membres et les dirigeants pour l'accession aux postes de dirigeants, ce sont donc les dirigeants eux-mêmes et plus précisément un sous-groupe d'entre eux, les secrétaires, qui exercent, en fait, le contrôle. Une vieille blague soviétique prétend d'ailleurs qu'il y a trois époques de l'histoire humaine, celle du matriarcat, celle du patriarcat et celle du secrétariat (Deutsch, 1974 : 375).

Le contrôle des postes de candidat aux élections est plus décentré, mais il est aussi moins important. En vue des élections au Soviet suprême, les candidats sont choisis par des commissions électorales de circonscription qui comprennent des adhérents du Parti communiste mais aussi des membres d'autres organisations sociales. Il semble bien que le parti est l'organisation dominante à l'intérieur de ces commissions, même s'il arrive que le candidat choisi ne soit pas membre du parti. Là encore, le rôle des secrétaires du parti est déterminant, ce qui fait que sous une décentration apparente des contrôles on retrouve une centration latente quand la situation l'exige.

Enfin la pyramide du parti a une direction très centrée où dominant les membres du bureau politique et du secrétariat général du comité central. Le secrétaire général est toujours un gouvernant élu de même que les principaux membres du bureau politique. Les dirigeants qui sont élus exercent un contrôle dominant, à la direction du parti, par rapport aux dirigeants qui ne sont pas des élus. Ce qui manifeste les liens étroits entre l'appareil gouvernemental (et d'ailleurs tout l'appareil étatique) et le parti, celui-ci gardant toutefois son autonomie par rapport à celui-là.

Les partis uniques de l'Afrique noire

À la différence du Parti communiste d'Union soviétique, les partis uniques de l'Afrique noire ont été « gouvernementalisés », c'est-à-dire plus ou moins dévorés par le gouvernement. En Union soviétique, c'est au contraire le parti qui domesti-

que le gouvernement. Dans les deux cas toutefois, il y a une grande centration des contrôles dans la composante interne.

Officiellement les simples membres ont la compétence de choisir les dirigeants du parti, mais en fait ces choix sont faits par [102] les secrétaires généraux et les autres, leaders. Comme l'écrit Lavroff (1970 : 69) :

Si les dirigeants sont élus, les élections sont peu significatives, car les candidatures sont présentées par les organismes directeurs et l'opération électorale ne fait intervenir qu'un petit nombre de personnes contrôlant les divers échelons de la hiérarchie. La grande masse des adhérents reste totalement étrangère à la vie du parti. Il y a donc tendance à la cristallisation du personnel dirigeant du parti, qui devient oligarchique. Le fait qu'aucun dirigeant de niveau élevé n'ait été renversé par un vote de la base est la preuve de cette interprétation. Tous les changements sont le résultat d'une décision prise au sommet par un petit nombre de personnes.

Le peu d'implication des adhérents dans la vie du parti distingue les partis uniques de l'Afrique noire des partis communistes de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est. La nécessité, dans bien des cas, de présenter aux élections une liste de candidats représentatifs des diverses ethnies du pays est une autre différence. Jointe à l'existence dans la plupart des pays d'une liste nationale des candidats, cette nécessité va, bien sûr, dans le sens du contrôle quasi absolu des principaux dirigeants du parti sur le choix des candidats et donc des gouvernants élus. Les études monographiques qui ont été faites sur des partis uniques notent ce fait. Ainsi Zolberg, dans son ouvrage sur la Côte d'Ivoire, signale que les dirigeants du parti (the inner circle) contrôlent tout le processus (1969 : 273)

Ces dirigeants, y compris le chef du parti qui est aussi le chef de l'État et du gouvernement, sont tous ou à peu près tous des gouvernants qui disposent de la plupart des moyens de contrôle identifiés au chapitre 2. Il n'y a guère de divisions entre eux. Quand elles se produisent, le chef élimine les dissidents, à moins que ceux-ci s'allient aux militaires dans un coup de force qui aboutit à la suppression du parti unique. Le parti, tant qu'il dure, est donc très centré en cet aspect également.

Dans l'ensemble, la composante interne des partis uniques de l'Afrique noire peut être définie comme centrée plutôt que décentrée. Le pluralisme ethnique, qui pourrait être source de décentration, est contrôlé de façon centrale, dans la composante interne, afin d'assurer l'unité nationale dans la diversité ethnique.

[103]

Les partis japonais

Si la plupart des partis dominants dans les systèmes unipartistes sont très centrés dans leur composante interne, parce que les fonctions de gouverner les préoccupent plus que les fonctions de représentation, la situation est un peu plus variable dans les systèmes à parti prédominant, qu'ils soient simples ou complexes.

Par contraste avec le Parti communiste de l'Union soviétique et les partis uniques de l'Afrique noire, nous allons présenter le cas des partis japonais, pour montrer qu'un parti dominant dans un système quasi-unipartiste peut néanmoins avoir une composante interne décentrée.

Les principaux dirigeants des grands partis japonais sont tous des gouvernants élus. Ils sont sélectionnés, à titre de candidats, non pas tant par le parti lui-même que par différents groupes d'intérêt, sur le plan local. L'ensemble de ces groupes varie avec la faction à laquelle appartient le candidat. Les élus appartiennent à ces factions qui, par le jeu des alliances, des contre-alliances et des ruptures, où la maîtrise des acteurs importe grandement, donnent à la composante interne du parti un caractère plutôt décentré. Dans le parti ministériel tout au moins (le Parti libéral démocrate), cette décentration est toutefois tempérée par une certaine centralisation – toujours menacée par le jeu des factions – aux fins du contrôle de l'appareil gouvernemental (Langdon, 1967 ; Scalapino et Masumi, 1967).

À l'inverse de la situation existante en Union soviétique ou en Afrique noire, la décentration de la composante interne des partis japonais est fondée sur la prédominance des fonctions de représentation sur les fonctions de gouverner. Les leaders partisans se définissent davantage par rapport à leur faction, elle-même définie par les associations ou groupes d'intérêt qu'elle rallie, que par rapport aux exigences du gouvernement. Comme nous le démontrerons dans la présentation

d'une théorie générale des partis (au chapitre 9), cette prédominance des fonctions de représentation sur les fonctions de gouverne entraîne généralement la décentralisation dans la composante interne du parti.

[104]

6.4 LES CONTRÔLES INTERNES DANS LES SYSTÈMES COMPÉTITIFS

[Retour à la table des matières](#)

La diversité des partis dans les systèmes compétitifs est encore plus grande que dans les systèmes monopolistes. Non seulement les partis sont plus nombreux, mais ils sont aussi plus divers par leur taille, leur degré de complexité, leur orientation idéologique, etc. Cette plus grande diversité se retrouve dans la configuration des contrôles au sein de la composante interne. Il est moins exceptionnel que cette composante soit décentrée, par rapport à ce qu'on observe dans les systèmes monopolistes, mais il demeure que, dans les grands partis tout au moins, la composante interne est plus souvent centrée que décentrée. À titre d'exemple nous allons présenter quelques cas, pris dans des systèmes partisans qui ont été étudiés au chapitre précédent.

Les partis britanniques et les partis américains

Les grands partis britanniques et américains présentent un contraste intéressant à l'intérieur du bipartisme. Alors que les partis britanniques sont plutôt centrés, les partis américains sont décentrés. Cette différence n'est d'ailleurs pas sans correspondance avec celle que nous avons constatée au niveau du système partisan lui-même, qui nous était apparu plus morcelé aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne.

Le choix des dirigeants et en particulier du chef se fait de manière bien différente dans les deux cas. Dans les partis britanniques, les contrôles qui sont mis en oeuvre, au moment de ce choix, sont très centrés. Seuls les parlementaires, à la

Chambre des communes, ont la compétence d'agir à titre de sélecteurs, même s'il est prévu que d'autres instances du parti peuvent exprimer leurs préférences ou encore approuver le choix des parlementaires. Dans les partis américains il n'y a pas de chef permanent. Les candidats aux élections présidentielles remplissent ce rôle à tous les quatre ans et on peut considérer que le Président est, dans une certaine mesure, le chef de son parti. La permanence est assurée par des dirigeants qui ne sont généralement pas des élus, mais des bureaucrates internes du parti dont les ressources et les autres moyens de contrôle sont limités. De plus, comme on le sait, les candidats du parti au poste de président (c'est-à-dire de gouvernant principal) sont à toute fin pratique sélectionnés par les [105] publics électoraux, au moment des primaires. La sélection du candidat à la présidence prend son origine à l'intérieur du parti, mais elle la déborde rapidement pour se jouer dans le public, à la différence des partis britanniques où la sélection du chef demeure enfermée à l'intérieur du parti et est contrôlée, de façon centrée, par les parlementaires, spécialisés dans l'action gouvernementale.

La même différence peut s'observer dans le choix des candidats aux élections nationales. En Grande-Bretagne le choix des candidats locaux est plus décentré que le choix du chef du parti. Ce sont les adhérents qui désignent finalement le candidat du parti, et dans le Parti travailliste tout au moins ils ont la compétence de présenter des candidats. Mais dans tous les partis, les dirigeants de l'association locale, sinon ceux de l'organisation nationale du parti, ont aussi cette compétence. Étant donné leur emprise sur les membres, leur contrôle est généralement prédominant. Dans les partis américains, la sélection des candidats est beaucoup plus décentrée, étant donné l'absence ou le peu de permanence des organisations internes. Les publics électoraux et les associations publiques participent à la sélection, tout autant que les adhérents du parti. Du point de vue de la composante interne, on peut dire que cette sélection est non centrée, sinon décentrée.

Enfin, comme on l'a montré McKenzie (1963) dans son ouvrage classique sur les partis britanniques, le contrôle de l'organisation interne du parti est centré entre les mains des dirigeants qui sont des gouvernants élus, aussi bien dans le Parti travailliste que dans le Parti conservateur et le Parti libéral. Dans les partis américains au contraire, non seulement le contrôle est distribué de façon « stratarchique », au sens où l'entend Eldersveld (1964 : 97-118), mais il est davantage parta-

gé, dans la mesure où il s'exerce entre des dirigeants qui sont des élus et d'autres qui ne le sont pas. La variété est donc plus grande que dans les partis britanniques.

Les partis de la République fédérale d'Allemagne

Le système partisan de la République fédérale d'Allemagne est compétitif et simple comme celui de la Grande-Bretagne et des États-Unis, mais il est lié plutôt que morcelé en ce que, le plus souvent, deux partis sont coalisés à la tête de l'appareil gouvernemental, sans parler de la coalition interne au Parti démocrate [106] chrétien entre sa succursale bavaroise, l'Union chrétienne-sociale, et l'Union chrétienne-démocrate qui couvre les autres régions du pays.

Les liens, souvent nécessaires, sont dus en bonne partie au système électoral. La moitié des députés à la Chambre basse (le Bundestag) sont élus dans des circonscriptions locales, au scrutin majoritaire, et l'autre moitié dans des circonscriptions régionales (les länder), au scrutin proportionnel, celui-ci corrigeant les distorsions dues au scrutin majoritaire. Ce système électoral très spécial n'est pas sans conséquence sur la configuration des contrôles dans la composante interne des deux principaux partis, le Parti démocrate-chrétien et le Parti social-démocrate.

De façon générale la situation s'apparente davantage à celle de la Grande-Bretagne qu'à celle des États-Unis, avec cependant quelques variantes (Epstein, 1967 : 227). Comme dans les partis britanniques, la sélection du chef, le président du parti, est très centrée puisque ce sont les parlementaires du parti à la Chambre basse (le Bundestag) qui le désignent. La sélection des candidats aux élections nationales s'apparente elle aussi à la procédure britannique, sauf qu'elle se fait à deux paliers, celui des circonscriptions locales et celui des circonscriptions régionales.

Comme en Grande-Bretagne, les dirigeants du parti, au palier local et au palier régional et même au palier national, peuvent influencer la sélection des candidats. En termes de contrôle, ils ont la compétence, les accès et les ressources nécessaires à cela, sans parler de leur emprise sur les membres. Mais il semble bien qu'ils utilisent ces moyens de façon limitée. Merkl (1980 : 29) signale que, s'ils propo-

sent un candidat, les fonctionnaires du Parti social-démocrate peuvent fort bien lui donner le « baiser de la mort ». Par contre, la confection des listes de candidats au palier régional incline à une plus grande centration des contrôles, par rapport au cas britannique où la sélection ne se fait qu'au palier local. Cette tendance est contrebalancée par le fait que des associations de patrons, de syndiqués, d'artisans, d'agriculteurs, etc. parviennent à imposer leurs candidats sur les listes des partis (Merkl, 1980 : 30).

Dans les partis de la République fédérale d'Allemagne comme dans les partis britanniques, les dirigeants, qui sont aussi des gouvernants élus, dominent la direction interne du parti même si dans le Parti social-démocrate les permanents, qui ne sont pas des [107] élus, exercent un peu plus de contrôle que dans le Parti chrétien démocrate (Estievenart, 1973 : 95-96).

Au total, les grands partis de la République fédérale d'Allemagne ont un degré de centration du contrôle, dans leur composante interne, qui les assimile aux partis britanniques. D'autres grands partis, dans les systèmes pluripartistes, sont plus décentrés. C'est le cas des partis sociaux-démocrates scandinaves, dont nous allons signaler quelques traits distinctifs par rapport au Parti travailliste de Grande-Bretagne et au Parti social-démocrate de la République fédérale d'Allemagne.

Les partis sociaux-démocrates des pays scandinaves

De façon générale les partis sociaux-démocrates de la Suède, du Danemark et de la Finlande, de même que le Parti travailliste de la Norvège apparaissent plus décentrés dans leur composante interne que leurs équivalents en Grande-Bretagne et en République fédérale d'Allemagne. Pourtant, comme le Parti travailliste britannique et le Parti social-démocrate ouest-allemand, les partis scandinaves ont connu l'« épreuve » de la direction du gouvernement, avec les tendances à la centration que cela comporte dans le parti. De plus, le mode de scrutin des quatre pays est de nature proportionnelle ce qui, selon des opinions un peu courtes (Cotteret et Emeri, 1970 : 94), favoriserait également la centration.

Malgré cela les partis sociaux-démocrates ou travaillistes, dans les pays scandinaves, sont à tous égards moins centrés que ceux de la Grande-Bretagne et de la

République fédérale d'Allemagne, du moins par rapport aux trois critères que nous avons retenus. Le chef du parti est élu aussi bien par le groupe parlementaire que par l'organisation nationale, contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne et en République fédérale d'Allemagne, où seuls les parlementaires participent à ce choix. Dans la sélection des candidats, il y a aussi un peu plus de décentration des contrôles. La différence ne réside pas tellement dans l'établissement des règles et dans la supervision du processus. Comme le montre l'étude comparative de Ranney (1981 : 77-8-), il y a supervision par les dirigeants nationaux ou régionaux dans tous les cas, sauf en Norvège, et les règles sont toujours établies au palier national. Les dirigeants régionaux des partis exercent bien souvent un contrôle déterminant, par la compétence qui leur est reconnue [108] de proposer des candidats, mais les partis scandinaves vont plus loin que d'autres dans la consultation des membres, avant de choisir les listes régionales de candidats (Epstein, 1967 : 228).

Enfin au palier national, même si les dirigeants qui sont des élus dominent ceux qui n'en sont pas, grâce surtout aux moyens dont dispose le chef ou président du parti, la centration aux mains des élus est moins grande qu'en Grande-Bretagne. C'est du moins l'avis de Valen et Katz (1967 : 88) dans leur excellente étude sur les partis politiques norvégiens. Selon eux, en Norvège et tout particulièrement dans le Parti travailliste, les décisions prises par le parti résultent d'un processus d'influence mutuelle entre les deux sous-systèmes : celui du parti au parlement et celui de l'organisation interne du parti. Il semble qu'il en soit de même en Finlande (Suhonen, 1980).

Les partis italiens

En Italie les partis importants autres que le Parti communiste, dont en tout premier lieu la Démocratie chrétienne, ont une composante interne caractérisée par la décentration dans la centration. Les principaux contrôles sont exercés par une élite restreinte, mais cette élite est divisée en différents « courants », qui ne sont pas sans analogies avec les factions à l'intérieur des partis japonais (Sartori, 1976-. 88-93). Toutefois, comme le note Sartori, les partis japonais sont formés

par fusion des différentes factions qui les composent, alors que les partis italiens sont des ensembles où la fission s'est produite en plusieurs courants.

Les courants peuvent entrer en compétition entre eux, au palier local ou régional, en vue de la sélection des candidats. Les dirigeants régionaux des partis exercent souvent des contrôles déterminants dans ce processus. Quant aux dirigeants nationaux, à Rome, ils disposent d'un droit de veto, en plus d'avoir la possibilité de proposer un ou deux candidats pour la confection des listes régionales (Zariski, 1980 : 141). Mais le jeu des « courants » introduit une certaine décentralisation dans un processus qui demeure, d'un point de vue comparatif (Ranney, 1981 : 82), marqué par une grande centralisation des contrôles.

Comme dans les pays scandinaves, la sélection du dirigeant principal du parti n'est pas limitée au groupe parlementaire. En [109] Italie, c'est le secrétaire général qui occupe la position prééminente. Ses moyens de contrôle sont moins grands que ceux des chefs des partis qui ont été examinés dans ce chapitre. Sauf exception, il n'est pas le chef du gouvernement et il n'est pas destiné à le devenir. De plus, il est entouré, dans le comité exécutif du parti, de leaders appartenant à d'autres courants, qui sont toujours susceptibles de neutraliser son action. Le secrétaire général et les autres membres du comité exécutif sont désignés par le conseil national ou comité central, lui-même désigné par le congrès du parti. Les membres du conseil national ou du comité central ne sont pas tous des parlementaires. Il est même prévu, généralement, que ceux-ci ne peuvent y être majoritaires. Mais leur emprise sur les autres membres est généralement déterminante (Meynaud, 1965 : 62). Les secrétaires généraux sont des parlementaires de même que la majorité des membres des comités exécutifs. Toutefois, dans la formation des coalitions ministérielles et dans d'autres actions gouvernementales, les dirigeants du parti qui ne sont pas des élus peuvent, selon Zariski (1980 : 140), jouer un rôle majeur. Dans ce trait de leur composante interne, les partis italiens manifestent donc une plus grande décentralisation des contrôles que ce que nous avons constaté dans les autres partis examinés dans ce chapitre.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Selon Michels il y aurait une tendance irrésistible à la centralisation des contrôles dans les partis politiques. C'est la fameuse loi de fer de l'oligarchie, qui tiendrait, selon lui, au phénomène même de l'organisation.

Nous avons retenu la centration des contrôles, et son contraire la décentration, comme caractéristique de la composante interne des partis. Cette caractéristique, discutée par plusieurs auteurs, s'imposait à nous étant donné la place que nous accordons, dans cet ouvrage, à la notion de contrôle. Après avoir présenté les indicateurs proposés par Janda, trois traits précis ont été retenus pour établir s'il y a centration ou décentration des contrôles : le choix des candidats, le choix des dirigeants et en particulier du chef, et la division du pouvoir entre les dirigeants du parti qui sont des élus et ceux qui n'en sont pas.

[110]

Dans les systèmes partisans de nature monopoliste, le parti dominant a généralement une composante interne caractérisée par des contrôles très centrés. C'est le cas du Parti communiste de l'Union soviétique et des partis uniques de l'Afrique noire. Mais il n'est pas fatal qu'il en soit ainsi, du moins dans les systèmes qui ne sont pas strictement unipartistes. Les partis japonais, qui appartiennent à un système à parti prédominant, sont plutôt décentrés par le jeu des factions qui sont préoccupées tout autant sinon plus de représentation que de gouverner.

Dans les systèmes partisans de nature compétitive, la diversité des situations est plus grande. Les partis britanniques et les partis américains sont fort différents quant à la centration des contrôles dans leur composante interne, même s'ils appartiennent dans les deux cas à des systèmes bipartistes. Le Parti conservateur et le Parti travailliste de Grande-Bretagne sont plutôt centrés, alors que le Parti républicain et le Parti démocrate, aux États-Unis, sont plutôt décentrés. De même il existe des partis importants dans des systèmes pluripartistes qui sont plutôt centrés (les partis de la République fédérale d'Allemagne, par exemple), alors que d'autres partis importants dans ces systèmes (les partis sociaux-démocrates des

pays scandinaves) sont plus décentrés. Quant aux partis italiens, qui appartiennent à un système multipartiste, leur décentration dans la centration présente certaines analogies avec le cas des partis japonais.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Le livre de Michels (1971), dont la première édition française est de 1914, et qui a comme sous-titre *Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, demeure, malgré ses excès, un point de départ stimulant pour l'étude des contrôles dans la composante interne des partis. Ostrogorski (1979), qui a écrit à la même époque sur les partis britanniques et américains, rejoint, à sa manière qui est moins excessive, plusieurs des constats de Michels. Son livre, paru pour la première fois en 1902, a d'ailleurs pour titre *La Démocratie et les partis politiques*. Duverger (1951) se veut le continuateur de Michels et d'Ostrogorski dans le livre premier (*La structure des partis*) de son ouvrage. Deux autres ouvrages importants sur les partis se situent dans cette tradition et [111] sont pour cela recommandés : celui de McKenzie (1963) sur les partis britanniques, et surtout celui d'Eldersveld (1964) sur les partis américains. Cet auteur prétend que la notion de stratarchie convient mieux que celle d'oligarchie pour caractériser l'organisation interne des partis.

[113]

Deuxième partie.
LES COMPOSANTES DES PARTIS

Chapitre 7

La composante publique des partis

[Retour à la table des matières](#)

L'ouvrage dont nous nous servons pour mettre en place l'idée directrice de ce chapitre est celui d'Anthony Downs, qui propose une théorie économique de la démocratie. Nous retenons surtout de cet ouvrage très riche l'idée que le système partisan, le système électoral et la distribution des préférences des électeurs envers les partis déterminent les positions de ceux-ci dans la composante publique. Ces positions sont plus ou moins intensives ou extensives, c'est-à-dire plus ou moins contraintes ou variées selon qu'elles visent des électeurs dont la dispersion sociale est petite ou grande.

Nous avons recours à des indicateurs du caractère intensif ou extensif de la composante des partis. C'est dans les études sur les clivages sociétaux que nous allons chercher ces indicateurs qui se rapportent à la dispersion des groupes aussi bien qu'à celle des électeurs.

Au lieu de procéder selon les types de systèmes partisans, comme dans le chapitre précédent, nous passerons en revue les partis en suivant l'ordre des idéolo-

gies, dans le but de montrer que l'idéologie ne détermine pas nécessairement le caractère extensif ou intensif des appuis. Nous commençons par les partis communistes, [114] pour passer ensuite aux partis socialistes, travaillistes et sociaux-démocrates, après quoi nous examinons des partis centristes et enfin des partis conservateurs de la droite.

Principalement, le chapitre 7 veut montrer, dans la suite de Downs, qu'il est significatif d'identifier la composante publique des partis par le caractère intensif ou extensif des relations de contrôle établies avec les électeurs et les associations publiques qui soutiennent le parti.

Le graphique 7.1 présente de façon schématique les deux traits de la composante publique qui servent à établir le caractère intensif ou extensif du parti. La composante publique est représentée comme dans le graphique 2.2, les sujets étant toutefois décomposés en électeurs et associés (ou membres des groupes).

[114]

GRAPHIQUE 7.1

*Les deux traits pertinents du caractère intensif ou extensif
du contrôle dans la composante publique des partis*

[Retour à la table des matières](#)

RE: représentants
EL: électeurs
AS: associés (membres des groupes)

[115]

Le premier trait (1) concerne le contrôle des partisans sur les électeurs dans le public. Le deuxième (2) a trait au contrôle des partisans sur les associés appartenant aux associations publiques.

7.1 LA THÉORIE D'ANTHONY DOWNS

[Retour à la table des matières](#)

La théorie économique de la démocratie d'Anthony Downs est formulée de façon bien différente de la thèse de Robert Michels sur les tendances oligarchiques des démocraties. Elle est développée de façon systématique et rigoureuse, alors que Michels ne se souciait guère d'organiser son argumentation selon les canons de la démonstration scientifique.

De plus, alors que Michels se concentre sur la composante interne des partis, Downs touche à la composante gouvernementale tout autant qu'à la composante publique. Toutefois, nous ne retiendrons ici que ce qui a trait à la composante publique.

La théorie de Downs est économique en ce qu'il applique à la démocratie, et plus spécialement aux relations entre les partis et les électeurs, le mode de raisonnement de la science économique. Tout en étant conscient des limites de son approche, il suppose chez les acteurs politiques une rationalité de type économique, qui est celle de l'efficacité. Selon cette rationalité les acteurs cherchent à atteindre leurs buts en minimisant, au meilleur de leur connaissance, les coûts qu'ils peuvent encourir pour obtenir une certaine quantité d'avantages. Ou encore, ils maximisent les avantages qu'ils peuvent obtenir au prix de certains coûts (1957: 8). Sont dits rationnels les acteurs qui visent à l'efficacité ainsi entendue. La rationalité porte donc sur les moyens et non sur les fins poursuivies par les acteurs.

Dans un but de simplification, Downs limite les acteurs politiques aux électeurs et aux partis entendus comme des « équipes » (Marschak et Radner, 1972), c'est-à-dire comme des coalitions d'acteurs qui ont tous la même fin.

Il traite à l'occasion des groupes d'intérêt mais ceux-ci ne tiennent pas beaucoup de place dans la théorie qui est, à toute fin pratique, réduite aux relations des partis entre eux et avec les électeurs.

Downs postule des buts précis chez les partis et les électeurs, en étant bien conscient, encore une fois, que cette démarche est [116] réductrice. Les partis chercheraient à gagner les élections, alors que les électeurs chercheraient à obtenir

le plus d'avantages possible du gouvernement, ou plus précisément le plus d'« utilité » possible, celle-ci étant définie comme la perception qu'ont les électeurs des avantages reçus ou à recevoir du gouvernement (Downs 1957 : 37). Un parti sera donc rationnel au sens économique, c'est-à-dire efficient, s'il gagne les élections au moindre coût, et un électeur sera rationnel s'il obtient, au moindre coût également, une certaine utilité de la part du gouvernement. Cela dépend en bonne partie de l'information dont disposent les partis et les électeurs.

C'est parce qu'ils savent que l'information des électeurs est imparfaite que les partis définissent des « idéologies », au sens où l'entend Downs. Ces dernières sont des images simplifiées de la « bonne » société et des moyens d'y parvenir. Les positions des partis sont ainsi identifiées aux yeux des électeurs dont l'information est trop imparfaite pour qu'ils connaissent dans le détail tout ce que proposent les partis (Downs, 1957 96-103).

Le chapitre 8 est celui qui nous intéresse le plus parce qu'il porte plus spécifiquement sur la composante publique des partis. Downs y montre comment les idéologies partisans destinées aux électeurs varient selon un certain nombre de facteurs, dont le système partisan, le système électoral et la distribution des préférences des électeurs envers l'action gouvernementale. Dans un langage un peu différent de celui qui est employé par Downs, on peut dire que les positions des partis envers les publics sont plus ou moins intensives ou extensives. Elles sont intensives lorsqu'elles cherchent à obtenir l'appui d'électeurs dont les positions sont rapprochées l'une de l'autre. Elles sont extensives lorsqu'elles cherchent plutôt à obtenir l'appui d'électeurs dont les positions sont dispersées et donc plus éloignées, en moyenne, l'une de l'autre.

Pour mieux illustrer ces propos, nous avons reproduit dans le graphique 7.2 quelques-unes des situations dont discute Downs. Bien sûr, la représentation est un peu simpliste. Elle suppose que les électeurs se distribuent sur une seule dimension, par exemple l'utilité pour eux de l'intervention du gouvernement dans l'économie.

[117]

GRAPHIQUE 7.2

Quelques-unes des distributions d'électeurs discutées par Downs

[Retour à la table des matières](#)

Downs ne s'intéresse pas aux systèmes unipartistes. Ces systèmes sont généralement extensifs puisqu'un seul parti recueille les appuis des électeurs et des groupes.

Dans les systèmes compétitifs, la distribution A se produit généralement quand il y a bipartisme. Les deux partis sont extensifs parce qu'ils ont avantage à couvrir des positions étendues, donc dispersées, du centre à l'un des extrêmes. Plus précisément, Downs montre que les partis, dans cette situation, ont avantage à se rapprocher l'un de l'autre. Ce mouvement est cependant limité par la crainte de perdre l'appui, aux extrêmes, d'électeurs qui seront tentés de s'abstenir ou de se rallier à un tiers parti, si leur parti dérive trop vers le centre. Le mode de scrutin peut favoriser ou non cette apparition des tiers partis. S'il est proportionnel, il sera plus facile pour un tiers parti de se former à l'une ou l'autre des extrémités de la distribution.

La distribution B est elle aussi favorable au bipartisme, mais avec des partis qui, cette fois, seront moins portés à des positions extensives. S'il s'agit, par exemple, d'intervention du gouvernement dans l'économie, un des partis prendra une position très interventionniste et l'autre une position très non-

interventionniste, alors qu'avec la distribution A il est probable que les deux partis auront des positions plus mitigées.

La distribution C est plus propice au pluripartisme ou au multipartisme. Dans cette situation, les partis seront sans doute plus extensifs que dans la situation B, mais moins extensifs que dans la situation A. Ici le mode de scrutin pourra faire une différence. Un parti centriste, qui se situera dans la petite concentration [118] médiane des électeurs, aura plus de chances d'exister ou d'avoir du succès au scrutin proportionnel qu'au scrutin majoritaire.

7.2 CONTRÔLES INTENSIFS ET CONTRÔLES EXTENSIFS

[Retour à la table des matières](#)

Les appuis électoraux obtenus ou recherchés par un parti sont certes significatifs du caractère intensif ou extensif de sa composante publique. Ils ne sont toutefois pas les seuls phénomènes qui peuvent être pris en considération. Au moins un autre trait de leur composante publique importe à la plupart des partis, soit l'appui de ce que nous avons nommé les associations publiques, c'est-à-dire des organisations d'associés, distincts des agrégats d'électeurs. Nous allons retenir les deux traits pour établir le caractère intensif ou extensif de la composante publique des partis.

Ici comme au chapitre précédent, nous nous intéresserons davantage à la configuration des partis qu'à leur taille. Il est bien sûr que, toutes choses étant égales par ailleurs, un parti qui a une forte proportion des appuis électoraux a plus de chances d'être extensif que d'être intensif. Mais la distribution sociale des appuis retiendra davantage notre attention que leur nombre.

Plus exactement nous nous intéresserons à la dispersion des appuis, à savoir s'ils s'étendent à un peu toutes les catégories sociales, ou s'ils se concentrent de façon plus intensive dans certaines de ces catégories.

La division d'une société en catégories sociales dépend de ses principaux clivages sociétaux. De façon un peu différente de Lipset et Rokkan (1967) et de Seiler (1980), qui ont apporté des contributions majeures en ce domaine, nous allons

proposer une catégorisation en quatre dimensions. Celle-ci correspond aux quatre types de systèmes sociaux, dont Lapierre (1973) pose qu'ils font l'environnement du système politique, soit les systèmes bio-social, écologique, économique et culturel.

Dans le système bio-social la population est divisée en sexes et en groupes d'âge. Nous retiendrons ces deux types de clivages bio-sociaux.

[119]

Les clivages écologiques se manifestent entre régions entendues au sens large, qu'il s'agisse de régions urbaines et de régions rurales, ou, de façon plus moderne, de centre et de périphérie.

Les clivages économiques ou socio-économiques se manifestent entre ce qu'on peut nommer des classes, qu'elles soient fondées sur l'occupation, le revenu, la scolarisation ou d'autres critères.

Enfin dans le système culturel, les principaux clivages sont ethniques, linguistiques ou religieux, ou encore proprement idéologiques.

Selon l'information disponible nous allons établir le caractère extensif ou intensif des partis, dans leur composante publique, en référence à ces différents types de clivages. Ces derniers s'appliquent surtout à la distribution des électeurs, mais on peut également voir l'appui des groupes en ces termes. Les groupes comme les catégories sociales ont un fondement bio-social, écologique, socio-économique ou culturel. L'information sur les groupes est toutefois moins abondante que celle qui existe sur les électeurs. Mais il est possible, généralement, de dire des contrôles qui les concernent qu'ils sont plutôt intensifs ou plutôt extensifs. Rappelons que les partis qui ont une composante publique extensive sont plus variés que ceux qui ont une composante publique intensive. Leurs contrôles portent sur un plus grand nombre de mandants et les modalités de ces contrôles sont de ce fait plus diverses.

Pour éviter la monotonie nous allons présenter nos études de cas en suivant un ordre différent de celui du chapitre précédent. Plutôt que de procéder par types de systèmes partisans, nous allons suivre l'ordre des idéologies, ce qui nous amènera à examiner successivement des partis communistes, des partis socialistes, travail-listes ou sociaux-démocrates, des partis centristes et des partis conservateurs ou

de droite (comme nous le verrons, ces appellations sont souvent un peu abusives...). A l'intérieur d'un même type idéologique des différences non- négligeables apparaîtront dans le caractère intensif ou extensif de la composante publique.

[120]

7.3 LES PARTIS COMMUNISTES

[Retour à la table des matières](#)

Tous les partis communistes ont des contrôles centrés dans leur composante interne, quel que soit le système partisan auquel ils appartiennent. La diversité est plus grande dans la composante publique, où le caractère intensif ou extensif des contrôles dépend en bonne partie du système partisan. De façon générale les contrôles sont extensifs dans les systèmes unipartistes où le parti communiste est dominant. Ils sont plutôt intensifs dans des systèmes pluripartistes ou multipartistes comme ceux de la France ou de l'Italie, où le parti communiste a l'appui d'électeurs dont la distribution diffère de celle de l'ensemble de l'électorat et est soutenu par des groupes bien particuliers peu représentatifs de l'ensemble des associations publiques.

Le Parti communiste de l'Union soviétique est, par définition, extensif dans sa composante publique. D'après la constitution soviétique, le parti est l'« avant-garde des travailleurs », le « noyau dirigeant de toutes les organisations des travailleurs, aussi bien des organisations sociales que des organisations d'État » (Chambre, 1959 : 9).

Le terme de « travailleurs » est, comme on le sait, très extensif en Union soviétique, si bien que le parti qui en constitue l'avant-garde et les dirige est lui-même extensif. Cela se manifeste au moment des élections. À peu près tous les électeurs inscrits exercent leur droit de vote et appuient le candidat unique du parti (Carrère d'Encausse, 1980 : 309-322).

Du côté des associations publiques le parti peut être considéré comme très extensif également par le contrôle qu'il exerce sur la ligue des jeunes communistes, dont les 40 millions de membres sont représentatifs de l'ensemble de la popula-

tion, et sur les syndicats, qui à la fin des années 60 comptaient 86 millions d'adhérents (Lesage, 1971 : 234), soit les trois quarts environ de la main-d'œuvre.

Les partis communistes français et italiens se trouvent dans des situations bien différentes, étant donné leur appartenance à un système partisan de nature compétitive. Par choix ou par fatalité ils sont généralement les plus intensifs des grands partis de leur société. Nous étudierons ici le cas du Parti communiste français.

Depuis le début de la VI^e République, en 1958, le parti communiste français a obtenu d'une élection législative à l'autre [121] 20 % environ des suffrages exprimés. Il a atteint un sommet au premier tour des élections de 1965, avec 22,5 % des votes.

L'électorat du Parti communiste ne ressemble guère à celui de l'ensemble de la France, que l'on considère les divisions socio-économiques, régionales ou religieuses. Au début des années 70 (Borella, 1981 : 82), 32 % des électeurs avaient pour chef de famille un ouvrier (cols bleus), alors que dans l'électorat communiste cette proportion atteignait 52 %. À l'inverse, seulement 7 % des électeurs dont le chef de famille était un patron, un cadre supérieur ou un professionnel (de profession libérale) appuyaient le Parti communiste, alors que ces catégories comptaient pour 15 % de l'ensemble de l'électorat. Le Parti communiste était aussi surreprésenté dans l'agglomération parisienne et sous-représenté dans les communes rurales. Alors que 17 % des électeurs se déclaraient catholiques pratiquants réguliers et 29 % non pratiquants, dans le Parti communiste 1 % des électeurs se disaient catholiques pratiquants réguliers, et 47 % non pratiquants.

Le parti exerce son emprise sur un important réseau d'associations satellites de jeunes et de femmes. Il domine la Confédération générale des travailleurs, le plus important syndicat de France, avec plus de deux millions de membres. Il contrôle aussi plusieurs syndicats dans le secteur de l'éducation nationale, ainsi que des associations de paysans, de locataires, de sportifs. La presse communiste reste selon Borella (1981 : 195) un des plus forts points d'ancrage du parti dans la société française. Toutefois ces appuis demeurent très sectoriels, et les clivages idéologiques, toujours très accusés dans tout ce qu'anime le Parti communiste français, confirment le caractère intensif plutôt qu'extensif de ce parti dans la société française.

7.4 LES PARTIS SOCIALISTES, TRAVAILLISTES ET SOCIAUX-DÉMOCRATES

[Retour à la table des matières](#)

Dans les systèmes compétitifs, les nombreux partis socialistes, travaillistes ou sociaux-démocrates présentent une grande diversité, allant d'une composante publique très intensive (dans le cas de petits partis idéologiques) à une composante publique aussi extensive que celle de grands partis centristes qui recherchent la plus grande extension possible de leur composante publique. Même à l'intérieur de la catégorie des grands partis « de gauche », [122] capables de former seuls le gouvernement, la variation de l'extensif à l'intensif est assez grande comme nous allons le montrer en étudiant brièvement les cas du Parti social-démocrate ouest-allemand et du Parti travailliste britannique.

Michels notait déjà dans le Parti social-démocrate allemand de son temps la tendance à recruter des électeurs hors de la classe ouvrière. Ce n'est toutefois qu'après la Deuxième Guerre mondiale que le Parti social-démocrate est devenu un grand parti. Appelé à diriger seul ou en coalition le gouvernement de la République fédérale, sa composante publique a pris un caractère de plus en plus extensif. Alors qu'il obtenait moins de 30 % des votes exprimés aux élections du tournant des années 50, le SPD dépassait le seuil des 30 % aux élections de 1957, puis le seuil de 40 % aux élections de 1969. Sa participation à la « grande coalition » avec le Parti démocrate-chrétien, entre 1966 et 1969, allait contribuer à l'élargissement de la base électorale du Parti (Conradt, 1972 : 19-27 ; Loewenberg, 1978 : 22). Si bien qu'Estievenart (1973 : 58) pourra écrire :

Dans les années 1970, la SPD présente les caractéristiques d'un parti de masse dont la composition sociologique tend à s'aligner sur celle de la République fédérale.

Le SPD s'étend en particulier aux catégories des professionnels et des cols blancs (y compris les fonctionnaires). En 1953, si on ne tenait compte que des électeurs qui s'identifiaient à un parti politique, 51 % des cols blancs choisissaient

le Parti démocrate-chrétien, contre 25 % seulement qui choisissaient le SPD. Mais en 1967, ces proportions étaient passées à 45 % et 34 % respectivement (Merkel, 1980 : 49).

Le SPD a des appuis assez extensifs dans des associations publiques. En plus des syndicats et des jeunes socialistes – qui ne manquent pas de prendre à l'occasion leurs distances envers le parti – des groupes de travail par branches professionnelles, tels que les universitaires, les médecins, les pharmaciens, les enseignants, sont liés au parti (Estievenart, 1973 : 57).

Devenu trop extensif au goût de certains groupes radicaux ou extrémistes, le SPD a connu ce que Downs a prédit dans de telles situations : la création d'un petit parti dissident, en l'occurrence les « Verts », d'obédience écologiste. Ce parti s'est détaché des sociaux-démocrates et a réussi, aux élections de 1983, à obtenir 5,6 % des votes et à faire élire – aux dépens du SPD – 27 députés (sur 500 environ).

[123]

Par contraste, ce sont les positions jugées trop intensives de la direction du Parti travailliste britannique, qui ont amené des dissidents à créer, à la « droite » de ce parti, en une position plus centriste et donc plus extensive, un parti social-démocrate.

Parce qu'il est un grand parti – comme le Parti social-démocrate de la République fédérale allemande – le Parti travailliste britannique s'étend à un peu toutes les catégories sociales. Cependant, à la différence de son équivalent allemand, il a eu tendance, après la Deuxième Guerre mondiale, à devenir plus intensif qu'avant, du moins par rapport à la division de la société en classes, dans le système économique. C'est ce qu'ont montré Butler et Stokes (1971) dans leur ouvrage classique sur le changement politique en Grande-Bretagne. En 1963, parmi les électeurs qui se considéraient comme appartenant à la classe moyenne et qui faisaient un choix entre les deux grands partis, 79 % optaient pour le Parti conservateur contre 21 % qui optaient pour le Parti travailliste. À l'inverse parmi ceux qui se considéraient membres de la classe ouvrière, 27 % optaient pour le Parti conservateur contre 72 % qui optaient pour le Parti travailliste. (Butler et Stokes, 1971 : 56). En termes d'occupation la polarisation était tout aussi intense : 86 % des grands administrateurs (higher managerial) qui optaient pour un des deux partis choisiss-

saient le Parti conservateur, alors qu'à l'autre bout de l'échelle 75 % des ouvriers non spécialisés (unskilled manual) choisissaient le Parti travailliste (Butler et Stokes, 1971 : 57). Les deux auteurs notaient que l'identification à la classe et au parti avait tendance à s'atténuer (à la fin des années 60). L'appartenance à une classe sociale n'en demeure pas moins, selon Finer (1980 : 71), le facteur social le plus important du vote, et à cet égard le Parti travailliste demeure, relativement, assez intensif.

La prépondérance des travailleurs syndiqués dans les quelque sept millions de membres du Parti travailliste (sur 35 millions d'électeurs environ), et l'influence exercée par les dirigeants syndicaux dans les grands débats qui animent le parti, expliquent aussi le caractère plutôt extensif du parti dans sa composante publique. La désignation à la tête du parti de Michael Foot, identifié à la ligne syndicale, a d'ailleurs précipité la dissidence d'éléments plus portés vers le centre et l'extensivité. Ils ont formé le nouveau Parti social-démocrate, allié au Parti libéral.

[124]

7.5 LES PARTIS CENTRISTES

[Retour à la table des matières](#)

Comme il existe de petits partis socialistes, travaillistes ou sociaux-démocrates (en Italie, par exemple) qui ont un caractère très intensif, il existe aussi des petits partis centristes qui, malgré leur position propice à l'extensivité, doivent se limiter à ne représenter surtout que des catégories sociales réduites, au milieu de la distribution des électeurs. C'est le cas, par exemple, du petit Parti libéral finlandais qui occupe avec le Parti du centre (qui est en fait un parti rural) une position centriste, entre les communistes, les socialistes et les sociaux-démocrates d'une part, et les conservateurs de la coalition dite nationale d'autre part.

Le Parti libéral, qui a obtenu de 4 à 8 % du vote depuis 1945, est à toute fin pratique absent chez les ruraux, qui appuient plutôt le parti du centre, allié traditionnel du Parti libéral. D'après un sondage fait en 1972, à un moment où 5 % des votants appuyaient le parti, il n'y avait que 3 % des ouvriers qui avaient l'intention

de voter pour les libéraux, mais 14 % des électeurs de la classe moyenne et 10 % des administrateurs et autres dirigeants (Suhonen, 1980 : 249).

D'autres partis centristes, de plus grande taille, ont une composante publique plus extensive. Ces partis ont généralement les caractéristiques du « parti de rassemblement » (catch-all party) telles qu'elles ont été identifiées par Otto Kirchheimer (1966 :184-188). Cet auteur donnait l'UNR en France, mais aussi les grands partis de la République fédérale d'Allemagne et le Parti social-démocrate autrichien, comme exemples de partis de rassemblement. Et il ajoutait :

Les partis de rassemblement européens apparaissent à une époque de désidéologisation qui a largement contribué à leur naissance et à leur expansion. La dépolitisation implique une mutation idéologique, le passage de la participation dans une structure politique aux finalités nettement affirmées à l'adhésion électorale pour des motifs variés et suffisants mais, en aucun cas, nécessaires.

Malgré certaines réserves que signalait d'ailleurs Kirchheimer, le Parti de la démocratie chrétienne (la DC) en Italie peut être considéré comme un parti centriste de rassemblement, de caractère plus extensif qu'intensif.

La Démocratie chrétienne est depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale le premier parti de l'Italie. Jusqu'en 1983, ce [125] parti a toujours obtenu plus du tiers des votes lors de l'élection à la Chambre des députés et il a été de tous les gouvernements, qu'il l'ait formé seul ou en coalition. Après les élections de 1983, cependant, il a perdu la direction du gouvernement, tout en continuant de faire partie de la coalition ministérielle. Comme l'écrit Zariski (1980 : 143), la Démocratie chrétienne est un parti interclasse, à la différence du Parti communiste qui, comme son équivalent français, est avant tout le parti de la classe ouvrière, même s'il a fait des progrès récemment du côté des classes moyennes.

Les femmes et les catholiques pratiquants sont proportionnellement plus nombreux dans la Démocratie chrétienne que l'ensemble de la population. D'après les sondages réalisés entre 1947 et 1980, on peut estimer qu'il y a toujours eu au moins 60 % de femmes dans l'électorat de la DC (Wertman, 1981 : 76). Un sondage fait à la fin de 1975 indiquait que plus de 60 % des électeurs de la DC assistaient à la messe chaque semaine ou presque, alors que seulement 24 % des autres

sujets faisaient de même et qu'aucun autre parti ne comptait plus du tiers de ses électeurs avec ce degré de pratique (Wertman, 1981 : 74).

D'après ce sondage de 1975, l'électorat de la DC est aussi un peu plus âgé que l'ensemble de l'électorat italien, il est moins instruit et il habite surtout dans les localités rurales. Mais sur le plan des occupations il est assez représentatif. Ainsi, alors qu'un peu moins de 60 % des électeurs ont une occupation de type manuel, 63 % des électeurs de la DC se retrouvent dans cette catégorie, ce qui est presque autant que le 67 % des électeurs du Parti communiste (Sani, 1977 : 111). Le Parti de la démocratie chrétienne n'est pas pour autant sous-représenté dans les classes supérieures de la population. Au contraire, il reçoit un fort appui de la part des fonctionnaires, qui sont dépendants envers lui (étant donné le système de favoritisme qui règne dans la fonction publique italienne), et de la part des milieux d'affaires.

La Palombara (1964 : 306-348) a bien montré les liens privilégiés, dit de « parentela », qui existent entre la Démocratie chrétienne et des groupes patronaux ou syndicaux, mais aussi avec les mouvements d'action catholique qui regroupent des personnes appartenant à différentes catégories sociales. Ces liens avec des groupes divers illustrent les caractéristiques plus extensives qu'intensives du parti.

[126]

7.6 LES PARTIS CONSERVATEURS OU DE DROITE

[Retour à la table des matières](#)

Il existe des petits partis conservateurs qui, comme les petits partis de gauche ou les petits partis centristes, sont intensifs en ce qu'ils représentent des catégories précises de la population, à l'exclusion ou presque de catégories importantes en nombre. Dans la mesure où ils peuvent être considérés comme conservateurs, les petits partis paysans ou ruraux des pays scandinaves et de l'Australie appartiennent à ce type, de même que le parti poujadiste en France, sous la IV^e République, ou encore le parti du Crédit social au Canada et en Nouvelle-Zélande. De façon générale ces partis ne recueillent à peu près pas d'appuis électoraux chez les électeurs très scolarisés des milieux urbains, qu'ils soient des administrateurs ou des

directeurs, des fonctionnaires, des membres de professions libérales, des enseignants ou des étudiants. Les associations publiques qui les appuient sont aussi très particulières.

Il y a même de grands partis conservateurs qui sont plutôt intensifs. C'est le cas du Parti conservateur britannique, dans la mesure où il est un peu l'inverse du Parti travailliste, dont nous avons montré plus haut le caractère intensif. D'autres grands partis conservateurs, comme le Parti chrétien-démocrate de la République fédérale d'Allemagne, sont davantage extensifs. D'autres enfin le sont encore plus, ce qui est le cas du Parti républicain aux États-Unis.

Même si les deux grands partis politiques des États-Unis sont moins différents l'un de l'autre que les grands partis britanniques ou ouest-allemands, ils n'ont quand même pas une base sociale interchangeable. Historiquement le Parti démocrate a eu un meilleur appui que le Parti républicain dans les États du sud, chez les minorités ethniques dont les Noirs, chez les catholiques, chez les gens peu scolarisés et chez les travailleurs syndiqués. Toutefois depuis le milieu des années soixante, la plupart de ces différences tendent à s'atténuer, même si d'autres surgissent, sur le plan idéologique en particulier (Schneider, 1981 : 258).

Pour ce qui est de la dimension régionale, les différences se sont estompées. Les appuis électoraux sont devenus plus homogènes étant donné que le Parti républicain a enregistré des gains dans le sud mais a perdu du terrain ailleurs, des années 50 aux années 70 (Ladd, 1978 : 7). Les différences ethniques subsistent et se sont même accentuées : si on compare l'élection présidentielle de 1980 avec celle de 1976, on constate qu'en 1980 les non-Blancs ont [127] appuyé le candidat démocrate dans une plus forte proportion qu'en 1976, même si ce parti a perdu du terrain d'une élection à l'autre. Dans les deux cas le rapport est de 9 contre 1, ou presque, pour les démocrates. Mais autrement, il n'y a pas de différences très marquées entre les deux partis, chacun d'entre eux obtenant, à l'occasion des deux élections présidentielles, au moins le tiers du vote des diverses catégories sociales, sur le plan de l'âge, du sexe, de la scolarité ou de l'occupation (Voir le tableau présenté par Schneider, 1981 : 254).

Ce caractère de plus en plus extensif des partis est toutefois moins évident quand on prend en considération leurs appuis dans les associations publiques. Même si les différences entre les deux partis, à cet égard, sont moins grandes

qu'en République fédérale d'Allemagne et surtout qu'en Grande-Bretagne, elles ne se sont pas atténuées au même rythme que les différences dans les appuis électoraux.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Dans le chapitre 8 de son livre *An Economic Theory of Democracy*, Anthony Downs montre comment les positions des partis, résumées en des « idéologies », visent des dispersions plus ou moins grandes d'électeurs. La variation dépend de la nature du système partisan, du système électoral et surtout de la distribution quantitative des électeurs selon leurs préférences envers les partis. Les positions des partis peuvent être dites intensives (ou contraintes) lorsqu'elles visent des mandants dont la dispersion est limitée, et extensive (ou variées) lorsqu'elles cherchent à obtenir l'appui de mandants dont la dispersion a une grande ampleur.

Les mandants, rappelons-le, sont des électeurs mais aussi des groupes ou associations publiques, qui appuient les partis. Les grands clivages sociétaux entre sexes et groupes d'âge, entre régions, entre classes et entre groupements ethniques, linguistiques ou religieux fournissent des indicateurs du caractère intensif ou extensif de ces appuis de la part des électeurs ou des groupes dans la composante publique.

Dans les partis communistes, comme dans les partis socialistes, travaillistes ou sociaux-démocrates, ou encore dans les partis centristes et les partis conservateurs ou de droite, les situations sont diverses.

[128]

Des partis sont plutôt extensifs alors que d'autres sont plutôt intensifs. Ainsi le caractère intensif du Parti communiste français s'oppose au caractère extensif du Parti communiste soviétique. Le Parti social-démocrate ouest-allemand est plus extensif que le Parti travailliste britannique. Le Parti libéral finlandais est intensif, alors que des partis centristes de rassemblement comme la Démocratie chrétienne en Italie sont extensifs. Des petits partis ruraux de nature conservatrice sont inten-

sifs, alors qu'un grand parti conservateur comme le Parti républicain, aux États-Unis est plutôt extensif.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

La perspective qui a été adoptée dans ce chapitre, à la suite de Downs (1957), est un peu particulière, même si elle rejoint certaines des préoccupations des auteurs qui ont étudié la base sociale des partis. Lipset et Rokkan (1967) ainsi que Seiler (1980) ont tenté d'identifier les principaux clivages existants dans cette base sociale. On pourra lire également l'ouvrage de Lipset (1963) sur l'homme et la politique, qui tend à réduire les partis à leur composition sociale, et celui d'Alford, *Party and Society* (1963), un autre classique de la vue « sociologique » des partis.

[129]

Deuxième partie.
LES COMPOSANTES DES PARTIS

Chapitre 8

La composante gouvernementale des partis

[Retour à la table des matières](#)

C'est un article de Richard Rose sur le gouvernement des partis qui va nous servir d'introduction à la problématique de ce chapitre. Selon Rose, pour que les partis gouvernent vraiment ils doivent être programmatiques. Nous opposons le caractère programmatique des partis, dans leur composante gouvernementale, à l'opportunisme. Alors que les partis opportunistes tolèrent une grande variété de situations et de rapports dans la composante gouvernementale, les partis programmatiques misent davantage sur la contrainte.

Trois indicateurs du caractère programmatique ou opportuniste des partis seront employés. Ils renvoient, comme dans les deux chapitres précédents, à des traits structurels de la composante, soit l'état des relations entre les gouvernants des partis et les agents gouvernementaux hors des partis, les relations internes entre les gouvernants d'un parti donné, et les relations entre gouvernants de différents partis, quand il existe plus d'un parti dans l'appareil gouvernemental.

La taille des partis nous servira de fil conducteur pour l'examen d'un certain nombre de cas. C'est ainsi que nous étudierons successivement les caractéristiques gouvernementales des petits [130] partis opportunistes, des petits partis programmatiques, des grands partis programmatiques et des grands partis opportunistes.

Principalement, le chapitre 8 veut montrer, en s'appuyant sur Rose, qu'il est pertinent de caractériser la composante gouvernementale des partis par le caractère programmatique ou opportuniste des contrôles entre les gouvernants des partis et les agents gouvernementaux, entre les gouvernants d'un même parti, et entre les gouvernants d'un parti et ceux des autres partis, quand il en existe.

Le schéma suivant (graphique 8.1) identifie les trois traits de la composante gouvernementale qui servent à établir le caractère programmatique ou opportuniste d'un parti. Il reprend la présentation de la composante gouvernementale dans le graphique 2.2, en décomposant cependant la position de gouvernant de façon à identifier les deuxième et troisième traits pertinents du caractère programmatique ou opportuniste du parti.

[131]

GRAPHIQUE 8.1

Les trois traits pertinents du caractère programmatique ou opportuniste du contrôle dans la composante gouvernementale des partis

[Retour à la table des matières](#)

[131]

Le premier trait, (1) renvoie au contrôle entre les gouvernants d'un parti et les agents gouvernementaux hors des partis. Le deuxième trait, (2) concerne les relations entre les gouvernants d'un même parti. Le troisième trait (3) a rapport aux relations entre les gouvernants de partis différents, quand le système partisan comprend plus d'un parti.

8.1 LE POINT DE VUE DE RICHARD ROSE

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas sur la composante gouvernementale des partis de travaux comparables par leur originalité et leur ampleur à ceux qui existent sur les composantes interne et publique. Quelques auteurs, dont Epstein (1967 : 261-288) et Lowi (1967), se sont interrogés sur les avantages et les inconvénients des partis programmatiques. Les études sur la technocratie (voir, entre autres, la synthèse de Meynaud, 1964) ont touché aux relations entre les partisans et les agents gouvernementaux. Plusieurs travaux, souvent très techniques, ont porté sur les coalitions parlementaires ou ministérielles (voir en particulier de Swaan, 1973). Mais ces ouvrages sont loin d'offrir l'équivalent de la thèse de Michels sur la composante interne ou de la théorie de Downs sur la composante publique.

Aussi, nous allons lancer la discussion à partir d'un article qui, même s'il ne concerne pas tout ce qui nous intéresse dans la composante gouvernementale, a au moins le mérite de proposer une vue bien définie, assez conforme d'ailleurs à celle qui a été adoptée dans cet ouvrage. Rose, dans cet article (1969 : 413-445), s'interroge sur les conditions qui doivent être remplies pour que les partis gouvernent vraiment, c'est-à-dire exercent un contrôle prédominant sur les autres acteurs de la composante gouvernementale, en particulier les administrations.

Rose énumère huit conditions. La première est triviale. Pour qu'une société politique soit gouvernée par un parti, il faut évidemment qu'il y ait au moins un parti dans cette société. Ce qui exclut les sociétés sans système partisan.

Deuxième condition : les partisans doivent occuper des postes importants dans l'organisation gouvernementale. Ces postes doivent leur assurer une position stratégique dans les différentes phases de la gouverne.

[132]

De plus – c'est une troisième condition – ces positions stratégiques doivent être suffisamment nombreuses pour que le parti contrôle une gamme étendue de mesures gouvernementales.

Quatrième condition : les gouvernants et les fonctionnaires du parti doivent avoir les ressources et la maîtrise nécessaires pour commander aux appareils bureaucratiques.

Cinquième condition : le parti doit se donner un programme, qu'il cherchera à réaliser une fois qu'il se trouvera au gouvernement. Rose prétend à ce sujet qu'un parti sans programme a bien peu de chances de contrôler l'appareil gouvernemental.

Une sixième condition résiderait dans le caractère opératoire ou praticable de ce programme. S'il consiste uniquement en énoncés de principes et en vœux pieux, le parti ne pourra pas diriger vraiment le gouvernement. Il sera condamné à réagir aux circonstances sans réussir à leur imposer sa loi.

De plus, les responsables du parti doivent accorder une forte priorité à la réalisation du programme. C'est une septième condition. Autrement on risque de mettre sur le compte des circonstances son incapacité à diriger vraiment l'appareil gouvernemental.

Enfin, huitième condition, les mesures gouvernementales qui découlent du programme du parti doivent être appliquées fidèlement par les fonctionnaires, qu'ils soient partisans ou non, de façon à ce que ne s'introduisent pas des distorsions qui trahissent les actions commandées par les gouvernants.

Rose examine ensuite trois systèmes partisans pour voir dans quelle mesure ces conditions y sont remplies. Le gouvernement du Parti travailliste, en Grande-Bretagne, au cours des années 60, retient surtout son attention, mais il s'intéresse aussi au cas américain et au cas soviétique. C'est en Union soviétique que les conditions nécessaires du gouvernement de parti sont les mieux remplies. De plus, les conditions seraient plus favorables aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne.

Rose concentre son attention sur les relations entre les gouvernants des partis et les agents gouvernementaux (les fonctionnaires surtout). Il ne traite qu'indirectement des relations entre les gouvernants du parti ministériel, et il ne s'intéresse à peu près pas aux relations (dans les systèmes compétitifs) entre les gouvernants du parti ministériel et ceux des autres partis.

[133]

8.2 LE CARACTÈRE PROGRAMMATIQUE OU OPPORTUNISTE DES CONTRÔLES

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs des conditions posées par Rose concernent les relations entre les gouvernants du parti dominant et les agents gouvernementaux. Selon lui, pour gouverner vraiment, un parti doit non seulement se donner un programme opératoire, mais il doit être capable de l'imposer, dans la formulation et dans l'application des politiques, aux appareils administratifs. On peut voir là un premier indicateur du caractère programmatique ou opportuniste d'un parti. Comme les autres, il se définit en termes de variété et de contrainte. Les partis programmatiques établissent a priori les contrôles qui doivent être exercés et par qui ils doivent l'être. Par exemple, si le parti a une politique de nationalisations, il déterminera quelles entreprises seront nationalisées et comment elles le seront. À l'opposé, un parti opportuniste dans sa composante gouvernementale ne contraindra pas a priori la variété des situations et sera plus susceptible de subir à l'occasion le contrôle d'autres acteurs gouvernementaux, dont ceux que nous avons nommés les agents. Le parti opportuniste est plus ouvert à la correction « en boucle » de son action gouvernementale, que ce soit par rétroaction (feedback) ou par anticipation (feed forward), ou même par de l'information venant de l'intérieur (feed within).

Rose prête moins d'attention aux relations qui se jouent à l'intérieur du cercle des gouvernants d'un parti. Pourtant, elles ne sont pas sans rapport avec le caractère programmatique ou opportuniste de l'action gouvernementale. La septième condition pose que les responsables du parti doivent accorder une forte priorité à la réalisation du programme. Ce qui laisse sous-entendre que les partisans doivent être unis entre eux à cette fin. Il y a là une condition nécessaire bien que non suffisante au caractère programmatique de la composante gouvernementale d'un parti. Cette condition s'impose moins dans le cas d'un parti opportuniste : il peut s'accommoder plus facilement des divisions entre les gouvernants. À nouveau les notions de contrainte et de variété permettent d'interpréter ces différences. Un parti opportuniste tolère une grande variété de relations entre ses parlementaires et

plus généralement ses gouvernants, alors que dans un parti programmatique les divisions et les factions sont exclues, la discipline de vote s'impose, ce qui suppose un contrôle plus strict des partisans dans les instances parlementaire ou exécutive de l'appareil gouvernemental.

[134]

Enfin, de façon assez étonnante, Rose ne traite pas des relations entre les partis dans l'appareil gouvernemental. Cela peut tenir au fait qu'il ne s'intéresse qu'au parti de gouvernement et que dans les trois sociétés où il applique son schéma (la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique) les gouvernements de coalition ne se rencontrent pas. En Union soviétique cette possibilité n'existe même pas, puisqu'il n'y a qu'un parti. Mais dans les systèmes autres qu'unipartistes purs, les relations entre les partis, même si elles ne prennent pas la forme de coalitions, ne sont pas tout à fait indifférentes au caractère programmatique ou opportuniste de l'action gouvernementale. Un parti programmatique cherchera généralement à contraindre davantage ses relations avec les autres partis que ne le fera un parti opportuniste. Cela s'observera en particulier dans sa participation à des gouvernements de coalition. Même en l'absence de coalitions le parti programmatique sera plus intransigeant, face à l'opposition ou au gouvernement selon les cas, qu'un parti opportuniste. Ces différences ne sont pas toujours faciles à saisir, de l'extérieur, mais nous tenterons de les repérer dans les exemples que nous donnerons.

Notons enfin qu'en ce domaine, peut-être plus encore que dans le domaine interne ou public, les règles officielles du jeu ne manquent pas d'affecter l'action des partis. Un régime présidentiel à l'américaine, couplé à un système partisan compétitif, incline davantage les partis à l'opportunisme que le régime parlementaire. Un mode de scrutin proportionnel favorise dans un premier temps le caractère programmatique des partis, mais dans la mesure où il incline, davantage que le scrutin majoritaire, à des gouvernements de coalition, il oblige les partis programmatiques à des compromis.

Au lieu de procéder par types de systèmes partisans comme dans le chapitre sur la composante interne, ou par types idéologiques de partis comme dans le chapitre sur la composante publique, nous prendrons comme critère la taille des partis. Nous examinerons, successivement, les petits partis opportunistes, les pe-

tits partis programmatiques, les grands partis programmatiques et les grands partis opportunistes.

[135]

8.3 LES PETITS PARTIS OPPORTUNISTES

[Retour à la table des matières](#)

Dans beaucoup de sociétés politiques européennes, existent de petits partis libéraux ou radicaux, qu'on retrouve souvent dans des coalitions parlementaires ou ministérielles et qui sont plus opportunistes que programmatiques en ce que leur idéologie est opposée à la contrainte, au nom de la liberté.

Le Parti radical, en France, sous la IV^e République, peut être défini comme un petit parti opportuniste, à vocation gouvernementale. Il présente, de façon exemplaire, les traits caractéristiques de l'opportunisme, par opposition à une action gouvernementale de nature programmatique.

Les radicaux ont bien quelques principes dont celui de la laïcité et de la défense de la République (Nicolet, 1957), mais ce ne sont pas des principes opératoires de gouvernement. Ils sont plus pragmatiques que le Parti communiste, que le Parti socialiste S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Socialiste) et que le M.R.P. (Mouvement républicain populaire) à leur gauche et que les modérés à leur droite, ou encore que les partis gaullistes qui participent eux aussi au fonctionnement – ou au dysfonctionnement – de la IV^e République. L'opportunisme des radicaux, joint à leur position centriste à l'Assemblée nationale, leur permet de faire partie de toutes les coalitions ministérielles de 1948 à 1958, et de les diriger plus souvent que tout autre parti (Williams, 1958).

Cet opportunisme et cette souplesse se doublent d'une aile parlementaire où la discipline est lâche et les tendances nombreuses et peu unifiées. L'appellation même du parti, à ce moment, soit celle de Regroupement des gauches républicains (R.G.R.) indique cette absence d'unité organisationnelle. Quand Pierre Mendès-France devient président du Conseil, en 1954, il tente de resserrer les liens du parti et de lui donner un caractère plus programmatique, mais cette tentative

échoue, et c'est d'ailleurs un autre radical, Edgar Faure, peu enclin à rompre avec le pragmatisme, qui lui succède, après avoir contribué à sa défaite au Parlement.

Peu programmatiques à l'intérieur de leur propre groupe parlementaire, les radicaux ne tiennent pas envers les gouvernants des autres partis des positions très rigides. C'est d'ailleurs ce qui leur permet d'être le plus souvent l'élément coagulant des différentes coalitions ministérielles. Un homme politique illustre de la [136] III^e République, Aristide Briand, avait eu ce mot, qui pourrait servir de devise aux radicaux de la IV^e République : « La vie ? Elle est en caoutchouc ! » (Leites, 1958 : 127).

8.4 LES PETITS PARTIS PROGRAMMATIQUES

[Retour à la table des matières](#)

S'il existe de petits partis opportunistes au centre ou à la droite des configurations parlementaires, il est plus rare d'en trouver à gauche, parmi les petits partis progressistes, réformistes ou révolutionnaires. Les petits partis programmatiques répugnent généralement à la position centriste et à la possibilité qu'elle comporte pour le parti d'être inclus dans des coalitions ministérielles. Ces petits partis se trouvent plutôt aux positions extrêmes des configurations parlementaires, que ce soit à gauche ou à droite.

On peut donner comme exemple d'un petit parti programmatique d'extrême-droite, le Parti néo-fasciste italien (le MSI) dont les méthodes violentes plus que l'idéologie se fondent sur la contrainte. Mais la contrainte est aussi présente dans les positions idéologiques anti-communistes, hostiles à la détente, dans l'opposition au divorce, dans l'option pour un État corporatif fondé sur la représentation fonctionnelle. Le MSI est favorable à une coalition ministérielle du centre et de la droite, mais il n'a pas eu l'occasion d'y participer. L'unité de l'aile parlementaire est valorisée, tellement que lorsqu'il ne fut plus possible de la maintenir à un niveau satisfaisant, à la fin de 1976, une scission s'est produite. La moitié environ des sénateurs et des députés furent exclus du parti et formèrent un nouveau parti de droite, dit de la démocratie nationale (Zarisky, 1980 : 139 ; Maier, 1980 : 79-80).

Il y a aussi des petits partis programmatiques conservateurs ou réactionnaires qui ont des positions moins extrêmes et à qui il arrive de participer à des coalitions ministérielles. C'est le cas des partis conservateurs au Danemark et en Suède. Leurs positions sont davantage programmatiques qu'opportunistes, surtout parce qu'ils sont demeurés de petits partis. Le Parti conservateur norvégien, au contraire, qui a des appuis électoraux plus importants (Kunz, 1980 : 167) a un caractère plus opportuniste. Les petits partis conservateurs suédois et danois présentent assez bien les traits des partis programmatiques, soit une grande cohésion de l'aile parlementaire et des rapports plutôt rigides avec les partis voisins dans la négociation ou la mise en oeuvre des coalitions. On [137] a pu observer cette rigidité chez le Parti conservateur suédois, en particulier, quand il fut appelé à participer à une coalition ministérielle avec le Parti du centre et les libéraux, après les élections de 1976 (Hancock, 1980 : 195-201).

À peu près tous les partis réformistes ou révolutionnaires ont commencé par être des petits partis programmatiques. On pourrait en donner de nombreux exemples. Nous allons examiner brièvement un cas récent, celui du Parti québécois, formé en 1968 dans la province de Québec, au Canada. Ce parti, qui se situait dans l'ordre provincial de gouvernement, a eu dès le départ des positions programmatiques, à la fois sur le plan strictement politique et sur le plan socio-économique. Sur le plan politique il se démarquait des autres partis provinciaux du Québec, l'Union nationale, le Parti libéral et le Parti du Crédit social par une option radicale pour la souveraineté politique du Québec dans un cadre canadien à redéfinir. Sur le plan socio-économique il avait aussi des positions programmatiques, caractérisées par une intervention accrue de l'État dans la société, à l'enseignement de la social-démocratie et parfois même du socialisme (Murray, 1976).

Aux élections générales de 1970, les premières où il présenta des candidats, le Parti québécois ne fit élire que 7 députés sur 108, même s'il obtint 23 % des votes exprimés (Lemieux et al, 1970). En 1973, son pourcentage de votes grimpa à 30 %, mais le système électoral ne lui donna que 6 députés sur 108. La cohésion de l'aile parlementaire fut sans faille durant cette période, et les rapports avec les autres partis, dans une situation où les coalitions ministérielles n'étaient pas requises, furent plus contraintes que variées. L'idéologie constitutionnelle et socio-économique du parti s'accommodait mal avec les positions des autres partis, tous de nature opportuniste.

Les petits partis réformistes, à caractère programmatique, conservent généralement cette caractéristique, dans un premier temps tout au moins, quand ils deviennent des partis de gouvernement. C'est ce qui est arrivé au Parti québécois, après sa victoire aux élections générales de 1976.

[138]

8.5 LES GRANDS PARTIS PROGRAMMATIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Dès son premier mandat à la direction du gouvernement du Québec, le Parti québécois s'est montré un peu plus opportuniste qu'il l'était dans l'opposition. C'est là une tendance qui affecte plusieurs partis quand ils passent de l'opposition à la direction du gouvernement. Le Parti québécois conserve toutefois lors de ce premier mandat des traits programmatiques évidents : il prend des mesures pour garder le contrôle sur les agents gouvernementaux, il nationalise une entreprise de l'industrie de l'amiante, il légifère à l'avantage des travailleurs syndiqués, manifestant ainsi son « parti-pris favorable aux travailleurs » et surtout il organise un référendum, en 1980, sur la souveraineté politique du Québec, assortie d'une association économique avec le reste du Canada. Il essuie un échec à cette occasion ainsi que dans les négociations constitutionnelles de l'année suivante avec le gouvernement central et ceux des neuf autres provinces canadiennes. La cohésion interne de l'aile parlementaire et son opposition, sans compromis, ou presque, aux gouvernants des autres partis se maintient également durant cette période. Ces traits programmatiques vont toutefois s'atténuer après 1981, comme nous le verrons dans la section suivante.

Cette évolution n'est pas propre au Parti québécois. Un peu tous les grands partis programmatiques, dans les systèmes compétitifs, la connaissent, de façon variable selon la conjoncture et d'autres facteurs tenant à l'environnement de leur composante gouvernementale. Le Parti travailliste en Grande-Bretagne a gouverné de façon plus programmatique dans l'immédiat après-guerre que plus tard dans les années 60 et 70. La tendance à un plus grand opportunisme a aussi affecté les partis sociaux-démocrates ou travaillistes de Scandinavie, quand ils ont connu « l'épreuve du gouvernement ». Cette tendance tient principalement au fait que les

partis de gouvernement, dans les systèmes compétitifs, sont conduits à donner la priorité à leur fonction de représentation sur leur fonction de sélection, c'est-à-dire à se définir davantage par rapport à leurs électeurs que par rapport à leurs adhérents.

On peut penser que le glissement vers l'opportunisme sera d'autant moins net qu'un parti programmatique aura un grand avantage électoral sur les autres et que ses adhérents représenteront une forte proportion des électeurs. C'était la situation du Parti travailliste en Grande-Bretagne, suite aux élections de 1945, relativement [139] à celle qui existera après celle de 1950. En 1945 l'avantage est de 47,8 % contre 39,8 % par rapport au Parti conservateur, la participation électorale n'étant que de 72,7 %. En 1950, le Parti travailliste n'a plus qu'un avantage réduit de 46,1 % contre 43,5 %, avec une participation de l'ordre de 84 % (Finer, 1980). Le gouvernement travailliste de 1945-1950 fut en fait plus programmatique que le suivant. Quand, à l'inverse, un parti programmatique a un avantage sur ses adversaires qui augmente, il est incité à gouverner de façon à imposer les contraintes inscrites dans son programme. On peut interpréter ainsi la conduite du gouvernement socialiste en France, après que les élections législatives de 1981 eurent accru son avance sur ses adversaires, par rapport aux élections présidentielle de la même année.

La tendance au maintien du caractère programmatique joue sans entrave dans les systèmes monopolistes. Si on se réfère encore une fois au Parti communiste de l'Union soviétique, ses traits programmatiques apparaissent de façon évidente, de même que le caractère limité des tendances à l'opportunisme. Le parti a un programme qui ne tolère guère la variété. Les agents gouvernementaux étant soumis au contrôle du parti, quand ils ne sont pas eux-mêmes des partisans, ils contribuent fidèlement à l'élaboration et à l'application des politiques découlant du programme. Il existe bien des tensions à l'intérieur de la composante gouvernementale du parti, mais elles sont généralement résolues par les purges ou des opérations plus subtiles d'unification imposées par le groupe dominant, au nom du principe du « centralisme démocratique ». Et comme la fonction de représentation du parti demeure soumise à sa fonction de sélection, le parti arrive à maintenir sans trop de problèmes son caractère programmatique et sa domination, selon son programme, de l'appareil gouvernemental. C'est d'ailleurs ce que note Rose (1969 : 434-437), quand il compare la situation en Union soviétique avec celle de la

Grande-Bretagne et des États-Unis, où le contrôle programmatique du gouvernement par les partis ne peut être instauré de façon durable.

[140]

8.6 LES GRANDS PARTIS OPPORTUNISTES

[Retour à la table des matières](#)

Tous les grands partis des systèmes non compétitifs ne sont pas programmatiques. Ils le sont généralement dans les systèmes à parti unique ou à parti hégémonique, bien que des exceptions soient possibles. Ainsi le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui domine le système partisan du Mexique depuis 1929 a commencé par être un parti programmatique, mais il est devenu avec le temps un parti plus opportuniste. Il gouverne selon les choix souvent très pragmatiques des présidents successifs, élus chacun pour une période de six ans. Les gouvernants élus dans la composante gouvernementale tiennent ensemble, de façon opportuniste, par le ciment du patronage présidentiel plutôt que par des choix idéologiques communs. L'absence de contraintes prédéterminées s'observe aussi dans les relations avec les autres partis, soumis à l'hégémonie du PRI.

Il est fréquent de rencontrer de grands partis opportunistes dans les systèmes monopolistes à parti prédominant. Ces systèmes, rappelons-le, sont compétitifs en droit, mais non compétitifs en fait, et si un parti maintient sa domination sur les autres durant une longue période de temps, c'est généralement parce qu'il gouverne de façon opportuniste en réagissant avec habileté à la variété des situations.

Le Parti libéral démocrate au Japon illustre bien cet opportunisme. Le parti n'a pas un programme qui fait l'unanimité de ses gouvernants élus dans la composante gouvernementale. Il a plutôt une conduite pragmatique des affaires du gouvernement, qui résulte de compromis entre les factions et qui repose sur la maîtrise du premier ministre et des autres leaders gouvernementaux à définir et à mettre en oeuvre ces compromis.

Dans les systèmes compétitifs, les grands partis de gouvernement sont en quelque sorte condamnés à l'opportunisme, à moins que soient remplies les conditions très particulières que nous avons signalées dans la section précédente. Dans

certaines systèmes compétitifs les grands partis ne cachent pas qu'ils cherchent à gouverner de façon pragmatique. C'est le cas du Parti démocrate et du Parti républicain, aux États-Unis, qui sont aidés en cela par une culture politique et une culture tout court qui valorisent le pragmatisme. Pour ces partis la fonction de représentation prime la fonction de sélection, les électeurs importent plus que les adhérents. Il est d'ailleurs bien connu que l'organisation interne des partis américains n'a pas beaucoup de consistance.

[141]

D'autres grands partis, dans des systèmes compétitifs, prétendent gouverner de façon programmatique alors qu'en fait ils sont plutôt opportunistes. C'est la démonstration qu'a faite Rose dans son article (1969 : 418-434) à propos du gouvernement du Parti travailliste, en Grande-Bretagne, après sa victoire de 1964. Les travaillistes, alors qu'ils étaient dans l'opposition, ont pu donner l'impression d'un parti programmatique, mais leur programme n'était pas assez spécifique pour se traduire en mesures gouvernementales précises, qui s'imposent de façon contraignante aux agents gouvernementaux.

Les travaillistes, au Parlement, s'employaient surtout à exploiter le mécontentement de la population envers le gouvernement conservateur. De plus les députés travaillistes élus en 1964, puis en 1966, et appelés à devenir ministres, n'étaient pas tous bien préparés à diriger leur ministère de façon à imposer leurs vues aux agents gouvernementaux. Experts en relations personnelles, ils se sont trouvés démunis devant les nombreux dossiers qu'ils avaient à traiter. Pour en sortir ils ont délégué des compétences aux fonctionnaires avec la perte de contrôle que cela implique. Rose montre aussi que le gouvernement travailliste n'a pas accordé une forte priorité aux éléments programmatiques de sa plate-forme. Quatre ans après la victoire de 1964, Anthony King a établi dans un article de vulgarisation, que seulement quatre des seize éléments majeurs de cette plate-forme s'étaient traduits en mesures gouvernementales. Rose indique à ce propos qu'un bon nombre des gouvernants du Parti travailliste ne valorisaient pas beaucoup les éléments programmatiques de la plate-forme. Leur réalisation aurait pu créer des tensions dans le parti, et de toute façon, sur le plan idéologique plusieurs dirigeants travaillistes n'étaient pas très éloignés de leurs adversaires conservateurs. Ces deux traits apparentent les travaillistes à un parti opportuniste en fait plutôt que programmatique. Il en est de même de leur dépendance envers les agents gouvernementaux.

Les grands partis programmatiques peuvent être conduits à l'opportunisme pour d'autres raisons, quand ils connaissent l'épreuve du gouvernement. Ainsi en est-il du Parti québécois dont nous avons déjà traité dans les sections précédentes. Les raisons de son abandon de positions programmatiques n'ont pas tenu principalement à l'absence de programme opératoire ou à la dépendance envers les agents gouvernementaux, mais plutôt à la prise de conscience de la part de certains des gouvernants du parti de [142] l'inadéquation du programme à la situation socio-économique. Cette prise de conscience, quand elle n'est pas également partagée, crée des tensions dans la composante gouvernementale du parti (ainsi d'ailleurs que dans sa composante interne) et rapproche les positions des gouvernants élus du parti de celles qui sont tenues par les élus des autres partis.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Pour que les partis gouvernent vraiment, c'est-à-dire pour qu'ils contrôlent l'appareil gouvernemental et exercent les mandats d'autorité dont ils sont porteurs, un certain nombre de conditions doivent être remplies, selon Richard Rose. Certaines de ces conditions touchent au caractère programmatique des partis, à la nature opératoire du programme, et à la priorité accordée à sa mise en oeuvre, une fois que le parti dirige le gouvernement.

Rose se préoccupe beaucoup des relations entre les gouvernants élus et les agents de l'appareil gouvernemental. Pour caractériser l'action des partis dans la composante gouvernementale nous avons, de plus, pris en considération les relations qui se jouent entre les gouvernants élus d'un même parti et les relations entre les gouvernants de différents partis. Ces deux types de relations, comme les relations entre les gouvernants partisans et les agents gouvernementaux, permettent d'établir le caractère programmatique ou opportuniste de l'action gouvernementale des partis. Les partis programmatiques optent pour la contrainte dans l'action gouvernementale, alors que les partis opportunistes optent pour la variété. La taille des partis nous a servi de fil conducteur pour montrer la diversité des situations existantes. Il y a des petits partis opportunistes, comme le Parti radical en France, sous la IV^e République. Mais il y a aussi des petits partis programmatiques, qu'ils

soient à droite ou à gauche de l'échiquier politique. Les néo-fascistes italiens et les partis conservateurs du Danemark et de la Suède sont des exemples, du côté de la droite, alors que le Parti québécois, à ses débuts, est un exemple du côté de la gauche. Il y a de grands partis programmatiques : le Parti québécois après sa victoire de 1976, et le Parti travailliste en Grande-Bretagne, dans l'immédiat après-guerre. Ils sont toujours menacés cependant de verser dans l'opportunisme, du moins dans les systèmes compétitifs. Un parti comme le Parti communiste de l'Union soviétique [143] est évidemment peu affecté par cette tendance. Mais il y a également de grands partis opportunistes au Japon, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, et dans un peu tous les systèmes partisans, à l'exception des systèmes à parti unique ou à parti hégémonique.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

L'article de Rose (1969), qui a été utilisé dans ce chapitre, a été suivi d'un livre, intitulé *The Problem of Party Government* (1974), qui reprend de façon plus développée les démonstrations de l'article. Comme nous l'avons noté au début du chapitre, il n'y a pas sur la composante gouvernementale des partis de travaux comparables, par leur notoriété, à ceux qui existent sur la composante interne et sur la composante publique. On pourra toutefois prendre connaissance des points de vue d'Epstein (1967) et de Lowi (1967) sur les avantages et les inconvénients des partis programmatiques, ainsi que des développements que consacrent Downs (1957) et Sjoblom (1968) à l'action gouvernementale des partis.

[145]

Deuxième partie.
LES COMPOSANTES DES PARTIS

Chapitre 9

Une théorie systémique des partis

[Retour à la table des matières](#)

contrainte dans une tierce composante dépend des contrôles respectifs qui viennent des deux autres composantes. Deuxièmement quand les contrôles dominants viennent de la composante qui est la plus complexe, la tierce composante est variée, alors qu'elle est contrainte dans le cas contraire. À cet égard, la composante publique est généralement plus complexe que la composante gouvernementale, et celle-ci l'est plus que la composante interne.

Ainsi, nous distinguons six types purs de partis, selon les six ordres différents dans lesquels sont disposées les composantes. Des exemples sont donnés de chacun de ces six types.

On retrouve aussi des types mixtes de partis, où l'une des composantes présente un mélange de l'un des trois couples de caractéristiques. Ces partis sont décentrés et centrés à la fois, ou [146] bien extensifs et intensifs à la fois, ou encore opportunistes et programmatiques.

Enfin deux types exceptionnels sont discutés. Ces exceptions peuvent s'expliquer par une inversion de l'ordre de complexité des composantes, la composante interne étant dans ces cas-là plus complexe que la composante gouvernementale.

Principalement, le chapitre 9 veut montrer qu'on peut construire une théorie qui prédit quelles seront les trois caractéristiques des partis, à partir de l'ordre d'importance des contrôles que les composantes exercent l'une sur l'autre et de l'ordre relatif des composantes quant à leur complexité, la composante publique étant généralement plus complexe que la composante gouvernementale, et la composante gouvernementale plus complexe que la composante interne.

[146]

GRAPHIQUE 9.1

Les caractéristiques des partis selon les intrants dominants qui affectent leurs composantes

[Retour à la table des matières](#)

[147]

Le graphique 9.1 permet de visualiser de façon provisoire l'essentiel de la théorie. Les composantes sont disposées à la verticale, en partant de celle qui est généralement la plus complexe par rapport aux autres, à celle qui est la moins complexe. L'intrant dominant est marqué par un trait plus gras. La caractéristique prédite est écrite à l'intérieur de la composante. Rappelons (voir le chapitre 2) que les extrants de la composante publique sont des médiations, ceux de la composante gouvernementale des prescriptions, et ceux de la composante interne des orientations.

9.1 LES COMPOSANTES, LA VARIÉTÉ ET LA CONTRAINTE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons caractérisé chacune des trois composantes des partis par la variété ou la contrainte. Il a été ainsi posé, de façon dichotomique, que la composante interne était décentrée ou centrée, que la composante publique était extensive ou intensive, et que la composante gouvernementale était opportuniste ou programmatique.

La réunion des trois caractéristiques définit différents types de partis. À un extrême, soit du côté de la contrainte, on retrouve les partis centrés, intensifs et programmatiques, alors qu'à l'autre extrême, du côté de la variété, existent les partis décentrés, extensifs et opportunistes. Entre ces deux extrêmes se trouvent des types de partis dont les caractéristiques ne sont pas uniformes, l'une d'entre elles étant différente des deux autres en termes de variété et de contrainte.

Ces notions de variété et de contrainte qui nous ont servi à décrire les composantes peuvent également servir à expliquer leurs relations mutuelles. Par exemple, si la composante gouvernementale d'un parti contraint fortement sa composante interne, sans que les contraintes venant de la composante publique soient très importantes, il y a de bonnes chances que le parti soit centré plutôt que décentré. Si, à l'inverse, les contraintes venant de la composante publique sont plus importantes que celles qui viennent de la composante gouvernementale, le parti, dans sa composante interne, aura tendance à être décentré plutôt que centré.

Cela semble tenir au fait que la composante publique d'un parti, qu'elle soit extensive ou intensive, est généralement plus complexe que sa composante gouvernementale, qu'elle soit opportuniste [148] ou programmatique. Non seulement les représentants d'un parti sont plus nombreux que ses gouvernants, mais ils ont plus de relations et plus de modalités de relations dans le public que les gouvernants en ont dans l'appareil gouvernemental.

De ce point de vue la composante interne d'un parti est généralement la moins complexe des trois. Même dans les partis « de masse », les relations des sélecteurs

entre eux sont moins nombreuses que celles des représentants du parti avec les électeurs ou les associés, et elles sont rarement plus nombreuses que celles des gouvernants du moins si on prend en compte les relations de ceux-ci avec les multiples agents de l'État, dans les administrations, les organismes autonomes, les tribunaux, les corps policiers, les armées, etc. De plus, les modalités des relations des sélecteurs entre eux sont moins variées que celles des gouvernants et surtout que celles des représentants, étant donné que d'une part les sélecteurs ont davantage de traits communs que les deux autres catégories d'acteurs, et que d'autre part les relations dans la composante interne sont généralement plus standardisées que celles de la composante gouvernementale, et toujours plus standardisées que celles de la composante publique.

On peut donc poser que sauf de rares exceptions, que nous signalerons plus loin, la composante publique d'un parti est plus complexe que sa composante gouvernementale et que celle-ci est plus complexe que sa composante interne. Dans cette perspective, tout se passe comme si les activités d'une composante donnée étaient variées ou contraintes selon que les contrôles les plus décisifs sur cette composante viennent de celle des deux autres composantes qui est la plus complexe ou de celle qui est la moins complexe. Ainsi, pour reprendre notre exemple de la composante interne, celle-ci sera décentrée si les contrôles venant de la composante publique sont plus décisifs que ceux qui viennent de la composante gouvernementale, et elle sera centrée si les contrôles venant de la composante gouvernementale sont plus décisifs que ceux qui viennent de la composante publique.

Cette espèce de loi qui fonde notre théorie explicative des partis peut être vue comme une variante de la loi de la variété indispensable d'Ashby (1958 : 249). On pourrait la formuler ainsi : une tierce composante est aussi variée que la variété (ou complexité) de celle des deux autres composantes qui la contrôle de la façon la plus décisive. Si cette composante contrôlante est la plus complexe des deux, la tierce composante sera plutôt variée, alors [149] que si la composante contrôlante est la moins complexe des deux, la tierce composante sera plutôt contrainte.

Il n'est pas toujours facile d'établir de façon empirique laquelle de deux composantes est la plus contraignante. Nous n'aurons pas le loisir, dans ce chapitre à caractère théorique et dans ceux qui suivent, de faire une démonstration toujours convaincante. Toutefois, certains phénomènes nous serviront d'indicateurs géné-

raux. Ces phénomènes, si on les analysait plus en détail, pourraient sans doute permettre d'organiser des tests empiriques satisfaisants.

Comme nous l'avons signalé au chapitre 2, il y a des acteurs qui occupent des positions dans deux composantes à la fois et qui sont ainsi des espèces d'interfaces d'une composante à l'autre. Des sélecteurs sont aussi des gouvernants : ce sont ce qu'on peut appeler les *responsables* du parti, qui contrôlent à la fois les orientations et les prescriptions. De même, il y a des sélecteurs qui sont aussi des représentants. On peut dire d'eux qu'ils sont des *activistes*. Ils contrôlent à la fois des orientations et des médiations. Enfin les *élus* sont à la fois des représentants et des gouvernants, en ce qu'ils contrôlent des médiations et des prescriptions à la fois. Pour établir laquelle de deux composantes domine l'autre, il s'agit alors de voir lequel des deux ensembles exclusifs de relations où se trouvent par exemple les responsables, influence le plus ces derniers : leurs relations avec les sélecteurs non gouvernants ou leurs relations avec les gouvernants non-sélecteurs.

Dans ces ensembles exclusifs de relations, en particulier, on retrouve des partisans spécialisés dans le contrôle des activités d'une seule composante. Les *permanents* du parti sont spécialisés dans le contrôle des activités internes, les *relationnistes* dans le contrôle des activités publiques, et les *conseillers* dans le contrôle des activités gouvernementales. Une comparaison du contrôle respectif des permanents et des relationnistes permet d'établir si c'est la composante interne qui domine la composante publique, ou si c'est l'inverse. On peut comparer de la même façon le contrôle respectif des permanents et des conseillers, ainsi que celui des relationnistes et des conseillers.

Nous nous fonderons surtout sur ces phénomènes de contrôle pour établir l'ordre d'importance des fonctions et donc des composantes.

[150]

9.2 LES DIFFÉRENTS TYPES PURS DE PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

Il découle de ce que nous avons mis en place depuis le début du chapitre que si on connaît l'ordre d'importance des composantes quant aux contrôles qu'elles exercent les unes sur les autres, on peut prédire le type de parti que cela donnera, c'est-à-dire s'il sera centré ou décentré, programmatique ou opportuniste, intensif ou extensif.

Par exemple, un parti où la composante publique est dominante, suivie de la composante gouvernementale et enfin de la composante interne, sera le plus varié qui soit, étant donné que cet ordre correspond à celui de la complexité des composantes. Ce parti, selon notre théorie, sera opportuniste, décentré et extensif.

Cinq autres types purs sont possibles comme le montre le tableau 9.1. Le type de parti est désigné par les premières lettres des caractéristiques de ses composantes. Ainsi un parti opportuniste, décentré et extensif est désigné comme un parti ODE. Il est nommé parti de représentation parce que sa composante publique est première, et extensif parce que la composante première a cette caractéristique.

Dans la désignation du type de parti, les caractéristiques des composantes sont disposées dans un ordre arbitraire, qui correspond à la disposition verticale du parti, où la composante interne est intermédiaire entre la composante publique à la base et la composante gouvernementale au sommet.

Le graphique 9.2 représente de façon plus concrète les différents types de partis. Les composantes sont disposées à la verticale, la composante publique étant à la base et la composante gouvernementale au sommet avec la composante interne entre les deux. Leur surface est d'autant plus grande qu'elles sont plus complexes. Les relations de contrôle d'une composante à l'autre sont ordonnées : les contrôles les plus importants sont marqués de trois traits, les deuxièmes en ordre d'importance sont marqués de deux traits, et les derniers en ordre d'importance sont marqués d'un seul trait. Ainsi dans le type ODE, le premier du graphique, on voit que

les médiations venant de la composante publique représentent les contrôles les plus importants. Elles sont suivies des prescriptions et des orientations.

Chacun des types purs de partis peut être décrit de façon plus explicite, à l'aide de quelques exemples.

[151]

Tableau 9.1
*Les six types purs de partis tels que déterminés
par l'ordre d'importance des composantes*

[Retour à la table des matières](#)

ORDRE D'IMPORTANCE DES COMPOSANTES	
Publique > gouvernementale > interne	ODE (opportuniste, décentré, extensif) parti de représentation extensif
Publique > interne > gouvernementale	ODI (opportuniste, décentré, intensif) parti de représentation intensif
Gouvernementale > publique > interne	OCE (opportuniste, centré, extensif) parti de gouverne opportuniste
Gouvernementale > interne > publique	PCE (programmatique, centré, extensif) parti de gouverne programmatique
Interne > publique > gouvernementale	PDI (programmatique, décentré, intensif) parti de sélection décentré
Interne > gouvernementale > publique	PCI (programmatique, centré, intensif) parti de sélection centré

[152]

GRAPHIQUE 9.2

Les six types purs de partis

[Retour à la table des matières](#)

parti de représentation extensif (ODE)

parti de représentation intensif (ODI)

parti de gouverne opportuniste (OCE)

parti de gouverne programmatique (PCE)

parti de sélection décentré (PDI)

parti de sélection centré (PCI)

[153]

1 – Le premier type pur de parti, le type ODE, soit celui des partis de représentation extensifs, est le plus varié qui soit. Cela tient au fait que les composantes sont disposées, quant au contrôle qu'elles exercent, dans un ordre qui correspond à celui de leur complexité respective. Comme nous l'avons vu, la composante publique des partis est généralement plus complexe que la composante interne. Le parti est extensif dans le public parce qu'il reçoit plus de contraintes de sa composante gouvernementale que de sa composante interne. Il est opportuniste parce qu'il reçoit plus de contraintes de sa composante publique que de sa composante interne. Et il est décentré, à l'interne, parce qu'il reçoit plus de contraintes de sa composante publique que de sa composante gouvernementale.

Les deux grands partis américains illustrent assez bien ce premier type. Ce sont avant tout des partis de représentants, et de façon seconde des partis de gouvernants : ceux-ci sont plus sensibles aux médiations venant de la composante publique que les représentants le sont aux prescriptions venant de la composante gouvernementale. Il est bien connu que l'organisation interne des partis américains n'a pas beaucoup de consistance et n'a pas des orientations très contraignantes envers les deux autres composantes. C'est pourquoi ces partis sont opportunistes, décentrés et extensifs.

2 – Le type ODI, celui des partis de représentation intensifs, est opportuniste, décentré et intensif. C'est un type relativement rare parce que, généralement, les partis de représentation accordent plus d'importance à leur composante gouvernementale qu'à leur composante interne, toujours susceptible de faire écran à la représentation des publics. Il arrive à des partis de gouverne extensifs de se transformer en partis de représentation intensifs quand ils sont relégués au rang de petit parti, avec une présence réduite dans l'appareil gouvernemental. La composante publique continue de dominer la composante interne, mais la composante gouvernementale passe du premier au dernier rang. C'est un peu ce qui est arrivé à l'Union nationale, au Québec, au cours des années 70, après qu'elle eut perdu la direction du gouvernement. La base électorale s'est réduite et les divisions qui

suivent souvent une défaite électorale cuisante ont été un facteur de décentration dans le parti.

[154]

3 – Les grands partis de gouvernement dans les systèmes pluripartistes simples ou multipartistes simples sont souvent opportunistes, centrés et extensifs. Ils appartiennent au type OCE qui est le troisième de notre typologie. Les deux principaux partis de la République fédérale d'Allemagne et le Parti libéral canadien en sont des exemples parmi d'autres. La composante gouvernementale est dominante : elle impose davantage ses prescriptions à la composante publique que celle-ci lui impose ses médiations. La composante interne est manifestement la moins contraignante. Non seulement ses orientations sont le plus souvent annulées par les prescriptions des gouvernants, mais elles sont moins contraignantes pour la composante publique et ses représentants que les médiations des représentants peuvent l'être pour les sélecteurs. Le parti se définit davantage par rapport à ses électeurs que par rapport à ses adhérents. Les gouvernants estiment que cela est nécessaire pour que le parti demeure majoritaire dans l'électorat.

4 – Les partis de gouverne programmatiques, du type PCE (programmatique, centré et extensif), sont les plus fréquents dans les systèmes unipartistes. Les partis uniques ou hégémoniques ont souvent ces caractéristiques. Deux traits sont du côté de la contrainte, et un seulement, le moins important, du côté de la variété. Ce trait, l'extensivité, est d'ailleurs en quelque sorte obligé, étant donné que le parti est le seul dans le système partisan, ou encore qu'il est très dominant, en droit, dans ce système. Les contrôles dans la composante publique n'étant pas concurrences, ou si peu, par d'autres partis, il n'est pas étonnant que cette composante soit la dernière en ordre d'importance. Chez bon nombre de partis uniques de l'Afrique noire les prescriptions gouvernementales sont nettement plus contraignantes que les orientations internes, mais il n'en est pas ainsi dans les partis communistes des systèmes unipartistes de l'Europe, et en particulier dans le Parti communiste de l'Union soviétique.

Toutefois, comme nous le verrons dans la section suivante, dans ce parti la composante interne est aussi complexe sinon plus que la composante gouverne-

mentale. Ce qui expliquerait qu'il soit du type PCE, même si la composante interne domine la composante gouvernementale – ou plutôt à cause de cela même.

5 – De petits partis idéologiques, qui sont décentrés par principe ou par la division entre leurs factions, sont aussi intensifs et programmatiques. Ils illustrent le type PDI soit celui des partis de sélection décentrés. Comme dans le type précédent il n'y a [155] qu'un seul trait du côté de la variété, mais cette fois c'est le premier en ordre d'importance.

Le Parti québécois à son origine, tel que nous l'avons présenté au chapitre précédent, est un bon exemple de cette configuration. Le parti commence par être une organisation de sélecteurs, dont les orientations indépendantistes et social-démocrates sont contraignantes aussi bien pour la composante publique que pour la composante gouvernementale, où l'on ne compte que quelques gouvernants. Ceux-ci, réduits à exercer peu de contrôle au gouvernement, se laissent contraindre par les médiations du public afin d'augmenter les appuis électoraux du parti. Ces contraintes sont plus grandes que celles qui sont exercées sur les représentants par les prescriptions gouvernementales. La composante interne domine la composante publique qui domine la composante gouvernementale, ce qui explique que le parti soit programmatique, décentré et intensif.

6 – Parmi les types purs il y a enfin celui du parti de sélection centré, le parti PCI, qui est programmatique, centré et intensif. Tous les traits sont du côté de la contrainte. Le Parti communiste français (P.C.F.), qui se trouve dans un système compétitif de nature multipartiste, présente assez bien cette configuration, qui tient à ce que l'ordre d'importance des composantes va de la moins complexe à la plus complexe. Comme tous les partis idéologiques, le P.C.F. est avant tout un parti de sélecteurs dont les orientations sont très contraignantes. Dans les relations de la composante gouvernementale avec la composante publique, les prescriptions défendues par les gouvernants, elles-mêmes grandement inspirées des orientations internes, sont plus contraignantes que les médiations du public que peuvent transmettre les représentants.

La configuration PCI est aussi celle de plusieurs petits partis idéologiques du centre ou de la droite qui existent en eux-mêmes, c'est-à-dire dans leur composante interne, et secondairement dans l'appareil gouvernemental, puis dans le public.

[156]

9.3 LES TYPES MIXTES

[Retour à la table des matières](#)

Dans certains cas il peut être difficile d'établir qu'une composante est plus contraignante qu'une autre. Il peut arriver en effet que deux composantes se confondent en bonne partie, comme c'est le cas des partis qui commencent par n'être dans leur composante interne qu'un regroupement de parlementaires. Il peut arriver également que deux composantes bien constituées et assez indépendantes exercent l'une sur l'autre et sur la tierce composante des contraintes à peu près égales.

Cette possibilité de l'égalité des contrôles entre deux composantes définit six types mixtes de partis, qui s'ajoutent aux six types purs qui viennent d'être présentés (voir le tableau 9.2).

Les six types purs et les six types mixtes peuvent être disposés l'un par rapport à l'autre de telle façon que les types voisins ne sont différents que par un élément. Cette disposition qu'on trouve dans le graphique 9.3 a l'intérêt de montrer non seulement le voisinage entre les types de partis mais aussi, de façon plus évolutive, comment les types sont susceptibles de se transformer l'un dans l'autre.

Les types situés vers le haut du graphique appartiennent plutôt au pôle de la variété en ce qu'ils ont plus de traits « variés » que de traits « contraints ». Inversement les types situés vers le bas appartiennent plutôt au pôle de la contrainte : leurs traits « contraints » sont plus nombreux que leurs traits « variés ». On notera également que les types purs forment un hexagone à l'intérieur du graphique, alors que les types mixtes sont situés à l'extérieur, ce qui permet de les distinguer des autres. Enfin les flèches relient les types qui ne sont différents que par un élément.

On peut montrer que des partis concrets appartiennent aux six types mixtes de partis qui viennent d'être définis. Si l'on va de haut en bas et de droite à gauche,

soit dans le sens des aiguilles d'une montre, on trouve d'abord le type mixte OD-CE, celui des partis de représentation et de gouverne, qui serait un cas intermédiaire entre les partis de type américain (ODE) et les grands partis de gouvernement dans les systèmes pluripartistes simples ou multipartistes simples (type OCE). Le Parti de la Démocratie chrétienne en Italie, après qu'il se fut imposé comme le principal acteur du système partisan (dont la nature est celle du multipartisme complexe), peut illustrer ce type mixte où la composante interne est à

[157]

Tableau 9.2

*Les six types mixtes de partis tels que déterminés
par l'ordre d'importance des composantes.*

[Retour à la table des matières](#)

ORDRE D'IMPORTANCE
DES COMPOSANTES

Publique > gouvernementale = interne	ODE-1 (opportuniste, décentré, extensif et intensif) parti de représentation extensif et intensif
Publique = gouvernementale > interne	OD-CE (opportuniste, décentré et centré, intensif) parti de représentation et de gouverne
Publique = interne > gouvernementale	0-PDI (opportuniste et programmatique, décentré, intensif) parti de représentation et de sélection
Gouvernementale > publique = interne	0-PCE (opportuniste et programmatique, centré, extensif) parti de gouverne opportuniste et programmatique
Gouvernementale = interne > publique	PCE-1 (programmatique, centré, extensif et intensif) parti de gouverne et de sélection
Interne > publique = gouvernementale	PCI (programmatique, décentré et centré, intensif) parti de sélection décentré et centré

[158]

la fois décentrée et centrée, trait que nous avons d'ailleurs noté au chapitre 6, quand nous avons traité de ce parti. Selon la théorie, cela tiendrait au fait que les médiations publiques seraient aussi contraignantes que les prescriptions gouvernementales. C'est pourquoi la D.C. est tout autant un parti de représentation qu'un parti de gouverne.

GRAPHIQUE 9.3

Les relations de voisinage entre les six types purs et les six types mixtes de partis

[Retour à la table des matières](#)

[159]

Le type mixte O-PCE, celui des partis de gouverne opportunistes et programmatiques, apparaît comme un cas intermédiaire entre les grands partis de gouvernement (du type OCE) et certains partis uniques ou hégémoniques de caractère idéologique dans les systèmes unipartistes (du type PCE). Le Parti de la révolution institutionnelle au Mexique ainsi que des partis uniques hégémoniques peu idéologiques en Afrique noire, illustrent assez bien ce cas intermédiaire où la composante gouvernementale est à la fois opportuniste et programmatique. Ces partis ont une composante gouvernementale dominante par rapport à des composantes interne et publique dont les contraintes seraient d'importance à peu près égale. La composante interne a moins d'importance que dans les partis de type PCE, parce qu'elle est en quelque sorte « gouvernementalisée » par les gouvernants du parti, et la composante publique a moins d'importance que dans les partis de type OCE, étant donné que le parti est unique ou n'a pas de compétiteur sérieux dans le public.

Le troisième type mixte dans le graphique 9.3 est celui des partis PCE-1, qui sont programmatiques et centrés, mais dont la composante publique est à la fois extensive et intensive. Ce sont des partis de gouverne et de sélection intermédiaires entre le type PCE, illustré par le Parti communiste de l'Union soviétique, et le type PCI dont le Parti communiste français est un exemple. Le Parti communiste italien, dans son évolution récente, se rapproche de ce type mixte. Il devient de plus en plus extensif, d'intensif qu'il était, ce qui semble tenir au fait que, suite à sa décision d'admettre un « compromis historique », ses préoccupations gouvernementales se sont imposées de plus en plus par rapport à ses préoccupations internes – ce qui s'est traduit, d'autres facteurs aidant, par un élargissement de sa base électorale.

Entre les types purs PCI et PDI, illustrés respectivement par le Parti communiste français et les petits partis idéologiques naissants, se trouve le type mixte PD-CI où la composante interne est à la fois décentrée et centrée, la composante publique étant intensive et la composante gouvernementale, programmatique. Ces partis peuvent être désignés comme des partis de sélecteurs centrés et décentrés à la fois. C'est, par exemple, le cas du petit parti idéologique bien tenu en main par ses dirigeants, qui est appelé à participer à des coalitions ministérielles dans les systèmes multipartistes. On rencontre cette situation en Finlande, tout particuliè-

rement. Les partis idéologiques de gauche sont décentrés par la [160] participation étendue aux décisions internes, mais centrés par la discipline qui est imposée une fois les décisions prises. La prépondérance de la composante interne se manifeste par le pouvoir sur le groupe parlementaire dont disposent les dirigeants qui ne sont pas des élus (Suhonen, 1980 : 247-48).

Le cinquième type de parti mixte est le type O-PDI, intermédiaire entre les types purs PDI et ODI. Il s'agit de partis de représentation et de sélection. Ces partis mixtes sont d'abord intensifs et décentrés, puisque leurs composantes publique et interne sont dominantes, et ils sont à la fois opportunistes et programmatiques dans leur composante gouvernementale. Les partis populistes présentent souvent ces caractéristiques. Les composantes interne et publique sont fortement articulées l'une à l'autre et à moins qu'un chef prestigieux centre l'organisation interne autour de lui, celle-ci est décentrée parce que peu officialisée et très ouverte aux médiations venant de la composante publique. Le parti est programmatique par la doctrine généralement simple qui l'inspire, mais opportuniste parce que cette doctrine ne permet pas de contraindre la diversité des situations qui se présentent dans l'action gouvernementale. Les partis du Crédit social, au Canada, ont eu tendance à se donner cette forme mixte.

Il y a enfin des partis de représentation extensifs et intensifs à la fois. Ils appartiennent au type mixte ODE-1, intermédiaire entre le type ODI et le type ODE. La composante publique est dominante, mais les composantes interne et gouvernementale exercent des contraintes égales ou à peu près l'une sur l'autre. Les partis japonais, et en particulier le Parti libéral démocrate, tel que nous l'avons décrit au chapitre 6, illustre ce type mixte. Il se distingue de celui des partis américains par une moins grande extensivité. L'organisation interne est mieux constituée que dans les partis américains et les principales factions qui y sont présentes orientent tout autant le vote et les autres appuis que les prescriptions venant de la composante gouvernementale.

D'autres types mixtes sont possibles. Dans deux composantes au lieu d'une, les caractéristiques peuvent être mitigées. Par exemple, un parti peut être nettement centré, mais opportuniste et programmatique à la fois, de même qu'extensif et intensif à la fois (soit le type O-PCE-1). Une composante en domine une autre (dans notre exemple, c'est la composante gouvernementale qui domine la compo-

sante publique), sans qu'on puisse se prononcer sur les deux autres relations entre les composantes.

[161]

À la limite chacune des trois composantes peut avoir des traits mitigés. Le parti est opportuniste et programmatique à la fois, mais aussi décentré et centré, extensif et intensif. Aucune des composantes ne domine parmi les autres. Cette situation semble s'être réalisée à certains moments dans le Parti social-démocrate suédois. Mais un tel équilibre est rare et plutôt instable.

9.4 LES TYPES EXCEPTIONNELS

[Retour à la table des matières](#)

Deux types purs sont possibles mais ne peuvent se réaliser, d'après notre théorie, du moins si la composante publique d'un parti est plus complexe que la composante gouvernementale, et celle-ci plus complexe que la composante interne. Ce sont les types PDE (programmatique, décentré, extensif) et OCI (opportuniste, centré, intensif), qui supposent un ordre intransitif des composantes.

On obtiendrait le type PDE si la composante gouvernementale dominait la composante interne (d'où l'extensivité), si la composante interne dominait la composante publique (d'où le caractère programmatique), et si la composante publique dominait la composante gouvernementale (d'où la décentration).

Il n'est pas impensable que de telles intransitivités puissent se produire dans le concret, du moins de façon temporaire. Nous les excluons toutefois, sur le plan théorique, en proposant de les expliquer plutôt par des inversions dans l'ordre de complexité des composantes. Ainsi les configurations PDE et OCI peuvent apparaître si, par exception, la composante interne d'un parti est, de façon relative, plus variée et donc plus complexe que sa composante gouvernementale.

Si on fait une telle hypothèse, un parti dont l'ordre d'importance des composantes est : interne > publique > gouvernementale, sera décentré, extensif et programmatique, alors qu'un parti dont l'ordre des composantes est inverse, soit : gouvernementale > publique > interne, sera opportuniste, intensif et centré.

Ajoutons que des types purs de partis peuvent s'expliquer également par de telles inversions des composantes. Ainsi si l'on estime que dans le Parti communiste de l'Union soviétique, la composante interne est plus complexe que la composante gouvernementale, un ordre des composantes qui est : interne > gouvernementale > [162] publique donne un parti programmatique, centré, extensif (PCE), le même type que le quatrième du tableau 9.1.

Cette explication apparaît plausible, étant donné que dans le Parti communiste de l'URSS tout concourt à assurer la domination de la composante interne sur la composante gouvernementale, comme nous allons le voir au chapitre suivant.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Les trois composantes d'un parti sont généralement disposées dans un ordre qui va de celle qui impose le plus de contraintes aux autres à celle qui en impose le moins. En termes de fonction on a ainsi des partis qui sont avant tout des partis de sélection, parce que leur composante interne est dominante, d'autres qui sont avant tout des partis de représentation parce que leur composante publique est dominante, et d'autres enfin qui sont avant tout des partis de gouverne parce que leur composante gouvernementale est dominante.

Si l'on postule que la composante publique, quelle que soit sa caractéristique (extensive ou intensive) est généralement plus complexe que la composante gouvernementale, celle-ci étant elle-même plus complexe que la composante interne, on peut poser une loi qui prédit quelles seront les caractéristiques des composantes à partir de l'ordre selon lequel elles sont disposées dans un parti donné. Ainsi si cet ordre est : composante publique > composante interne > composante gouvernementale, le parti sera contraint, donc intensif, dans la composante publique, parce que des deux autres composantes la moins complexe (la composante interne) domine la plus complexe (la composante gouvernementale). Le parti sera, selon cette même loi, varié, donc décentré, dans sa composante interne, et varié, donc opportuniste, dans sa composante gouvernementale. On aura donc au total un parti opportuniste, décentré et intensif.

On peut définir ainsi six types purs de partis, auxquels s'ajoutent des types mixtes quand des composantes sont équivalentes ou à peu près, par les contraintes qu'elles imposent.

Il y a aussi deux types exceptionnels, soit celui des partis programmatiques, décentrés et extensifs, et celui des partis opportunistes, centrés et intensifs. Les types s'expliquent par une inversion [163] exceptionnelle dans l'ordre général de la complexité entre la composante gouvernementale et la composante interne, celle-ci étant alors plus variée que celle-là. Cette inversion peut également expliquer certains cas appartenant aux six types purs non exceptionnels.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

La théorie présentée dans ce chapitre est originale. À notre connaissance, elle n'a pas été formulée dans les travaux théoriques existants sur les partis. On trouvera deux présentations plus sommaires et un peu différentes de la théorie dans Lemieux (1977, et 1982 : 307-317).

[165]

**SYSTÈMES PARTISANS
ET PARTIS POLITIQUES**

Troisième partie
**LES FONCTIONS
DES PARTIS**

[Retour à la table des matières](#)

[167]

Troisième partie.
LES FONCTIONS DES PARTIS

Chapitre 10

Les fonctions de sélection

[Retour à la table des matières](#)

La théorie systémique qui vient d'être présentée est une théorie des composantes des partis, mais c'est aussi une théorie de leurs fonctions, c'est-à-dire des conséquences qu'ont les activités d'une composante sur les activités des autres composantes.

Plusieurs auteurs ont traité des fonctions des partis, les uns de façon partielle, les autres de façon plus générale. La liste proposée par Anthony King (1969) est tout particulièrement intéressante pour nous, puisqu'elle énumère six fonctions qui correspondent assez bien aux six modalités fonctionnelles auxquelles on arrive si on considère que chacune des trois fonctions se déploie sur deux versants, correspondant aux deux composantes autres que celle où une fonction donnée prend origine.

Le présent chapitre porte sur les fonctions de sélection, sur leur versant public et gouvernemental. Nous nous intéressons surtout aux partis où la composante interne est dominante, parce que les fonctions de sélection s'exercent alors de façon plus autonome et donc plus évidente que là où la composante interne est do-

minée par l'une ou l'autre des deux autres composantes. Les activités de formation des adhérents sont celles dont les conséquences en termes de fonctions de sélection semblent les plus importantes. Nous y porterons une attention spéciale.

[168]

Une section est consacrée, dans cette perspective, au versant public de la fonction de sélection. Une autre porte sur le versant gouvernemental de la fonction.

Enfin les partis de sélection sont décrits comme des partis de permanents, de militants et de leaders. Cela se voit dans le contrôle des ressources et s'exprime différemment selon que le parti est centré ou décentré.

Principalement, le chapitre 10 veut montrer que notre définition des fonctions correspond assez bien à celles qu'on trouve dans la littérature, et plus particulièrement que les fonctions de sélection du côté du public et du côté du gouvernement sont les plus autonomes, et donc les plus apparentes, dans les partis où la composante interne et ses orientations sont dominantes par rapport aux deux autres composantes.

Abstraction faite de la première section, qui doit être vue comme une introduction générale à l'étude des fonctions, le chapitre consiste à montrer comment les orientations issues des activités de la composante interne s'appliquent aux activités de la composante publique et à celles de la composante gouvernementale. Le graphique 10.1 indique comment s'exercent les fonctions de sélection.

[169]

10.1 LES FONCTIONS DES COMPOSANTES

[Retour à la table des matières](#)

La théorie que nous avons présentée au chapitre précédent est une théorie des composantes des partis, mais c'est aussi une théorie de leurs fonctions. Elle prédit quelle sera dans un parti donné la fonction première, la fonction seconde et la fonction la moins importante. Dans le cas des types mixtes de partis il y a ou bien deux fonctions premières et une fonction seconde, ou bien une fonction première et deux fonctions secondes, ou encore, à la limite, trois fonctions d'égale importance ou presque.

Nous avons défini les fonctions comme les conséquences qu'ont les activités d'une composante sur les activités des autres composantes. Dans cette perspective les fonctions de la composante interne consistent dans les conséquences qu'ont les orientations issues de cette composante sur les activités de la composante

[169]

GRAPHIQUE 10.1

*Les fonctions de sélection sur leur versant public
et sur leur versant gouvernemental*

[Retour à la table des matières](#)

[170]

publique et de la composante gouvernementale. Les fonctions de la composante publique résident dans les conséquences qu'ont les médiations qu'elle émet sur les activités de la composante interne et de la composante gouvernementale. Les fonctions de la composante gouvernementale consistent, quant à elles, dans les conséquences des prescriptions sur les activités de la composante interne et sur celles de la composante publique.

Cette façon systématique de concevoir les fonctions rejoint les définitions plus empiriques données par les auteurs qui ont tenté d'identifier les principales fonctions des partis. L'effort le plus poussé de synthèse en ce domaine a été fait par Anthony King (1969). Après avoir discuté de la notion de fonction des partis, telle que présentée dans les travaux des auteurs qui s'y sont intéressés (voir en particulier Scarrow, 1967, et Sorauf, 1964, 1968), King propose six fonctions qui, selon lui, sont de nature générale et permettent de cerner la complexité de la notion et des phénomènes qu'elle recouvre. On aurait les fonctions :

- 1- de structuration du vote ;
- 2- d'intégration et de mobilisation du public ;
- 3- de recrutement des leaders politiques ;
- 4- d'organisation du gouvernement ;
- 5- de formation des politiques publiques ;
- 6- d'agrégation des intérêts.

À l'exception de la dernière, dont King admet qu'elle recoupe un peu toutes les autres, ces fonctions correspondent assez bien à l'un ou l'autre des deux aspects de nos fonctions de sélection, de représentation et de gouverne.

Les définitions sont toutefois un peu restrictives. Les acteurs et les actions identifiés par King n'épuisent pas toute la complexité des activités en cause. Une façon plus complète de procéder consiste à identifier les contrôles des sélecteurs, des représentants ou des gouvernants sur les diverses ressources humaines, matérielles et informationnelles qui sont transmises dans l'accomplissement des fonctions.

Voyons dans cette optique comment on peut élargir les six fonctions de King aux six modalités des fonctions de sélection, de représentation et de gouverne.

[171]

La fonction de structuration du vote renvoie à la principale conséquence des activités de la composante interne sur celle de la composante publique, donc au versant public de la fonction de sélection. Toutefois le contrôle des sélecteurs sur les ressources humaines, matérielles et informationnelles transmises sous forme d'orientations vise aussi la « structuration » des appuis autres qu'électoraux venant de ceux que nous avons nommé les associés. Le terme de structuration des appuis conviendrait donc mieux à cette première fonction de King.

L'autre modalité de la fonction de sélection correspond assez bien à la quatrième fonction de King, soit celle d'organisation du gouvernement. On peut considérer en effet que les contrôles que les sélecteurs exercent sur les ressources par la voie des orientations ont pour effet d'organiser le gouvernement entendu au sens large.

Les deux modalités de la fonction de représentation se retrouvent assez bien elles aussi dans la liste de King. Le recrutement des leaders politiques est un des aspects fonctionnels du versant interne de la fonction de représentation. Plus généralement les « contributions » (Schlesinger, 1965 : 775) qui sont médiatisées de la composante publique à la composante interne consistent en un contrôle sur des ressources et en particulier sur des ressources humaines, qui sont recrutées d'une composante à l'autre.

La modalité gouvernementale de la fonction de représentation correspond à ce que King entend par intégration et mobilisation du public. Les médiations transmises de la composante publique à la composante gouvernementale le sont surtout par les candidats élus et leurs opinions. Ce sont ces représentants qui, plus que les autres, intègrent et mobilisent le public.

La formation des politiques publiques, soit la cinquième fonction de King, renvoie aux conséquences dans le public des activités gouvernementales des partis. La modalité publique de la fonction de gouverne est toutefois plus complexe que le ne laisse entendre King. Elle comprend aussi les prescriptions promises par les partis ministériels ou autres, le financement de l'activité des partis par l'État, et la mutation des gouvernants de la composante gouvernementale en représentants

dans la composante publique. Il vaudrait mieux parler de fonction de diffusion publique des politiques pour décrire ces relations entre les deux composantes.

[172]

L'autre versant de la fonction de gouverne ne se retrouve pas dans la liste de King. Il retient plutôt la fonction d'agrégation des intérêts, parce que beaucoup d'auteurs – surtout américains – l'ont proposée suite à Almond et Coleman (1960). King finit par considérer cette fonction comme imprécise et redondante par rapport aux cinq autres.

La sixième fonction, selon notre façon de voir, renvoie plutôt aux phénomènes de « gouvernementalisation » du parti, c'est-à-dire d'ajustement des activités de la composante interne aux exigences de la composante gouvernementale, par la voie des prescriptions issues de celle-ci. Cela comprend les politiques et les projets de politique, mais aussi la place tenue par les gouvernants à la direction du parti et, dans certains cas, le financement des activités internes du parti par l'État. On pourrait nommer cette fonction manquante chez King, fonction d'imposition interne des politiques.

10.2 DÉFINITION DES FONCTIONS DE SÉLECTION

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctions de sélection des partis consistent donc dans la structuration des appuis et dans l'organisation du gouvernement. Il s'agit des conséquences qu'ont les activités internes du parti sur ses activités publiques et sur ses activités gouvernementales, et plus précisément de la façon dont les orientations du parti, exprimées par des contrôles sur des flux de ressources humaines, matérielles ou informationnelles, affectent l'action de la composante publique et celle de la composante gouvernementale.

Dans les partis où la composante interne est la dernière en ordre d'importance, les fonctions de sélection sont très limitées parce que plus contraintes que contraignantes. Parmi les six types purs de partis, les partis ODE (opportunistes, décentrés et extensifs) et les partis OCE (opportunistes, centrés et extensifs) sont dans cette situation. Les partis ODE (par exemple les partis américains) sont avant tout

des partis de représentation, et les partis OCE (certains grands partis de gouvernement dans les systèmes compétitifs) sont avant tout des partis de gouverner. Nous nous intéresserons à eux dans les deux chapitres suivants, étant donné que leur aspect fonctionnel prioritaire n'est pas la sélection.

Quand la composante interne est la seconde en ordre d'importance, une des deux modalités de la fonction de sélection est plus affirmée. Ainsi dans les partis PCE (programmatiques, centrés et [173] extensifs) qui existent en Afrique noire, la fonction de sélection en direction du public, même si elle est soumise à la fonction de gouverner, est assez déterminante. De même dans les partis ODI (opportunistes, décentrés et intensifs), la fonction de sélection en direction du gouvernement n'est pas négligeable, même si la fonction de représentation est première.

Mais c'est évidemment dans les partis qui donnent la priorité à leurs fonctions de sélection qu'on peut le mieux considérer celles-ci en exercice. Dans ce chapitre et dans les deux qui suivent, nous allons procéder à l'examen des fonctions en prenant surtout nos exemples chez les partis qui donnent la priorité aux fonctions à l'étude, soit les fonctions de sélection, les fonctions de représentation et les fonctions de gouverner respectivement.

Dans les partis où les fonctions de sélection sont prioritaires, la formation des partisans est une activité très importante. Par la formation, les activistes du parti sont en quelque sorte transformés en militants dans la composante publique, alors qu'ils ne sont souvent que des organisateurs dans les partis où les fonctions de sélection ne sont pas prioritaires. De même, par la formation, les responsables du parti deviennent ou demeurent des leaders partisans dans la composante gouvernementale, au lieu de se confiner à des rôles d'arbitre, selon les exigences de la gouverner. Les permanents, que nous avons définis comme les spécialistes de la composante interne, jouent évidemment des rôles importants dans les fonctions de sélection et particulièrement dans les activités de formation.

Nous allons donc porter une attention spéciale aux activités de formation dans l'étude des fonctions de sélection et des partis qui leur accordent la priorité.

10.3 LE VERSANT PUBLIC DES FONCTIONS DE SÉLECTION

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctions de sélection d'un parti, de sa composante interne à sa composante publique, consistent surtout dans le contrôle des ressources informationnelles et humaines par lequel des adhérents sont en quelque sorte transformés en militants en vue de la « structuration » des appuis électoraux ou autres du parti.

[174]

Duverger (1951 : 133) voyait là un des traits caractéristiques de ce qu'il nommait un peu abusivement les partis de masses. Il s'agissait, selon lui, de partis qui donnaient beaucoup d'importance à la formation de leurs adhérents, pour en faire de véritables militants, c'est-à-dire des adhérents actifs. C'est pourquoi, selon Charlot (1970), il vaut mieux parler de partis de militants pour désigner les partis de masses, les partis de cadres étant plutôt des partis de notables, comme l'avait d'ailleurs montré Duverger.

Tous les partis qui donnent la priorité à leur composante interne, et qui sont pour cela des partis de sélection avant tout, sont des écoles de formation pour leurs adhérents, de façon à les transformer en activistes militants dans la composante publique. C'est le cas du Parti communiste de l'Union soviétique que nous avons considéré comme un parti de sélection avant tout, avec une composante interne aussi complexe sinon plus que sa composante gouvernementale (ce qui est exceptionnel). Comme l'écrit Gélard (1982 : 93-94) :

Les statuts du Parti font obligation aux communistes d'assimiler la technique et de se perfectionner professionnellement (...), d'étudier la théorie marxiste léniniste et d'améliorer leur niveau idéologique (...). Cette obligation n'est que l'un des aspects de l'effort de formation du Parti. Le Parti s'est toujours préoccupé de la sélection et de la formation des cadres ; mais alors qu'autrefois les qualités politiques et les dons d'organisation primaient sur la compétence technique et le niveau intellectuel, l'élévation constante du niveau d'instruction des membres du Parti permet maintenant

de sélectionner des cadres tout à la fois compétents et dévoués politiquement.

Notons en passant que cette évolution indique que la composante gouvernementale du parti domine de plus en plus sa composante publique.

De façon générale, c'est dans les partis communistes que les fonctions de sélection sont les plus poussées. Duverger (1960 : 30) écrivait à ce propos :

Aucun parti ne se soucie autant de donner à ses adhérents une formation théorique ; aucun ne fait tant d'efforts pour expliquer sa stratégie pratique par des principes doctrinaux. Dans aucun, les discussions idéologiques n'ont une aussi grande place...

Annie Kriegel (1968 : 125), quant à elle, a bien montré comment dans le Parti communiste français le corps des permanents, dépositaire de la tradition communiste, a pour rôle entre autres de transmettre aux adhérents le savoir communiste.

[175]

Toutefois ce n'est pas seulement dans les partis communistes que les fonctions de sélection, et en particulier les fonctions de sélection envers le public, sont premières. Cette primauté existe également dans les partis de type PDI, c'est-à-dire programmatiques, décentrés et intensifs. Elle existe aussi dans les partis du type mixte PD-CI, où la composante interne, qui est première, est décentrée et centrée à la fois.

Dans ces partis, comme dans les partis communistes, les sélecteurs de la composante interne contrôlent l'action des représentants dans la composante publique, davantage que ces représentants ne contrôlent l'action des sélecteurs dans la composante interne. Le parti est à l'écoute du public, mais c'est pour mieux y diffuser ses choix au moyen de ses activistes militants, formés à l'école du parti.

On retrouve cette démarche dans le texte suivant, écrit par un sélecteur et un militant respecté du Parti québécois (Larocque, 1971 : 42) après les élections de 1970, les premières où ce parti indépendantiste et social-démocrate fit campagne sur la scène politique québécoise.

... le parti devrait pouvoir exiger au minimum que chaque membre médecin ait les moyens pour devenir diffuseur du programme du parti en matière de santé (...). Pour prendre l'exemple (d'un) plombier, il lui faut les moyens de connaître et de diffuser le programme du parti au chapitre du travail (...). La plus immédiate des tâches, c'est de transformer des dizaines de milliers de disponibilités, recouvrant la gamme entière des métiers, des professions et des tâches, en autant d'engagements concrets dans la vie bien réelle du Québec.

Le Parti québécois, qui était alors du type PDI (programmatique, décentré, intensif) avait d'ailleurs dans son organisation interne des comités d'animation et de documentation chargés de la formation des militants, en étroite collaboration avec le comité du programme (Larocque, 1971 : Murray, 1976). L'existence même de ces comités indique l'importance des fonctions de sélection du parti.

Les partis norvégiens, et en particulier les deux principaux, le Parti travailliste et le Parti conservateur, quand on les voit en comparaison avec les partis dont il vient d'être question, semblent appartenir au type mixte PD-CI (programmatique, décentré-centré et intensif) où la composante interne est prédominante, sans qu'on puisse établir un ordre entre les composantes publique et gouvernementale. [176] L'ouvrage remarquable de Valen et Katz (1967) nous montre des partis où existe un équilibre presque parfait entre les trois composantes, mais où officiellement tout au moins la composante interne peut imposer ses orientations aux deux autres, en cas de conflit. Dans ces partis, comme d'ailleurs dans le Parti québécois, l'encadrement par la composante interne est moins poussé que dans les partis plus centrés.

Cette prédominance de la composante interne sur la composante publique se traduit, comme le prévoit la théorie, par l'importance accordée à l'éducation et à la formation des adhérents, donc à la fonction de sélection du parti. Valen et Katz (1967 : 55) écrivent à ce propos :

Tous les partis mettent un fort accent sur les activités d'éducation des membres et des leaders. La formation vise, en partie, à inculquer aux membres l'idéologie du parti, ses politiques et les positions qu'il prend sur différents problèmes ; elle vise aussi à rendre les membres habiles sur le plan de l'organisation.

La presse partisane va dans le même sens. Les sélecteurs des partis, dont les permanents, contrôlent des ressources informationnelles (la presse) et non seulement les ressources humaines (les activités) dans l'accomplissement des fonctions de sélection dans le public. Les ressources matérielles sont des ressources d'appoint dans l'accomplissement de ces fonctions. La formation des militants et la publication d'une presse partisane, ou de toute autre documentation en vue de la propagande, supposent des ressources matérielles, y compris des ressources financières, mais le bénévolat peut suppléer, en partie, à l'insuffisance de ces ressources.

Suivant notre théorie les fonctions de sélection envers le public auraient aussi une certaine prééminence dans les partis où la composante interne, bien que seconde, vient avant la composante publique. C'est le cas dans les partis PCE (programmatiques, centrés, extensifs), ainsi que dans les partis du type mixte PCE-1 (programmatiques, centrés, extensifs-intensifs).

À propos du type PCE nous avons montré que le Parti communiste de l'Union soviétique y appartenait, mais de façon exceptionnelle, sa composante interne étant plus complexe que sa composante gouvernementale. Les partis uniques, à caractère idéologique, de l'Afrique noire présentent une illustration plus régulière de ce type avec leur composante gouvernementale qui domine leur composante interne, laquelle domine la composante publique.

[177]

Ce sont des partis que Lavroff (1970 : 81), après Coleman et Rosberg (1966), nomme « révolutionnaires-centralisateurs », par opposition aux partis « pragmatiques-pluralistes » qui sont plutôt du type OCE (opportuniste, centré, extensif), comme certains grands partis de gouvernement de l'Europe occidentale.

Dans les partis révolutionnaires-centralisateurs, les fonctions de sélection envers le public sont subordonnées aux fonctions de gouverner, mais elles sont quand même plus développées que dans les partis pragmatiques-pluralistes, où la composante interne est la dernière en ordre d'importance. Comme l'écrit Lavroff de ces partis (1970) : 81) :

... le degré d'encadrement et de mobilisation des populations est bien moindre que dans les partis appartenant au type « révolutionnaire-centralisateur ».

Ceux-ci s'efforcent de dominer et d'encadrer toutes les autres organisations existantes. Leur composante interne impose plus de contraintes à leur composante publique qu'elle n'en reçoit de celle-ci. Les activistes sont des militants plus dévoués aux orientations de parti qu'aux médiations qui pourraient être acheminées de la composante publique à la composante interne.

10.4 LE VERSANT GOUVERNEMENTAL DES FONCTIONS DE SÉLECTION

[Retour à la table des matières](#)

Du côté gouvernemental, les fonctions de sélection d'un parti consistent, selon King, à « organiser » le gouvernement. À nouveau le contrôle des ressources humaines et de l'information qu'elles portent en elles ou qu'on leur apporte, apparaissent comme les principaux aspects des orientations que la composante interne impose à la composante gouvernementale.

Nous ne reviendrons pas sur la formation et l'encadrement des adhérents, y compris les gouvernants ou les futurs gouvernants. Ce qui a été dit de la formation dans la section précédente se rapporte aussi bien aux responsables, qui agissent à la fois dans la composante interne et dans la composante gouvernementale, qu'aux activistes qui sont des sélecteurs et des représentants à la fois. En reprenant une distinction de Bailey (1971) nous nous demanderons si les responsables sont des leaders ou des arbitres, c'est-à-dire s'ils sont contrôlés surtout par les autres sélecteurs ou [178] par les autres gouvernants. Dans les partis de sélection les responsables sont plutôt des leaders parce que la composante interne domine la composante gouvernementale.

Dans le Parti communiste de l'Union soviétique, il est arrivé historiquement (Schapiro, 1970) que la composante gouvernementale domine la composante in-

terne, même si selon les statuts du Parti, c'est plutôt l'inverse qui est prévu. Actuellement la situation semble être celle de l'équilibre ou presque. Les instances supérieures du Parti se moulent tellement à l'organisation du gouvernement qu'il est bien difficile de dire si la fonction de sélection domine la fonction de gouverner ou est dominée par elle. Comme l'écrit Gélard (1982 : 41) à propos du Comité central du Parti, l'appartenance d'un partisan à cette instance suprême « s'explique essentiellement par les responsabilités qu'il exerce dans l'appareil du Parti ou de l'État et corrélativement on ne peut occuper certains postes de responsabilités dans le parti ou l'État que si l'on est membre du Comité central, la perte de la qualité de membre du Comité central entraîne immédiatement la déchéance des fonctions au sein du Parti ou de l'État ».

Cet équilibre se manifeste dans la composition du Comité, puisqu'en 1981 les permanents du Parti occupaient 137 postes de titulaires et 50 postes de suppléants, alors que les fonctionnaires de l'État occupaient 139 postes de titulaires et 66 postes de suppléants (Gélard, 1982 : 41-42).

Il demeure qu'il appartient au Parti d'« organiser » le gouvernement, et non au gouvernement d'organiser le Parti, dans sa composante interne. Comme l'écrit Gélard (1982 : 101) :

Conformément à l'article 6 de la Constitution du 7 octobre 1977 et auparavant de l'article 126 de la Constitution de 1936, le Parti est la force qui dirige et oriente la société soviétique, le noyau de son système politique, des organisations tant sociales que d'État. Le Parti en Union soviétique dirige donc tant l'État que les organisations sociales.

La primauté de la fonction de sélection est assurée grâce à différents moyens de contrôle des ressources humaines et de l'information normative.

Dans la mesure où il choisit les candidats aux postes de gouvernants élus, le Parti contrôle les soviets. Il contrôle aussi les autres organes de l'appareil gouvernemental. Il faut ajouter à cela [179] la « nomenclature », soit la liste des emplois qui ne peuvent être détenus que par des responsables acceptés par le Parti. Ces emplois, on le sait, comportent des avantages matériels appréciables. Le Parti a aussi la compétence de « contrôler » (au sens de « surveiller ») toutes les institu-

tions de l'État ainsi que celle d'élaborer des règles ou décisions qui s'imposent à toutes les organisations, y compris celles de l'État.

Les principaux responsables du parti sont donc des leaders avant d'être des arbitres gouvernementaux. Nulle part ailleurs la fonction de sélection envers l'appareil gouvernemental n'est aussi affirmée. Les partis communistes des systèmes compétitifs donnent eux aussi la priorité à leur composante interne et donc à leur fonction de sélection. Le contrôle sur les gouvernants élus n'est peut-être pas aussi grand mais il est évident.

Duverger (1951 : 227-228), qui avait sans doute à l'esprit le Parti communiste français, écrivait à ce propos :

La vieille idée du traitement remis au parti a pris (...) une extension nouvelle (...), une signification politique : il s'agit d'abord, comme l'avaient entrevu les allemanistes en France, de faire du député un véritable salarié du parti. Mais la manœuvre est encore plus subtile : le parti ne verse au député qu'un traitement modique, mais lui fournit des « avantages en nature » qui permettent de le contrôler. Les députés communistes n'ont pas de secrétariat personnel : ils utilisent les services du secrétariat du parti, qui peut ainsi surveiller de très près toute leur activité parlementaire dans ses plus petits détails. L'efficacité du système est très grande.

Duverger ajoute plus loin qu'au lieu que des parlementaires accèdent à des postes de direction dans le parti, ce sont les dirigeants du parti qui prennent des sièges parlementaires. Cela signifie, dit-il, que la solidarité partisane est plus forte que la solidarité parlementaire. Ou, si l'on préfère, les contrôles des sélecteurs sur les responsables sont plus importants que ceux des gouvernants.

Alors que les partis communistes sont centrés, d'autres partis idéologiques, qui donnent la priorité à leur composante interne et donc à leurs fonctions de sélection, sont décentrés. Nous avons vu que ces partis encadraient les activistes et « structuraient » leurs appuis électoraux ou autres de façon moins poussée que les partis centrés. Il en est de même des fonctions de sélection du côté de l'appareil gouvernement, surtout si ces partis sont appelés à diriger le gouvernement ou à y participer.

Le parti de la C.C.F. (Cooperative Commonwealth Federation) dans la province canadienne de la Saskatchewan, peu après qu'il eut gagné les élections de 1944, illustre bien comme le montre Lipset (1968) le cas d'une fonction mitigée d'organisation du gouvernement. Au moment de la victoire, la composante interne du parti est dominante. Elle rassemble 8 % de l'électorat dont un grand nombre de leaders locaux des milieux agricoles. D'une part, le parti est décentré, étant donné l'indépendance relative de ces leaders locaux par rapport à la direction du parti. D'autre part, parce que les ministres du gouvernement C.C.F. ont de l'emprise sur les adhérents et des ressources informationnelles supérieures, les orientations de la composante interne à la composante gouvernementale, même si elles continuent d'être contraignantes, sont de plus en plus mises en échec par les prescriptions que les gouvernants du parti imposent aux adhérents et à leurs dirigeants qui ne sont pas des élus (Lipset, 1968 : 244-266). Les responsables du parti en viennent à se comporter de plus en plus comme des arbitres gouvernementaux et la composante gouvernementale assoit sa domination sur la composante interne.

Valen et Katz (1968 : 85-99), dans leur étude des partis politiques en Norvège, font un peu le même constat à propos des conflits qui surgissent entre la composante gouvernementale du parti et la composante interne. D'après les règles officielles du jeu, c'est celle-ci qui a le dernier mot, mais en pratique le résultat dépend du type de décision et de la conjoncture. Quand la composante interne est active, elle réussit généralement à imposer ses orientations, mais quand elle l'est moins les arbitres gouvernementaux et leurs prescriptions sont dominants. La situation est à peu près la même, selon Suhonen (1980 : 248) dans les partis finlandais, qui ont eux aussi une composante interne en bonne partie indépendante de leur composante gouvernementale.

Les fonctions de sélection envers le gouvernement ont une certaine autonomie dans le cas, relativement rare, des partis de type ODI (opportunistes, décentrés et intensifs), où la composante interne est seconde, devant la composante gouvernementale. Le type mixte O-PDI, où les composantes publique et interne, équivalentes entre elles, dominent la composante gouvernementale, comporte lui aussi une primauté des fonctions de sélection sur les fonctions de gouverner.

Le Parti du Crédit social du Canada, au début des années 60, quand il fit une percée électorale importante sur la scène fédérale [181] en particulier dans la province de Québec, peut être donné comme un exemple de cette situation, relative-

ment peu fréquente. La composante interne se confond ou presque avec la composante publique, car les adhérents sont à peu près tous des activistes militants de la doctrine créditiste et l'organisation interne ne vise qu'à les encadrer (Lemieux, 1973). La composante gouvernementale du parti est le lieu de schismes et de divisions à peu près constantes (Stein, 1973) en particulier entre les « programmatiques » et les « opportunistes ». La composante interne impose alors, tant bien que mal, ses orientations en excluant les déviants du parti, au lieu que les gouvernants imposent leurs prescriptions, ce qui aurait manifesté la prédominance de la fonction de gouverner.

10.5 DES PARTIS DE PERMANENTS, DE MILITANTS ET DE LEADERS

[Retour à la table des matières](#)

On peut résumer les développements précédents en disant que les partis qui donnent la priorité à leurs fonctions de sélection sont principalement des partis de permanents, de militants et de leaders. Le graphique 10.2 illustre cette propriété des partis de sélection.

Rappelons que les permanents sont des partisans qui sont spécialisés dans l'action interne des partis, que les leaders sont des responsables (c'est-à-dire des sélecteurs et des gouvernants à la fois) qui transmettent des orientations davantage que des prescriptions, et que les militants sont des activistes (c'est-à-dire des sélecteurs et des représentants à la fois) qui transmettent des orientations davantage que des médiations.

La place prioritaire tenue par les permanents, les militants et les leaders se voit dans le contrôle des ressources nécessaires à l'accomplissement des fonctions de sélection. Les militants sont des activistes qui font le pont – comme le graphique le montre – entre la composante interne et la composante publique, pour imposer les orientations de la première à la seconde. Cela se voit dans le financement du parti, comme nous le montrerons au chapitre suivant. De même les leaders sont des responsables qui font le pont entre la composante interne et la composante gouvernementale de façon à ce que les orientations partisans dominent les prescriptions venant des arbitrages gouvernementaux.

[182]

GRAPHIQUE 10.2

Les positions principales dans les partis de sélection

[Retour à la table des matières](#)

[183]

La théorie systémique des partis prédit que dans les partis de sélection qui sont centrés (les partis PCI, ou encore des partis PCE, comme celui de l'Union soviétique) la domination des orientations sur les prescriptions – et donc l'emprise des leaders sur les arbitres – sera moins grande que celle des militants sur les organisateurs. C'est en effet ce qu'on observe dans les partis communistes et les partis africains qui ont été examinés dans le chapitre.

Inversement dans les partis de sélection qui sont décentrés (les partis PDI), ce sont les médiations qui sont les deuxièmes en ordre d'importance après les orientations. Les « organisateurs » ont davantage d'emprise sur les militants que les arbitres peuvent en avoir face aux leaders. Cela est assez évident dans les partis de gauche naissants, comme le Parti québécois, où de toute façon les gouvernants sont peu nombreux.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Les partis ont une fonction générale, qu'on peut dire mandative. Celle-ci consiste dans le contrôle des mandats d'autorité dans le système politique.

De même qu'il y a trois composantes structurelles des partis où se jouent les relations de contrôle concernant les mandats d'autorité, il y a trois grandes fonctions des partis qui relient les contrôles d'une composante à ceux d'une autre composante. Les fonctions de sélection s'exercent de la composante interne aux deux autres, les fonctions de représentation ont leur origine dans la composante publique, et les fonctions de gouverne vont de la composante gouvernementale aux composantes interne et publique.

Une des typologies les mieux connues des fonctions des partis, celle d'Anthony King, identifie assez bien les six fonctions particulières qui peuvent être distinguées si l'on subdivise les fonctions de sélection, de représentation et de gouverne, en tenant compte que chacune d'entre elles s'exerce sur deux versants.

Les fonctions de sélection consistent dans les conséquences qu'ont les contrôles des sélecteurs de la composante interne sur les contrôles entre les aspirants mandataires et les mandants de la composante publique, et sur les contrôles qui se jouent entre les [184] mandataires et les non-mandataires de la composante gouvernementale. Les fonctions s'expriment en des orientations qui portent souvent la marque des permanents et qui sont transmises principalement par des militants dans le public, et par des leaders dans l'appareil gouvernemental.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Sur les fonctions des partis, l'article de King (1969), dont nous nous sommes inspirés au début du chapitre, demeure sans doute la meilleure synthèse disponible à l'heure actuelle. L'article de Scarrow (1967) est aussi de bonne qualité, de même que les contributions de Sorauf (1964, 1968) qui sont toutefois limitées au cas américain.

Peu d'ouvrages ont porté spécifiquement sur les fonctions de sélection des partis, que ce soit du côté du public ou du côté du gouvernement. Toutefois deux chapitres du livre d'Epstein (1967) correspondent à peu près aux deux versants de la fonction de sélection : le chapitre 4 (« Structuring The Vote ») qui porte en partie sur le versant public de la fonction, et le chapitre 11 (« Program, policy and organized membership ») qui porte sur le versant gouvernemental.

[185]

Troisième partie.
LES FONCTIONS DES PARTIS

Chapitre 11

Les fonctions de représentation

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctions de représentation consistent dans les conséquences qu'ont les activités de la composante publique sur les deux autres composantes des partis. Dans la classification de King elles sont identifiées au recrutement des leaders ainsi qu'à la mobilisation et à l'intégration des publics. Le premier de ces processus renvoie au versant interne des fonctions de représentation, alors que le deuxième renvoie au versant gouvernemental de ces fonctions.

Sur le versant interne des fonctions de représentation nous porterons une attention spéciale au contrôle des ressources financières et humaines qui passent de la composante publique à la composante interne. Dans les partis où la composante publique est dominante, ceux auxquels nous nous intéresserons principalement dans le chapitre, les actions des représentants sont plus déterminantes dans le financement et le recrutement que les actions des sélecteurs.

Sur le versant gouvernemental des fonctions de représentation, nous nous intéresserons à l'autonomie plus ou moins grande des représentants dans la transmission de l'information à la composante gouvernementale. Les fonctions de repré-

sensation sont [186] importantes quand les élus agissent davantage comme des transmetteurs de médiations que comme des transmetteurs de prescriptions. Cela arrive surtout dans les partis où la composante publique est dominante sur la composante gouvernementale.

Dans une dernière section il est montré que les partis de représentation sont des partis de relationnistes, d'organiseurs et d'intermédiaires.

Principalement, le chapitre 11 veut montrer que les fonctions de représentation sur leur versant interne et sur leur versant gouvernemental sont les plus autonomes et donc les plus apparentes dans les partis où la composante publique et ses médiations sont dominantes par rapport aux deux autres composantes.

11.1 DÉFINITION DES FONCTIONS DE REPRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dit des fonctions de représentation qu'elles s'exprimaient par des médiations de la composante publique aux deux autres composantes des partis. Ces médiations résultent des relations des représentants entre eux et avec les autres acteurs de la composante publique, les électeurs et les associés.

Plus précisément les médiations, comme les autres activités fonctionnelles, consistent dans des contrôles exercés sur la circulation des ressources humaines, matérielles ou informationnelles d'une composante aux autres. Sur le versant interne de la fonction de représentation deux phénomènes retiendront surtout notre attention : le recrutement et le financement. Non pas que ces phénomènes soient réservés aux partis de représentation. Mais ils se présentent différemment dans ces partis. De façon générale, dans les partis de sélection les activistes sont formés en militants selon les orientations du parti, alors que dans les partis de représentation

on recrute des organisateurs qui informent le parti de ce qui vient du public. Quant au financement, il est moins orienté dans les partis de représentation que dans les partis de sélection. En somme, dans les partis de représentation, le recrutement et le financement sont assimilables à des médiations venant du public, alors que dans les partis de sélection ils obéissent plutôt à des orientations données par la composante interne du parti.

[187]

GRAPHIQUE 11.1

*Les fonctions de représentation sur leur versant interne
et sur leur versant gouvernemental*

[Retour à la table des matières](#)

[188]

Les médiations de la composante publique à la composante gouvernementale sont portées principalement par les représentants qui, à titre d'élus, occupent aussi des postes de gouvernants dans l'appareil gouvernemental. Ces médiations viennent des relations que les représentants ont avec leurs électeurs et avec les membres des associations publiques intéressés à l'activité gouvernementale. Les partis de représentation se différencient des partis de gouverne en ce que les contraintes venant des médiations sont plus grandes que celles qui viennent des prescriptions de la composante gouvernementale. Autrement dit, les contrôles des représentants prévalent sur ceux des gouvernants.

Plusieurs aspects du système politique où est inclus le système partisan contraignent – ou mieux pré-contraignent – l'exercice de la fonction de représentation sur son versant gouvernemental. Le mode de scrutin ou plus généralement le système électoral est un de ces aspects. Les médiations de la composante publique à la composante gouvernementale varieront selon que le système électoral sera proportionnel ou non proportionnel. Il en est de même du régime politique. Un régime présidentiel avec division des « pouvoirs », comme aux États-Unis, pré-contraindra les médiations de façon différente d'un régime parlementaire ou d'un régime présidentiel où les « pouvoirs » sont concentrés. Plus largement, l'environnement sociétal spécifique du système politique devra lui aussi être pris en considération. Il est évident, par exemple, que les fonctions de représentation s'exerceront différemment dans une société hétérogène que dans une société homogène.

À nouveau, comme dans le chapitre précédent, nous allons tirer nos exemples des partis où les fonctions à l'étude – ici les fonctions de représentation – sont prioritaires sur les autres.

Nous allons porter une attention particulière aux acteurs ou bien qui sont spécialisés dans la composante publique (les relationnistes), ou bien qui font le pont entre la composante publique et les deux autres. Les activistes appartiennent à la fois à la composante publique et à la composante interne. Quand leurs relations dans la composante publique sont celles qui sont les plus déterminantes de leur action, ils jouent principalement des rôles d'organiseurs. Les élus sont des partisans qui appartiennent à la fois à la composante publique et à la composante gou-

vernementale. Dans les partis de représentation ils agissent davantage comme des intermédiaires que comme des régulateurs. Si bien qu'on peut dire, comme nous [189] le montrerons à la fin du chapitre, que les partis de représentation sont des partis de relationnistes, d'organiseurs et d'intermédiaires.

11.2 LE VERSANT INTERNE DES FONCTIONS DE REPRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Duverger (1951 : 85) a montré comment, dans ce qu'il nommait les partis de cadres, c'est la qualité d'organisateur au sens où nous l'entendons qui est exigée pour devenir membre du parti :

Il s'agit de réunir des notables, pour préparer des élections, les conduire et garder le contact avec les candidats. Des notables influents, d'abord, dont le nom, le prestige ou le rayonnement serviront de caution au candidat et lui gagneront des voix ; des notables techniciens, ensuite, qui connaissent l'art de manier les électeurs et d'organiser une campagne ; des notables financiers, enfin, qui apportent le nerf de la guerre. Ici, la qualité importe avant tout : ampleur du prestige, habileté de la technique, importance de la fortune.

Le Parti radical français de la III^e et de la IV^e République est pour Duverger le prototype du parti de cadres. Duverger va même jusqu'écrire que ce parti ne cherche pas d'adhérents, à proprement parler, entendant par là qu'il n'y a d'adhérents que les notables, ou plus généralement disons-nous, les organisateurs.

L'allusion faite par Duverger au financement du parti indique que la mobilisation des ressources financières n'est pas orientée par la composante interne du parti mais qu'elle est plutôt contrôlée par les représentants, soit qu'ils apportent eux-mêmes leur contribution, soit qu'ils la recueillent chez les électeurs et les associés avec qui ils sont en contact.

Le Parti radical français est un parti de représentation avant tout qui a été amené par le système partisan et le système politique à accorder beaucoup d'im-

portance également à sa fonction de gouverner. Sur le versant interne de la fonction de représentation les activités des sélecteurs sont subordonnées à celles des représentants, à tel point que Duverger se demande s'il y a, dans le parti, des adhérents à proprement parler.

La Démocratie chrétienne en Italie ressemble au Parti radical français. C'est un parti de représentation et de gouverner, comme nous l'avons montré au chapitre 9. Le recrutement et le finance [190] ment dans la Démocratie chrétienne sont déterminés davantage par l'action des représentants que par celle des sélecteurs. Ils apparaissent davantage comme des médiations de la composante publique à la composante interne, que comme des orientations de la composante interne à la composante publique. L'augmentation du nombre des adhérents, dans le Sud de l'Italie en particulier, est due au fait que la carte de membre est considérée comme une espèce de passeport qui donne la priorité à ses détenteurs en vue de l'attribution des postes et des autres faveurs venant du gouvernement (Zariski, 1980 : 143). Et les contributions financières qui sont faites à la D.C. de la part des électeurs et des associations publiques (dont certaines sont des créatures du parti) sont davantage commandées par l'action des représentants que par celle des sélecteurs.

On peut d'ailleurs observer cette situation dans beaucoup de partis de gouvernement des systèmes compétitifs ou encore des systèmes à parti prédominant, quand ils ont la configuration OCE (opportuniste, centré et extensif), c'est-à-dire quand leur composante gouvernementale domine leur composante publique, qui domine elle-même leur composante interne. Les activistes sont alors davantage des organisateurs que des militants, leur action dans la composante publique importe plus que leur action dans la composante interne, parfois fort réduite. À moins que les lois ou règlements ne viennent contraindre le financement public au profit du financement gouvernemental, le parti accepte les contributions d'où qu'elles viennent dans le public, bien plus qu'il ne cherche à les recueillir chez ceux qui correspondent à ses orientations.

Le financement du Parti de l'Union nationale qui a dirigé le gouvernement du Québec de 1944 à 1960 illustre de façon caricaturale cette façon de procéder. Le parti avait recours à deux formes d'« impôts » : la vente des permis qui relevaient du gouvernement et le système des ristournes. Dans ce système, comme le montre Angell (1982 : 72) le prix de presque tous les biens et services achetés par le gou-

vernement était haussé au-dessus du prix du marché et l'excédent devait être versé à la caisse électorale du parti. À propos de la vente des permis, Angell écrit :

Comme prérequis à l'obtention d'un permis, il était nécessaire de faire une contribution à la caisse du parti (...). À l'occasion des campagnes électorales, il était aussi nécessaire aux détenteurs de permis de « faire une contribution » additionnelle, afin d'éviter que leur permis ne soit annulé.

[191]

L'action gouvernementale du parti fournit l'occasion de recueillir des contributions dans la composante publique, d'où elles sont acheminées vers la composante interne. Les gouvernants sont les maîtres du jeu, ils s'identifient aux représentants et il n'y a d'autres sélecteurs que les organisateurs et les arbitres.

C'est toutefois dans les partis où la composante publique est première que les fonctions de représentation à destination de la composante interne sont les plus marquées. On observe cette situation dans les partis ODI, qui sont opportunistes, décentrés et intensifs. C'est là une configuration plutôt rare, qui est celle de petits partis dont la composante publique domine la composante interne, qui domine elle-même la composante gouvernementale.

Les fonctions de représentation, sur leur versant interne, sont plus visibles parce que plus imposantes dans les partis où la composante interne est la troisième dans l'ordre de priorité, ou encore la deuxième, mais à égalité avec la composante gouvernementale. Commençons par ce dernier cas (le type ODE-1, opportuniste décentré, extensif et intensif), illustré par les grands partis japonais, en particulier par le Parti libéral démocrate.

Les partis japonais, nous l'avons dit, sont des espèces de confédérations de factions, centrées autour d'un leader. Ils ont généralement une base locale ou encore des assises dans les associations publiques que le leader rassemble autour de lui. Le recrutement comme le financement sont marqués par ces caractéristiques. Le parti, bien loin d'être un milieu interne qui forme ses adhérents en militants, est un ensemble de factions dont les organisateurs sont en quelque sorte mutés en adhérents. Il en va de même du financement. Il n'est pas le fait de cotisations ou encore d'appel de fonds déterminés par les orientations du parti, mais de contributions recueillies dans le public par les leaders des factions (Scalapino et Masumi, 1967 : 18), ainsi transformés en activistes, en vue de leur élection et de celles de

leurs supporters. Ce sont les représentants du parti et plus exactement ceux de la faction dans le public, plutôt que les sélecteurs à l'interne, qui mobilisent les ressources humaines et financières.

Les deux grands partis américains, qui sont opportunistes, décentrés et extensifs ont eux aussi un financement et un recrutement commandés par des fonctions de représentation plutôt que par des fonctions de sélection. Les activités des représentants en ces domaines ont des conséquences plus contraignantes sur celles [192] des sélecteurs, que les activités de ceux-ci en ont sur celles des représentants.

Cela tient principalement au peu d'organisation de la composante interne. Sorauf (1968 : 57) écrit à ce propos :

... l'organisation des deux grands partis américains n'a pas beaucoup de vigueur. Le manque d'ossature, ainsi que l'état de désintégration de ces organisations les mettent dans une classe à part, quand on les compare aux organisations partisans des démocraties occidentales (...). De plus leur décentralisation fait le désespoir des politiciens aussi bien que des professeurs. Les comités nationaux des partis n'ont à peu près pas de pouvoir sur les organisations au palier des États ou au palier local.

L'enregistrement des électeurs comme démocrates ou républicains, en vue des primaires, illustre on ne peut mieux comment le recrutement découle des fonctions de représentation plutôt que des fonctions de sélection des partis. Pour ce qui est du financement, Sorauf (1968 : 313) note qu'il est plus facile de recueillir des fonds à des fins électorales que d'en recueillir pour maintenir l'organisation interne du parti, pourtant fort modeste.

Tout cela montre à quel point les fonctions de représentation des partis américains sont plus importantes que leurs fonctions de sélection. Elles sont aussi plus importantes que leurs fonctions de gouverne, bien qu'à un moindre degré, comme nous le verrons maintenant.

11.3 LE VERSANT GOUVERNEMENTAL DES FONCTIONS DE REPRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctions de représentation en direction de la composante gouvernementale sont surtout portées par les élus, c'est-à-dire par les représentants de la composante publique que l'élection transforme en gouvernants dans la composante gouvernementale. Dans cette section nous ne parlerons pas tellement des élections elles-mêmes, mais plutôt de la représentation qui s'exerce en dehors des périodes électorales.

Les partis américains, qui sont avant tout des partis de représentation, montrent comment les relations des élus avec leurs mandants peuvent prendre une grande importance par rapport à leurs relations avec les autres mandataires partisans de la composante gouvernementale.

[193]

Le régime présidentiel favorise cette domination de la composante publique sur la composante gouvernementale. L'exécutif n'étant pas responsable devant le Congrès, les élus ne sont pas tenus à la discipline de vote qui est nécessaire en régime parlementaire pour assurer la survie du gouvernement. Il est ainsi permis aux élus de voter en fonction des relations qu'ils entretiennent avec leurs mandants dans la composante publique.

Toutefois il ne faut pas exagérer cette prévalence de la fonction de représentation. Key (1964 : 677-685), entre autres, a montré que les contraintes venant de la composante publique étaient variables selon les régions et que, de façon générale, elles étaient plus grandes au palier des États qu'à celui de l'ensemble des États-Unis.

De plus les élus ne savent pas toujours très bien ce que veulent leurs mandants, de même que les mandants ne savent pas tous parfaitement comment se comportent les élus dans la composante gouvernementale (Toinet, 1972 : 137-142).

La conclusion de Key (1964 : 685) sur la conduite des élus est la suivante :

On ne doit pas exagérer la signification des corrélations qui existent entre les caractéristiques des circonscriptions et la façon de voter des membres de la Chambre des représentants. Il n'y a pas de doute que le vote des législateurs est contrôlé dans une certaine mesure par les estimations qu'ils font des attitudes existantes dans leurs circonscriptions. Néanmoins il y a suffisamment de jeu dans les liens entre le législateur et sa circonscription pour lui permettre, sans qu'il mette en danger son avenir politique, de décider à propos d'un grand nombre de mesures d'appuyer les positions de son parti, d'exercer son propre jugement, tout capricieux soit-il, ou même de voter en faveur de certaines causes qui viennent en conflit avec les intérêts de la plupart de ses mandants.

Il demeure que par rapport à la situation existante dans le très grand nombre des partis, les fonctions de représentation auprès de l'appareil gouvernemental sont très importantes chez les partis américains.

Depuis les années 60 la place prise par les relationnistes dans la composante publique des partis est venue appuyer la primauté des fonctions de représentation. Comme Nimmo (1970) entre autres l'a montré, les relationnistes, qui sont des professionnels de la politique dans le public, s'occupent de tous les aspects d'une [194] campagne électorale : choix du candidat, information (au moyen de sondages surtout) sur les électeurs, élaboration d'une stratégie de campagne, relation avec les médias, etc. Il s'agit de marketing politique (à ce sujet voir Lindon, 1976). Dans certains cas les relationnistes continuent de guider l'action des élus après leur élection. Des sondages indiquent quelle est leur popularité et celle des prescriptions qu'ils cherchent à imposer aux publics. Les élus qui se laissent informer davantage par ces relationnistes que par les autres gouvernants ou les agents de la composante gouvernementale donnent évidemment la primauté aux fonctions de représentation sur les fonctions de gouverner et se conduisent davantage comme des intermédiaires que comme des régulateurs.

Même en l'absence d'un régime politique qui, par la séparation des pouvoirs, favorise l'expression des fonctions de représentation par rapport aux fonctions de gouverner, l'environnement sociétal peut imposer la primauté de la représentation. La complexité de l'environnement et partant de la composante publique des partis peut être telle que la composante gouvernementale, pas plus que la composante

interne, n'arrive à la dominer. Les contraintes venant de la composante publique ont plus de conséquences sur les activités de la composante gouvernementale, que les contraintes venant de celle-ci en ont sur les activités de la composante publique.

Le Parti du Congrès, en Inde, illustre cette primauté des fonctions de représentation sur les fonctions de gouverne, même dans un grand parti de gouvernement.

Avant qu'Indira Gandhi ne fasse du Parti du Congrès un parti plus centré, dans les années 70, la formation partisane qu'elle dirigeait avait les traits d'un parti de type américain, opportuniste, décentré et extensif. Myron Weiner (1983 : 3-4) montre dans le passage suivant, comment la composante gouvernementale est en quelque sorte débordée par la composante publique.

Le patronage de style ancien offrait des incitations importantes qui attiraient les individus et les groupes au parti. Les contrats, les permis, les positions ainsi que les promotions et les déplacements à l'intérieur de l'appareil gouvernemental étaient du ressort des fonctionnaires fortement influencés par les différentes factions existantes dans le parti, au palier des États et au palier local. Le degré de décentralisation était considérable, si bien que les élus des gouvernements étatiques et locaux exerçaient souvent un contrôle direct sur la façon dont les prestations du patronage étaient attribuées. Les [195] factions, qui correspondaient dans certains cas à une caste, à une tribu ou à un groupe religieux, mais qui bien souvent recoupaient ces différentes catégories sociales, luttaient pour le pouvoir à l'intérieur du Parti du Congrès dans le but de gagner des sièges au palier local, étatique ou national.

Les activités de gouverne du parti sont donc subordonnées à ses activités de représentation. Les élus sont davantage des intermédiaires que des régulateurs. Indira Gandhi a transformé cette configuration à partir du début des années 70. Il est d'ailleurs significatif, dans notre perspective théorique, que ce soit en augmentant son contrôle sur la composante gouvernementale du parti qu'elle est parvenue à le centraliser davantage. La domination de la composante publique sur la composante gouvernementale est renversée (la composante interne demeurant subordonnée aux deux autres), de sorte que le parti devient opportuniste, centré et ex-

tensif, soit le type OCE, alors qu'il était auparavant du type ODE (opportuniste, décentré et extensif).

Weiner (1983 : 7-8) décrit ainsi cette transformation :

Les leaders des États, y compris les ministres importants, ne furent plus autorisés à se donner une base indépendante de pouvoir dans le pays ou dans le parti. C'est par le premier ministre qu'ils furent nommés (et démis de leurs fonctions). Dans la mesure où les organisations partisans et les gouvernements, au palier des États, devinrent de plus en plus soumis à l'autorité du centre, la démocratie diminua à l'intérieur du parti (...). Au lieu de s'appuyer sur le parti, madame Gandhi eut recours à d'autres institutions : les services secrets du gouvernement, la police et divers groupes paramilitaires. Pour l'aviser en matière politique elle se tourna de plus en plus vers une petite bande de conseillers en qui elle avait confiance....

La primauté de la composante publique peut aussi tenir à un choix fait par le parti, sans que l'environnement sociétal ou encore le système politique soient vraiment déterminants. C'est le cas du Parti radical français, sous la IV^e République. Parti de représentation avant tout dans un système partisan qui comprend surtout des partis de sélection (les communistes, les socialistes, les démocrates-chrétiens, et, à l'occasion, les gaullistes) la primauté donnée aux représentants tient à des raisons historiques et doctrinales.

Duverger (1951 : 213-214) décrit ainsi la subordination, chez les radicaux, des autres composantes et en particulier de la composante gouvernementale à la composante publique :

[196]

Chaque député, étant très indépendant de ses collègues, dirige les comités locaux comme il l'entend. La direction centrale ressemble un peu à un roi féodal sans pouvoir ni prestige à l'égard des grands vassaux. La personnalité du « leader » du parti peut seule lui conférer une certaine autorité, toujours fragile. Le groupe parlementaire n'a pas de volonté propre, pas d'action commune, pas de discipline de vote. Dans les scrutins importants, il est exceptionnel de voir les députés radicaux adopter la même attitude : généralement le groupe se scinde en trois, les uns votant « pour », d'autres « contre », et les derniers s'abstenant.

C'est aussi le tableau que présente Williams (1958 : 98-99) dans son ouvrage sur la politique en France, sous la IV^e République. Pour les radicaux, dit-il, la politique est essentiellement de nature électorale. C'est pourquoi les fédérations ont une autonomie complète dans ce que nous nommons la composante publique du parti. Cette composante publique domine la composante gouvernementale. Le Parti radical est une espèce de société coopérative de nature électorale où les orientations traditionnelles, comme le laïcisme, n'arrivent plus à contraindre de façon significative la conduite des représentants. Ceux-ci imposent leur loi dans la composante gouvernementale. Il est arrivé plus d'une fois au cours de la IV^e République que des élus radicaux se sont opposés à d'autres élus radicaux, membres ou même dirigeants du gouvernement. Les médiations qu'ils portaient ont pesé plus lourd que les prescriptions proposées par les gouvernants.

Les fonctions de représentation envers l'appareil gouvernemental sont affirmées, également, dans les partis de type PDI (programmatique, décentré, intensif), où la composante publique n'est que seconde, même si elle a plus d'importance que la composante gouvernementale.

C'est le cas du Parti québécois à ses origines. Nous avons montré au chapitre précédent la primauté de sa composante interne et donc des sélecteurs. Le passage suivant (Larocque, 1971 : 24-25) montre comment l'action des gouvernants doit aussi être soumise à celle des représentants :

Le Parti québécois n'a pas à jouer tous les rôles, loin de là. Mais peut-être le plus simple et le plus fondamental de ceux qui s'offrent à lui, c'est d'être un créateur de liens entre tous ceux qui, intensément chacun de son côté et souvent sans se rejoindre, jouent ces rôles nouveaux qui transforment le Québec (...). Il nous appartient à nous de faire de nos permanences de comté, non pas les traditionnelles salles obscures d'organisation électorale, mais des lieux d'accueil, [197] de rencontre, de communication pour des gens qui autrement ne se rencontreraient jamais. Il nous appartient à nous de faire la démonstration qu'une députation parlementaire, si petite qu'elle soit, peut être un véritable poste de relais entre ceux qui n'ont pas de voix publique et cette tribune de l'État à partir de laquelle leur voix doit être portée.

Il s'agit, bien sûr, d'un vœu, ou plus exactement d'une orientation, venant d'un sélecteur du parti, mais elle n'en est pas moins significative d'un ordre de priorité

qui subordonne la composante gouvernementale à la composante publique, elle-même subordonnée à la composante interne. L'élu doit être un relayeur ou un intermédiaire avant d'être un régulateur.

Les Petits partis réformistes n'ont pas l'apanage de cette subordination de l'action des gouvernants aux contraintes qui viennent des médiations portées par les représentants. Le Parti du centre et le Parti suédois, en Finlande, qui sont des partis centristes, sont eux aussi des partis programmatiques, décentrés et intensifs, où la composante interne domine la composante publique, qui domine elle-même la composante gouvernementale. Le mode de scrutin proportionnel et la nécessité de former des coalitions ministérielles ne sont pas étrangers à la primauté de la composante interne. Toutefois, comme dans la plupart des partis scandinaves, la domination des composantes l'une sur l'autre est limitée, étant donné l'autonomie relativement grande que gardent les uns par rapport aux autres les sélecteurs, les représentants et les gouvernants du parti.

Le Parti du centre et le Parti suédois sont avant tout des partis de sélection. Ils imposent leurs orientations aux composantes publique et gouvernementale pour défendre les intérêts des agriculteurs et de la minorité suédoise respectivement.

La composante interne des deux partis est plutôt décentrée, ce qui est concomitant à la domination de la composante publique sur la composante gouvernementale. La décentration et l'autonomie de l'action des représentants par rapport à celle des gouvernants tiennent à des raisons différentes d'un parti à l'autre. Dans le Parti suédois elles reposent sur la nature hétérogène des appuis et sur l'existence de groupes d'intérêt distincts dans le parti. Les intérêts des Suédois appartenant aux classes supérieures et à l'intelligentsia diffèrent de ceux des agriculteurs et des membres de la classe ouvrière (Suhonen, 1980 : 244). Dans le Parti du centre la décentration est en bonne partie le reflet de l'idéologie du parti, qui est [198] grandement valorisée dans son programme de gouvernement. Les agriculteurs, dont plus de la moitié appuient électoralement le Parti du centre, tendent tout naturellement à la décentration de par leur mode de vie et leur situation dans l'organisation sociale.

Ce sont surtout les relations de représentants avec les associations publiques qui font que, tout compte fait, la composante publique des deux partis impose plus de contraintes à la composante gouvernementale que celle-ci n'en impose à la

composante publique. Suhonen, (1980 : 255) note que la compétition des partis auprès des groupes a augmenté depuis quelques années et que bien souvent les politiques gouvernementales viennent entériner des ententes qui ont été négociées entre les groupes. Dans la mesure où la composante publique des partis n'est pas étrangère à ces ententes – les partis sont en effet présents dans les groupes – l'évolution récente vient confirmer que si ces partis (le parti Suédois et le Parti du centre) sont d'abord des partis de sélection, ils sont secondairement des partis de représentation davantage que des partis de gouverner.

11.4 DES PARTIS DE RELATIONNISTES, D'ORGANISATEURS ET D'INTERMÉDIAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Les positions principales dans les partis de représentation sont tenues par des relationnistes, des organisateurs et des intermédiaires, comme le montre le graphique 11.2.

Les relationnistes sont des représentants, qui sont spécialisés dans les activités de la composante publique. Les organisateurs quant à eux sont des activistes, actifs dans la composante interne et dans la composante publique, mais qui transmettent davantage des médiations que des orientations. De même les intermédiaires sont des élus qui transmettent davantage les médiations venant de la composante publique que les prescriptions venant de la composante gouvernementale.

La domination des relationnistes, des organisateurs et des intermédiaires dans les partis qui donnent la priorité aux fonctions de représentation se voit dans les activités de recrutement et de financement, ainsi que dans la circulation de l'information entre la composante publique et la composante gouvernementale. Les partis de représentation recrutent des adhérents dont les principales qualités résident dans leur capacité de médiatiser vers le parti les

[199]

GRAPHIQUE 11.2

Les positions principales dans les partis de représentation

[Retour à la table des matières](#)

[200]

appuis des électeurs et des associés, qu'on accepte tels qu'ils sont plutôt que de chercher à les sélectionner ou à les former selon les orientations de la composante interne. Ce sont des talents d'organiseurs qui sont requis, et non pas ceux de militants. Entre la composante publique et la composante gouvernementale, l'information « montante » est davantage valorisée que l'information « descendante ». Quand les médiations et les prescriptions viennent en conflit, les premières doivent prévaloir sur les secondes.

La théorie systémique des partis prédit que les médiations domineront d'autant plus les orientations que le parti de représentation sera extensif plutôt qu'intensif (voir le graphique 9.2). Les partis ODI, ou de représentation intensifs, étant rares, il est difficile de se prononcer à leur sujet.

Le cas des partis américains, qui ont été examinés en détail, montre toutefois que, comme le prédit la théorie, la composante publique y domine davantage la composante interne qu'elle domine la composante gouvernementale. Autrement dit l'avantage des organisateurs sur les militants est plus grand que celui des intermédiaires sur les régulateurs, ce qui est confirmé par les descriptions qui ont été données dans le chapitre.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

C'est surtout dans les partis où la composante publique domine les deux autres que les fonctions de représentation sont les plus développées et les plus évidentes.

Dans le contrôle des mandats d'autorité, ces partis donnent la priorité aux contrôles entre les mandants et les aspirants mandataires du parti, et donc à l'action des représentants. Ce sont ces contrôles qui doivent déterminer l'action des sélecteurs dans la composante interne et celle des gouvernants dans la composante gouvernementale. Les médiations sont plus importantes que les orientations et les prescriptions.

Sur le versant interne cela se vérifie dans le fait que les membres des partis sont avant tout des organisateurs, recrutés surtout pour leur habileté à obtenir des

appuis dans la composante publique. L'action des représentants, davantage que celle des sélecteurs, est déterminante dans le financement des partis. Ces traits sont tout particulièrement accusés dans les partis américains, [201] où la composante publique est la première et la composante interne la dernière en ordre d'importance.

La domination de la composante publique sur la composante gouvernementale se manifeste par le fait que les élus sont davantage des intermédiaires que des régulateurs. Pour eux le contrôle des mandants doit informer davantage le contrôle des mandataires que l'inverse. C'est au nom de ces mandants qu'il faut contrôler les mandats d'autorité et en particulier les mandataires qui les exercent dans l'appareil gouvernemental. L'autorité vient du public avant de se trouver au gouvernement ou dans le parti.

C'est pourquoi les partis de représentation sont avant tout des partis de relationnistes, d'organiseurs et d'intermédiaires.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Le problème général de la représentation a fait l'objet de nombreux ouvrages. Ceux de Pitkin (1967) et de Birch (1972) sont tout spécialement recommandés, étant donné qu'ils font une place importante à la dimension politique et partisane du problème. Sur le versant interne de la fonction de représentation, on pourra consulter Duverger (1951 : 83-158) et Epstein (1967 : 98-129) pour ce qui est du recrutement. Sur le financement, le chapitre de Paltiel dans l'ouvrage de Butler et al. (1981) fait un bon inventaire de la situation. Sur le versant gouvernemental de la fonction de représentation, on pourra lire le livre de Walhke et al. (1962) qui traite des différents modes de représentation adoptés par les élus.

[205]

Troisième partie.
LES FONCTIONS DES PARTIS

Chapitre 12

Les fonctions de gouverne

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctions de gouverne ont leur origine dans la composante gouvernementale des partis. Dans sa classification, King a identifié le versant public de ces fonctions quand il a noté que les partis contribuent à la formation des politiques publiques. Mais le versant interne des fonctions de gouverne lui a échappé. Sur ce versant les fonctions consistent dans les conséquences qu'ont les prescriptions gouvernementales sur les activités de la composante interne.

À cet égard les partis de gouverne se caractérisent surtout par le fait que les responsables des partis agissent comme des arbitres gouvernementaux plutôt que comme des leaders partisans, parce que leur action est davantage influencée par les relations qu'ils ont dans la composante gouvernementale (avec les conseillers tout particulièrement) que par celles qu'ils ont dans la composante interne. On observe ces phénomènes aussi bien dans les systèmes compétitifs de partis que dans les systèmes monopolistes.

Si on fait exception des systèmes unipartistes où la composante publique des partis dominants est généralement la dernière dans l'ordre de priorité, les partis de

gouverne dominant moins leur composante publique que leur composante interne. Dans les systèmes [204] compétitifs, mais aussi dans certains systèmes quasi-unipartistes, un parti de gouverne ne peut se maintenir ou accéder à la direction du gouvernement si les médiations venant de la composante publique n'informent pas suffisamment la composante gouvernementale et les prescriptions qu'elle émet. Il demeure que les partis de gouverne se caractérisent par le fait que les élus sont davantage des régulateurs que des intermédiaires.

En somme, les partis de gouverne sont des partis de conseillers, d'arbitres et de régulateurs.

Principalement, le chapitre 12 veut montrer que les fonctions de gouverne sur leur versant interne et leur versant public s'imposent le plus à l'observation dans les partis où la composante gouvernementale et ses prescriptions sont dominantes par rapport aux deux autres composantes.

Les prescriptions de la fonction de gouverne sont surtout transmises par des ressources humaines et les informations qu'elles portent, c'est-à-dire par les gouvernants qui sont aussi des représentants (les élus) dans la composante publique, et par les gouvernants qui sont aussi des sélecteurs (les responsables) dans la composante interne.

12.1 DÉFINITION DES FONCTIONS DE GOUVERNE

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctions de gouverne se définissent par les conséquences qu'ont les activités de la composante gouvernementale des partis sur les activités des deux autres composantes. Ce sont les gouvernants du parti, quand il y en a, qui sont à l'origine de ces fonctions. Dans les postes d'autorité qu'ils occupent, ils entretiennent trois types de relations qui nous sont apparues significatives. D'abord les relations entre eux, c'est-à-dire entre gouvernants d'un même parti, au parlement ou au gouvernement. Ensuite les relations avec les gouvernants des autres partis (s'il en existe) qui occupent eux aussi des postes d'autorité. Enfin les relations avec les agents gouvernementaux généralement non élus, dans la fonction publique, les tribunaux, l'armée, la police, etc. Ces relations et les activités qu'elles comportent sont plus ou moins déterminées par les activités des deux autres composantes, ainsi que par le

[205]

GRAPHIQUE 12.1

*Les fonctions de gouverne sur leur versant interne
et sur leur versant public*

[Retour à la table des matières](#)

[206]

système partisan, le système politique et l'environnement, mais elles sont aussi plus ou moins déterminantes des activités de la composante interne et de la composante publique.

Notons que dans les partis c'est sans doute la composante gouvernementale qui est la plus variable. Tous les partis ont une composante interne plus ou moins développée et une présence dans le public, mais certains d'entre eux n'ont pas de composante gouvernementale. Et même parmi ceux qui en ont une les différences sont souvent considérables. Les contrôles gouvernementaux qu'exercent les petits partis d'opposition sont très différents de ceux qu'exercent les grands partis de gouvernement. Un petit parti appartenant à une coalition ministérielle se trouve dans une situation bien différente de celle d'un plus grand parti confiné à l'opposition. De façon générale les discontinuités entre les situations des partis dans la composante gouvernementale sont plus grandes que celles qu'on constate dans la composante interne et dans la composante publique.

Ajoutons que l'action de la plupart des partis est polarisée par la recherche du contrôle dans l'appareil gouvernemental. C'est là que s'achève le contrôle des mandats d'autorité. Une place avantageuse dans cet appareil donne aux partis la meilleure base qui soit pour contrôler, de façon plus générale, les mandats d'autorité dans le système politique.

Les fonctions de gouverne, sur leur versant interne, n'ont pas leur équivalent dans la typologie de King, présentée au chapitre 10. Il s'agit en fait de la façon dont les activités gouvernementales influencent les activités internes, ce qui s'observe en particulier dans la conduite des responsables, qui sont à la fois des gouvernants et des sélecteurs. Quand l'action des responsables partisans est influencée davantage par le milieu gouvernemental que par le milieu interne, ils agissent plutôt comme des arbitres que comme des leaders. Les fonctions de gouverne s'affirment et les prescriptions gouvernementales adoptées ou proposées contraignent les activités internes du parti. Les grands partis de gouvernement, où la composante gouvernementale est première et la composante interne la dernière, sont évidemment ceux où les prescriptions en direction de la composante interne seront les plus contraignantes.

Sur leur versant public, les fonctions de gouverne renvoient, comme King l'a bien vu, aux politiques gouvernementales proposées ou adoptées par les partis. Cette fois ce sera dans les partis [207] programmatiques, centrés et extensifs, OÙ la composante gouvernementale est première et la composante publique la dernière, que les prescriptions venant des gouvernants s'imposeront le plus aux activités de la composante publique. Les élus, en particulier, se comporteront davantage comme des régulateurs que comme des intermédiaires.

Comme dans les deux chapitres précédents nous allons centrer notre attention sur le contrôle de la circulation de certaines ressources d'une composante à l'autre. Sur le versant interne des fonctions de gouverne, nous nous intéresserons tout particulièrement aux phénomènes dits de « gouvernementalisation » du parti, c'est-à-dire à la contamination gouvernementale des sélecteurs. Certains d'entre eux deviennent des gouvernants ou des agents qui sont perdus pour la composante interne du parti. D'autres, qui gardent un pied dans chacune des deux composantes, en viennent à penser gouvernement plutôt que parti, et se conduisent en arbitres plutôt qu'en leaders.

De même, sur le versant public cette fois, peut-on parler d'une espèce de « gouvernementalisation » de la représentation, en ce sens que dans les partis de gouverne la représentation est mise au service de celle-ci, plutôt que l'inverse. Il y a tendance à ce que les élus et les autres gouvernants cherchent plus ou moins à légitimer après coup les politiques, plutôt qu'à les informer des médiations venant du public.

À l'occasion nous signalerons le rôle des conseillers, qui sont spécialisés dans l'action gouvernementale, et dont le pouvoir est un indice de la primauté accordée aux fonctions de gouverne.

12.2 LE VERSANT INTERNE DES FONCTIONS DE GOUVERNE

[Retour à la table des matières](#)

Dans à peu près tous les grands partis de gouvernement, du moins après un certain temps, les fonctions de gouverne s'affirment par rapport aux autres et deviennent les plus importantes. Sur le versant interne, en particulier, les prescriptions proposées ou adoptées par la composante gouvernementale du parti imposent des contraintes dominantes. Les responsables du parti, c'est-à-dire les partisans qui sont à la fois des gouvernants et des sélecteurs, sont davantage influencés par les relations qu'ils entretiennent dans la composante gouvernementale que par celles qu'ils entretiennent [208] dans la composante publique. Les conseillers gouvernementaux exercent plus de pouvoir que les permanents internes.

On observe tout particulièrement ces phénomènes dans les partis qui sont opportunistes, centrés et extensifs (OCE). La composante gouvernementale y domine la composante publique, qui domine elle-même la composante interne.

Les deux grands partis de la République fédérale allemande appartiennent à ce type. Estievenart (1973) note à propos de chacun d'entre eux que les gouvernants contrôlent la composante interne. Dans le Parti social-démocrate, écrit-il, (p. 56) « c'est en fin de compte le groupe parlementaire qui a la haute main sur la politique du parti ». Et il ajoute que « les dirigeants des partis allemands sont plus préoccupés de faire accepter après coup leurs décisions à la base plutôt que de se soumettre aux siennes ». Leur rôle d'arbitres gouvernementaux l'emporte sur celui de leaders partisans. Dans les partis de l'Union (l'Union chrétienne-démocrate et l'Union chrétienne-sociale), « depuis le départ du chancelier Adenauer, la réalité du pouvoir s'est concentrée entre les mains du groupe parlementaire commun ». Estievenart précise (p. 95-96) que plus encore que chez les sociaux-démocrates « c'est l'équipe dirigeante (entendez le groupe parlementaire) qui prend les grandes décisions qui sont ensuite acheminées vers le bas ». Chez les chrétiens-démocrates la base est moins politisée et moins militante que dans le Parti social-démocrate, ce qui rend d'autant plus facile la domination des gouvernants.

Cette domination des gouvernants sur les sélecteurs non gouvernants de la composante interne est d'autant plus grande, généralement, qu'un parti dirige le gouvernement depuis plusieurs années. C'est le cas du Parti libéral du Canada qui a dirigé seul le gouvernement central du pays pendant plus de vingt ans à partir de 1963, exception faite d'un bref interlude, de 1979 à 1980, où le gouvernement fut conservateur. La domination de la composante gouvernementale a été accentuée par le fait qu'un même chef, Pierre Trudeau, a dirigé le parti de 1968 à 1984. Les congrès et les autres réunions du parti sont contrôlés par les gouvernants élus et les conseillers qui les entourent. La composante interne ne formule pas d'orientations bien précises et quand elle le fait ces orientations ne pèsent pas lourd auprès des prescriptions des gouvernants-arbitres, qui sont imposées à la composante interne.

[209]

L'action des responsables du parti est surtout influencée par les relations qu'ils ont entre eux dans la composante gouvernementale, ainsi que par celles qu'ils entretiennent avec les agents gouvernementaux ou qui les opposent aux élus des autres partis. Ces relations sont beaucoup plus déterminantes de leur action que celles qui les relient aux sélecteurs de la composante interne, absents de l'appareil gouvernemental. John Meisel (1981 : 43) décrivait ainsi la situation du Parti libéral, à la veille des élections générales de 1979 :

Étant donné que les deux vieux partis canadiens sont électoralistes et non programmatiques, leur organisation nationale, hors du Parlement, a tendance à être inactive quand le parti dirige le gouvernement (...). Le programme, la stratégie et le personnel du parti relèvent du cabinet et en particulier du premier ministre, à l'exception du choix des candidats locaux. Mais, même en ce domaine, l'influence du centre nerveux effectif du parti – l'entourage de Pierre Trudeau – se fait sentir.

Dans les systèmes multipartistes où de moins grands partis dirigent le gouvernement ou encore participent à des coalitions ministérielles, les fonctions de gouverne sur leur versant interne n'ont pas une prépondérance aussi évidente par rapport aux fonctions de sélection. Comme nous l'avons déjà noté à propos des partis norvégiens, au chapitre 10, les partis de gouvernement dans ces types de systèmes

se caractérisent par un équilibre plus grand qu'ailleurs entre leurs trois composantes. Le système électoral de représentation proportionnelle et la nécessité, bien souvent, de former des coalitions ministérielles pour la direction du gouvernement entraînent la prépondérance de la composante interne et de la composante gouvernementale, étroitement associées entre elles, sur la composante publique. La représentation proportionnelle étant relativement peu sensible aux variations électorales, les partis sont moins portés à investir dans leur composante publique. Cette tendance est accentuée par le fait que les représentants élus des pays scandinaves ne se définissent pas comme des intermédiaires entre leurs électeurs et le gouvernement. Ils laissent le soin de ces tâches aux administrations déconcentrées (Sarlvik, 1983 : 125-126).

Comme Downs l'a montré, il est important pour les partis dans un système multipartiste d'avoir une identité, et donc des orientations précises qui s'imposent à leurs gouvernants. Mais les exigences du gouvernement, et en particulier celles de la formation [210] et du maintien des coalitions ministérielles, font aussi que les prescriptions des gouvernants doivent être prises en compte par les sélecteurs du parti. Il en résulte une situation où les fonctions de gouverner et les fonctions de sélection ont une importance relative à peu près égale tout en ayant plus d'importance que les fonctions de représentation. Les responsables des partis sont à peu près également des leaders et des arbitres. La configuration partisane est programmatique, centrée, et extensive-intensive, du moins chez les partis associés à la direction du gouvernement. Chez les petits partis, plus marginaux, la composante interne domine – ce qui va de soi – la composante gouvernementale, d'où une configuration qui est plutôt programmatique, centrée et intensive.

On observe un peu la même situation dans les Pays-Bas. Les principaux partis sont programmatiques, centrés, et extensifs-intensifs, les partis marginaux étant plus intensifs. L'association et donc l'équivalence entre la composante interne et la composante gouvernementale sont encore plus grandes que dans les pays scandinaves, étant donné la nécessité constante de coalitions ministérielles pour diriger le gouvernement.

Les partis dominants dans les systèmes monopolistes ont au moins un trait commun avec ceux dont il vient d'être question, soit la moins grande importance des fonctions de représentation par rapport aux fonctions de gouverner. Par contre,

sauf dans le cas des partis communistes, la composante gouvernementale a généralement la prépondérance sur la composante interne.

La domination de la composante gouvernementale du parti, et donc la priorité donnée aux fonctions de gouverner, s'observe dans les partis de gouvernement en Afrique noire. Ces partis à peu près tous uniques contrôlent entièrement le système politique, généralement de type présidentiel.

Non seulement la composante interne est dominée par la composante gouvernementale, mais elle est « gouvernementalisée » au sens où nous l'avons défini. C'était par exemple, la situation en Côte d'Ivoire (Lavroff, 1970 : 108), au début des années 70 :

Le programme du parti se confond avec le programme gouvernemental qui est défini par le Président de la République. Le rôle du parti est de diffuser les idées et d'expliquer les options prises par le président Houphouët-Boigny. Le Bureau politique, qui est l'organe suprême du parti, a une composition qui ne met pas en péril la [211] prééminence du président d'honneur du P.D.C.I. (Parti démocratique de la Côte d'Ivoire). Les membres sont nommés et révoqués par le président qui considère cet organe comme un conseil rassemblant les hommes en qui il a confiance.

Cette situation, plus accusée qu'ailleurs en Côte d'Ivoire à cause de la présence d'un chef charismatique et du caractère opportuniste de l'action gouvernementale du parti, est celle de la plupart des pays africains où existe encore un système partisan. Lavroff (1970 : 116-119) a bien décrit le processus qui a mené à la gouvernementalisation du parti et au tarissement de la composante interne.

Une fois l'indépendance acquise, montre-t-il, les États africains se trouvèrent confrontés au problème de trouver le personnel capable de faire fonctionner l'appareil gouvernemental, et en particulier sa machine administrative. Ce furent les membres du parti, et en particulier les dirigeants qui furent appelés à occuper les postes de commande dans l'appareil gouvernemental, d'autant plus que c'était là un moyen de les récompenser de leur activité au sein de l'organisation interne et publique du parti.

Ce sont autant de sélecteurs perdus pour la composante interne. Ces responsables deviennent des arbitres gouvernementaux davantage que des leaders internes.

Les relations qu'ils ont dans la composante gouvernementale sont plus importantes pour eux que celle qu'ils peuvent maintenir avec les adhérents qui ne sont pas des gouvernants. Lavroff en conclut (1970 : 118) :

Ainsi il y a une sorte de fatalité qui conduit à l'appauvrissement du parti en cadres de qualité au profit des structures étatiques. Le Parti s'affaiblit et l'État se renforce. En même temps, le parti cesse d'être le principal moyen de recrutement politique, car une partie importante des nouveaux cadres joue directement sa carrière dans l'administration et ne revivifie pas le parti qui se sclérose et perd sa vitalité (...). Le personnel gouvernemental se méfie du parti qui pourrait constituer une force de contestation de l'ordre établi et lui enlève sa force vitale pour mieux le contrôler...

La gouvernementalisation se produit aussi dans les systèmes compétitifs. Quand un parti passe de l'opposition au gouvernement, de nombreux sélecteurs actifs dans sa composante interne sont appelés à occuper des postes d'agents ou de conseillers dans la composante gouvernementale. Ils sont alors plus ou moins perdus pour la composante interne qui n'arrive pas toujours à se [212] renouveler en leaders et en militants. Parmi d'autres facteurs, celui-ci explique que dans les partis de gouvernement la composante interne est généralement moins importante qu'elle ne l'est dans les partis d'opposition.

12.3 LE VERSANT PUBLIC DES FONCTIONS DE GOUVERNE

[Retour à la table des matières](#)

C'est sans doute dans les systèmes unipartistes que les fonctions de gouverner en direction du public s'exercent avec le moins de restrictions. Dans les partis qui dominent ces systèmes, la composante publique n'est pas prioritaire étant donné le monopole ou le quasi-monopole dont dispose le parti. Les fonctions de représentation ont peu d'importance. La composante gouvernementale du parti dominant est généralement la première ou tout au moins la seconde dans l'ordre d'importan-

ce et les fonctions de gouverne sont d'autant plus dominantes que le parti est le seul à contrôler, plus ou moins selon les sociétés, l'appareil gouvernemental.

Les partis communistes dominants, dont celui de l'Union soviétique, ont généralement une composante interne qui domine leur composante gouvernementale, laquelle domine la composante publique. Les prescriptions gouvernementales du parti s'imposent à la composante publique davantage que les médiations venant de celle-ci s'imposent à la composante gouvernementale. Les élus sont des gouvernants davantage que des représentants.

Hélène Carrère d'Encausse (1980 : 307-330) montre que les représentants élus en Union soviétique, même s'ils sont en principe des intermédiaires entre le système politico-administratif et la société, limitent pour l'essentiel leurs fonctions de représentation aux problèmes des retraités et, dans les villes, du logement. Leurs activités gouvernementales les occupent davantage. Et quand le public qui « sait que l'élaboration de la politique n'est pas son affaire » (p. 324) manifeste son opposition à certaines politiques gouvernementales qui affectent la vie quotidienne des individus, il le fait par d'autres moyens (lettres, articles de presse) que le recours aux représentants élus.

Les partis africains, dont nous avons traité dans la section précédente, ont des fonctions de gouverne qui surpassent largement non seulement leurs fonctions de sélection, mais aussi leurs [213] fonctions de représentation. Cela est plus évident dans les partis dominants qui sont « révolutionnaires-centralisateurs » (c'est-à-dire programmatiques, centrés et extensifs) que dans ceux qui sont « pragmatiques-pluralistes » (c'est-à-dire opportunistes, centrés et extensifs), puisque les fonctions de représentation sont les dernières en ordre d'importance dans le premier cas, alors qu'elles viennent au deuxième rang dans l'autre cas.

Cette différence dans l'importance des fonctions de gouverne en direction du public se manifeste en particulier dans les politiques d'intégration nationale. Lavroff (1970 : 112-116), qui écrivait au début des années 70, notait que les systèmes de parti unique à tendance autoritaire (ou programmatique) de la Guinée, du Soudan et du Ghana avaient mieux réussi à surmonter les oppositions ethniques et à intégrer les paysans dans le circuit politique moderne. Il ajoutait, en citant le cas du Congo-Brazzaville, que les politiques d'intégration des partis programmatiques

n'avaient pas réussi aussi bien là où les oppositions ethniques sont grandes et les différences de développement entre les régions, marquées.

Les systèmes de parti unique à tendance pluraliste (ou opportuniste), comme celui de la Côte d'Ivoire, auraient eu peu de succès dans la réalisation de l'intégration nationale. Enfin, dans les systèmes pluripartistes ou multipartistes qui subsistaient à cette époque, l'identification des partis aux ethnies, donc la plus grande importance accordée aux fonctions de représentation par rapport aux fonctions de gouverner, expliquerait l'échec des politiques d'intégration nationale. Les prescriptions gouvernementales en ce domaine n'ont pu s'imposer face aux médiations venant du public.

Certains systèmes quasi-unipartistes (ou à parti prédominant) offrent des exemples intéressants de fonctions de gouverner qui s'ajustent aux fonctions de représentation tout en demeurant premières en ordre d'importance. On peut d'ailleurs expliquer de cette façon que les partis prédominants, même s'ils fonctionnent dans des systèmes qui sont compétitifs en droit, réussissent à faire en sorte qu'il y ait monopole en fait.

Les partis prédominants de l'Inde et du Japon sont des partis de représentation avant tout, comme nous l'avons déjà signalé (en Inde toutefois, le Parti du Congrès est devenu de plus en plus un parti de gouverner au cours des années 70). C'est sans doute là la façon la plus sûre de maintenir la prédominance. Mais l'ajustement mutuel entre les fonctions de représentation et les fonctions de [214] gouverner en est une autre. L'Union nationale qui a dirigé le gouvernement du Québec, de 1936 à 1960, avec une brève interruption durant la guerre, de 1939 à 1944, a fondé sa prédominance sur cet ajustement mutuel (voir entre autres, Black, 1977 et Cardinal et al, 1978).

Les principaux élus de l'Union nationale sont tout autant des représentants que des gouvernants. Leurs prescriptions gouvernementales s'ajustent aux médiations qui viennent du public et celles-ci s'ajustent aux prescriptions gouvernementales. Le chef du parti, Maurice Duplessis, disait d'ailleurs qu'il ne fallait donner au peuple que ce qu'il demandait, d'où le caractère opportuniste du parti. C'était là une règle générale qui comportait des exceptions. Toutefois, même dans ces exceptions, on retrouve une espèce de compensation entre les initiatives prises par les gouvernants, sans trop tenir compte des médiations de la composante publi-

que, et les initiatives prises par les représentants, sans trop tenir compte des prescriptions venant de la composante gouvernementale. Cela se voit en particulier dans le traitement qui est accordé aux adversaires de l'Union nationale, les supporters du Parti libéral.

Des politiques gouvernementales sont adoptées à l'Assemblée législative, qui ont un caractère punitif sinon répressif envers le Parti libéral et ceux qui l'appuient. Ces prescriptions, si elles sont généralement bien reçues par la plupart des partisans de l'Union nationale, risquent toutefois de gêner quelques-uns parmi les moins fidèles, en plus de durcir les électeurs et les groupes qui appuient le Parti libéral dans leur appui négatif à l'Union nationale. Les prescriptions punitives sont alors compensées par des prescriptions de patronage où les patrons de l'Union nationale, élus ou autres représentants qui ne sont pas des gouvernants, réussissent à débaucher des partisans libéraux en plus de favoriser les partisans de leur propre parti (voir à ce sujet Lemieux et Hudon, 1975).

Certaines prescriptions de nature nationaliste de l'Union nationale ont elles aussi ce caractère de compensation, dans la mesure où, dans une collectivité rendue très sensible par son histoire à ce genre de prescriptions, celles-ci ont pour conséquence de rallier une vaste majorité d'électeurs, quel que soit le parti auquel ils s'identifient. ,

Ajoutons que l'ajustement mutuel de la composante gouvernementale et de la composante publique se produit, comme prévu, [215] par le caractère à la fois centré et décentré de la composante interne. Le chef du parti est très centralisateur dans les activités internes dont il s'occupe, mais dans d'autres activités, dont en particulier le patronage interne au parti, les sélecteurs locaux conservent une grande autonomie.

Ce mode de fonctionnement de l'Union nationale n'est pas sans analogie avec celui du Fianna Fail en Irlande, qui a dirigé le gouvernement sans interruption de 1932 à 1948 et de 1957 à 1973.

Les grands partis du gouvernement dans les systèmes compétitifs, et en particulier dans les systèmes pluripartistes, sont plutôt opportunistes, centrés et extensifs, c'est-à-dire que leur composante gouvernementale domine plus nettement leur composante publique que dans le cas de l'Union nationale ou encore du Fianna Fail. C'est en bonne partie affaire de taille et de complexité de la collectivité.

Dans les sociétés plus peuplées et plus diverses que l'Irlande ou le Québec, il est difficile pour les grands partis, à moins que le système et la culture politiques s'y opposent (comme aux États-Unis ou au Japon), de ne pas se laisser entraîner à devenir des partis de gouvernants avant tout. Ces partis réussissent généralement à se maintenir en bonne position quand leur composante publique domine leur composante interne, c'est-à-dire quand ils se définissent davantage par rapport à leurs électeurs que par rapport à leurs sélecteurs. Mais quand l'inverse arrive et que le parti est programmatique, il lui est difficile de demeurer un parti de gouvernement.

La mésaventure du Nouveau Parti Démocratique (N.P.D.) dans la province canadienne de la Colombie Britannique est un exemple parmi d'autres de cette difficulté d'être un parti programmatique de gouvernement dans un système multipartiste. Après sa victoire de 1972 aux dépens du Parti du Crédit social, qui gouvernait la province depuis 1952, le Nouveau Parti Démocratique fit adopter une série de mesures programmatiques : l'étatisation de l'assurance-automobile, le contrôle de l'utilisation et de la vente de terres agricoles, des interventions publiques dans le secteur de l'énergie et de l'industrie forestière, un nouveau code du travail, et des mesures socialisantes dans le domaine des affaires sociales (Robin, 1978 : 58).

Ces prescriptions gouvernementales, soutenues par les électeurs qui avaient appuyé positivement l'élection des représentants du N.P.D., et encore plus par les sélecteurs du parti, suscitèrent [216] l'opposition des milieux d'affaires, de nombreuses associations publiques et de beaucoup d'électeurs dont les appuis étaient plus négatifs que positifs (ils avaient voté contre le parti du gouvernement sortant, davantage que pour le N.P.D.). Le Parti du Crédit social réussit à s'allier des notables des petits partis libéral et conservateur et à former un bloc qui fut victorieux contre le N.P.D. aux élections de 1975, disputées dans une conjoncture économique difficile dont le gouvernement sortant était tenu responsable. Le Parti du Crédit social, plus opportuniste que le N.P.D., s'est maintenu à la direction du gouvernement depuis.

Ce cas, dont on trouverait l'équivalent ailleurs, apporte des réserves à la thèse de Richard Rose, qui a été présentée au début du chapitre 8, sur la composante gouvernementale des partis. Il est peut-être vrai qu'un parti programmatique réussit mieux qu'un parti opportuniste à contrôler l'appareil gouvernemental où il est

inclus, mais, dans un système pluripartiste tout au moins, il lui est généralement plus difficile de concurrencer efficacement dans le public un parti qui est opportuniste.

Il en va autrement dans les systèmes multipartistes. Étant donné que plus de deux partis principaux se partagent les appuis des électeurs et que la représentation proportionnelle, généralement employée dans ces systèmes partisans, est plutôt insensible aux variations électorales, les partis qui dirigent le gouvernement ou qui y participent peuvent se permettre une action programmatique. C'est ainsi que le Parti social-démocrate suédois a pu monopoliser la direction du gouvernement pendant de longues périodes, au point de faire du système partisan un système à parti prédominant, tout en ayant une action gouvernementale plus programmatique qu'opportuniste.

Cela a plus de chances d'arriver si tous les partis importants du système ont un caractère programmatique. Si l'un ou quelques-uns d'entre eux prennent un caractère opportuniste, il devient difficile pour un parti qui donne la priorité à ses fonctions de gouverner de maintenir une action programmatique. L'évolution récente des systèmes français et italien, mais aussi des systèmes scandinaves et du système britannique (où les travaillistes ont été desservis par leur caractère programmatique, sous Michael Foot), semble vérifier cette assertion.

[217]

12.4 DES PARTIS DE CONSEILLERS, D'ARBITRES ET DE RÉGULATEURS

[Retour à la table des matières](#)

Le graphique 12.2 montre que les positions principales dans les partis de gouverner sont tenues par des conseillers, des arbitres et des régulateurs.

[217]

GRAPHIQUE 12.2

Les positions principales dans les partis de gouverne

[Retour à la table des matières](#)

[218]

Les conseillers sont des gouvernants spécialisés dans les activités gouvernementales. On les retrouve généralement dans l'entourage des élus et tout particulièrement dans celui des ministres et des autres dirigeants des instances exécutives de l'appareil gouvernemental. Les responsables d'un parti se conduisent comme des arbitres quand les arbitrages qu'ils ont à opérer dans la composante gouvernementale les préoccupent plus que le leadership qu'ils ont à exercer dans la défense et la promotion des orientations du parti. Quant aux élus, ils se conduisent en régulateurs plutôt qu'en intermédiaires quand ils se préoccupent davantage d'appliquer des prescriptions gouvernementales au public que d'informer l'appareil gouvernemental des médiations venant de ce public.

La suprématie des conseillers, des arbitres et des régulateurs dans les partis de gouverne, qu'ils soient programmatiques ou opportunistes, se manifeste dans la gouvernementalisation de la composante interne et de la composante publique. La gouvernementalisation s'exprime dans le contrôle des ressources humaines, informationnelles ou matérielles. Sur le versant interne des fonctions de gouverne les ressources du parti sont mises au service du gouvernement et plus généralement de l'appareil gouvernemental. Les leaders deviennent des arbitres, d'autres sélecteurs deviennent des conseillers, plus ou moins perdus pour la composante interne. Il y a gouvernementalisation aussi, bien que de façon différente, sur le versant public des fonctions de gouverne. Le public en vient à être conçu comme un milieu qui doit être régulé par les prescriptions gouvernementales, plutôt que comme un lieu de préférences qui, médiatisées par les représentants, doivent commander les prescriptions gouvernementales. Qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition les élus, bien souvent sous l'influence des conseillers, se définissent comme des régulateurs davantage que comme des intermédiaires.

Selon la théorie systémique des partis qui a été élaborée au chapitre 9, les prescriptions des arbitres dominant d'autant plus les orientations des leaders que le parti de gouverne est opportuniste plutôt que programmatique. La comparaison entre les partis uniques de l'Afrique noire qui sont programmatiques et les grands partis de gouverne, opportunistes, des systèmes compétitifs confirme dans les faits cette proposition théorique.

[219]

Il est aussi évident que les partis de gouverne qui sont programmatiques dominent davantage leur composante publique que ceux qui sont opportunistes. La comparaison entre les partis programmatiques et les partis opportunistes de l'Afrique noire fournit une confirmation, parmi d'autres, de cette assertion.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Les partis de gouverne donnent la priorité à leur composante gouvernementale, c'est-à-dire aux contrôles exercés par les mandataires. Les contrôles des sélecteurs du parti dans la composante interne et les contrôles des représentants du parti sur les mandants dans la composante publique sont considérés comme plus déterminés que déterminants par rapport au contrôle venant des mandataires de la composante gouvernementale.

Sur le versant interne la domination de la composante gouvernementale s'exprime souvent par la « gouvernementalisation » des dirigeants et des autres sélecteurs internes du parti. Des sélecteurs qui n'étaient pas des gouvernants le deviennent, à titre d'élus ou de conseillers, ou encore deviennent des agents du gouvernement. Leurs relations dans la composante gouvernementale prennent plus d'importance pour eux que leurs relations dans la composante interne, quand ils en conservent. Les responsables du parti agissent comme des arbitres plutôt que comme des leaders. L'évolution des partis de gouvernement, en Afrique noire, après l'indépendance, illustre de façon tout particulièrement nette ce processus de gouvernementalisation.

Sur le versant public, les fonctions de gouverne, quand elles sont les plus importantes, s'expriment par des prescriptions gouvernementales qui cherchent davantage à informer les médiations qu'à se laisser informer par elles. C'est par exemple le parti opportuniste où les médiations informent les prescriptions, pour mieux imposer celles-ci au public. C'est aussi le parti programmatique qui gouverne davantage en fonction de ses sélecteurs qu'en fonction de ses représentants. Cette option a plus de chances de réussir si tous les autres partis principaux sont

programmatiques que si l'un ou quelques-uns d'entre eux sont opportunistes, c'est-à-dire donnent plus d'importance aux médiations qui résultent du contrôle des représentants qu'aux orientations qui résultent du contrôle des sélecteurs du parti.

[220]

En somme, les partis de gouverne sont surtout des partis de conseillers, d'arbitres et de régulateurs.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Quelques ouvrages de Richard Rose ont traité tout particulièrement des fonctions de gouverne des partis. On pourra consulter *The Problem of Party Government* (1974), et *Does Parties Make a Difference* (1980). Le chapitre 12 du livre d'Epstein (1967) porte sur la fonction gouvernementale des partis, et en particulier sur le versant public de cette fonction. Le versant interne, quant à lui, n'a pas fait l'objet d'études très développées, ce qui se traduit d'ailleurs par son absence dans la typologie de King et dans celles de la plupart des autres auteurs qui ont classifié les fonctions des partis.

[221]

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

[223]

CONCLUSION

Chapitre 13

Les transformations des partis et des systèmes partisans

[Retour à la table des matières](#)

Les caractéristiques des partis et des systèmes partisans ne sont pas immuables. Elles sont sujettes à des transformations, comme nous l'avons vu à plusieurs occasions au cours de cet ouvrage. La grandeur et la permanence de ces transformations sont variables d'une société à l'autre. Elles ont évidemment moins de chances d'arriver dans les systèmes unipartistes, où un parti domine en droit et en fait le système politique et toute la société, que dans les systèmes partisans où cette domination n'existe pas.

Les transformations des partis et des systèmes partisans ont généralement leur source dans l'environnement sociétal ou dans le système politique. L'ampleur des transformations dépend aussi du système électoral. Enfin les relations internes au système partisan peuvent expliquer certaines transformations. Le chapitre examine successivement ces quatre voies de transformation des systèmes partisans.

En suivant une tradition assez bien établie, nous voyons dans les principaux clivages sociétaux la source des changements qui viennent de l'environnement.

Dans le système politique ce sont surtout des changements dans le régime politique, dans son caractère unitaire ou fédéral, [224] ainsi que l'adoption de règles touchant le système partisan qui sont sources de transformations de celui-ci.

Enfin le système électoral, majoritaire ou proportionnel, ne manque pas d'affecter les caractéristiques des partis et des systèmes partisans.

Dans les relations entre partis les stratégies et la personnalité de certains acteurs peuvent expliquer certaines transformations.

Deux brèves études de cas, qui portent sur le Québec et sur la France, viennent illustrer dans le concret les diverses voies de changement distinguées.

Principalement, le chapitre 13 veut montrer que c'est par l'effet des changements venant de l'environnement sociétal, du système politique, du système électoral ou des relations entre partis que se transforment les partis et les systèmes partisans.

Le schéma systémique suivant (graphique 13. 1) met en place les liens entre le système partisan (y compris les partis) et les autres systèmes par lesquels est affecté un système partisan, ou qui sont affectés par lui. Les autres systèmes sont le système électoral, le système politique et les systèmes sociétaux dans l'environnement.

Nous examinerons successivement en suivant les chiffres du graphique les transformations dont la source est dans l'environnement sociétal, celles qui viennent du système politique, celles qui viennent du système électoral et finalement les transformations qui tiennent aux relations entre les partis (quand il y en a plus d'un).

Cette façon de procéder est évidemment simplificatrice. Le système électoral est inclus dans le système politique et celui-ci peut être considéré comme faisant partie de l'environnement sociétal du système partisan. Des facteurs de changement qui viennent de l'environnement sont médiatisés par le système électoral, et ainsi de suite. Nous ne ferons toutefois pas une étude systématique de ces médiations.

Le graphique indique que les systèmes partisans sont affectés par les autres systèmes, mais qu'ils les affectent aussi en retour. Ce n'est toutefois pas l'objet du chapitre d'étudier cette autre face de l'action des partis.

[225]

GRAPHIQUE 13.1

Les différentes voies de transformation des systèmes partisans et des partis

Les deux brèves études de cas présentées à la fin du chapitre ont pour but de montrer de façon synthétique le jeu complexe des différentes voies de transformation d'un parti ou d'un système partisan.

13.1 LES SOURCES DE CHANGEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIÉTAL

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons d'abord que nous avons considéré (au chapitre 2) comme faisant partie de l'environnement intra-sociétal les relations et rapports entre les sujets d'un système politique qui ne participent pas activement au processus de régulation de ce système. Il s'agit, par exemple, des relations non régulées politiquement entre groupes linguistiques ou religieux, entre patrons et ouvriers, propriétaires et locataires, etc. ; ou encore les rapports plus passifs parce plus statistiques entre groupes d'âge dans la population, entre sujets d'une région et sujets d'une autre région, etc. Dans l'environnement extra-sociétal, il s'agit surtout des relations ou [226] rapports entre le système politique considéré et d'autres systèmes politiques.

Aussi bien pour l'environnement intra-sociétal que pour l'environnement extra-sociétal, il y a avantage à penser les phénomènes qui affectent les systèmes partisans en termes d'écarts ou de clivages entre les acteurs, en position de sujets ou d'étrangers. Selon cette façon de voir, ce sont de nouveaux écarts ou des modifications dans les écarts existants qui affecteraient le système partisan.

À commencer par l'environnement intra-sociétal, il est évident qu'un système partisan se construit plus ou moins fidèlement sur les principaux clivages d'une collectivité, et que des changements dans ces clivages peuvent affecter directement le système et les partis qui le composent. Comme nous l'avons déjà signalé au chapitre sur la composante publique des partis, Stein Rokkan (voir Lipset et Rokkan, 1967) est l'auteur qui a poussé le plus loin la réflexion en ce domaine. Plus récemment Seiler (1980) a repris les travaux de Rokkan dans son livre sur les partis et les familles politiques. De façon un peu différente de ces deux auteurs, nous avons proposé, en nous inspirant de Lapierre (1973), quatre grandes catégories de clivages sociétaux qui s'étalent et se recouvrent plus ou moins selon les collectivités :

- a) les clivages bio-sociaux d'âge et de sexe ;
- b) les clivages ethniques, linguistiques et religieux et les clivages idéologiques ;
- c) les clivages régionaux ;
- d) les clivages socio-économiques.

Les rapports des clivages sociétaux au système partisan peuvent se présenter de plusieurs façons, comme nous avons d'ailleurs eu l'occasion de le voir dans les chapitres précédents, en traitant des systèmes partisans de diverses sociétés.

1 – Tout d'abord, les clivages sociétaux sont plus ou moins accusés selon les sociétés. Les clivages d'âge sont sans doute les plus volatiles de tous. Comme l'ont montré les études sur les générations politiques (voir en particulier Mannheim, 1952), il n'arrive pas toujours qu'une société se divise en générations. Cela se produit surtout dans les périodes de changements intenses et rapides.

[227]

La présence ou l'absence de clivages en groupements ethniques, linguistiques ou religieux est plus permanente. Ces clivages sont évidents en Suisse ou en Belgique, alors qu'ils sont à peu près inexistantes en Suède ou en Autriche.

Les clivages régionaux renvoient aux différences entre ruraux et urbains, ou, de façon plus contemporaine, entre le centre et la périphérie. Il semble que ces clivages sont significatifs en Norvège, alors qu'ils le sont peu au Danemark.

Enfin les clivages socio-économiques sont sans doute les plus répandus, ou du moins ce sont ceux qui ont le plus retenu l'attention des chercheurs. Ils seraient plus accusés, encore aujourd'hui, en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis.

2 – Quelques études (voir en particulier Rae et Taylor, 1970) ont porté sur les phénomènes de recouvrement ou non des clivages. Les divisions entre les catégories sociétales se présenteront de façon différente là où, comme en Irlande du Nord, les clivages religieux et socio-économiques se recouvrent, comparativement à d'autres endroits comme en Suisse où ils sont davantage indépendants l'un de

l'autre. En particulier, les conséquences des clivages sur le système partisan auront plus de chances d'être importantes là où ils se recouvrent que là où ils sont plus indépendants l'un de l'autre.

3 – Les conséquences des clivages, plus ou moins présents et plus ou moins cumulatifs entre eux, varient selon les types de systèmes partisans et les types de partis qui y sont inclus. Il y a des types de systèmes partisans et des types de partis qui sont plus affectés que d'autres par la structuration des clivages sociétaux et par les changements qui s'y expriment.

Les systèmes monopolistes, et en particulier les systèmes à parti unique, sont généralement peu affectés par les clivages sociétaux, qu'ils cherchent plutôt à réprimer qu'à exprimer, pour reprendre les termes de Sartori (1976 : 56-58). Les clivages existants dans la société se retrouvent généralement dans le parti unique, mais étant donné que sa fonction de représentation est la dernière dans l'ordre d'importance et que la composante interne est centrée, les clivages et les changements qui les affectent ont peu de chances d'être pris en charge. Nous avons d'ailleurs noté, dans le cas des partis uniques en Afrique noire, qu'ils cherchaient systématiquement à réprimer en leur sein les clivages, en particulier ethniques et régionaux.

[228]

Parmi les systèmes compétitifs, c'est évidemment les systèmes multipartistes qui sont les plus aptes à exprimer les clivages et leurs changements. Nous avons noté à propos du système partisan en Norvège qu'il manifestait les clivages entre classes sociales mais aussi entre groupements religieux et entre régions du pays. Dans la France de la IV^e République, comme l'a bien vu Duverger (1951 : 262), la superposition des dualismes, sur les plans socio-économique et religieux ainsi que sur le plan extra-sociétal (la division entre l'Ouest et l'Est, était sous-jacente au multipartisme complexe. Par contre, aux États-Unis, si on fait exception des clivages ethniques, le système partisan reflète assez mal les clivages sociétaux existants. Les différences entre les clientèles sur les plans socio-économique, religieux et régional tendent à diminuer, et le caractère générationnel des appuis aux partis n'a jamais été très marqué.

4 – Les clivages inter-sociétaux peuvent aussi affecter un système partisan. Nous l'avons noté à propos de la France. La présence de partis communistes dans les systèmes partisans de l'Europe occidentale manifeste de tels clivages qui, généralement, affectent davantage la compétition ou non, ou encore le morcellement ou non dans le système partisan que sa simplicité ou sa complexité. À l'occasion des deux Guerres mondiales, les menaces venant de l'environnement extra-sociétal ont amené les partis, dans plusieurs systèmes partisans, à former ensemble des gouvernements d'unité nationale, donc à se lier entre eux. Dans les pays d'Afrique noire, au moment de la décolonisation, la nécessité de faire front commun, face à l'environnement extra-sociétal et à ses menaces de néo-colonialisme ou de domination économique, a justifié, entre autres raisons, le passage d'un système compétitif de partis à un système monopoliste.

De façon générale les clivages sociétaux et les changements qui s'y expriment affectent surtout la dimension publique des partis et des systèmes partisans. Quand les clivages se recouvrent peu et ne provoquent pas des divisions bien nettes dans le public, il y a plus de chances que les partis soient extensifs qu'intensifs. À l'inverse le recouvrement et l'exaspération des clivages inclinent les partis à des appuis intensifs. Dans le système partisan, si les divisions publiques dues aux clivages augmentent, le système deviendra plus complexe. Si elles diminuent le système tendra à plus de simplicité.

[229]

Rappelons enfin que les clivages et les divisions affectent aussi le système partisan par la médiation du système politique et du système électoral. Le système partisan, par la médiation du système politique, agit en retour sur les clivages. Toutefois cela dépasse notre propos d'explorer ces médiations et ces actions en retour.

13.2 DU SYSTÈME POLITIQUE AU SYSTÈME PARTISAN

[Retour à la table des matières](#)

Les règles du système politique sont généralement plus stables que les clivages sociétaux dans l'environnement. Elles sont pour cela des facteurs de stabilisation des systèmes partisans et des partis. Par contre des changements importants dans les règles, qu'ils soient décidés ou non par les partis, peuvent modifier de façon plus ou moins importante un système partisan. Les changements dans le système politique sont plus discontinus que les changements dans l'environnement. Moins fréquents, leurs conséquences sur les systèmes partisans sont plus visibles.

Le régime présidentiel semble incliner davantage à la simplicité que le régime parlementaire. Comme on l'a souvent dit, les partis pour avoir une chance de conquérir le poste de président doivent former en eux-mêmes ou entre eux de larges coalitions, ce qui restreint la gamme des partis seconds. En Afrique noire et dans d'autres systèmes partisans non compétitifs le présidentielisme s'accompagne toujours de simplicité au sens où nous l'entendons ici. Il en est de même dans les systèmes compétitifs. Par contre il y a des régimes parlementaires où le système partisan est complexe, de façon transitoire comme dans certains pays scandinaves, ou de façon plus permanente comme en Inde ou en Italie.

Le passage du régime parlementaire au régime présidentiel, en France, s'est traduit, comme prévu, par la transformation du système partisan, du multipartisme complexe ou multipartisme simple.

Par contre un régime politique comme celui de la Suisse, où il est dans la tradition que le gouvernement, ou Conseil fédéral, soit formé de gouvernants appartenant à différents partis, incite au maintien du multipartisme, c'est-à-dire d'un système compétitif lié, contre le morcellement inhérent au pluripartisme.

[230]

Le caractère fédéral du régime politique entraîne généralement des tensions contraires entre la complexité et la simplicité, ainsi qu'entre le morcellement et les

liens dans le système partisan, de même qu'entre la décentration et la centration dans la composante interne des partis. Le fédéralisme se caractérise en effet par une reconnaissance constitutionnelle et institutionnelle de la variété des parties composantes, qui doit être tempérée par certaines contraintes venant de l'organisation centrale du système politique. Cela crée dans le système partisan et dans les partis des tensions qui s'expriment surtout dans les trois dimensions signalées.

Les différents régimes fédéraux semblent avoir trouvé des solutions différentes à l'existence de ces tensions. Aux États-Unis, sans doute parce que le système partisan n'a qu'une prise limitée sur le système politique et parce que l'idéologie de la variété est plus valorisée que celle de la contrainte, le système partisan est simple plutôt que complexe, mais plus morcelé que lié, et la composante interne des partis est plus décentrée que centrée. La Suisse illustre une solution contraire : les partis sont plus nombreux (ce qui est une marque de variété) bien que leur système demeure simple, mais ils sont plutôt liés entre eux, et à l'intérieur d'eux-mêmes ils sont mieux organisés et moins décentrés qu'aux États-Unis. Le Canada et l'Australie ont des systèmes pluripartistes simples, comme les États-Unis (ce qui est en bonne partie une conséquence du système électoral), mais les partis y sont plus centrés qu'aux États-Unis ou qu'en Suisse, malgré les clivages régionaux, particulièrement importants dans un régime fédéral.

Le caractère unitaire ou fédéral d'un régime politique est peu sujet à des changements importants, si bien qu'il est difficile de montrer comment le glissement vers l'unitarisme ou le fédéralisme affecte le système partisan et les partis qu'il comprend. Le cas canadien, et en particulier les tendances à une plus grande autonomie du Québec dans un fédéralisme jugé par lui centralisé, semble toutefois indiquer que cette évolution du système politique peut se répercuter de différentes façons dans le système partisan, mais à peu près toujours dans le sens de la variété. Des députés liés à un parti peuvent devenir indépendants et provoquer ainsi un plus grand morcellement du système partisan, ou encore de nouveaux partis autonomistes peuvent se former. Dans les deux cas la complexité du système partisan s'accroît. Les tensions dans le parti peuvent aussi entraîner plus de décentration, bien que le cas québécois comme d'ailleurs les cas australiens indiquent plutôt une [231] tendance à ce que le conflit se joue entre l'organisation fédérale d'un parti et ses organisations provinciales ou étatiques.

En plus de ces règles constitutives un système politique fabrique aussi d'autres règles, dans l'exercice par les mandataires de leurs mandats d'autorité. Certaines de ces règles touchent plus spécialement au système partisan. Ce sont celles qui règlent la compétition électorale entre les partis, celles qui ont trait à leurs finances, celles qui favorisent ou non la pratique du patronage partisan. Ces règles peuvent affecter de façon importante le caractère compétitif ou non du système partisan, ainsi que les composantes des partis. Il est évident que si les finances des partis sont réglées de façon à égaliser les chances entre eux et que la pratique du patronage par le ou les partis de gouvernement est soumise à des restrictions sévères, il y aura de fortes chances qu'un système partisan compétitif en droit le soit aussi en fait. Beaucoup de cas de systèmes à parti prédominant, que ce soit aux États-Unis, au Canada, au Mexique, en Inde ou ailleurs s'expliquent en bonne partie par l'avantage considérable dont dispose le parti dominant sur les autres, en matière de financement et de patronage.

Les politiques sur le financement des partis affectent leurs composantes et les relations entre elles. Le financement par l'État peut porter sur les activités gouvernementales des partis (par exemple, des subventions données pour l'engagement de recherchistes), leurs activités internes (pour des fins d'organisation), ou leurs activités publiques (remboursement des dépenses électorales). Selon que le poids du financement portera sur une composante ou sur une autre, la domination de cette composante sur les autres sera encouragée ou non. Le fait que des subventions soient données non seulement à l'organisation centrale des partis mais aussi à leurs organisations régionales (comme c'est le cas en Suède) sera un facteur de décentralisation.

Notons enfin que le système politique contient des relations entre acteurs qui ne sont pas des partisans (des agents et des sujets). Ces relations, qui échappent au système partisan, peuvent l'affecter de façon notable.

L'autonomie des agents par rapport aux partisans et le développement de relations autonomes entre eux et les sujets prend place dans les systèmes compétitifs de partis plutôt que dans les systèmes monopolistes. Dans ceux-ci la plupart des acteurs gouvernementaux sont des partisans, ou sont contrôlés par des partisans. [232] Dans les systèmes compétitifs, au contraire, les agents peuvent fort bien échapper au contrôle des partisans dans les relations qu'ils ont entre eux ou encore dans leurs relations avec les sujets. Ces situations affectent surtout la composante

gouvernementale des partis, bien que de façon ambivalente. Peu de recherches ont porté sur ce domaine. Nous ferions l'hypothèse, conforme à notre théorie des partis, que des agents autonomes mais au service des publics amèneront les partis à être plus opportunistes dans leur action gouvernementale. Si l'autonomie des agents est mise au service de leurs propres intérêts, les partis de gouvernement seront plus programmatiques. Les agents feront prévaloir leurs orientations sur celles qui viennent de la composante interne des partis. Ce qu'on a nommé la technocratie consiste justement à substituer le programme de gouvernement des agents à celui des partisans.

13.3 SYSTÈME ÉLECTORAL ET SYSTÈME PARTISAN

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport entre les systèmes électoraux et les systèmes partisans a été beaucoup discuté. À la thèse d'Hermens (1941), voulant que la proportionnelle soit responsable de la montée du nazisme en Allemagne, ont succédé les « régularités » de Duverger (1951 : 269-286), ensuite ramenées par lui à des tendances (1960 : 40-42), les calculs statistiques de Rae (1967) et, plus récemment, les ouvrages collectifs moins concluants publiés sous la direction de Cadart (1983) et de Bogdanor et Butler (1983).

La confusion qui règne en ce domaine est d'abord due à un manque de clarification conceptuelle. Il est utile de parler de système électoral au sens strict, c'est-à-dire d'entrées en votes qui sont transformées, selon une certaine formule électorale, en sièges à la sortie. Le graphique 13.2 illustre cette façon de voir le système électoral, en ses trois éléments.

Les trois éléments correspondent à peu près aux facteurs que Rae (1967 : 16) distinguait dans le système électoral : la façon de voter, la formule électorale elle-même et l'amplitude des circonscriptions. Cet auteur insistait avec raison sur le dernier facteur : le degré de proportionnalité d'un système électoral est davantage déterminé, disait-il, par l'amplitude en sièges des circonscriptions que par la formule électorale.

[233]

GRAPHIQUE 13.2
Les trois éléments d'un système électoral

[Retour à la table des matières](#)

Dans le but d'identifier les différents types de systèmes électoraux nous allons commencer par la sortie, soit la division en circonscriptions et l'attribution de sièges à ces circonscriptions. Deux cas extrêmes se présentent, celui d'Israël et des Pays-Bas, où le pays ne forme qu'une seule circonscription pour fins électorales, et celui, courant en scrutin majoritaire ou pluralitaire, où il y a autant de circonscriptions que de sièges à distribuer aux partis. Entre ces deux extrêmes, on rencontre différentes situations, toutes caractérisées par le fait que le nombre des sièges est supérieur à celui des circonscriptions.

Si dans une circonscription donnée on veut distribuer les sièges entre les partis de façon proportionnelle aux votes qu'ils ont reçus, il faudra, bien sûr, qu'il y ait plusieurs sièges. Une meilleure proportionnalité sera atteinte là où il y a, par exemple, vingt sièges à distribuer que là où il n'y en a que cinq. C'est pourquoi, d'ailleurs, Rae prétendait que l'amplitude des circonscriptions était plus déterminante de la proportionnalité que ne l'était la formule électorale.

Mais l'amplitude des circonscriptions, si elle est une condition nécessaire de la proportionnalité, n'est pas une condition suffisante. S'il n'y a qu'une circonscription nationale, comprenant tous les sièges, et que ces sièges sont tous attribués au parti qui a obtenu le plus de votes, le système sera tout à fait disproportionnel. Pour que la sortie soit proportionnelle à l'entrée il faut que la formule électorale, c'est-à-dire la formule de conversion des votes en sièges, assure cette proportionnalité.

À cet égard, il y a trois types principaux de formule électorale : la formule pluralitaire, la formule majoritaire et la formule proportionnelle, qui contient elle-même plusieurs variantes. Selon [234] la formule pluralitaire, le ou les sièges en jeu sont attribués au parti ou aux candidats qui ont obtenu une majorité relative, c'est-à-dire une pluralité de votes. Avec la formule majoritaire, on exige que le ou les sièges soient attribués au parti ou aux candidats qui sont préférés aux autres par une majorité absolue de votants. Ainsi, aux élections législatives françaises, ne sont élus au premier tour que les candidats qui ont obtenu une majorité absolue de votes. Aux élections à la Chambre basse, en Australie, est élu le candidat qui ou bien a obtenu une majorité absolue des premiers choix de la part des électeurs, ou bien atteint cette majorité absolue quand on prend en compte les deuxièmes choix. Cette formule électorale, on le voit, commande en amont une façon de voter qui doit être complexe, parce qu'ordonnée, plutôt que simple.

Quant aux formules proportionnelles, elles sont fort diverses, mais on peut les ramener à deux grandes variantes qui sont d'ailleurs liées à la façon de voter des électeurs : la technique du quotient et la technique de la moyenne. La technique du quotient est utilisée quand le vote des électeurs est donné à des candidats, comme en Irlande (avec le système du vote unique transférable), ou encore comme en Suisse dans le système du « panachage ». Un candidat, dans une circonscription à plusieurs sièges, est élu si le nombre de votes qu'il a obtenus atteint le quotient requis, qui consiste généralement dans le nombre de votes exprimés divisé par le nombre de sièges en jeu plus un, le nombre un étant ajouté au résultat (ou quotient) ainsi obtenu. Par exemple s'il y a 4 sièges en jeu et 1000 votes exprimés, le quotient sera de 201, soit :

$$\frac{1000}{4 + 1} = 201$$

Ce nombre se justifie par le fait que si 4 candidats obtiennent chacun 201 votes sur 1000, aucun autre candidat ne peut obtenir un nombre supérieur, et ainsi être élu. Si, dans notre exemple, trois candidats seulement atteignent le quotient, le siège restant est attribué au candidat parmi les autres qui s'en approche le plus.

La technique de la moyenne est appliquée là où c'est le vote donné à une liste qui détermine comment les sièges seront distribués entre les partis. On divise alors les votes donnés aux listes par une série de nombres (1, 2, 3 ... n dans la

technique de d'Hondt ; 1,4, 3, 5, 7 ... n dans la technique de Sainte-Laguë ; 1, 1,5, 2, 2,5 ... n dans la technique d'Impériali, etc.) et s'il y a, par exemple, 10 sièges à attribuer ils le sont aux listes qui obtiennent ainsi les 10 nombres les plus élevés. On parle de technique de la plus forte [235] moyenne pour exprimer le fait que la distribution se fait de telle manière qu'on ne peut arriver autrement à une plus forte moyenne de votants par siège obtenu. Si par exemple, il y a 5 sièges à attribuer, selon la technique d'Hondt, entre trois partis A, B, C qui ont obtenu respectivement 500, 400 et 300 votes, A obtiendra deux sièges (grâce à ses deux premiers quotients, 500 et 250), B en obtiendra également deux (grâce à ses deux premiers quotients, 400 et 200) et C en obtiendra un (grâce à son premier quotient, 300). On peut établir aisément que la moyenne des moyennes de votants par sièges (soit 250 pour A, 200 pour B et 300 pour C), qui s'élève à 250, est le nombre le plus grand qu'on puisse obtenir, étant donné la distribution des votes entre les trois partis, le nombre de sièges à attribuer et la technique utilisée.

Dans les systèmes à liste fermée les candidats d'un parti sont élus dans l'ordre où ils apparaissent sur la liste (ce serait les deux premiers sur la liste dans le cas du parti A, etc.). Si les électeurs peuvent exprimer leur préférence pour un ou des candidats, on en tiendra compte dans l'attribution des sièges, si bien que l'ordre établi par le parti pourra ne pas être respecté.

Enfin, à l'entrée du système électoral, le vote des électeurs peut être simple ou complexe. Il n'existe pas, à notre connaissance, de système complexe de choix des partis. Quand il doit voter pour des listes, l'électeur n'a qu'un vote. Mais il peut en avoir plusieurs quand il vote pour des candidats, et ces votes pluraux peuvent être ordonnés ou non, comme nous l'avons vu précédemment.

Cette présentation un peu longue des systèmes électoraux avait pour but de bien en identifier les éléments, d'ailleurs interdépendants, qui peuvent avoir des conséquences sur les partis et les systèmes partisans et y entraîner ainsi des transformations. Ce thème de l'impact des systèmes électoraux sur les systèmes partisans et les partis a été beaucoup discuté et il est repris de façon pondérée dans la conclusion de Bogdanor et Butler (1983), écrite par Bogdanor. Celui-ci montre qu'en ce domaine il faut éviter les généralisations faciles. Les systèmes électoraux, surtout ceux qui sont proportionnels, sont complexes et variés. On peut toujours trouver des cas historiques qui viennent contredire des généralisations imprudentes.

Il demeure que les conséquences sont observables, même si elles sont de l'ordre du plus ou moins plutôt que du tout ou rien. [236] On peut les identifier assez bien à l'aide de notre critériologie des systèmes partisans et des partis. Nous allons opposer à cet égard les systèmes proportionnels aux systèmes majoritaires, mais en prenant bien soin de distinguer, lorsqu'il y aura lieu, les variantes de ces deux systèmes.

Les systèmes majoritaires sont plus aptes que les systèmes proportionnels à établir des systèmes partisans de nature monopoliste. Nous pensons ici au quasi-unipartisme, car dans le cas de l'unipartisme le système électoral est peu pertinent. Les partis prédominants de l'Inde, du Japon, des États américains ou des provinces canadiennes sont en bonne partie un effet du système électoral majoritaire.

De même le caractère morcelé ou lié d'un système partisan dépend du système électoral. Il y a peu d'exemples de gouvernements de coalition là où existe un système électoral majoritaire, alors que de tels gouvernements sont fréquents avec des systèmes proportionnels. Rae (1967) a d'ailleurs établi cela de façon statistique.

Le caractère simple ou complexe du système partisan, tel que nous l'avons défini, dépend lui aussi du système électoral. Les systèmes proportionnels favorisent davantage la complexité que les systèmes majoritaires, dans la mesure où ils donnent aux nouveaux partis ou aux partis seconds un pourcentage de sièges à peu près équivalent à leur pourcentage de votes. Mais étant donné qu'ils inclinent davantage aux gouvernements de coalition, les systèmes proportionnels sont moins susceptibles d'exclure les partis relativement importants, mais jamais premiers, de la direction du gouvernement. Il arrive, par exemple dans les pays scandinaves ou encore aux Pays-Bas, que le gouvernement soit dirigé par un leader appartenant à un parti charnière qui aurait peu de chances de diriger le gouvernement, s'il y avait système majoritaire. Les systèmes proportionnels sont donc facteurs de complexité, mais ils peuvent aussi favoriser la simplicité, au sens opératoire où nous l'entendons, en promouvant à la direction du gouvernement des partis qui ne sont pas parmi les premiers en votes obtenus.

Les systèmes électoraux ont aussi des conséquences sur les partis, dans leurs trois composantes. On accuse souvent les systèmes proportionnels de liste d'ac-

centuer la centration des partis, par la compétence et le pouvoir effectif qu'ont les instances centrales, sur le plan national ou sur le plan régional, d'établir la liste des [237] candidats et l'ordre dans lequel ils sont disposés. En fait, comme l'a montré Ranney (1981), le caractère centré des contrôles dans le choix des candidats se retrouve dans la plupart des systèmes partisans compétitifs, quel que soit le système électoral. Des systèmes proportionnels comme ceux de la Suisse et de la République d'Irlande, ou encore comme celui de la Norvège, n'empêchent pas qu'en ces pays la sélection des candidats soit aussi décentrée au total, sinon plus, qu'en Grande-Bretagne ou en France, où le système électoral est majoritaire.

Comme Downs (1957) l'a établi de façon théorique (voir notre chapitre 7) les systèmes proportionnels sont plus susceptibles que les systèmes majoritaires de favoriser le caractère intensif de la composante publique. Il y a toutefois des partis extensifs en système proportionnel et des partis intensifs en système majoritaire.

Il en va de même dans la composante gouvernementale. Downs (1957), mais aussi Katz (1980), de façon plus empirique, ont montré que les systèmes proportionnels incitaient les partis à être davantage programmatiques qu'opportunistes. Il y a toutefois des exceptions : le Parti travailliste britannique est certainement plus programmatique, de façon générale, que le Parti social-démocrate allemand. Mais la tendance générale est assez nette.

Nous arrivons donc à une conclusion générale qui ne manque pas d'intérêt. Au total les systèmes proportionnels favorisent davantage que les systèmes majoritaires la variété dans le système partisan. Par contre ils favorisent moins que les systèmes majoritaires la variété dans les partis. Il faudra prendre cela en considération dans l'évaluation que nous ferons, au chapitre suivant, des partis et des systèmes partisans.

13.4 LES RELATIONS ENTRE PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

Certaines transformations peuvent être endogènes au système partisan. Des erreurs ou encore des réussites stratégiques de la part de certains partisans, des changements dans la direction des partis sont parfois à l'origine immédiate de transformations dans les partis et même dans le système partisan.

Downs (1957 : 128-129) a montré de façon théorique qu'en pluripartisme, si les deux principaux partis adoptent des positions [238] trop centristes au goût d'un nombre important d'électeurs, de nouveaux partis pourront se former à leur gauche ou à leur droite. C'est un peu ce qui est arrivé au Parti libéral britannique au début du siècle, quand le Parti travailliste s'est développé à sa gauche. Bien sûr des changements dans l'environnement et dans le système politique (en particulier l'extension du droit de suffrage) expliquent aussi ces transformations. Mais les erreurs de stratégie des libéraux y sont pour quelque chose. Au début des années 80, quand le Parti travailliste de Michael Foot adopta des positions jugées trop extrémistes, un parti social-démocrate, dissident du Parti travailliste, se forma autour de positions plus centristes et entra dans une alliance électorale avec le Parti libéral, à l'occasion des élections générales de 1983.

De Jouvenel (1972 : 225-231) a prétendu que les personnalités sont plus importantes en politique que dans d'autres domaines. Il est évident, pour s'en tenir aux plus grands, qu'un Konrad Adenauer ou qu'un Charles de Gaulle n'ont pas manqué d'affecter les partis et le système partisan de leur temps. Dans une perspective systémique, il faut voir cette action dans des environnements qui la déterminent en partie et qui sont aussi affectés par elle, de façon circulaire. Mais on ne peut nier que l'action politique de certains acteurs individuels fasse parfois une différence.

13.5 DEUX ÉTUDES DE CAS

[Retour à la table des matières](#)

C'est par des études de cas qu'on peut faire tenir ensemble les différents facteurs de transformations des partis et des systèmes partisans que nous venons de proposer. Nous allons en présenter deux, brièvement, le cas de la France et celui du Québec au cours des années 60 et 70. Ils montrent comment des changements dans l'environnement sociétal, dans le système politique, dans le système électoral ou dans les relations entre partis entraînent des transformations dans le système partisan ou dans les partis qui le composent.

Au Québec, ni le régime politique ni le système électoral n'ont été modifiés. Le type de système partisan demeure le même, soit celui du pluripartisme simple, mais un des deux partis principaux, l'Union nationale, est supplanté par un autre, le Parti québécois, pour être relégué au statut de parti second.

[239]

Les changements dans l'environnement sociétal, eux-mêmes accélérés par l'action du système politique et du système partisan dans le système politique, permettent d'expliquer ces transformations.

L'Union nationale était le parti d'une génération politique. Il a pris forme au milieu des années 30, au moment de la crise économique et d'une crise politique de fin de régime, après 39 ans de gouvernement par le Parti libéral. Au cours des années 60 et 70, la génération politique qui appuyait l'Union nationale était devenue fort réduite, démographiquement. Une nouvelle génération politique apparaissait, suite à des changements sociétaux.

L'augmentation de la scolarisation, et plus spécifiquement celle du nombre des diplômés universitaires à partir de la fin des années 60, acheminait vers le secteur public et parapublic (éducation et affaires sociales) de nombreux jeunes gens qui avaient intérêt à l'affirmation de l'État du Québec face à l'État central. Les clivages linguistiques et ethniques avivaient ces phénomènes de génération, puisque la minorité anglophone du Québec, qui donnait son appui au Parti libéral, représen-

tait en quelque sorte l'adversaire bien nanti, à réduire ou à surpasser. Les divisions linguistiques et ethniques recouvraient, à cet égard, des divisions économiques.

Ces nouvelles cohortes en quête d'un nouveau parti se trouvaient proportionnellement plus nombreuses dans les régions plus centrales de Montréal (la métropole économique) et de Québec (la capitale politique). L'Union nationale, parti de la périphérie, ne leur convenait guère par son caractère conservateur et peu interventionniste. Les nouveaux électeurs se portèrent d'abord vers le Parti libéral, plus interventionniste que l'Union nationale, mais les positions fédéralistes de ce parti lui aliénèrent des leaders de la nouvelle génération, qui se séparèrent de lui pour former en 1968 le Parti québécois, indépendantiste et soi-disant social-démocrate. C'est alors un parti décentré, intensif et programmatique, alors que l'Union nationale est plutôt centrée, extensive et opportuniste.

En 1970 le Parti québécois obtint plus de votes que l'Union nationale. Mais le système électoral majoritaire et une carte électorale favorable à la périphérie, ainsi que la concentration dans les villes du vote au Parti québécois, ne lui donnèrent que 7 sièges contre 17 à l'Union nationale (Lemieux et al, 1970). En 1973 le Parti québécois devenait l'opposition officielle au Parti libéral, [240] l'Union nationale n'obtenant aucun siège. En 1976, le Parti québécois était appelé à diriger le gouvernement, après avoir gagné plus de sièges que le Parti libéral. Depuis, le système partisan du Québec est formé de ces deux partis principaux, avec en plus une Union nationale réduite à l'état de parti secondaire.

Ce premier cas montre comment des changements convergents dans l'environnement sociétal, plus ou moins soutenus par l'action du système politique, peuvent entraîner le remplacement d'un parti par un autre, sans que change le système partisan. Le système électoral majoritaire retarde dans un premier temps la traduction politique du changement, mais l'accélère ensuite.

Le cas français est plus complexe, puisque c'est à la fois le système partisan et les partis qui ont changé au cours des années 60 et 70, suite à des changements dans l'environnement sociétal, mais surtout dans le système politique et le système électoral.

La société française a beaucoup évolué au cours des années 60 et 70. Il y a eu enrichissement collectif et modification de la structure des occupations, mais il est douteux qu'à eux seuls ces changements aient pu entraîner des transformations

importantes dans le système partisan. Une évolution un peu semblable est survenue dans d'autres pays d'Europe, sans que le système partisan n'en ait été affecté.

Comme l'ont noté plusieurs observateurs de la politique, la décision prise par De Gaulle et approuvée par voie de référendum de faire élire directement le président de la République a sans doute été déterminante. À ce changement dans le régime politique s'en est ajouté un autre dans le système électoral, qui est allé lui aussi dans le sens d'une simplification du système partisan. La représentation proportionnelle, employée sous la IV^e République pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, a été remplacée par le scrutin majoritaire à deux tours, impitoyable pour les partis extrêmes, surtout s'ils n'arrivent pas à faire alliance en vue du deuxième tour.

Dans un premier temps, ces changements ont fait passer le système partisan du multipartisme complexe au quasi-unipartisme complexe. Les partis de la grande famille gaulliste ont en effet dominé le système partisan jusqu'au début des années 80, en excluant de la direction du gouvernement les socialistes, les communistes et d'autres petits partis qui, ensemble, ont toujours [241] occupé durant cette période plus du quart des sièges de l'Assemblée nationale.

La nécessité qui s'est imposée aux socialistes et aux communistes d'en venir à une entente pour espérer gagner l'élection présidentielle a fini par rapprocher ces partis l'un de l'autre. Ils sont apparus, avec la candidature de François Mitterrand, comme une solution de rechange plausible au gouvernement des partis gaullistes. La victoire de Mitterrand aux élections présidentielles de 1981, suivie des succès des socialistes aux élections législatives de la même année, redonnait au système partisan un caractère compétitif. Le système devenait lié comme sous la IV^e République, puisque quelques ministres communistes entraient au gouvernement avec des ministres socialistes. Selon nos critères, il y avait passage à la simplicité, car en dehors des deux grandes coalitions il ne subsistait qu'un nombre limité d'élus appartenant à d'autres formations partisans.

La désintégration de la famille gaulliste en partis autonomes qui devront sans doute se lier entre eux, s'ils forment à nouveau le gouvernement, semble confirmer le caractère multipartiste du système partisan. Le régime présidentiel et le scrutin majoritaire à deux tours sont une garantie que ce multipartisme demeurera simple dans l'avenir.

Notons enfin que ce sont davantage les caractéristiques du système partisan que celles des partis qui ont été affectées par ces changements. La comparaison avec le Québec semble indiquer que les changements venant de l'environnement sociétal sont plus susceptibles d'affecter les composantes et les fonctions des partis, alors que ceux qui viennent du système politique et du système électoral affecteraient d'abord le système partisan, avant d'affecter ou non les caractéristiques des partis.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

La façon dont les partis exercent le contrôle des mandats d'autorité dans le système politique est sujette à des transformations dont on peut trouver l'origine dans l'environnement sociétal, dans le système politique, dans la conversion des votes en sièges opérée par le système électoral, ou encore dans les relations entre les partis eux-mêmes.

[242]

Les changements sociétaux affectent tout particulièrement la composante publique des partis et leurs fonctions de représentation. Le contrôle exercé par les représentants doit en effet s'ajuster aux changements qui s'expriment chez les sujets et en particulier dans les clivages qui les divisent en catégories sociales. Les contrôles des sélecteurs du parti dans la composante interne et ceux des gouvernants dans la composante gouvernementale sont aussi affectés, mais moins directement que ceux qui s'établissent dans la composante publique.

Le système politique et le système électoral, quant à eux, semblent d'abord affecter le système partisan c'est-à-dire le monopole ou la compétition, les liens ou le morcellement, ou encore la simplicité ou la complexité dans le contrôle, par l'ensemble des partis, des mandats d'autorité. Mais les partis eux-mêmes peuvent aussi être affectés. Ainsi l'introduction dans une société d'un système électoral proportionnel à listes fermées peut fort bien entraîner un surcroît de contrainte dans le contrôle des mandats d'autorité, c'est-à-dire une plus grande centration, une plus grande intensivité et même le caractère plus programmatique des contrô-

les. Toutefois des systèmes proportionnels plus ouverts auront des effets contraires.

Les relations stratégiques entre partis et l'action de fortes personnalités peuvent contribuer à transformer les partis et même le système partisan, mais ce facteur de changement a généralement une portée limitée.

Dans un schéma systémique du changement les systèmes partisans sont aussi des facteurs de transformation de la société, du système politique et du système électoral. Cela est tout particulièrement net dans le cas du système électoral qui, s'il fait un sort aux partis, n'en dépend pas moins pour son maintien ou sa modification des décisions à son égard qui sont prises par les partis.

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Rokkan (Lipset et Rokkan, 1967) est certainement l'auteur qui a poussé le plus loin l'étude comparative des clivages sociétaux dans leur signification politique. Ses conclusions ont été [243] reprises par Seiler (1980) dans son livre sur les partis et les familles politiques. On a souvent signalé les conséquences qu'ont les systèmes partisans sur les systèmes politiques, mais la relation inverse a beaucoup moins retenu l'attention. Epstein (1967) a toutefois traité brièvement de cette relation dans le deuxième chapitre de son ouvrage comparatif. Sur les effets des systèmes électoraux, en plus de Duverger (1951 : 246-286), les livres de Rae (1967), Katz (1980) et Bogdanor et Butler (1983) sont recommandés.

[245]

CONCLUSION

Chapitre 14

L'évaluation des systèmes partisans et des partis

[Retour à la table des matières](#)

Malgré la difficulté de la tâche nous consacrons ce dernier chapitre à l'évaluation des systèmes partisans et des partis. Il ne s'agira pas de recherche évaluative en bonne et due forme sur ces phénomènes, mais plutôt d'une amorce d'évaluation par retour sur un thème, celui de la variété et de la contrainte, qui apparaît central dans les jugements normatifs qui sont portés sur les partis et les systèmes partisans.

Dans la première section nous présentons un schéma de recherche évaluative qui nous servira de guide dans le début d'évaluation que nous mettrons en place. Ce schéma pourrait être utilisé dans l'évaluation systématique des systèmes partisans et des partis, si jamais elle était entreprise.

La deuxième section montre comment le thème de la variété et de la contrainte permet de classer, en vue de l'évaluation, les différents types de systèmes partisans.

De même, la troisième section, qui porte sur les partis, rappelle que ceux-ci appartiennent à des types où il y a aucun, un, deux ou trois éléments de variété. Ce classement apparaît significatif pour les fins de l'évaluation.

Dans une dernière section nous tenons ensemble les systèmes partisans et les partis qui les composent, pour voir comment les [246] différentes combinaisons de variété et de contrainte qu'on y trouve ont des conséquences différentes sur les effets du système partisan dans le système politique.

Principalement, le chapitre 14 veut montrer comment, autour du thème de la variété et de la contrainte et à l'aide d'un schéma de recherche évaluative, on peut amorcer l'évaluation des systèmes partisans et des partis.

Étant donné que le chapitre portera principalement sur la variété et la contrainte dans les partis et dans les systèmes partisans, il est bon de rappeler le nombre d'éléments de variété et d'éléments de contrainte que comporte chacun des types de systèmes partisans et des types de partis que nous avons distingués. Le tableau 14.1 donne cette information.

14.1 UN SCHÉMA D'ÉVALUATION

[Retour à la table des matières](#)

Quel que soit le type de système partisan ou le type de parti à évaluer, on peut lui trouver des défenseurs ou des adversaires : la diversité des évaluations est d'autant plus grande que les objets d'évaluation ne sont pas les mêmes. Le schéma suivant (graphique 14. 1), qui identifie les objets généralement considérés en recherche évaluative (voir, entre autres, Suchman, 1967) nous sera utile en maintes

occasions pour discuter de façon ordonnée de l'évaluation des partis et des systèmes partisans.

Soit la composante interne d'un parti. On peut d'abord évaluer en (1) la qualité ou la quantité des ressources matérielles, humaines, informationnelles qui y sont investies. Y a-t-il suffisamment d'adhérents, les ressources financières sont-elles suffisantes, l'information utilisée est-elle de bonne qualité ?

L'évaluation peut aussi porter en (2) sur le processus de conversion des ressources en résultats. La centration de la composante interne n'est-elle pas excessive, ou au contraire le parti n'est-il pas divisé en trop de tendances contraires ?

Les résultats en (3) et leurs conséquences en (5) renvoient à ce que nous avons nommé les fonctions de la composante interne. Produit-elle trop en trop peu d'orientations ? Quelles sont les conséquences de ces orientations dans l'environnement, c'est-à-dire dans les deux autres composantes du parti, mais aussi dans l'ensemble du système partisan, dans le système politique ou dans l'environnement sociétal ?

[247]

Tableau 14.1
*Le nombre d'éléments de variété et d'éléments de contrainte
dans les différents types de systèmes partisans et de partis.*

[Retour à la table des matières](#)

1. SYSTÈMES PARTISANS	2. PARTIS
3 éléments de variété – pluripartisme complexe	3 éléments de variété – parti opportuniste, décentré, extensif (ODE)
2 éléments de variété, 1 élément de contrainte – multipartisme complexe – pluripartisme simple – quasi-unipartisme complexe	2 éléments de variété, 1 élément de contrainte – parti opportuniste, décentré, intensif (ODI) – parti opportuniste, centré, extensif (OCE)
1 élément de variété, 2 éléments de contrainte – multipartisme simple – quasi-unipartisme simple – unipartisme complexe	1 élément de variété, 2 éléments de contrainte – parti programmatique, centré, extensif (PCE) – parti programmatique, décentré, intensif (PDI)
3 éléments de contrainte – unipartisme simple	3 éléments de contrainte – parti programmatique, centré, intensif (PCI)

[248]

GRAPHIQUE 14.1

Schéma systémique des différents objets d'évaluation

[Retour à la table des matières](#)

L'évaluation économique de l'efficience, c'est-à-dire du rapport entre les ressources et les résultats (selon les études dites d'avantages-coûts) est peu fréquente dans le domaine partisan. Elle n'est toutefois pas inconcevable. On pourrait se demander, par exemple, toujours à propos de la composante interne, quel est le rapport entre le nombre d'adhérents médiatisés vers le parti par la composante publique et le nombre d'activistes qui, en retour, vont agir dans la composante publique, pour tenter de l'orienter.

Les deux autres composantes des partis ainsi que les trois composantes des systèmes partisans, ou plus généralement l'ensemble d'un système partisan, peuvent être évalués selon le même protocole, présenté dans le graphique 14.1.

C'est d'ailleurs ce qu'ont fait, bien que de façon non explicite, les défenseurs et les adversaires des différentes formes de partis et de systèmes partisans. Si leurs conclusions sont souvent divergentes, c'est non seulement parce qu'ils n'ont pas les mêmes objets d'évaluation, mais aussi parce que leurs valeurs sont différentes. Comme l'indique le mot même d'évaluation, celle-ci consiste à juger les faits d'après des valeurs. Or à propos des partis les valeurs diffèrent grandement. Fidèle à l'approche que nous avons utilisée depuis le début, nous voudrions montrer que ces [249] différences peuvent être formulées en termes de variété et de contrainte dans les partis et les systèmes partisans.

14.2 L'ÉVALUATION DES SYSTÈMES PARTISANS

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'évaluation des systèmes partisans les arguments ne manquent pas pour justifier la contrainte sans mélange, c'est-à-dire les systèmes unipartistes simples. Nous avons signalé certains de ces arguments à propos des partis uniques de l'Afrique noire. Dans les sociétés multi-ethniques en voie de développement ce système partisan permettrait la non-dispersion des efforts, un processus de conversion bien contrôlé ainsi que des résultats et des conséquences dont les effets de développement et d'effacement des différences ethniques seraient plus grands que si le système était moins contraint. Des arguments un peu semblables sont employés pour justifier l'unipartisme simple ou complexe, en d'autres pays. Ils sont contestés par ceux qui valorisent la variété et prétendent que trop de contrainte élimine des possibles pourtant désirables. Ainsi Lewis (1966 : 66-75) prétend que le parti unique s'expose à commettre de graves erreurs de politique, parce que les décisions sont prises sans rechercher tous les conseils dont on pourrait bénéficier. Et il conclut son examen du parti unique en Afrique noire de la façon suivante (p. 75) :

Le parti unique ne peut faire la démonstration d'aucun des mérites qu'il se donne. Il ne peut ni représenter tout le peuple, ni assurer la liberté de discussion, ni garantir un gouvernement stable, ni, surtout, concilier les différences qui séparent les divers groupes régionaux. On ne peut donc dire qu'il soit inhérent à la civilisation ouest-africaine, sinon dans le sens où

l'on peut dire que le cancer est inhérent à l'homme, car ce qui serait naturel dans ces pays ce serait deux ou trois partis représentant différentes régions. Le parti unique est dans une certaine mesure le produit de l'hystérie du moment de l'indépendance, à la faveur de laquelle certains hommes ont pu s'emparer de l'État et éliminer leurs adversaires. C'est une maladie dont l'Afrique occidentale mérite d'être guérie.

La situation se présente différemment du côté de la variété extrême, c'est-à-dire du côté des systèmes pluripartistes complexes. Nous avons noté, au chapitre 5 sur les systèmes compétitifs, qu'il y avait peu d'exemples historiques de systèmes partisans qui pendant une assez longue période avaient été compétitifs, morcelés et complexes. Tout se passe comme s'il fallait au moins un élément de contrainte pour que le système partisan se stabilise.

[250]

Ce sont donc les systèmes partisans à un seul élément de contrainte qui sont généralement la cible de ceux qui s'en prennent à la trop grande variété, c'est-à-dire à un certain désordre des ensembles partisans.

Le multipartisme complexe est évidemment une cible de choix. Même dans l'analyse savante de Sartori (1976 : 131-145), on décèle plusieurs évaluations négatives de ce système qu'il nomme, rappelons-le, le pluralisme polarisé. Dans les termes du schéma d'évaluation présenté dans le graphique 14.1, Sartori prétend que les processus de conversion dans la composante gouvernementale de tels systèmes sont marqués d'irresponsabilité de la part de certains partis. Dans cette composante comme dans la composante publique, il y a polarisation et tendances centrifuges qui rendent difficile le fonctionnement du système politique. Les conséquences dans l'environnement sont évaluées comme négatives.

Curieusement, on conteste dans ces systèmes multipartistes complexes même leur élément de contrainte, soit le caractère lié des relations entre partis. Ces liens feraient écran entre la volonté populaire et la conduite du gouvernement. On évalue en quelque sorte que cet élément de contrainte est mal placé et que si on peut l'éviter, il vaut mieux ramener la représentation à plus de simplicité, en modifiant par exemple le système électoral. C'est ce qui a été fait, en France, de la IV^e République à la V^e République. Le passage du multipartisme complexe au multipartisme simple est généralement considéré comme un progrès.

Il y a là, du point de vue de l'évaluation et plus généralement d'un point de vue systémique, un enseignement significatif. Tout se passe, en effet, comme si on ne pouvait inverser plus d'une fois les signes de la séquence de la variété et de la contrainte, d'un sous-système à l'autre, quand ceux-ci sont disposés du plus complexe, en général, au moins complexe. Dans un système partisan cet ordre va du sous-système des relations entre élus au sous-système des relations entre gouvernants, en passant par le sous-système des relations entre responsables. Concrètement, pour revenir au multipartisme, la séquence variété (+) $\longrightarrow$ contrainte (-) $\longrightarrow$ variété (+), qui est celle du multipartisme complexe, serait dysfonctionnelle, parce qu'elle comporterait une double inversion de signe, alors que la séquence : contrainte (-) $\longrightarrow$ contrainte (-) $\longrightarrow$ variété (+), qui est celle du multipartisme simple, serait fonctionnelle.

[251]

Le pluripartisme simple et le quasi-unipartisme complexe, les deux autres systèmes partisans qui comportent deux éléments de variété sur trois, sont exempts de ce vice de fonctionnement qui affecterait le multipartisme complexe.

Pour les défenseurs du pluripartisme simple, ce système aurait en quelque sorte la séquence idéale, avec de la contrainte dans le sous-système le plus complexe (celui des relations entre élus) et de la variété dans les deux sous-systèmes moins complexes (ceux des relations entre responsables et des relations entre gouvernants). Autrement dit, ces systèmes auraient le mérite de simplifier les divisions politiques à la base, de préserver l'autonomie des partis et surtout d'assurer une alternance à la direction du gouvernement. Mais le pluripartisme simple est aussi contesté, au nom surtout du type de partis qu'il produit (trop extensifs et trop opportunistes au goût de certains de ses juges). Il l'est aussi parce qu'il entraînerait une simplification abusive des débats politiques entre deux grands partis, souvent peu différents l'un de l'autre. Toutefois, comme on l'a vu, la variété dans le sous-système des relations entre élus transforme ces systèmes en pluralisme complexe, un type instable. Et à l'argument de la simplification excessive on peut répliquer, avec Bertrand de Jouvenel (1972 : 14-15) qu'il y a une différence essentielle entre le choix d'un seul et le choix d'un collègue :

À un seul on peut donner le choix entre un grand nombre de possibles, mais à un collègue on ne peut le faire que sous peine d'un mécontentement à peu près général du choix finalement arrêté, de sorte qu'il faut resserrer le choix offert à un collègue et le ramener si possible à une simple alternative.

Cet argument vaut surtout pour les choix référendaires, mais on peut l'appliquer aussi aux choix électoraux, surtout là où le système électoral est majoritaire.

Le quasi-unipartisme complexe est un type plutôt rare de système partisan qui peut être discuté avec le quasi-unipartisme simple, même si ce dernier type comporte deux éléments de contrainte alors que le quasi-unipartisme complexe n'en comporte qu'un seul. C'est surtout le monopolisme (donc la contrainte) de fait qui cause problème aux yeux de ceux qui évaluent ces systèmes. Le problème, dans les termes du schéma d'évaluation, en est un de disproportion des ressources ou des « efforts ». Même si plus d'un parti a le droit d'exister et de diriger le gouvernement, les moyens de contrôle de l'un d'entre eux sont tels, durant une [252] longue période de temps, qu'il surpasse les autres et monopolise, en fait, la direction du gouvernement. Généralement, le système électoral de nature majoritaire vient favoriser ce monopole du parti prédominant. La disproportion dans les moyens, quand on l'évalue, est généralement attribuée ou bien aux failles dans l'exercice du contrôle de la part du ou des partis dominés (c'est le cas du Japon, par exemple), ou bien au contrôle excessif, par des moyens qui ne sont pas toujours avouables, de la part du parti prédominant (c'est le cas en Inde, à certains moments tout au moins).

Ajoutons que le quasi-unipartisme simple présente, comme le multipartisme complexe, une séquence dysfonctionnelle. À la contrainte dans le sous-système des relations entre élus succède la variété dans le sous-système des relations entre responsables et la contrainte, à nouveau, dans le sous-système des relations entre gouvernants. La variété dans le deuxième sous-système est toutefois toute relative, puisque si les partis sont morcelés, il demeure que le parti prédominant, qui regroupe quantitativement plus de la moitié des élus, est lié en lui-même. À l'inverse du multipartisme complexe, où le sous-système des relations entre responsables réduit abusivement le transfert de variété entre les deux autres composantes, le quasi-unipartisme simple peut être vu comme un système où le sous-

système des relations entre responsables donne l'illusion de la variété. Le filtre est varié, mais il y passe de la contrainte.

Reste le multipartisme simple, qui est un système, où à la contrainte dans le sous-système des relations entre élus puis dans le sous-système des relations entre responsable succède la variété dans le sous-système des relations entre gouvernants. La partie interne du système peut être vue comme processus de conversion du public au gouvernemental. Comme pour le multipartisme complexe, c'est généralement cette conversion et plus particulièrement le jeu des coalitions et les résultats qu'ils entraînent qui sont discutés et évalués (voir en particulier Rose, 1974 : 111-129). Certains évaluent que les négociations incessantes entre les partis de la coalition gouvernementale ont des résultats négatifs, d'autres, au contraire, soulignent que tout grand parti de gouvernement est de toute façon une coalition de tendances diverses. (Bogdanor, 1981 : 253). La négociation est inévitable et il vaut mieux qu'elle soit patente entre partis que latente à l'intérieur d'un parti.

[253]

14.3 L'ÉVALUATION DES PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

Les partis comme les systèmes partisans peuvent être caractérisés par le nombre d'éléments de contrainte et le nombre d'éléments de variété présents dans chacun des six types que nous avons distingués. Ces nombres sont donnés dans le tableau 14.1.

Rappelons cependant que les composantes des partis ont été définies de façon différente des sous-systèmes du système partisan. Ceux-ci se rapportent tous à la direction du gouvernement, donc à la composante gouvernementale, alors que les composantes des partis sont gouvernementale, interne et publique.

Les partis opportunistes, décentrés et extensifs comportent trois éléments de variété sur trois. Chez eux les fonctions de représentation sont les plus importantes, suivies des fonctions de gouverne et, en dernier lieu, des fonctions de sélection. Nous avons montré que les deux grands partis américains appartenaient à ce type. De tels partis exercent relativement peu de contrôle des mandats d'autorité

dans le système politique, d'autant moins que le système partisan, s'il est simple, est aussi morcelé et compétitif. Les électeurs non partisans, les groupes d'intérêt et les agents de l'État exercent dans le système politique américain beaucoup plus de contrôle que là où le système partisan et les partis penchent plutôt du côté de la contrainte.

Cette situation est évaluée comme désirable, de façon explicite ou implicite, par beaucoup d'auteurs qui, comme Epstein (1967), préfèrent l'opportunisme à des idéologies ou à des programmes trop stricts, ou qui, comme Eldersveld (1964), se félicitent qu'il n'y ait pas centralisation excessive, ou encore qui considèrent que les partis doivent représenter un peu tous les segments de la population.

Toutefois, ces vues ne font pas l'unanimité. Les réformateurs qui continuent de s'interroger sur les partis et le système partisan, aux États-Unis, désirent généralement que les partis deviennent plus programmatiques, plus centrés et moins extensifs.

Le Parti communiste français illustre assez bien la situation qui est atteinte quand le parti pris pour la contrainte remplace l'option pour la variété. Les fonctions de sélection deviennent premières et imposent des orientations contraignantes aux gouvernants et aux représentants. C'est le modèle du parti de révolutionnaires, dont rêvait Lénine, qui lorsqu'il s'empare de la direction du [254] gouvernement exerce un contrôle total ou quasi total sur le système politique.

Entre les deux types extrêmes, on trouve quatre types médians, qui comportent ou bien deux éléments de variété et un élément de contrainte, ou bien un élément de variété et deux éléments de contrainte.

De façon générale ce ne sont pas tellement les types de partis (du moins tels que nous les concevons) qui ont été évalués, que les grandes options qui les définissent : l'opportunisme ou le programmatisme, la décentration ou la centration, l'extensivité ou l'intensivité.

De ces traits, ceux de la composante interne ont sans doute été les plus discutés. On peut même dire que la science politique des partis a commencé, avec Michels et Ostrogorski, par la dénonciation de la centration excessive dans les partis qu'ils étudiaient, au début du siècle. Cette dénonciation a continué depuis. Simone Weil écrivait en 1950 (Charlot, 1971 : 160) que la suppression des partis serait du bien presque pur. Elle s'élevait contre les conséquences négatives de la contrainte

exercée dans la composante interne, mais aussi dans la composante gouvernementale.

Des voix moins éloquentes, mais davantage entendues dans les partis, ont insisté sur la nécessité de la centration, ou du moins d'une certaine centration pour que le parti exerce une action efficace (quant à ses résultats) et effective (quant à ses conséquences) dans la composante publique et la composante gouvernementale.

Le choix entre le caractère programmatique et le caractère opportuniste de la composante gouvernementale est généralement justifié par des dimensions différentes de notre schéma d'évaluation. Les auteurs qui, comme Rose (1969, 1974), estiment qu'un parti doit être programmatique pour gouverner vraiment insistent surtout sur le processus de conversion, c'est-à-dire sur le parti comme effecteur dans la composante gouvernementale. Parce que le parti est aux prises avec d'autres effecteurs, dont les agents gouvernementaux, son action doit être guidée par des programmes précis qui assurent son contrôle. Les auteurs, qui au contraire prétendent que, dans les systèmes compétitifs tout au moins, les partis ne peuvent éviter un certain opportunisme, se préoccupent davantage du rapport à l'environnement. Selon eux, pour qu'un [255] parti demeure effectif et continue de mobiliser des efforts adéquats dans le public il ne doit pas se limiter à gouverner en fonction de ses militants. Autrement dit, un parti programmatique est peut-être un effecteur plus efficace, mais son effet, c'est-à-dire les conséquences de son action dans l'environnement, est plus limité et peut affecter de façon négative les efforts dont il a besoin pour ses activités gouvernementales et autres.

L'option pour l'extensivité ou l'intensivité a fait l'objet de moins de débats. D'ailleurs, comme on l'a vu au chapitre 7, ce sont là des caractéristiques des partis qui sont plus difficiles à établir que la centration ou la décentration, le programmatisme ou l'opportunisme. Les défenseurs des systèmes monopolistes de partis et donc des partis dominants, qu'ils soient uniques, hégémoniques ou prédominants, louent généralement le caractère extensif de ces partis, c'est-à-dire leur capacité à représenter l'ensemble de la population. De même, dans les systèmes compétitifs les grands partis extensifs sont parfois loués parce qu'ils réussissent à représenter un peu toutes les catégories sociales. D'autres auteurs, cependant, estiment qu'avec cette base trop étendue les médiations qui sont acheminées vers les composantes interne et gouvernementale sont trop imprécises et parfois contradictoi-

res. Mieux vaut un parti qui représente des catégories sociales plus particulières. Comme on le voit, on peut interpréter ces débats en termes d'efficacité et d'effet.

14.4 LES JEUX DE LA VARIÉTÉ ET DE LA CONTRAINTE

[Retour à la table des matières](#)

S'il est commode, dans un premier temps, d'évaluer séparément l'un de l'autre les systèmes partisans et les partis, il s'impose dans une démarche vraiment systémique d'évaluer ensemble le système et les sous-systèmes d'acteurs (les partis) qu'il comprend.

Dans la perspective de la variété et de la contrainte on peut distinguer à cet égard quatre situations selon que 1) la contrainte s'impose et dans le système et dans les sous-systèmes ; 2) la variété domine et dans le système et dans les sous-systèmes ; 3) la variété domine dans le système, mais laisse place à la contrainte dans les sous-systèmes ; 4) la contrainte est dominante dans le système, mais permet la primauté de la variété dans les sous-systèmes. Chacune de ces quatre situations peut être évaluée [256] sommairement en ayant recours au schéma systémique du graphique 14.1 et plus particulièrement à la notion d'effet qui renvoie aux conséquences de ces situations dans le système politique.

Les systèmes unipartistes simples, où le parti unique est programmatique, centré et extensif (et parfois intensif), sont ceux où la contrainte totale est la plus grande. Ce n'est que dans la composante qui est la dernière en ordre d'importance, la composante publique, que le système laisse place à la variété, et encore est-ce parce que le parti unique est le seul à recueillir des appuis dans cette composante. Généralement le parti unique domine complètement le système politique, à moins que son compétiteur, l'armée, en vienne à imposer lui-même sa domination. Cette solution de rechange est d'ailleurs significative du caractère excessivement contraint de cette situation.

Il y a un peu plus de variété dans les systèmes unipartistes complexes, où les partis sont généralement programmatiques, centrés et extensifs ou intensifs. Mais

on peut les ranger dans la même catégorie que les systèmes unipartistes simples, soit celle où la contrainte règne aussi bien dans le système que dans les partis.

À l'extrême opposé on trouve les systèmes pluripartistes simples à l'américaine, où les partis sont généralement opportunistes, décentrés et extensifs. Cette fois il n'y a qu'un seul élément de contrainte et on le trouve dans le système, du côté des relations entre les élus qui sont simples plutôt que complexes. Ces systèmes partisans, à cause surtout de la variété inscrite dans les partis qui les composent, n'ont qu'une prise limitée sur le système politique. Les électeurs et les associés dans la composante publique, ainsi que les agents dans la composante gouvernementale (en particulier les fonctionnaires et les dirigeants des groupes) exercent des contrôles importants sur les partisans. Ces contrôles sont souvent tout aussi déterminants, sinon plus, des élections et des politiques que peut l'être l'action des partisans. Pour ceux qui croient au rôle directeur des partis dans le système politique, cette situation laisse trop de place à la contrainte venant des autres acteurs pour être évaluée de façon positive. Même quand les partis sont opportunistes, centrés et extensifs, la variété l'emporte encore largement sur la contrainte, d'autant plus que bien souvent la composante interne, centrée, est la dernière en ordre d'importance dans les partis.

Dans l'autre situation la variété domine dans le système, mais dans les sous-systèmes il y a plus de contrainte que de variété. Les [257] systèmes multipartistes complexes donnent lieu à de telles situations. Ils sont compétitifs et complexes, donc variés dans les relations entre les gouvernants et entre les élus, mais la plupart des partis tendent à être programmatiques, centrés et intensifs. Même quand ils n'atteignent pas cette configuration extrême du côté de la contrainte, ils sont généralement plus contraints qu'ouverts à la variété. Dans ces systèmes l'instabilité est trop grande pour permettre des contrôles effectifs du système politique. Les quelques cas de quasi-unipartisme complexe peuvent être rangés dans cette même catégorie. Bien que monopolistes, ils ont leurs deux autres traits du côté de la variété, puisqu'ils sont morcelés et complexes, mais le parti dominant et les autres partis inclinent davantage du côté de la variété que du côté de la contrainte. Le caractère monopoliste de ces systèmes les déconsidère, tout comme les systèmes quasi-unipartistes simples, aux yeux de ceux pour qui il n'y a pas de démocratie possible sans alternance des partis à la direction du gouvernement.

Enfin une dernière situation peut se présenter, celle où il y a contrainte dans le système, à l'exception des relations entre gouvernants qui demeurent compétitives, mais variété, au total, dans les partis. Beaucoup de systèmes multipartistes simples illustrent cette situation. Le système est lié mais demeure simple et, parce que plusieurs partis se définissent d'abord comme des partis de représentation, la tendance à la décentration et à l'opportunisme est plus grande que dans les systèmes multipartistes complexes. Ces systèmes partisans ont généralement une meilleure prise sur le système politique que les systèmes pluripartistes simples ou que les systèmes multipartistes complexes, en ce qu'ils canalisent mieux que les premiers les contrôles des sujets et qu'ils évitent mieux que les seconds l'instabilité due à la combinaison de la compétition entre les gouvernants et de la complexité dans les relations entre les élus.

Au terme de cet examen nous n'arrivons pas à des conclusions fermes sur la valeur respective des systèmes partisans et des partis qui les composent. Ce n'était d'ailleurs pas le but de l'exercice. Nous avons plutôt voulu montrer que le dilemme de la variété et de la contrainte offrait un thème pertinent pour l'évaluation des phénomènes partisans et que le schéma d'évaluation présenté dans le graphique 14.1 pouvait servir de guide à cette fin. Nous n'avons pas voulu imposer nos vues au-delà de ce thème et de cette voie d'évaluation, bien que le lecteur aura sans doute [258] deviné que nous préférons les situations où la variété se mêle à la contrainte, à celles où une option plus unilatérale est prise pour la contrainte ou pour la variété.

Résumé thématique

[Retour à la table des matières](#)

Tout au long de cet ouvrage les partis et les systèmes partisans ont été définis au moyen des notions fondamentales de variété et de contrainte. Ces notions étaient dès le départ inscrites dans notre idée directrice voulant que les partis cherchent à contrôler les mandats d'autorité dans le système politique, puisque le contrôle consiste à contraindre, selon ses préférences, la variété des possibles.

Les partis et les systèmes partisans peuvent être évalués selon les options pour la variété ou pour la contrainte qu'ils manifestent dans leur action. La division la

plus importante est sans doute celle entre les systèmes partisans où il y a alternance et donc variété dans la direction du gouvernement, et ceux où cette alternance n'existe pas, que ce soit en droit ou en fait. L'évaluation des systèmes partisans en est rendue plus facile. De façon seconde, les systèmes partisans manifestent ou non de la variété dans les relations entre les responsables, selon qu'ils sont morcelés ou liés. Ils manifestent ou non de la variété dans les relations entre les élus, selon qu'ils sont complexes ou simples.

Dans les partis, il n'y a pas une composante qu'on peut dire première parmi les autres. Les arguments ne manquent pas en faveur de la primauté de la sélection, de la représentation ou de la gouverne. Généralement, toutefois, la composante publique est plus complexe que les deux autres et les partis dans cette composante sont en quelque sorte condamnés à une relative variété. Les débats autour de la variété et de la contrainte portent surtout sur les composantes interne et gouvernementale.

Une évaluation vraiment systémique des phénomènes partisans doit porter sur le système partisan et les partis à la fois. Elle s'en trouve compliquée, mais les conséquences dans le système politique nous permettent de guider quelque peu l'enquête. À cet égard les systèmes et les sous-systèmes partisans où se mêlent la contrainte et la variété semblent avoir un contrôle plus effectif, sans pour cela être total, du système politique que ceux où est tolérée une plus grande variété.

[259]

Orientation bibliographique

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas, à notre connaissance, d'ouvrages dont le propos est d'évaluer les partis et les systèmes partisans selon la méthodologie de la recherche évaluative (sur cette méthodologie, voir Suchman, 1967), ou, plus modestement, de les évaluer selon des critères explicites. Toutefois, dans le chapitre 4 de son recueil sur les partis, Charlot (1971) a rassemblé quelques évaluations sous le titre de « Un phénomène contesté ». On pourra lire également l'ouvrage déjà ancien de Schatt-

schneider sur le gouvernement des partis (1942). Il contient plusieurs points de vue normatifs qui ne manquent pas d'intérêt. Sur le thème du gouvernement « responsable » des partis, il y a aussi l'ouvrage de Ranney (1956).

[261]

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES
BIBLIOGRAPHIE
DES AUTEURS CITÉS

[Retour à la table des matières](#)

ALFORD, Robert R., *Party and Society ; The Anglo-American Democracies*, Chicago, Rand McNally, 1963.

ALMOND, Gabriel A. and Coleman, James S. (eds), *The Politics of the Developing Areas*, Princeton, Princeton University Press, 1960.

ANGELL, Harold M., « Le financement des partis politiques provinciaux du Québec » dans LEMIEUX, Vincent (dir.), 1982.

ASHBY, W. Ross, *Introduction de la cybernétique*, Paris, Dunod, 1958.

ASPATURIAN, V., « The Soviet Union » dans MACRIDIS, R.C. and WARD, R.E. (eds.), *Modern Political Systems : Europe*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1972.

ATLAN, Henri, *Entre le cristal et la fumée*, Paris, Seuil, 1979.

BAILEY, Frederick G., *Les règles du jeu politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971.

BIENEN, Henry, « One-Party Systems in Africa » dans HUNTINGTON, S.P. and MOORE, C.H. (eds.), *Authoritarian Politics in Modern Society*, New York, Basic Books, 1970.

BIRCH, Anthony H., *Representation*, Londres, Mac Millan, 1972.

BLACK, Conrad, *Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977.

BLONDEL, Jean, « Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies », *Revue Canadienne de Science Politique*, vol. 1, n° 2, 1968 : 180-203.

[262]

BOGDANOR, Vernon, *The People and The Party System*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

BOGDANOR, Vernon and BUTLER, David (eds.), *Democracy and Elections. Electoral Systems and Their Political Consequences*, New York, Cambridge University Press, 1983.

BORELLA, François, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1981.

BRANDENBURG, Frank, *The Making of Modern Mexico*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1964.

BUTLER, David and STOKES, Donald, *Political Change in Britain*, New York, St-Martin's Press, 1971.

BUTLER, David, PENNIMAN, Howard R. and RANNEY, Austin (eds.), *Democracy at The Polls*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.

CADART, Jacques, *Les modes de scrutin des dix-huit pays libres de l'Europe occidentale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.

CARDINAL, Mario et al., *Si l'Union nationale m'était contée*, Montréal, Boreal Express, 1978.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, *Le pouvoir confisqué. Gouvernants et gouvernés en U.R.S.S.*, Paris, Flammarion, 1980.

CHAMBRE, Henri, *Le pouvoir soviétique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1959.

CHARLOT, Jean, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1972.

CLOGG, Richard, « Greece » dans BOGDANOR, Vernon and BUTLER, David (eds), 1983.

COLEMAN, James S. and ROSBERG, Carl G., *Political Parties and National Integration in Tropical Africa*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1966.

CONRADT, David P., *The West German Party System : an Ecological Analysis of Social Structure and Voting Behavior*, Beverly Hills, Sage Publications, 1972.

COTTERET, Jean-Marie et ÉMERI, Claude, *Les systèmes électoraux*, Paris, Presses Universitaires de France, 1970.

CROTTY, William J. (ed.), *Approaches to The Study of Party Organization*, Boston, Allyn and Bacon, 1968.

DE JOUVENEL, Bertrand, *Du principat*, Paris, Hachette, 1972.

DE ROSNAY, Joël, *Le macroscope*, Paris, Seuil, 1975.

DE SWAAN, Abram, *Coalition Theories and Cabinet Formation*, Amsterdam, Elsevier, 1973.

[263]

DEUTSCH, Karl W., *Politics and Government*, Boston, Houghton Mifflin, 1974.

DION, Léon, *Société et politique : la vie des groupes. II Dynamique de la société libérale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

DOWNS, Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper, 1957.

DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1951.

DUVERGER, Maurice, « Sociologie des Partis Politiques » dans GURVITCH, G. et al. *Traité de Sociologie*, tome II, Paris, Presses Universitaires de France, 1960.

EASTON, David, *Analyse du système politique*, Paris, Colin, 1974.

ELAZAR, Daniel, « The Generational Rythm of American Politics », *American Politics Quarterly*, vol. 6, n° 1, 1978 : 55-94.

ELDERVSVELD, Samuel J., *Political Parties : A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand McNally, 1964.

ENGELMANN, Frederick C. and SCHWARTZ, Mildred A., *Canadian Political Parties : Origin, Character, Impact*. Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1975.

EPSTEIN, Leon D., *Political Parties in Western Democracies*, New York, Praeger, 1967.

ESTIEVENART, Georges, *Les partis politiques en Allemagne fédérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1973.

ETZIONI, Amitai, *The Active Society*, New York, The Free Press, 1968.

FINER, Samuel, *The Changing British Party System, 1945-1979*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980.

GELARD, Patrice, *Le Parti communiste de l'Union soviétique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982.

GOLDEY, David and WILLIAMS, Philip, « France » dans BOGDANOR, Vernon, and BUTLER, David (eds.), 1983.

HANCOCK, M. Donald, « Sweden » dans MERKL, Peter H. (ed.), 1980.

HANDS, Gordon, « Roberto Michels and The Study of Political Parties », *British Journal of Political Science*, vol. 1, part 2, 1971 : 155-172.

HERMENS, F.A., *Democracy or Anarchy ? A Study of Proportional Representation*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1941.

IRWIN, Galen A., « The Netherlands » dans MERKL, Peter (ed.), 1980.

[264]

JAKOBSON, Roman, *Essais de linguistique générale*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1963.

JANDA, Kenneth, *A Conceptual Framework for the Comparative Analysis of Political Parties*, Beverley Hills Sage Publications, 1970.

JUPP, James, *Political Parties*, London, Routledge and Kegan Paul, 1968.

KATZ, Richard S., *A Theory of Parties and Electoral Systems*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1980.

KEY, V.O. jr., *Southern Politics*, New York, Random House, 1949.

KEY, V.O. jr., *Politics, Parties and Pressure Groups*, New York, Crowell, 1964.

KING, Anthony, « Political Parties in Western Democracies : Some Sceptical Reflections », *Polity*, vol. II, n° 2, 1969 : 11-141.

KIRCHHEIMER, Otto, « The Transformation of The Western European Party Systems » dans LAPALOMBARA, Joseph, and WEINER, Myron (eds.), 1966.

KRIEGEL, Annie, *Les communistes français*, Paris, Seuil, 1968.

KUNZ, Rainer, « Denmark », dans STAMMEN, Theo, 1980.

LADD, Everett C. Jr., *Where Have All The Voters Gone ?*, New York, Norton, 1978.

LANGDON, Frank, *Politics in Japan*, Boston, Little Brown, 1967.

LAPALOMBARA, Joseph, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1964.

LAPALOMBARA, Joseph, and WEINER, Myron (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

LAPIERRE, Jean-William, *L'Analyse des systèmes politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1973.

LAROCQUE, André, *Défis au Parti québécois*, Montréal, Éditions du Jour, 1971.

LAVAU, Georges, *Partis politiques et réalités sociales*, Paris, Colin, 1953.

LAVAU, Georges, « À la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du Parti communiste français », *Revue Française de Science Politique*, vol. 18, n° 3, 1968 : 445-466.

LAVROFF, Dmitri Georges, *Les partis politiques en Afrique noire*, Paris, Presses Universitaires de France.

LEITES, Nathan, *Du malaise politique en France*, Paris, Plan, 1958.

LEMIEUX, Vincent, « Pour une science politique des partis », *Revue Canadienne de Science Politique*, vol. 5, n° 4, 1972, 485-502.

[265]

LEMIEUX, Vincent, *Le quotient politique vrai*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973. [Livre en préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

LEMIEUX, Vincent, « Esquisse d'une théorie organisationnelle des partis », *Revue Canadienne de Science Politique*, vol. 10, n° 4, 1977 : 841-856.

LEMIEUX, Vincent (dir.), *Personnel et partis politiques au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1982.

LEMIEUX, Vincent et al., *Une élection du réalignment*, Montréal, Éditions du Jour, 1970.

LEMIEUX, Vincent et HUDON, Raymond, *Patronage et politique au Québec : 1944-1972*, Sillery, Boréal Express, 1975. [Livre en préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

LÉONARD, Dick, « Benelux » dans BOGDANOR, Vernon and BUTLER, David (eds.), 1983.

LESAGE, Michel, *Les régimes politiques et l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971.

LEWIS, W. Arthur, *La chose publique en Afrique occidentale*, S.E.D.E.I.S., Paris (Futuribles), 1966.

LINDON, Denis, *Marketing politique et social*, Paris, Dalloz, 1976.

LIPSET, Seymour M., *L'homme et la politique*, Paris, Seuil, 1963.

LIPSET, Seymour M., *Agrarian Socialism. The Cooperative Commonwealth Federation in Saskatchewan. A Study in Political Sociology*, New York, Anchor Books, 1968.

LIPSET, Seymour M. and ROKKAN, Stein (eds.), *Party Systems and Voters Alignments*, New York, The Free Press, 1967.

LOEWENBERG, Gerhard, « The Remaking of The German Party System », *Polity*, vol. 1, n° 1, 1968 : 86-113.

LOWI, Theodore J., « Party, Policy and Constitution in America » dans CHAMBERS, William N. and BURNHAM, Walter D. (eds.), *The American Party Systems*, London, Oxford University Press, 1967.

MABILEAU, Albert et MERLE, Marcel, *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965.

MAIER, Herbert, « Italy » dans STAMMEN, Théo, 1980.

MANNHEIM, Karl, « The Problems of Generation » dans MANNHEIM, Karl, *Essays on The Sociology of Knowledge*, New York, Oxford University Press, 1952.

MARSCHAK, Jacob, and RADNER, Roy, *Economic Theory of Teams*, New Haven, Yale University Press, 1972.

McKENZIE, Robert, *British Political Parties*, London, Mercury Books, 1963.

[266]

MEISEL, John, « The Larger Context : The Period Preceding The 1979 Election » dans PENNIMAN, Howard R. (ed.), *Canada at The Polls, 1979 and 1980*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.

MERKL, Peter H. (ed.), *Western European Party System*, New York, The Free Press, 1980.

MEYNAUD, Jean, *La technocratie*, Paris, Payot, 1964. [Livre en préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

MEYNAUD, Jean, *Les partis politiques en Italie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965. [Livre en préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

MICHELS, Roberto, *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971.

MORGENTHAU, Ruth S., *Political Parties in French-speaking West Africa*, Oxford, Clarendon Press, 1964.

MURRAY, Vera, *Le Parti québécois*, Montréal, Hurtubise, 1976.

NICOLET, Claude, *Le radicalisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1957.

NILSON, Sten S., « Norway and Denmark » dans MERKL, Peter (ed.), *Western European Party Systems*, 1980.

NIMMO, Dan, *The Political Persuaders*, Englewood Cliffs, PrenticeHall, 1970.

OSTROGORSKI, Mosei, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1979.

PALTIEL, Khayyam X., « Campaign Finance : Contrasting Practices and Reforms » dans BUTLER, David, PENNIMAN, Howard R. and RANNEY, Austin (eds.), 1981.

PENNIMAN, Howard R., *Greece at The Polls. The National Elections of 1974 and 1977*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.

PITKIN, Hanna F., *The Concept of Representation*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1967.

RAE, Douglas W., *The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven, Yale University Press, 1967.

RAE, Douglas W. and TAYLOR, Michael, *The Analysis of Political Cleavages*, New Haven, Yale University Press, 1970.

RANNEY, Austin, *The Doctrine of Responsible Party Government*, Urbana, University of Illinois Press, 1956.

RANNEY, Austin, « Candidate Selection » dans BUTLER, David, PENNIMAN, Howard R., and RANNEY, Austin (eds.), 1981.

ROBERTSON, David, *A Theory of Party Competition*, London, Wiley, 1976.

ROBIN, Marin, « British Columbia » dans ROBIN, Martin (ed.), *Canadian Provincial Politics*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1978.

[267]

ROSE, Richard, « The Variability of Party Government : a Theoretical and Empirical Critique », *Political Studies*, vol. XVII, n° 4, 1969 : 413-445.

ROSE, Richard, *The Problem of Party Government*, London, Macmillan, 1974.

ROSE, Richard, *Do Parties Make a Difference ?*, London, Macmillan, 1980.

SANI, Giacomo, « The Italian Electorate in The Mid-1970s : Beyond Tradition ? » dans PENNIMAN, Howard R. (ed.), *Italy at The Polls, The Parliamentary Elections of 1976*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977.

SARLVICK, Bo, « Scandinavia » dans BOGDANOR, Vernon and BUTLER, David (eds.), 1983.

SARTORI, Giovanni, *Parties and Party Systems*, New York, Cambridge University Press, 1976.

SCALAPINO, Robert A. and MASUMI, Junnosuke, *Parties and Politics in Contemporary Japan*, Los Angeles, University of California Press, 1967.

SCARROW, Howard A., « The Function of Political Parties : A Critique of The Literature and The Approach », *Journal of Politics*, vol. 29, 1967 : 770-790.

SCHAPIRO, Léonard, *The Communist Party of The Soviet Union*, London, Methuen, 1970.

SCHATTSCHEIDER, E.E., *Party Government*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1942.

SCHLESINGER, Joseph A., « Political Party Organization » dans MARCH, James G. (ed.), *Handbook of Organizations*, Chicago, Rand McNally, 1965.

SCHNEIDER, William, « The November 4th Vote for President : What Did it Mean ? » dans RANNEY, Austin (ed.), *The American Elections of 1980*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.

SEILER, Daniel-L., *Partis et familles politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.

SETON-WATSON, Christopher, « Italy » dans BOGDANOR, Vernon and BUTLER, David (eds.), 1983.

SJOBLOM, Gunnar, *Party Strategies in a Multiparty System*, Lund, Studen litteratur, 1968.

SORAU, Frank J., *Political Parties in The American System*, Boston, Little Brown, 1964.

SORAU, Frank J., *Party Politics in America*, Boston, Little Brown, 1968.

[268]

STAMMEN, Theo, *Political Parties in Europe*, London, John Martin, 1980.

STEIN, Michael B., *The Dynamics of Right-Wing Protest, A Political Analysis of Social Credit in Québec*, Toronto, University of Toronto Press, 1973.

STOCKWIN, J.A.A., « Japan » dans BOGDANOR, Vernon and BUTLER, David (eds.), 1983.

SUCHMAN, Edward A., *Evaluative Research*, New York, Russel Sage, 1967.

SUHONEN, Pertti, « Finland », dans MERKL, Peter (ed.), 1980.

THORBURN, Hugh G. (ed.), *Party Politics in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1979.

TOINET, Marie-France, *Le Congrès des États-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972.

VALEN, Henry and KATZ, Daniel, *Political Parties in Norway : A Community Study*, Oslo, Universitetsforlaget, 1964.

WALHKE, John C. and al., *The Legislative Systems. Explorations in Legislative Behavior*, New York, Wiley, 1962.

WALLISER, Bernard, *Systèmes et modèles*, Paris, Seuil, 1977.

WEINER, Myron, *India at The Polls. The Parliamentary Elections of 1977*, Washington, The American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1978.

WEINER, Myron, *India at The Polls*, 1980, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1983.

WERTMAN, Douglas A., « The Christian Democrats : Masters of Survival » dans PENNIMAN, Howard R. (ed.), *Italy at The Polls*, 1979, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.

WIATR, Jerzy J., « Le système politique à parti hégémonique en Pologne » dans BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique*, Paris, Dalloz, 1975.

WILLIAMS, Philip, *Politics in Post-War France*, London, Longmans, Green, 1958.

WINKIN, Yves, *La nouvelle communication*, Paris, Seuil, 1981.

WRIGHT, William E. (ed.) *A Comparative Study of Party Organization*, Columbus, Merrill, 1971.

ZARISKI, Raphaël, « Italy » dans MERKL, Peter (ed.), 1980.

ZOLBERG, Aristide R., *One-party Government in the Ivory Coast*, Princeton, Princeton University Press, 1969.

[271]

SYSTÈMES PARTISANS ET PARTIS POLITIQUES

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

- Activistes: 23, 149
Adenauer, K.: 208, 238
Afrique noire: 44, 46, 61-63, 101-102, 154, 159, 176-177, 210-211, 212-213, 227, 228, 229, 249
Agents gouvernementaux: 22
Allemagne de Weimar: 48, 232
Alford, R.R.: 128
Almond, G.A.: 12, 39, 43-44, 172
Angell, H.M.: 190
Arabie Saoudite: 46
Arbitres. 177-183, 217-218
Ashby, W.R.: 33, 148
Aspaturian, V.: 60
Associés: 22
Atlan, H.: 33
Australie: 45, 80, 126, 230, 234
Autorité: 12, 22
Autriche: 46, 55, 81-82, 227

Bailey, F.G.: 177
Belgique: 46, 55, 84, 227
Bienen, H.: 62, 63

Birch, A.H.: 201

Black, C.: 214
Blondel, J.: 37, 39, 41-42, 54, 80
Bogdanor, V.: 81, 90, 232, 235, 243, 252
Borella, F.: 121
Brandenburg, F.: 67
Briand, A.: 136
Butler, D.: 81, 90, 123, 201, 232, 235, 243

Cadart, J.: 232
Cameroun: 44
Canada: 41-42, 45, 78-79, 80, 126, 154, 160, 180-181, 208-209, 230, 231, 236
Cardinal, M.: 214
Carrère d'Encausse, H.: 120, 212
Centré (parti): 31, 97-99, 254
Chambre, H.: 59, 60, 120
Charlot, J.: 4, 5, 15, 56, 174, 254, 259
Chili: 88-89
Chine: 46
[272]
Clivages: 118-119
Clogg, R.: 79

- Coleman, J.S.: 12, 39, 43-44, 62, 172
 Colombie Britannique: 215-216
 Complexité: 147-149, 161, 250
 Congo belge: 48
 Congo Kinchasa: 61
 Conradt, D.P.: 122
 Conseillers: 23, 149, 217-218
 Contrainte: 11-14, 31-33, 49-52, 80, 255-258
 Contrôle: 11-14, 29-30
 Côte d'Ivoire: 44, 61, 102, 210-211
 Cotteret, J.M.: 107
 Crotty, W.J.: 4
- Danemark: 85-86, 107, 136, 226
 Décentré (parti): 31, 97-99, 254
 De Gaulle, C.: 87, 238, 240
 De Jouvenel, B.: 238, 251
 De Rosnay, J.: 34
 De Swaan, A.: 131
 Deutsch, K.W.: 60, 101
 Dion, L.: 10
 Diouf, A.: 64
 Downs, A.: 7, 115-117, 128, 143, 237
 Duplessis, M.: 214
 Duverger, M.: 4, 6, 7, 15, 37-42, 60, 72, 80, 81, 90, 97, 99, 110, 174, 179, 189, 195, 201, 228, 232, 243
- Easton, D.: 34
 Égypte: 46
 Elazar, D.: 49
 Eldersveld, S.J.: 5, 97, 105, 111, 253
 Elus: 23, 51-52, 149
 Emeri, C.: 107
 Engelman, F.C.: 78
 Environnement: 28, 188, 225-229
 Epstein, L.D.: 6, 90, 106, 108, 131, 143, 184, 201, 220, 243, 253
- Espagne: 44
 Estievenart, G.: 107, 122, 208
 États-Unis: 40, 43-45, 54, 75-76, 104-105, 126-127, 140, 153, 191-192, 192-194, 227, 228, 230, 231, 236, 253
- Etzioni, A.: 28
 Europe de l'Est: 44, 46, 59, 100
 Extensif (parti): 31, 116-119, 255
- Factions: 70, 103, 108-109, 191
 Faure, E.: 135
 Finer, S.E.: 77, 123
 Finlande: 107-108, 124, 159-160, 197-198
 Flandre: 84
 Foot, M.: 123, 216, 238
 France: 43, 46, 48, 55, 87-88, 120-121, 126, 135-136, 155, 179, 189, 195-196, 216, 228, 229, 237, 240-241, 250, 253-254
 Franco, F.: 44
- Gandhi, I.: 194-195
 Gélard, P.: 100, 174, 178
 Ghana: 44
 Goldey, D.: 88
 Gouvernants: 23
 Gouverne (fonctions de): 14, 25, 204-207
 Gouvernementale (composante): 22-23
 Grande-Bretagne: 40, 43, 45, 54, 76-77, 104-105, 126, 139, 216, 227, 237, 238
 Grèce: 79
 Guinée: 44, 61
- Hancock, M.D.: 83, 137
 Hands, G.: 97
 Hermens, F.A.: 232
 Houphouët-Boigny, F.: 210
 Hudon, R.: 214
- [273]
- Inde: 46, 54, 70-71, 194-195, 229, 231, 236, 252
 Intensif (parti): 31, 116-119, 255
 Intermédiaires: 198-200

- Interne (composante): 21-22
 Irlande: 215, 227, 234, 237
 Irwin, G.A.: 85
 Israël: 233
 Italie: 43-44, 46, 48, 55, 86-87, 108-109, 124-125, 126, 136, 156-158, 159, 189-190, 216, 229
 Jakobson, R.: 30
 Janda, K.: 6, 97-98
 Japon: 54, 69-70, 103, 140, 160, 191, 236, 252
 Jupp, J.: 7, 39, 45-47, 56
 Katz, D.: 108, 176, 180
 Katz, R.S.: 8, 237, 243
 Kenya: 61
 Key, V.O.: 75, 193
 King, A.: 141, 167, 170-172, 184
 Kirchheimer, O.: 124
 Kriegel, A.: 174
 Kunz, R.: 86, 136
 Ladd, E.C.: 126
 Langdon, F.: 70, 103
 LaPalombara, J.: 3, 8, 39, 44-45, 125
 Lapierre, J.W.: 28, 34, 118-119, 226
 Larocque, A.: 175, 196
 Lavau, G.: 7, 19
 Lavroff, D.G.: 61, 62, 63, 102, 210-211, 213
 Leaders: 23, 177-183
 Leites, N.: 136
 Lemieux, V.: 4, 9, 34, 137, 163, 181, 214, 239
 Lénine, V.I.: 60, 253
 Léonard, D.: 84, 85
 Lesage, M.: 120
 Lewis, W.A.: 249
 Lindon, D.: 194
 Lipset, S.M.: 9, 118, 128, 180, 226, 242
 Loewenberg, G.: 122
 Lowi, T.J.: 131, 143
 Luxembourg: 46
 Mabileau, A.: 77
 Maier, R.: 136
 Malaisie: 48
 Mali: 44, 61
 Mandants: 12-14
 Mandataires: 12-14
 Mandats d'autorité: 12-14
 Mannheim, K.: 226
 Marschak, J.: 115
 Masumi, J.: 69, 70, 103, 191
 McKenzie, R.: 7, 97, 105, 111
 Mediations: 14, 24, 186
 Meisel, J.: 209
 Mendès-France, P.: 135
 Merkl, P.H.: 9, 90, 106, 122
 Merle, M.: 77
 Mexique: 44, 46, 47, 54, 66-67, 140, 159, 231
 Meynaud, J.: 109, 131
 Michels, R.: 4, 7, 38, 95-97, 110, 115, 254
 Militants: 173-177, 181-183
 Mitterand, F.: 241
 Morgenthau, R.S.: 63
 Multipartisme:
 complexe: 86-89, 250, 257
 simple: 81-86, 252, 257
 Murray, V.: 137, 175
 Nicolet, C.: 135
 Nilson, S.S.: 83
 Nimmo, D.: 193
 Norvège: 83-84, 107-108, 136, 175-176, 180, 237
 Nouvelle-Zélande: 80, 126
 Ontario: 69, 80
 Opportuniste (parti): 32, 133-134, 254-255
 Organisateurs: 186, 198-200
 Orientations: 14, 24
 Ostrogorski, M.: 4, 38, 97, 110, 254 [274]
 Paltiel, K.Z.: 201

- Parti:
- composantes: 9-11, 21-25
 - définition: 3
 - financement: 186-192, 231
 - fonctions: 23-24, 167-172
 - formation des partisans: 173, 181
 - recrutement: 186, 192
 - sélection des candidats: 98-109
 - sélection des dirigeants: 98-109
 - types exceptionnels de partis: 161-162
 - types mixtes de partis: 156-161
 - types purs de partis: 150-155, 253-256
- Patronage: 194, 214, 231
- Pays-Bas: 43, 46, 55, 85, 210, 233, 236
- Penniman, H.R.: 79
- Permanents: 23, 149, 181-183
- Pitkin, H.F.: 201
- Pologne: 47, 54, 65-66
- Pluripartisme:
- complexe: 79-80, 249, 257
 - simple: 68-70, 251-252, 257
- Québec: 68-69, 80, 137-138, 141-142, 153, 155, 181, 190-191, 196-197, 214-215, 230, 238-240
- Radner, R.: 115
- Rae, D.W.: 227, 232, 236, 243
- Ranney, A.: 99, 107, 237, 259
- Régulateurs: 217-218
- Relationnistes: 23, 149, 193-194, 198-200
- République fédérale d'Allemagne: 41-42, 45, 55, 81-82, 105-107, 122, 154, 208, 237
- Représentants: 22
- Représentations (fonctions de): 14, 24, 186-189
- Responsables: 23, 50, 149
- Ressources: 170-172
- Robertson, D.B.: 8
- Robin, M.: 215
- Rokkan, S.: 9, 118, 128, 226, 242
- Roosevelt, T.: 76
- Rosberg, C.G.: 62
- Rose, R.: 10, 131-134, 139, 141, 143, 216, 220, 252, 254
- Sani, G.: 125
- Sarlwick, B.: 85, 209
- Sartori, G.: 4, 8, 15, 19, 37, 39, 47-49, 51, 54, 56, 61, 62, 66, 72, 89, 90, 108, 227, 250
- Saskatchewan: 180
- Scalapino, R.A.: 69, 70, 103, 191
- Scandinaves (pays): 43, 46, 55, 138, 209-210, 216, 236
- Scarrow, H.A.: 170, 184
- Schapiro, L.: 60, 178
- Schattschneider, E.E.: 259
- Schiesinger, J.A.: 4, 6, 171
- Schneider, W.: 126, 127
- Schwartz, M.A.: 78
- Seiler, D.L.: 9, 118, 128, 226, 243
- Sélecteurs: 13, 22
- Sélection (fonctions de): 14, 24, 172-173
- Sénégal: 46, 61, 64-65
- Senghor, L.: 64
- Seton-Watson, C.: 87
- Sierra Leone: 44
- Sjöblom, G.: 7, 10, 143
- Sorauf, F.G.: 4, 5, 9, 19-21, 28, 34, 75, 170, 184, 192
- Staline, J.: 60
- Stammen, T.: 9, 84, 90
- Stein, M.B.: 181
- Stockwin, J.A.A.: 70
- Stokes, D.: 123
- Suchman, E.A.: 246, 259
- Suède: 45-46, 82-83, 107, 136-137, 161, 216, 227, 231
- Suhonen, P.: 108, 124, 160, 180, 197-198
- Suisse: 46, 227, 229, 230, 234, 237
- Sujets: 22

- Système électoral: 188, 209, 216, 232-237
[275]
Système partisan: à deux niveaux: 63-71
à parti hégémonique: 63-67
à parti prédominant: 68-71
à parti unique: 58-63
compétitif (et monopoliste): 48-49
complexe (et simple): 51-52
morcelé (et lié): 49-51
Système politique: 12, 26, 188, 229-232, 256
- Taft, W.H.: 76
Taylor, M.: 227
Thorburn, H.G.: 78
Toinet, M.F.: 193
Trudeau, P.: 208-209
Turquie: 40
- Union Soviétique: 44, 46, 52, 59-61, 100-101, 120, 139, 154, 161-162, 174, 178-179, 212
Unipartisme:
- complexe: 63-67, 249, 256
simple: 58-63, 249, 256
- Valen, H.: 108, 176, 180
Variété: 11-14, 31-33, 49-52, 80, 237, 255-258
- Walhke, J.C.: 201
Walliser, B.: 34
Wallonie: 84
Weil, S.: 254
Weiner, M.: 3, 8, 39, 44-45, 71, 194-195
Wertman, D.A.: 125
Wiatr, J.J.: 47, 65
Williams, P.: 88, 135, 196
Wilson, W.: 76
Winkin, Y.: 29
Wright, W.E.: 4, 6
- Yougoslavie: 46
- Zariski, R.: 108, 109, 125, 136, 190
Zolberg, A.: 102

Fin du texte